Berichte
der eidgenössischen Fabrikinspektoren
über ihre Amtstätigkeit in den Jahren 1928 und 1929

Veröffentlicht vom eidgenössischen Volkswirtschaftsdepartement

RAPPORTS
DES INSPECTEURS FÉDÉRAUX DES FABRIQUES
SUR L'EXERCICE DE LEURS FONCTIONS DANS LES ANNÉES 1928 ET 1929

PUBLIÉS PAR LE DÉPARTEMENT FÉDÉRAL DE L'ÉCONOMIE PUBLIQUE

Aarau : Druck und Verlag von H. R. Sauerländer & Co. : 1930

Berichte der eidg. Fabrikinspektoren - 1928/1929 - Rapports des inspecteurs fédéraux des fabriques
336.

336 KPiP
1100336
1100336

Berichte
der eidgenössischen Fabrikinspektoren
über ihre Amtstätigkeit in den Jahren
1928 und 1929

Veröffentlicht vom eidgenössischen
Volkswirtschaftsdepartement

BIBL. M.O.S.
DIV. T.
No. 1091

RAPPORTS
DES INSPECTEURS FÉDÉRAUX DES FABRIQUES
SUR L'EXERCICE DE LEURS FONCTIONS
DANS LES ANNÉES 1928 ET 1929

PUBLIÉS PAR LE DÉPARTEMENT FÉDÉRAL
DE L'ÉCONOMIE PUBLIQUE

Aarau : Druck und Verlag von H. R. Sauerländer & Co. : 1930

Inhalt — Contenu.

	I. Kreis Ier arr. Seite - page	II. Kreis IIme arr. Seite - page	III. Kreis IIIme arr. Seite - page	IV. Kreis IVme arr. Seite - page
Bericht über die eidgenössische Fabrikinspektion in den Jahren 1928 und 1929				
Rapports sur l'inspection fédérale des fabriques durant les années 1928 et 1929 . . .	3—49	50—110	111—163	164—216
Zusammenstellung der Tabellen . Récapitulation des tableaux . .	Seite — page . . 217			
Alphabetisches Sachregister . . .	„ „ . . 230			
Index alphabétique	„ „ . . 236			

BIBLIOTEKA Nr. 336 Min. Pracy i Opieki Sp.

Abkürzungen — Abréviations.

FG = Bundesgesetz betr. die Arbeit in den Fabriken vom 18. Juni 1914/27. Juni 1919.

VFG = Vollzugsverordnung des Bundesrates vom 3. Okt. 1919/7. Sept. 1923 zum eben erwähnten Bundesgesetz.

Suva = Schweizerische Unfallversicherungsanstalt.

Rapport sur l'inspection fédérale des fabriques du Ier arrondissement

(Berne [Jura], Fribourg, Vaud, Valais, Neuchâtel et Genève)

durant les années 1928 et 1929.

I. Partie générale.

L'amélioration continue de la situation économique générale de notre pays devait avoir sa répercussion sur le nombre des fabriques de l'arrondissement. L'augmentation est notable, puisque nous passons de 2055 fabriques, le 31 décembre 1927, à 2125 fabriques, à la même date de 1929. La progression, en ce qui concerne le chiffre d'ouvriers, est plus visible encore car, de 1927 à 1929, nous constatons une augmentation de 11 873 ouvriers (75 332 en 1927; 87 205 en 1929).

Les cantons de l'arrondissement participent d'une façon inégale à cette augmentation de l'activité industrielle. En ce qui concerne le nombre des fabriques, Berne passe de 527 à 557; Fribourg, de 103 à 104; Vaud, de 449 à 467; Valais, de 70 à 72; Neuchâtel, de 522 à 529; Genève, de 384 à 396. Quant au chiffre des ouvriers, il semble bien que tous les cantons, pas dans la même mesure, il est vrai, ont participé à l'essor de l'industrie dans ces deux dernières années. Nous donnons, en regard, les chiffres de 1927 et de 1929, le premier étant celui de 1929, le deuxième, entre parenthèses, celui de 1927: Berne (Jura) 26 365 (22 486); Fribourg 4643 (4183); Vaud 17 938 (15 643); Valais 5716 (5046); Neuchâtel 18 519 (15 630); Genève 14 024 (12 344).

Si nous nous reportons à une époque plus reculée, en 1911, par exemple, où se fit un recensement à l'usage de la statistique des fabriques, nous pouvons constater un certain regroupement de l'industrie, en ce sens que le chiffre des ouvriers suit une marche ascendante plus rapide, proportionnellement cela va sans dire, que le nombre des fabriques. En 1911, le nombre des fabriques (en faisant abstraction du Tessin, qui a passé à l'arrondissement III) s'élevait à 2181, avec 71 027 ouvriers, alors qu'au-

jourd'hui les chiffres respectifs sont de 2125 fabriques, avec 87 205 ouvriers. Et nous disions, dans notre rapport bisannuel pour 1910 à 1911, «que cette période pouvait être comptée au nombre des meilleures qu'ait traversé notre industrie».

Les différentes branches d'industrie ont profité, dans leur ensemble, de la situation économique. Peu d'industries ont véritablement souffert, si nous en exceptons les briqueteries du canton de Genève qui, chose paradoxale, auraient dû tirer avantage, au contraire, de la situation excessivement favorable de l'industrie du bâtiment dans la région. Malheureusement, les briqueteries de la zone, travaillant meilleur marché et arrivant sans grands frais sur place ont, en grande partie, accaparé le marché.

Un certain nombre de nouvelles fabriques se sont ouvertes dans l'arrondissement. Nous citerons les fabriques de magnésium, de lampes à incandescence, de gypse, de bonneterie, d'appareils en aluminium, en 1928; en 1929, une fabrique de papier, une fabrique de briques en ciment poreux, 2 fabriques de fromages en boîtes, une d'eau minérale, une centrale électrique, une fabrique pour le laminage et l'étirage de l'aluminium.

Par suite de diminution d'importance, 65 établissements ont été radiés de la liste des fabriques; 44 suite de faillite et, 95, pour des causes diverses. Nous n'avons constaté aucun transfert à l'étranger. Par contre, 274 établissements ont été soumis à la loi, 123 en 1928, 151 en 1929.

Le petit tableau ci-dessous donne, en chiffres, une idée de l'activité, au dehors, de l'inspection des fabriques:

Nombre des inspections	1928		1929	
	fabriques	inspections	fabriques	inspections
a) *dans les fabriques:*				
inspectées une seule fois	1790	1790	1676	1676
inspectées plusieurs fois	42	85	51	103
Total	1832	1875	1727	1779
b) *dans d'autres établissements:*				
inspectés une seule fois	63	63	91	91
inspectés plusieurs fois	1	2	3	6
Total	64	65	94	97

	1928	1929
Total de toutes les inspections	1940	1876
Visites, sans inspection, de fabriques et d'autres établissements	99	84
Nombre d'ouvriers des fabriques inspectées	70 758	73 524

Nous ne sommes pas arrivés, loin de là, à mener à bonne fin le programme qui nous est imposé, soit à visiter, dans l'année, toutes les fabriques de l'arrondissement; 261 fabriques, en 1928 et, 411, en 1929, n'ont pu être visitées, faute de temps. Le gros déchet de 1929 provient du fait que la préparation, et le contrôle du recensement des fabriques, du 22 août 1929, nous ont retenus au bureau de nombreuses semaines. Ce sont des constatations regrettables en elles-mêmes car, si intéressants que soient les renseignements apportés par un recensement, ils ne devraient pas être obtenus au détriment du service de l'inspection, au dehors, qui est, et doit rester, l'objectif essentiel de notre activité.

Nous n'avons pas négligé le contact personnel nécessaire avec les Chefs des départements cantonaux, chargés de l'application de la loi sur leur territoire respectif; nous avons vu aussi les préfets dans les districts, voire même l'autorité communale ou les offices du travail, dans certains cas particuliers. Les conférences diverses nous ont pris 45 journées: commission fédérale des fabriques, conférences des inspecteurs des fabriques, conférences avec votre Département, etc.

Nous avons procédé à 153 enquêtes, dont 105 pour votre Département, concernant des soumissions ou radiations d'établissements, la prolongation de la durée du travail, sur la base de l'art. 41 de la loi, les permis de travail de nuit et du dimanche, de travail en 2 équipes, etc. S'agissant du registre des fabriques, nous avons fait, lors de nos rapports mensuels, 256 propositions de radiation, de soumission et de changements divers dans la raison sociale, le genre d'industrie, les changements de domicile. Afin de liquider plus rapidement des cas litigieux, nous avons visité, avec les représentants de l'autorité cantonale, des locaux qu'on nous de-

Tableau I.

Nombre des fabriques et de leurs ouvriers, en 1928 et 1929, et force motrice, en 1929, par cantons.

Cantons	Fabriques		ouvriers							ouvriers							Force motrice totale disponible pour l'exploitation, en chevaux
			1928							1929							
			14—18 ans		plus de 18 ans		Total			14—18 ans		plus de 18 ans		Total			
	à fin 1928	22 août 1929	H	F	H	F	H	F	Total	H	F	H	F	H	F	Total	
Berne (Jura)	541	547	894	1,207	14,674	7,972	15,568	9,179	24,747	1,211	1,449	15,416	8,289	16,627	9,738	26,365	25,192
Fribourg .	105	105	120	192	2,175	1,752	2,295	1,944	4,239	196	174	2,402	1,871	2,598	2,045	4,643	8,078
Vaud . .	457	463	643	550	11,530	4,292	12,173	4,842	17,015	786	588	11,970	4,594	12,756	5,182	17,938	31,343
Valais . .	70	71	128	83	4,524	255	4,652	338	4,990	210	98	5,104	304	5,314	402	5,716	23,095
Neuchâtel	524	526	506	964	10,174	5,375	10,680	6,339	17,019	658	1,096	10,950	5,815	11,608	6,911	18,519	15,171
Genève .	376	379	358	418	8,287	4,191	8,645	4,609	13,254	442	425	8,902	4,255	9,344	4,680	14,024	18,551
Total dans le Ier arrondissement	2,073	2,091	2,649	3,414	51,364	23,837	54,013	27,251	81,264	3,503	3,830	54,744	25,128	58,247	28,958	87,205	121,430

NB. Les chiffres de 1928 ont été relevés au cours des inspections; ceux de 1929 proviennent du recensement fédéral des fabriques, du 22 août 1929.

Nr. 336

Tableau II.

Nombre des fabriques et de leurs ouvriers, en 1928 et 1929, et force motrice, en 1929, classés par groupes d'industries.

Groupes d'industries	Fabriques à fin 1928	Fabriques 22 août 1929	ouvriers 1928 de 14 à 18 ans H	ouvriers 1928 de 14 à 18 ans F	ouvriers 1928 de plus de 18 ans H	ouvriers 1928 de plus de 18 ans F	ouvriers 1928 Total H	ouvriers 1928 Total F	ouvriers 1928 Total Total	ouvriers 1929 de 14 à 18 ans H	ouvriers 1929 de 14 à 18 ans F	ouvriers 1929 de plus de 18 ans H	ouvriers 1929 de plus de 18 ans F	ouvriers 1929 Total H	ouvriers 1929 Total F	ouvriers 1929 Total Total	Force motrice totale disponible pour l'exploitation, en chevaux
I. Industrie du coton . . .	1	—	—	—	2	4	2	4	6	—	—	—	—	—	—	—	—
II. Industrie de la soie . .	3	3	18	78	120	311	138	389	527	20	73	120	305	140	378	518	690
III. Industrie de la laine . .	5	4	1	6	71	61	72	67	139	—	9	73	66	73	75	148	325
IV. Industrie du lin	2	2	3	1	15	24	18	25	43	1	2	16	19	17	21	38	141
V. Broderie	1	1	—	3	—	25	—	28	28	—	4	—	28	—	32	32	—
VI. Autres industries textiles	5	6	1	2	35	67	36	69	105	—	7	30	60	30	67	97	142
VII. Habillement (vêtements, ajustements et objets d'équipement)	174	170	81	491	931	2,927	1,012	3,418	4,430	111	470	940	3,080	1,051	3,550	4,601	1,120
VIII. Produits alimentaires et articles de consommation	119	117	109	293	3,014	3,403	3,123	3,696	6,819	120	303	3,125	3,630	3,245	3,933	7,178	13,782
IX. Industrie chimique . . .	42	41	61	18	2,510	287	2,571	305	2,876	108	31	2,842	325	2,950	356	3,306	11,775
X. Usines de production et de distribution d'électricité, de gaz et d'eau	83	85	7	—	1,369	—	1,376	—	1,376	17	—	1,621	5	1,638	5	1,643	25,870
XI. Industrie du papier, du cuir et du caoutchouc . . .	66	68	70	179	1,122	945	1,192	1,124	2,316	96	200	1,209	977	1,305	1,177	2,482	8,738
XII. Arts graphiques	111	112	160	68	1,887	549	2,047	617	2,664	224	65	1,923	590	2,147	655	2,802	2,646
XIII. Industrie du bois . . .	221	225	207	38	3,585	164	3,792	202	3,994	270	37	4,154	182	4,424	219	4,643	7,940
XIV. Production et mise en œuvre des métaux . . .	136	158	250	67	6,517	500	6,767	567	7,334	381	127	7,442	756	7,823	883	8,706	12,909
XV. Machines, appareils et instruments	183	189	711	150	10,416	1,231	11,127	1,381	12,508	823	119	10,939	1,382	11,762	1,501	13,263	14,291
XVI. Horlogerie, bijouterie . .	867	871	828	1,984	16,851	13,225	17,679	15,209	32,888	1,090	2,342	17,106	13,595	18,196	15,937	34,133	9,489
XVII. Industrie des terres et des pierres	74	74	142	36	2,919	114	3,061	150	3,211	242	41	3,204	128	3,446	169	3,615	11,572
Total dans le Ier arrondissement	2093* (2073)	2126* (2091)	2,649	3,414	51,364	23,837	54,013	27,251	81,264	3,503	3,830	54,744	25,128	58,247	28,958	87,205	121,430

* Les totaux de ces colonnes sont plus grands que les nombres réels, indiqués entre parenthèses, parce que certains établissements figurent dans plusieurs groupes d'industries à la fois.

N. B. Les chiffres de 1928 ont été relevés au cours des inspections; ceux de 1929 proviennent du recensement fédéral des fabriques, du 22 août 1929.

mandait de pouvoir utiliser à l'usage de fabriques, ou dont nous demandions la transformation ou l'abandon.

Une très active correspondance a été échangée avec votre Département, lettres ou préavis, au nombre de 2214, dont 1497 préavis, s'agissant des permis sollicités sur la base de l'art. 41 de la loi (52 heures); avec les 6 cantons (7 départements), 2103 pièces écrites, soit 407 rapports à la suite d'inspections, dont 150 demandaient expressément que des sanctions fussent prises contre les fautifs.

La correspondance avec les particuliers a été particulièrement active, puisque 3505 pièces écrites sont parties de notre office à leur adresse, dont 883 concernant le recensement des fabriques. Nous arrivons, tout compté, au total de 8277 départs, de notre bureau.

Nous avons reçu, au bureau, la visite de 241 personnes, industriels, architectes, ouvriers ou leurs représentants. Les plaintes des ouvriers, reçues au bureau ou par correspondance, avaient trait à la durée du travail, à la paie, à l'insuffisance des locaux de travail, et aussi à des questions de droit civil.

Nous avons été appelé, 3 fois, à paraître devant un tribunal, en qualité de témoin, ceci après avoir obtenu l'autorisation de votre Département. Convoqué une quatrième fois, nous avons réussi à éviter la comparution en donnant, par écrit, au Tribunal, les renseignements qu'il désirait de nous, et en lui faisant savoir surtout que nous n'étions pas les plaignants, mais que la dénonciation émanait de l'autorité cantonale.

Nous ne voudrions pas terminer ce chapitre sans prendre congé de notre chef de division, M. le Dr Kaufmann, qui a pris sa retraite, pour cause d'âge, après un demi-siècle d'activité féconde au Département fédéral de l'Industrie, puis au Département de l'Economie publique. Les relations que nous eûmes le privilège d'avoir avec lui furent toujours empreintes du meilleur esprit; sa bienveillance native et la constante confiance qu'il nous témoigna, durant plus de 30 ans de collaboration, eurent le don de faciliter beaucoup notre travail, ce dont nous lui restons sincèrement reconnaissant. Qu'il puisse jouir encore longtemps, dans sa retraite, de la satisfaction que donne le devoir scrupuleusement accompli.

II. Hygiène de la fabrique et prévention des accidents. Approbation d'installations nouvelles.

Dans notre dernier rapport, nous faisions état du travail qui incombe à l'inspectorat du fait de l'application des dispositions de la loi visant l'hygiène et la sécurité. Nous pourrions aujourd'hui ajouter qu'avec le développement de l'industrie, le perfectionnement des méthodes de travail, la rationalisation (si l'on veut employer l'expression à la mode), le souci essentiel de l'inspection est de procurer à l'ouvrier des locaux de travail toujours plus convenables, pourvus des installations propres à rendre le travail industriel moins pénible, et surtout moins dangereux. Les nouveautés dans la façon de travailler, les procédés d'ordre technique qu'apportent de nouvelles méthodes de fabrication, ne sont pas toujours sans danger pour l'ouvrier. Il s'agit, pour l'inspection, de suivre cette évolution pas à pas, de la précéder souvent, ce qui est rendu possible par l'examen des plans des nouvelles installations.

Durant les années 1928 et 1929, 41 rapports ont été adressés à l'autorité cantonale, s'agissant de locaux devant être abandonnés, parce que reconnus insuffisants lors de nos inspections. Dans 16 cas, les mêmes exigences ont été posées directement aux fabricants, ce qui veut dire que ceux-ci étaient déjà en principe d'accord avec nous et se rendaient compte, eux-mêmes, de la nécessité d'un changement. Douze des cas signalés sont liquidés à notre satisfaction; 11 ont donné lieu à une mise en demeure de l'autorité cantonale, avec fixation d'un délai; 11 fabricants ont envoyé des plans de transformation; 23 cas sont encore en suspens.

D'autres constatations, très nombreuses, ont été faites, lors des inspections, s'agissant également de l'aménagement des locaux de travail, de leur hygiène et de leur sécurité; ces constatations ont motivé l'envoi de 565 rapports à l'autorité cantonale, et de 1821 mises en demeure aux fabricants. Ce dernier mode de faire,

peut-être critiquable au point de vue strictement légal, est le seul aujourd'hui pratiquement réalisable, car la plupart des cantons ne sont pas outillés pour suivre la quantité de questions qui leur seraient soumises, à la suite de nos inspections, questions que nous réglons, en général, très rapidement avec les intéressés. Les affaires traitées sont les plus diverses : il s'agissait de plans de construction à présenter, d'autorisations d'exploiter, de locaux à modifier; ou encore de la ventilation, de l'éclairage et du cube d'air insuffisants, de propreté laissant à désirer, de passages, d'escaliers, de portes à modifier, afin de faciliter l'évacuation rapide des locaux de travail, du chauffage et de la protection contre les rayons trop vifs du soleil; et nous pensons ici non seulement aux stores, mais aussi aux mesures à prendre afin d'éviter l'élévation anormale de la température dans les locaux trop abondamment vitrés, ou dont les vitrages sont mal orientés.

De nombreuses observations ont été faites concernant les mesures à prendre pour l'évacuation des poussières de toute nature (minérales, métalliques ou des poussières de bois). Des chapelles ont été exigées pour faciliter l'évacuation des gaz et fumées; sans oublier les dispositifs spéciaux recommandés pour éviter la formation des buées, si désagréables pour l'ouvrier, et si pernicieuses dans la saison froide, où justement elles se produisent en plus grande abondance.

Enfin, les mises en demeure touchant les W. C., les vestiaires, les lave-mains, les réfectoires, les dortoirs, les douches, l'eau potable, les maisons ouvrières ont motivé 630 interventions, sans oublier celles, et elles sont nombreuses, qui ont trait aux installations, aujourd'hui devenues indispensables, destinées à mettre à l'abri des intempéries vélos et motos, tous les jours plus nombreux, en attendant que viennent prendre place dans ces garages des véhicules de plus grandes dimensions. Ce phénomène, car c'en est un, ne peut échapper à un oeil attentif, et il nous donne une indication précieuse quant au changement intervenu dans les habitudes de l'ouvrier. La distance entre la fabrique et le domicile ne joue plus le même rôle qu'autrefois. On peut habiter à une certaine distance de l'établissement où l'on gagne sa vie, voire

même à la campagne, où toujours plus nombreuses apparaissent les maisons familiales, propriété des ouvriers et des employés. C'est une manifestation intéressante, riche d'heureuses conséquences, et à laquelle n'est certainement pas étrangère l'augmentation des salaires qui a été constatée depuis la grande guerre. Et une fois de plus nous pouvons répéter le proverbe: A quelque chose malheur est bon.

Nous écrivions, dans notre dernier rapport, que les plaintes des ouvriers, au sujet des locaux de travail, étaient peu nombreuses; nous pouvons le répéter aujourd'hui. L'ouvrier paraît satisfait, semble-t-il, de l'activité, dans ce domaine, de l'inspecteur des fabriques, et ce n'est pas un petit éloge qui lui est ainsi tacitement décerné. Sans vouloir, le moins du monde, tresser des couronnes à ceux qui remplissent, en toute simplicité, un devoir à eux confié, il n'est peut-être pas inutile de rappeler au prix de quels efforts, de quelles luttes souvent, certains progrès ont été réalisés dans le domaine de l'hygiène et de la sécurité; et, aussi, les sommes considérables que l'industrie doit affecter à des transformations souvent très coûteuses.

Pendant que nous traitons l'hygiène et la sécurité, dans les fabriques existantes, qu'il nous soit permis de signaler rapidement quelques points spéciaux parmi tous ceux qui ont attiré notre attention:

Dans notre dernier rapport, nous avons déjà parlé de la question de l'éclairage électrique des locaux de travail, l'éclairage au gaz et à l'acétylène ayant presque complètement disparu. Un certain progrès est aujourd'hui à constater dans ce domaine, car on s'aperçoit enfin de l'importance immense du facteur «éclairage» dans le rendement du travail. Lorsque le besoin se fait sentir d'un éclairage intensif, comme c'est le cas dans la bijouterie, l'horlogerie, la typographie, où certaines places doivent être éclairées toute la journée, nous préconisons l'emploi de lampes bleutées, dites «à lumière solaire», qui suppriment les inconvénients causés par le «faux jour». Les armatures modernes sont bien meilleures que les anciennes, mais il faut savoir s'en servir, et les appliquer judicieusement. Toutes les fabrications ne sau-

raient, en effet, être traitées de la même façon, et ce qui est bon pour l'une peut parfaitement ne pas convenir à l'autre. L'utilisation rationnelle des plafonds blancs et unis, qui joue un si grand rôle dans l'éclairage, mérite à elle seule une étude spéciale. Il ne faut pas, par exemple, poser des abat-jour opaques sous les dits, car on se prive ainsi, volontairement, d'une partie de la lumière diffusée.

Depuis un certain nombre d'années, l'usage du *pistolet à air comprimé* s'est considérablement répandu, dans les industries les plus diverses, pour le vernissage d'objets fabriqués en série, ou offrant de grandes surfaces; le «zaponnage» est très répandu dans l'industrie horlogère, surtout dans la fabrication des cadrans métalliques; l'émaillage à froid, dans la fabrication de pièces détachées pour machines parlantes ou machines à écrire, des compteurs d'électricité, des vélos et motos, dans la peinture des carrosseries d'automobiles, des meubles et des affiches-réclame. Le pistolet est aussi employé pour le vernissage des charpentes et des pylones métalliques; dans la tannerie et la maroquinerie, pour teinter les peaux et cuirs, etc. ...

Nous avons déjà mentionné, dans notre dernier rapport, le danger que présentait l'usage du pistolet, lorsque les vernis contiennent des sels de plomb. Les craintes éprouvées, il y a quelques années, concernant le risque d'inflammation, ou même d'explosion, lors de l'emploi du vernis, genre «Duco», ne semblent heureusement pas fondées car, jusqu'à ce jour, nous n'avons pas entendu parler du moindre accident de ce genre. Néanmoins, il reste certain que le vernissage au pistolet doit être entouré de toutes les précautions voulues, les substances employées pouvant présenter de réels dangers pour la santé des ouvriers, même en l'absence de produits facilement inflammables.

Le vernissage des petites pièces doit s'effectuer sous une chapelle, ou une hotte, pourvue d'une bonne aspiration. Pour la peinture des carrosseries d'automobiles, nous préconisons, par contre, l'aménagement d'une chambre spéciale, munie d'un puissant ventilateur. Enfin, lorsqu'il n'est pas possible, pour une raison ou pour une autre, de procéder au vernissage dans une installation ad hoc, nous recommandons le port d'un masque. Le masque Schümann, avec apport d'air frais sous pression, adopté par les chemins de fer fédéraux, est alors tout particulièrement indiqué.

Il ne nous est pas parvenu de nouvelles plaintes concernant l'emploi du «radium», dans l'industrie des aiguilles et des cadrans lumineux. Il ne s'agit pas, comme nous le disions déjà il y a deux ans, à proprement parler de radium, mais bien de matières radioactives, improprement désignées sous ce nom.

L'emploi toujours plus répandu d'agents chimiques, plus ou moins nocifs, a motivé souvent notre intervention. Nous citerons, en passant, les installations nouvelles de chromage, utilisées surtout dans la fabrication des boîtes de montres, pour le chromage des services de table, etc. ..., qui sont installées avec une aspiration des vapeurs placée directement sur les bains. Jusqu'à ce jour, rien n'est parvenu à notre connaissance qui puisse laisser supposer que ce travail spécial, bien organisé, présente quelque danger pour les ouvriers.

Nous constatons le remplacement graduel du lavage à la benzine, opération dangereuse qui nous a déjà souvent préoccupé, par le lavage à la nétoline, préparation contenant essentiellement du trichlorure d'étylène, et qui n'est pas sans présenter certains dangers pour la santé des ouvriers. Mais si l'on observe strictement certaines mesures de précaution, notamment le placement des appareils à proximité d'une fenêtre ouvrante, et leur nettoyage en plein air, nous croyons que leur emploi n'est pas à déconseiller, étant donné surtout la suppression totale du risque d'inflammation.

Le *saturnisme*, s'il a considérablement diminué, n'a pas disparu, et une extrême vigilance est toujours de mise. En ce qui concerne les imprimeries, il est certain que les imprimeries d'aujourd'hui n'ont qu'une vague ressemblance avec celles que nous avons connues il y a quelque 30 ans. Les locaux ont été modernisés, même transformés complètement, quand ils n'ont pas été abandonnés pour faire place à des constructions neuves. L'air et la lumière ont pénétré abondamment dans les locaux de travail; les anciens planchers poussiéreux ont dû faire place à des planchers pouvant être entretenus en parfait état de propreté. Les

habitudes du personnel se sont modifiées; on accorde davantage d'intérêt aux questions d'hygiène; on ne mange, ni ne fume plus à l'atelier; l'utilisation rationnelle des installations pour les soins de propreté, des vestiaires, l'obligation de changer de chaussures avant d'entrer dans les ateliers; le ramassage régulier, et fait soigneusement, des éclats de plomb aux machines à composer, des crasses, etc. ... sont autant de précautions qui, toutes réunies, forment un faisceau défensif devant lequel la terrible maladie a dû reculer. Si on y ajoute l'hygiène personnelle de l'ouvrier, qui a progressé aussi, surtout en ce qui concerne l'usage des boissons alcooliques, on peut dire qu'un pas sérieux en avant a été fait dans ces dernières décennies.

Reste la question, encore si controversée aujourd'hui, des vapeurs de plomb, que d'aucuns prétendent devoir s'échapper des creusets des machines à composer. Les hygiénistes prétendent le contraire et, des essais récents, effectués avec beaucoup de soin, à Zurich, semblent concluants. Le professeur Dr. Roth, défunt, avait défendu, il y a bien des années déjà, cette thèse. Reste la question des poussières de plomb, ou d'oxyde, que l'on retrouve dans les tuyaux d'aspiration placés sur les creusets, poussières qui se produisent certainement lors du nettoyage du creuset et de l'enlèvement des crasses. Et l'on est à se demander s'il n'est pas préférable que ces poussières soient entraînées au dehors, par les tubulures de l'aspiration, plutôt que de les voir se répandre dans la salle. Nous sommes pour la première alternative. En passant, un mot à propos de l'antimoine, métal qui fait partie de l'alliage fondu dans le creuset, et dont on ne fait pas état dans la plupart des recherches, alors que ce métal est plus volatile, et plus toxique que le plomb; sans compter qu'il contient presque toujours des traces d'arsenic.

Des mesures spéciales ont été imposées à une fabrique qui prépare un arséniate de plomb à l'usage de l'agriculture (ceci pendant une courte période de l'année), car on procédait à cette fabrication dangereuse avec une légèreté qui étonne vraiment.

Il est curieux de constater avec quelle inconscience on manipule le *celluloïd*, alors qu'il nous semble que chacun, le fabricant

spécialement, devrait être renseigné sur les dangers inhérents à cette fabrication. A la suite d'une inspection, nous écrivions ce qui suit à l'autorité cantonale: «Lors de notre récente inspection de l'établissement désigné ci-dessus, nous avons constaté que l'on ne prend aucune précaution contre les risques d'incendie dus à l'emploi du celluloïd. Les déchets de coupe sont rangés dans un sac placé dans un réduit contigu à l'atelier, tandis que les petits déchets de tournage sont jetés simplement dans la caisse à balayures. Les provisions de matières premières ne sont pas emmagasinées non plus avec tout le soin désirable. Il y a lieu de considérer aussi qu'on fait usage de feux ouverts dans l'atelier (chalumeau à gaz et lampes à alcool).» Des mesures immédiates furent ordonnées par l'autorité cantonale, la police du feu en particulier, et une visite ultérieure nous permit de constater, d'abord un changement de locaux, puis une organisation meilleure du travail.

Le chauffage électrique des fournaises, et appareils de genres les plus divers, tend à remplacer la fournaise à coke, voire même le chauffage au gaz que l'on considérait, il y a peu d'années encore, comme le fin du fin. Les applications les plus variées surgissent, pour le plus grand bien de notre économie générale, et de l'hygiène des locaux de travail. Les fers à repasser électriques sont bien près de détrôner les fers chauffés au coke et, dans une blanchisserie de faux-cols, nous avons constaté, dernièrement, qu'à l'atelier de repassage, le chauffage des cylindres des machines à repasser avait été transformé. Le chauffage électrique a remplacé le chauffage au gaz, transformation qui représente une amélioration considérable, au point de vue de l'hygiène de ces ateliers. Le gain est d'autant plus à considérer que le travail des ouvrières repasseuses à la machine est excessivement pénible.

Plusieurs incendies de fabriques sont parvenus à notre connaissance, dont quelques-uns très importants. Dans l'un des cas, on a pu apprécier le deuxième escalier que nous avions exigé, en remplacement d'un escalier de secours extérieur en fer, système dont on reconnaît aujourd'hui l'insuffisance et même le danger.

Ce genre de sortie, dangereux en lui-même, ne peut être comparé à la sécurité qu'offre une deuxième cage d'escalier, que nous pouvons exiger des bâtiments à plusieurs étages ou d'une certaine longueur de façade.

Une explosion, suivie d'incendie, aux usines de la Lonza, à Viège, a prouvé, une fois de plus, la nécessité d'une surveillance technique de tous les instants dans certaines fabrications dangereuses. Rendus immédiatement sur les lieux, nous avons pu faire certaines constatations très intéressantes; par exemple, il ne suffit pas de construire des bâtiments incombustibles pour obtenir une certaine sécurité, mais il faut veiller à ce que des constructions accessoires ou des dépôts d'objets très combustibles, dans le voisinage, ne viennent réduire à néant les précautions prises lors de la construction. La tenue des pompiers de l'usine fut digne de tous éloges et montra, une fois de plus, qu'on ne peut pas improviser un corps de pompiers d'usine, mais qu'il faut l'organiser et l'éduquer au préalable. Il s'agissait, au milieu des explosions qui se répétaient, au fur et à mesure que les fûts déposés dans le voisinage étaient surchauffés par l'incendie, d'arriver à fermer la vanne d'arrivée d'une grosse conduite d'acétylène. Les pompiers de l'usine dirigèrent les opérations, car leurs collègues de l'extérieur, qui ne connaissaient pas les différentes fabrications, ne pouvaient, sans danger pour eux, s'approcher du foyer. Ce qui était à craindre, non seulement pour les sauveteurs, mais aussi pour la population avoisinante, c'étaient les émanations de chlore qui auraient pu s'échapper des fûts et tanks déposés dans le voisinage du foyer, si celui-ci avait pris davantage d'extension. Il n'en fut rien, heureusement. Des recherches faites par la direction des Usines de la Lonza, il résulte que l'explosion qui a causé l'incendie, est due à une grave erreur commise dans la surveillance des réactions chimiques de la fabrication des dissolvants organiques. On ne s'était pas aperçu que la vanne reliant l'appareil à réaction avec le condenseur des vapeurs produites par la dite opération, était fermée.

La fabrication en cause, ainsi que toute une série d'autres fabrications présentant certains risques, ont été transférées ou

doivent être transférées dans une usine de la même société, sise à l'étranger. De plus, et afin de tranquilliser la population, le dépôt de chlore a été transporté en dehors de la zone dangereuse.

Une autre explosion, suivie d'un commencement d'incendie, est restée jusqu'à ce jour inexplicable. Elle s'est produite, entre 5 et 6 heures du matin, soit en dehors des heures de travail, dans la chambre à poussières où sont dirigés les déchets provenant des machines à travailler le bois. La porte en fer de la dite chambre fut enfoncée et, sous la pression des gaz, une deuxième porte, sise à une certaine distance, et le feu fut certainement transmis aux locaux de travail par les tubulures d'aspiration. Des secours très rapides parvinrent à maîtriser le feu dans ses débuts. Sur les causes de l'accident, on en est encore à se demander si un ouvrier, surpris à fumer, n'a pas jeté sa cigarette dans l'aspirateur, ou si une étincelle, provenant d'une meule d'émeri, n'a pas été transportée, par l'aspiration, dans la chambre où le feu aurait couvé toute la nuit, ou encore si l'explosion n'est pas due à une inflammation spontanée.

L'organisation de la lutte contre le feu, dans les fabriques, a eu toute notre attention, car nous l'envisageons sous un angle un peu différent qu'il y a quelques années encore. Il nous semblait alors que, seule, la question de sécurité du personnel entrait en ligne de compte alors, qu'aujourd'hui, nos préoccupations vont plus loin, en ce sens que fréquemment un incendie d'importance amène avec lui du chômage pour le personnel ouvrier.

Pour terminer, dans ce domaine, citons encore une intervention de notre part tendant à obtenir que les dortoirs d'une tuilerie, à proximité des séchoirs, fussent pourvus d'un escalier de secours en cas d'incendie. Ce ne fut pas sans peine que nous arrivâmes à chef.

La question de l'eau potable nous a également préoccupé, car nous ne sommes pas toujours certain, et des cas regrettables sont là pour le prouver, que l'eau mise à la disposition des ouvriers soit toujours sans danger. Que dire aussi des localités où l'eau fait défaut dans les étés secs, et des inconvénients nombreux que cette situation présente dans les fabriques où sont installés, au-

jourd'hui, les cabinets d'aisances avec chasse d'eau. Sans relâche, nous intervenons auprès de l'autorité cantonale, afin qu'elle fasse cesser une situation si préjudiciable à la santé publique.

Des plaintes nous sont parvenues de particuliers incommodés par les émanations provenant d'usines voisines, ou par le bruit qu'elles occasionnent. On s'est plaint aussi de la poussière provenant de routes non goudronnées, et qui pénètre dans la fabrique. Ces doléances ne nous ont pas laissé indifférent et, conformément à l'art. 9 de la loi, nous avons demandé, dans chaque cas, à l'autorité cantonale de bien vouloir intervenir et avons pu constater que notre intervention n'avait pas été inutile.

Le Département de l'Industrie du canton de Neuchâtel veut bien nous faire parvenir le rapport établi, chaque année, par l'ingénieur cantonal et l'expert cantonal pour les fabriques, à la suite des observations faites aux «Rochers de la Clusette», qui dominent la fabrique de ciment du Furcil, et les logements dits du Furcil.

Les mouvements constatés dans les roches dominantes ont été plus marqués en 1929 qu'en 1928, cette dernière année ayant eu «3 bonnes périodes de repos» 49, 78 et 77 jours, alors que ces périodes ont été plus courtes en 1929. Les experts concluent en disant que «l'année 1929, en raison de la fréquence des mouvements, ne peut pas être considérée comme très favorable», et que les observations régulières doivent être maintenues. Et l'expert cantonal des fabriques estime toujours que l'évacuation des logements du Furcil est une mesure de prudence qui devrait être prise.

Nos relations avec la Caisse nationale suisse d'assurance en cas d'accidents se sont bornées à l'envoi de 456 lettres ou communiqués divers, concernant les plans de construction de fabriques, ou d'installations l'intéressant spécialement, au point de vue de la sécurité. Nous lui avons signalé uniquement les cas d'une particulière urgence, et présentant un caractère spécial de gravité. Il s'agissait surtout de machines, d'organes de transmission, de monte-charges ou autres engins de levage, de risques d'explosion ou d'incendie, d'appareils à acétylène, des mesures à prendre

contre le saturnisme, de dégagements insuffisants, du port des cheveux dénoués ou en tresses, etc.

Par contre, les observations faites directement aux fabricants, et répétées, par écrit, sont beaucoup plus nombreuses. Elles se montent à 540 au total, auxquelles s'ajoutent 34 rapports adressés à l'autorité cantonale, s'agissant de questions ayant trait à la construction de la fabrique et à son aménagement.

Nous avons reçu, en 1928, 191 dossiers de plans et, 202, en 1929, soit au total 393 dossiers. Vis-à-vis de la période précédente (242 demandes), cela représente une augmentation notable, et une indication quant au degré d'activité dans l'industrie.

Les dossiers de plans se répartissent, par canton, comme suit: Berne 96, Fribourg 19, Vaud 119, Valais 49, Neuchâtel 63, Genève 47. Le gros chiffre porté à l'actif du canton de Vaud provient du fait qu'aucune construction industrielle n'échappe au contrôle des installations industrielles, même celles qui ne tombent pas sous le coup de la loi sur les fabriques et c'est certainement une bonne chose.

Les plus gros chiffres se trouvent dans l'industrie des métaux et machines (111); dans l'horlogerie (83); dans l'industrie chimique (44); dans l'industrie du bois (35); dans l'industrie alimentaire (29), etc.

Cinquante-cinq dossiers de plans nous sont parvenus incomplets, dont 34 ont dû être retournés à l'autorité cantonale pour être complétés. L'examen préalable des plans, à notre bureau, nous a valu la visite de 68 architectes et fabricants. Ce mode de faire, que paraissent beaucoup apprécier les constructeurs, a l'avantage de gagner du temps. On se comprend mieux aussi en discutant directement entre intéressés et, souvent, après nous avoir entendu, le fabricant constate que c'est l'inspecteur qui a raison, et non l'architecte qui, souvent, ne connaît pas suffisamment les exigences de telle ou telle branche d'industrie.

Les observations faites aux plans sont très diverses; les plus nombreuses concernent l'éclairage naturel des locaux et la hauteur des dits; puis les portes et passages, la ventilation, le chauffage, le sol, les planchers et les plafonds, les escaliers, puis tout

ce qui concerne les installations dites accessoires ou dépendances, les W. C., les vestiaires, lave-mains et douches, les réfectoires et dortoirs, l'eau potable, les infirmeries, etc. Puis, viennent les installations touchant spécialement à l'hygiène des locaux de travail, l'aspiration des poussières, l'élimination des fumées, des émanations nocives et des buées; enfin, celles qui ont trait à la prévention des accidents et des maladies professionnelles, les installations mécaniques et électriques, les monte-charges, les voies industrielles, les risques d'incendie, etc. etc.

De nombreuses dérogations aux prescriptions sont demandées, sur la base de l'art. 90 de l'ordonnance portant exécution la loi sur les fabriques, dérogations qu'il s'agit d'examiner avec soin, et avec le souci de ne pas permettre au constructeur de s'écarter par trop, et sans nécessité absolue, de ce qui doit être et rester la règle.

La construction terminée, vient l'autorisation d'exploiter, qu'accorde le canton. Le canton de Berne seul nous demande, chaque fois, notre avis, et même nous prie quelquefois de visiter la construction nous-même, dans certains cas particulièrement délicats. Cent huit demandes de préavis nous sont parvenues, en 1928 et 1929.

Musée d'hygiène industrielle et de prévention des accidents.

Le nombre des visiteurs s'est élevé à 676 durant les heures d'ouverture, alors que 108 personnes, qui avaient annoncé leur visite, ont été accompagnées spécialement par nous. Au nombre de ces derniers, nous citerons: MM. les Conseillers ministériels, chefs du Service de la sécurité du travail à Varsovie et à Budapest; M. Bellhouse, inspecteur en chef des fabriques, de Grande Bretagne; M. Stiller, Oberregierungsrat, Berlin; M. l'inspecteur en chef des fabriques, à Madras ((Indes anglaises); M. l'inspecteur supérieur du travail, à la Haye. Un délégué espagnol, Colonel du Génie; le cours d'infirmières visiteuses de la Source, à Lausanne; 30 agents de l'école d'agents de police, à Lausanne, avec leur chef; des étudiants de l'Université et des élèves de l'Ecole des métiers, avec leurs professeurs; des fabricants et des architectes, etc.

Le Musée s'est enrichi des objets suivants:

2 masques Schümann, avec introduction d'air sous pression,
1 lunette du même principe,
1 masque combiné avec les lunettes,
1 cape de protection pour le masque avec lunettes,
1 paire de gants pour le travail au jet de sable,
1 appareil guide-courroie automatique «Maillefer», pour poulies à étages,
1 chaise d'atelier sur ressort, avec dossier réglable à ressorts,
1 collection de diapositifs représentant des installations de filtres électriques, groupés dans un coffret, avec éclairage électrique intérieur,
divers outils pour l'atelier du Musée,
1 appareil de sécurité pour le nettoyage des vitres,
1 masque avec filtre,
1 respirateur en aluminium,
1 masque en éponge de caoutchouc,
1 lunette à bascule, pour soudeurs,
1 coffre de pansement de la Caisse nationale,
1 album relié contenant une collection d'affiches relatives à la prévention des accidents et l'hygiène industrielle,
2 armoires métalliques pour vestiaire, avec portes rentrantes,
6 moulages de têtes, pour l'exposition de lunettes et de masques,
50 cadres vitrés, avec prescriptions, instructions, photographies, etc.,
7 volumes et brochures pour la bibliothèque du Musée.

Une correspondance assez importante s'est greffée sur l'activité du Musée; correspondance échangée avec la Caisse nationale, les fournisseurs, les autorités et les particuliers. La Caisse nationale porte toujours un vif intérêt aux collections du Musée; elle a remplacé, en 1929, tous les appareils de protection des machines-outils, par des modèles nouveaux. D'autre part, sa participation financière régulière aux frais d'entretien constitue un apport sérieux à notre budget. Enfin, le Département fédéral de l'Economie publique, l'autorité cantonale vaudoise et la Ville de

Lausanne continuent, comme par le passé, par leurs contributions respectives, à soutenir l'institution.

Le catalogue du Musée a été complété par des photographies (accompagnées d'un texte adéquat), et le système des feuillets détachés permet de remettre au fabricant, et sans beaucoup de frais, une vue de l'objet qui l'intéresse.

III. Règlement de fabrique. Contrat de travail.

Durant les deux années qui viennent de s'écouler, nous avons examiné 261 règlements de fabrique, soit 75 provenant de Berne, 5 de Fribourg, 59 de Vaud, 4 du Valais, 65 de Neuchâtel et 53 de Genève. De plus, 50 demandes de modification de règlements déjà existants nous ont été soumises, s'agissant soit d'une revision totale du règlement, du changement dans le jour de la paie, ou du montant de la retenue, ou encore de l'introduction d'amendes dans le règlement. Trois industriels ont demandé de pouvoir introduire le système de 3 paies par mois, soit tous les 10 jours; 2 industriels sont revenus à la paie tous les 14 jours, après avoir essayé de ce nouveau système de paiement des salaires.

Les observations présentées par nous, lors de l'examen des règlements, vont en diminuant, car l'autorité cantonale examine les projets avec beaucoup plus de soin que par le passé, avant de nous les soumettre.

Nous attirons toujours l'attention des intéressés sur la façon de comprendre la répartition journalière du travail qui risque, à l'usage, de ne pas être observée; ainsi 8½ heures par jour et 5½ heures le samedi, laissent supposer que l'on sortira le samedi à midi et demie, ce que n'acceptera pas l'ouvrier, l'expérience étant là pour le prouver; de même, lorsque le projet prévoit la même durée du travail pour le samedi que pour la veille des jours fériés. Nous proposons alors la rédaction suivante: «Le travail cesse à 17 heures au plus tard, la veille des jours fériés» en lieu et place de l'indication de la durée du travail ces jours-là, qui change d'ailleurs suivant la saison.

Dans plusieurs cas, nous avons dû proposer la suppression

du texte relatif au délai de congé (8 jours ou 14 jours) et la phrase «le congé doit être donné par écrit». Il en va de même pour ce que nous considérons comme des retenues illégales, ou des dispositions n'ayant pas place dans le règlement de fabrique, mais bien dans le contrat de travail.

Les projets de règlement prévoyant la paie une ou deux fois par mois se font toujours plus rares. On s'est fait enfin à cette idée que la paie effectuée à jour fixe, tous les 14 jours, est dans l'intérêt bien entendu et des ouvriers et du patron.

Nous nous sommes opposé à l'insertion dans le règlement de fabrique de dispositions qui pouvaient faire naître des conflits entre employés et employeurs. L'interdiction pour les ouvriers «d'exécuter en dehors de leur travail n'importe quel travail lucratif» ne pouvait être admise, car c'était vouloir donner une extension par trop abusive à l'art. 45 de la loi qui «interdit d'éluder les prescriptions relatives aux heures de travail en donnant aux ouvriers de l'ouvrage à domicile».

Un industriel désirait être autorisé à ne pas indiquer le jour de paie dans son règlement mais, pour des raisons de comptabilité, à fixer les jours de paie à l'avance, pour une année, à partir du 2 janvier, et jusqu'au 31 décembre. Les jours de paie changeraient chaque année et, du fait que la paie ne peut s'effectuer ni le samedi, ni le dimanche, la retenue de garantie, ou salaire porté à compte nouveau, varierait de 4 à 6 jours. Votre Division, consultée, ne s'est pas opposée à ce mode de faire, à la condition qu'au début de chaque année le tableau des paies soit affiché avec, en regard, le montant de la retenue.

Les ouvriers des ateliers des C.F.F. se sont opposés à l'introduction du système de 3 paies par mois, introduit en remplacement de la paie 2 fois par mois, par nous critiquée. Il n'a pas pu leur être donné satisfaction, puisque la règle doit être la même pour tous. Un petit moulin, nouvellement soumis à la loi disait, dans son projet de règlement que «la durée du travail est de 12 heures par jour», et un imprimeur avait décidé «qu'une journée de fête chômée devait être remplacée par 4 heures supplémentaires de travail, à exécuter dans la semaine»;

le même projet prévoyait l'interdiction de consommer des boissons alcooliques «à moins que le patron offre un verre».

Lors des inspections, nous constatons fréquemment des irrégularités, s'agissant des règlements; 66 rapports ont été adressés, de ce fait, aux cantons et, 472 mises en demeure directement aux industriels. Le règlement fait ou complètement défaut ou n'est pas affiché; il n'est pas remis aux ouvriers ou, encore, il est devenu illisible, parce que tapé à la machine. Souvent, il contient des adjonctions manuscrites inadmissibles car, le règlement, une fois sanctionné par le Conseil d'Etat, devient une pièce officielle, qui a force de loi, et qui ne peut être modifiée dans sa teneur, sans le consentement de l'autorité qui a le droit de sanction.

Quand le règlement n'est pas affiché, il y a bien des chances pour que certaines dispositions du dit, ou de la loi, ne soient pas observées. Les ouvriers ont une façon à eux de signaler à l'inspecteur les manquements; ils soulignent les dispositions du règlement qui ne sont pas observées, et il est bien rare qu'une enquête discrète n'amène pas à constater que le coup de crayon anonyme avait sa raison d'être.

En ce qui concerne la paie, nous constatons encore, et toujours, des irrégularités. La paie, une fois par mois, a été notée dans 33 cas, 2 fois par mois dans 79 cas et, le samedi, dans 60 cas; 26 fabricants faisaient la paie un autre jour que celui fixé par le règlement, ne remettaient pas aux ouvriers le relevé de compte ou procédaient à des retenues illégales. Un certain nombre de plaintes d'ouvriers nous sont parvenues à ce propos. Nous rencontrons toujours des difficultés à faire observer la loi dans les établissements isolés de la campagne, où les ouvriers règlent leurs comptes une fois par mois, et ne tiennent pas à toucher de l'argent tous les 14 jours.

Les amendes, nous l'avons déjà constaté, ne sont plus appliquées dans la même mesure qu'autrefois, et rarement pour d'autres causes que les retards ou les absences injustifiées. Nos interventions dans ce domaine ont trait à la mauvaise tenue, ou à l'absence du contrôle des amendes; à des amendes non prévues

au règlement, ou d'un montant trop élevé; à l'emploi du montant des amendes.

Les plaintes des ouvriers, qui ont trait aux contestations de droit civil, telles qu'elles sont prévues à l'art. 29 de la loi, ne sont pas très nombreuses. Tout ce que nous pouvons faire, à distance, c'est de conseiller à l'ouvrier, quand la réclamation nous paraît fondée, de s'adresser au juge. Il s'agit, en particulier, de retenues sur le salaire, ou de non observation du délai de congé, ou encore de retards dans le payement du salaire, ce qui dénote d'avance une situation financière difficile de l'entreprise.

Nous n'avons pas eu de plaintes à enregistrer à propos de retenues faites pour fournitures ou petit outillage, ou encore pour location de places de travail, éclairage, etc., ce qui laisse supposer que les abus ne sont pas de nature à légitimer une intervention de notre part.

IV. Durée du travail.

Les années 1928 et 1929, que l'on peut considérer comme des années normales, au point de vue de l'activité industrielle, ou même d'années de grande production, ont permis de faire de nombreuses constatations intéressantes en ce qui concerne la durée du travail. Le fait aussi que les permis, sur la base de l'art. 41, ont diminué de volume, grâce à une application plus serrée de cette disposition, a permis de mieux se rendre compte du jeu normal des dispositions concernant la durée du travail lorsque viennent s'ajouter, à la semaine de 48 heures, les seules autorisations dites cantonales, telles qu'elles sont prévues aux articles 48 et 49 de la loi.

La semaine de 48 heures fait lentement, mais sûrement, son chemin dans le monde industriel, non sans pression de notre part, cela va sans dire. Nous ne nous contentons plus, aujourd'hui, d'avertissements lorsque nous constatons, ou que nous sont signalés, des dépassements non autorisés de la durée du travail; nous relevons des contraventions que nous transmettons à l'autorité cantonale pour sanction. Cent quatre cas ont été ainsi portés à la connaissance des Départements chargés de l'applica-

tion de la loi, dans les cantons, et le chiffre des amendes infligées, qui est en sérieuse progression, fait bien voir que nous sommes suivis par l'autorité cantonale.

Les plaintes reçues des ouvriers sont un peu plus nombreuses que dans la précédente période, 58 contre 34; mais elles ne représentent qu'un nombre infime des dépassements d'horaires que l'on pourrait facilement constater. L'ouvrier, dans certaines régions, ne recule donc pas devant le travail prolongé, surtout lorsque celui-ci est payé avec le supplément légal de 25 %. Par contre, il comprend toujours moins que les 4 heures supplémentaires, accordées sur la base de l'art. 41, ne soient pas au bénéfice de cette majoration. Certaines maisons, de l'industrie métallurgique, surtout, qui faisaient un usage fréquent de ces permis ont, de leur propre chef, accordé un supplément de 10 à 25 % pour ce genre d'heures supplémentaires.

La «démobilisation de la semaine de 52 heures», pour employer une expression devenue d'usage courant, a certainement progressé durant les années 1928 et 1929. Des fabriques, occupant un grand nombre d'ouvriers, qui faisaient usage depuis plusieurs années, et avec tout leur personnel, des facilités prévues à l'art. 41, ont renoncé, pour des périodes plus ou moins longues, à ces facilités. A d'autres, et afin de marquer le pas, les permis ne furent octroyés que pour 50 heures, dans l'idée qu'une période de transition était nécessaire, aussi bien pour l'établissement que pour l'ouvrier. On reconnaît aujourd'hui, et nous l'avons répété sans nous lasser, que plus on reculait l'échéance, plus il devenait difficile de retourner aux 48 heures, ce qui présuppose une réadaptation des salaires. L'ouvrier qui a vécu, durant des années entières, sur la base d'un salaire de 52 heures, et s'y était habitué, ne pouvait, sans dommage, revenir sans autre aux 48 heures. C'est ce qu'a compris une grande fabrique de l'industrie des machines laquelle, en revenant aux 48 heures, a majoré les prix et du travail à l'heure et du travail aux pièces.

Aujourd'hui, dans l'industrie horlogère, on est revenu pour ainsi dire au régime normal; les permis encore accordés ne vont que jusqu'à 50 heures et, en général, pour des périodes moins

Tableau III.

Durée du travail dans la semaine du 19 au 24 août 1929.

Nombre des ouvriers occupés au travail de jour en une équipe (art. 40 et 41 de la loi), par groupes d'industries.

Groupes d'industries	Nombre des ouvriers travaillant, d'après le recensement:					Durant la semaine du recensement, les ouvriers ci-dessous indiqués, qui figurent déjà dans les colonnes de gauche, étaient occupés, du fait de la prolongation temporaire de la durée du travail:					
	moins de 48 heures	48 heures	de 48 à 50 heures	de 50 à 52 heures	Total	de 48 à 50 heures	de 50 à 52 heures	de 52 à 55 heures	de 55 à 58 heures	de 58 à 62 heures	plus de 62 heures
I. Industrie du coton	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
II. Industrie de la soie	—	518	—	—	518	—	—	—	—	—	—
III. Industrie de la laine	5	119	—	24	148	—	—	—	—	—	—
IV. Industrie du lin	13	25	—	—	38	—	—	—	—	—	—
V. Broderie	2	30	—	—	32	—	—	—	—	—	—
VI. Autres industries textiles	—	87	10	—	97	—	—	—	—	—	—
VII. Habillement (vêtements, ajustements et objets d'équipement)	518	2,933	213	937	4,601	—	—	92	7	16	—
VIII. Produits alimentaires et articles de consommation	550	5,797	359	459	7,165	—	—	—	—	—	—
IX. Industrie chimique	437	1,558	45	66	2,106	—	—	—	—	—	—
X. Usines de production et de distribution d'électricité, de gaz et d'eau	17	865	46	133	1,061	—	—	—	—	—	—
XI. Industrie du papier, du cuir et du caoutchouc	143	2,103	72	136	2,454	—	—	—	—	—	—
XII. Arts graphiques	273	2,521	2	4	2,800	—	—	—	—	—	—
XIII. Industrie du bois	147	2,584	474	1,437	4,642	—	48	30	—	18	—
XIV. Production et mise en œuvre des métaux	276	5,231	179	1,490	7,176	20	86	—	58	4	—
XV. Machines, appareils et instruments	294	9,278	511	3,164	13,247	48	—	167	12	246	—
XVI. Horlogerie, bijouterie	987	25,996	828	6,301	34,112	14	—	23	—	19	—
XVII. Industrie des terres et des pierres	235	1,627	369	1,256	3,487	—	—	—	50	40	—
Total dans le Ier arrondissement	3,897	61,272	3,108	15,407	83,684	82	134	312	127	343	—

longues qu'autrefois. La situation économique actuelle de cette branche d'industrie a certainement facilité la transition.

Les ateliers de fournitures pour l'horlogerie se plaignent de la concurrence qui leur est faite par les petits ateliers. Ceux-ci, en effet, peuvent, avec un modeste personnel, et un parc de machines automatiques relativement important, arriver à des prix que ne peut pas envisager l'établissement soumis à la loi. Il y a là un phénomène qui ne doit pas passer inaperçu, car ses répercussions sont d'autant plus sensibles que le retour à la semaine de 48 heures va en s'accentuant pour les fabriques.

Nous avons relevé, en cours d'inspections, 150 contraventions graves pour lesquelles nous avons demandé à l'autorité cantonale d'appliquer des sanctions. Dans le nombre, celles qui visaient la durée du travail représentaient le 69 % du total, et le montant des amendes est à peu près dans la même proportion, soit 6255 frs., sur un total de 8615 frs. (sans les frais).

S'agissant de l'horaire de travail, et de l'obligation que l'art. 44 de la loi fait au fabricant d'avoir à l'afficher, et à le communiquer à l'autorité locale, nous n'avons pas fait moins de 465 observations écrites, soit au canton, soit à l'industriel. Cette disposition légale, très importante, n'est pas observée comme elle devrait l'être; seul, le canton de Neuchâtel nous envoie les horaires de travail, qui lui parviennent par l'entremise de l'autorité locale.

Semaine normale modifiée. — Le nombre des préavis adressés à votre Département concernant les permis, prévus par l'article 41 de la loi, s'est élevé à un chiffre coquet, 872 en 1928, 625 en 1929. La diminution du chiffre des demandes, en 1929, est une conséquence des instructions de votre Département, tendant à faire diminuer et le nombre et le volume des permis. De nombreux permis ayant été refusés, les conséquences s'en sont fait sentir immédiatement. Tous ceux qui n'avaient pas des motifs impérieux à invoquer ont renoncé, d'eux-mêmes, aux facilités qui leur avaient été accordées jusqu'à ce jour. Le nombre des ouvriers qui ont participé à ce mouvement est le plus élevé que nous ayons constaté jusqu'à ce jour. Dans l'industrie horlogère, il n'y a plus, actuellement, que les ateliers de pierristes qui soient

Tableau IV.

Nombre des autorisations temporaires accordées, en 1928 et 1929, classées par cantons.

Cantons	Année	Travail prolongé					Travail de nuit			Travail du dimanche		
		du lundi au vendredi, veille des jours fériés exceptée		de la veille des dimanches et des jours fériés		Total	pour 1 à 6 nuits	pour plus de 6 nuits	Total	pour 1 dimanche	pour plus d'un dimanche	Total
		pour 10 jours au plus	pour plus de 10 jours jusqu'à 20 jours au plus	pour 1 à 2 jours	pour plus de 2 jours							
Berne (Jura) . .	1928	30	48	9	2	89	2	5	7	—	4	4
	1929	42	44	12	5	103	8	4	12	1	3	4
Fribourg . . .	1928	1	10	—	—	11	—	—	—	—	—	—
	1929	2	20	—	—	22	—	1	1	—	—	—
Vaud	1928	41	138	45	12	236	22	26	48	10	2	12
	1929	45	122	31	7	205	15	13	28	7	3	10
Valais	1928	—	3	1	—	4	1	—	1	2	—	2
	1929	1	5	2	—	8	—	—	—	2	—	2
Neuchâtel . . .	1928	60	72	30	2	164	6	3	9	5	—	5
	1929	66	74	27	1	168	7	7	14	13	1	14
Genève. . . .	1928	45	93	61	26	225	13	16	29	27	2	29
	1929	50	130	65	58	303	3	24	27	25	3	28
Total dans le Ier arrondissement	1928	177	364	146	42	729	44	50	94	44	8	52
	1929	206	395	137	71	809	33	49	82	48	10	58

au bénéfice d'un permis de 52 heures. Les autres permis, actuellement encore en vigueur, sont valables pour 50 heures seulement. L'industrie des machines, du Jura bernois, a encore obtenu une prolongation de la durée des permis, à la condition d'envisager le retour à la semaine normale, dès l'expiration des dits. Il s'agit là d'une branche d'industrie qui, depuis plusieurs années, est au bénéfice de permis sur la base de l'art. 41. Cette façon de travailler étant admise dans une localité, toute une région industrielle voisine se croit autorisée à faire de même, ce qui est compréhensible, somme toute. Il faut donc entreprendre la démobilisation sur toute la ligne, si l'on veut arriver à un résultat et, surtout, ne pas créer d'injustices.

Les permis collectifs ont été appliqués, en 1928 et 1929, aux mêmes établissements que dans la période bisannuelle précédente, soit à 91 et 93 scieries et charpenteries, à 32 et 33 briqueteries et fabriques de briques et pierres en ciment, et à 2 chantiers d'imprégnation de poteaux. Généralement, ces permis ont été utilisés en plein, surtout ceux des briqueteries, auxquels établissements ne suffit pas la semaine de 52 heures, car on y ajoute des autorisations cantonales, valables pour une ou deux heures par jour. Ce fait s'explique, si l'on considère que la plupart de ces établissements en sont réduits à une exploitation saisonnière.

Les *autorisations, exceptionnelles et temporaires,* accordées par l'autorité cantonale, ont augmenté de façon considérable durant ces deux années, puisque nous avons reçu 1824 doubles des permis accordés, alors que ce chiffre se montait à 1184 durant la précédente période. Le travail prolongé, les 5 premiers jours de la semaine, vient en tête avec 1142 permis; le travail prolongé du samedi suit avec 396; le travail de nuit avec 176; le travail du dimanche avec 110 permis. Ils se répartissent, par canton, comme suit: Berne 219; Fribourg 34; Vaud 539; Valais 17; Neuchâtel 374; Genève 641. L'augmentation des autorisations cantonales, en 1929, va de pair avec la diminution des permis de 52 heures, ce qui est normal.

Un grand nombre de permis sont établis de façon irrégulière, ou sont incomplets; beaucoup doivent être retournés pour être

complétés, en faisant remarquer aussi à l'autorité cantonale que certaines dispositions de la loi n'y sont pas observées. Ainsi lorsque le permis de travail prolongé empiéte sur le travail de nuit, ou lorsque l'autorité accorde plus de 20 jours à la fois, qu'elle dépasse la limite de 80 jours par an, ou de 2 heures par jour, etc....

En ce qui concerne le travail prolongé du samedi, très fréquemment la prolongation dépasse 2 heures, ou bien l'horaire va plus loin que 17 heures. Pour quant au travail temporaire de nuit ou du dimanche, peu pratiqué, somme toute, les observations que nous avons eu à présenter ont trait à la durée du travail, qui ne doit pas dépasser 8 heures, et la durée de présence, 9 heures.

Les permis accordés par l'autorité fribourgeoise sont toujours incomplets; ils sont établis sous forme de lettres, et ne contiennent pas tous les renseignements que nous trouvons dans les formulaires ad hoc reçus des autres cantons.

En ce qui concerne les émoluments de chancellerie perçus par les cantons, les deux seuls changements intervenus concernent le canton de Vaud, qui a fixé, en février 1929, le montant de ceux-ci à 4 et à 3 frs. pour les permis respectivement accordés par le Département, ou par les Préfectures, et le canton de Neuchâtel qui a diminué les siens de moitié.

Le tableau V donne une idée du volume des autorisations de travail prolongé qui viennent s'ajouter, soit à la semaine de 48 heures, soit à la semaine de 52 heures. Ces chiffres font une certaine impression, lorsqu'on examine le total seulement, lequel provient du quotient obtenu en multipliant les 3 facteurs jours × heures × ouvriers. Mais si nous établissons une moyenne annuelle, en regard du total des ouvriers occupés, nous arrivons aux chiffres suivants, pour les dépassements de la semaine de 48 heures, en 1928 et 1929: industrie du vêtement, 6 h. 30 et 5 heures; industrie alimentaire, 10 h. et 6 h. 10; industrie des métaux, 10 h. 30 et 6 h. 10; industrie des machines, 3 h. 30 et 6 h. 30; horlogerie, 55 minutes et 55 minutes, etc.... Pour les dépassements en sus des 52 heures; industrie du vêtement, 6 h. 30 et 3 h. 25; industrie alimentaire, 1 h. 05 et 35 minutes; industrie

Tableau V.

Fabriques au bénéfice d'autorisations temporaires, en 1928 et 1929, classées par groupes d'industries.

Groupes d'industries	Année	Nombre des fabriques au 31 décembre	Nombre des ouvriers	Travail prolongé — Fabriques au bénéfice d'autorisations temporaires venant s'ajouter à la semaine normale (art. 40) — du lundi au vendredi	journées prolongées (jours × ouvriers)	le samedi	journées prolongées (jours × ouvriers)	à la semaine modifiée (art. 41) — du lundi au vendredi	journées prolongées (jours × ouvriers)	Total	Heures de travail prolongé (jours × ouvriers × heures) venant s'ajouter à la semaine normale (art 40) — du lundi au vendredi	le samedi	à la semaine modifiée (art 41) — du lundi au vendredi	le samedi	Travail de nuit — Fabriques au bénéfice de permis	Nuits de travail (nuits × ouvriers)	Heures de travail de nuit (nuits × ouvriers × heures)	Travail du dimanche — Fabriques au bénéfice de permis	Dimanches de travail (dimanches × ouvriers)	Heures de travail du dimanche (dimanches × ouvriers × heures)
I. Industrie du coton	1928	1	6	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	1929	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
II. Industrie de la soie	1928	3	527	1	70	—	—	—	—	1	105	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	1929	3	518	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
III. Industrie de la laine	1928	5	139	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	625	1,800	—	—	—
	1929	4	148	1	1,600	—	—	—	—	1	1,600	—	—	—	—	—	—	—	—	—
IV. Industrie du lin	1928	2	43	1	65	1	10	—	—	1	65	35	—	—	—	—	—	—	—	—
	1929	2	38	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
V. Broderie	1928	1	28	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	1929	1	32	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
VI. Autres industries textiles	1928	5	105	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	1929	6	97	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	16	128
VII. Habillement (vêtements, ajustements et objets d'équipem.)	1928	174	4,430	24	25,306	13	1,791	6	15,706	3	347	27	28,954	4,083	29,025	1,281	2	1,324	10,576	—	—	—
	1929	176	4,601	20	17,241	18	2,768	5	8,253	3	448	25	22,798	8,205	15,674	1,529	1	140	200	1	10	80
VIII. Produits alimentaires et articles de consommation	1928	119	6,819	11	62,108	4	1,268	5	7,490	2	216	16	68,156	2,348	7,560	233	6	198	1,191	8	187	1,497
	1929	117	7,178	15	27,907	6	1,092	3	4,410	1	30	19	43,923	1,530	4,185	105	2	456	2,054	5	218	1,905
IX. Industrie chimique	1928	42	2,876	4	1,325	2	38	—	—	—	—	4	2,570	114	—	—	1	720	3,780	—	—	—
	1929	42	3,306	1	1,080	1	2	—	—	—	—	2	2,000	6	—	—	1	1,968	9,164	1	8	16
X. Usines de production et de distribution d'électricité, de gaz et d'eau	1928	83	1,376	1	663	—	—	—	—	—	—	1	552	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	1929	83	1,643	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
XI. Industrie du papier, du cuir et du caoutchouc	1928	66	2,316	3	1,478	—	—	1	275	—	—	4	1,629	—	275	—	2	23	76	2	102	816
	1929	67	2,482	7	5,064	3	78	—	—	—	—	7	10,035	214	—	—	2	212	919	2	76	544
XII. Arts graphiques	1928	111	2,664	8	5,550	10	251	—	—	—	—	12	10,069	723	—	—	13	1,696	7,900	3	24	192
	1929	112	2,802	11	7,940	8	278	—	—	—	—	14	12,035	635	—	—	11	1,942	11,407	4	74	437
XIII. Industrie du bois	1928	221	3,994	27	7,267	7	269	6	1,320	2	94	32	12,079	704	1,585	403	2	320	600	1	20	147
	1929	231	4,643	28	17,655	4	84	5	951	—	—	34	28,572	252	1,216	—	5	958	8,394	2	16	117
XIV. Production et mise en œuvre des métaux	1928	136	7,334	9	40,926	5	450	4	1,165	3	309	19	77,458	479	1,453	349	3	3,566	19,963	2	6	46
	1929	155	8,706	18	35,630	6	2,139	4	2,348	1	4	23	53,342	1,744	4,256	8	6	2,941	17,795	1	2	16
XV. Machines, appareils et instruments	1928	183	12,508	30	36,975	10	2,217	16	107,965	5	975	47	43,566	6,879	196,675	1,930	11	7,892	42,979	5	239	1,428
	1929	187	13,263	32	62,463	20	6,421	16	95,103	8	410	47	85,792	10,829	152,205	1,237	13	11,046	77,835	5	183	1,267
XVI. Horlogerie, bijouterie	1928	867	32,888	46	23,790	7	361	20	9,179	4	74	64	30,388	469	12,832	92	2	76	586	—	—	—
	1929	873	34,133	44	24,564	7	410	23	19,849	8	1,808	53	31,281	324	19,565	1,395	4	194	600	1	10	65
XVII. Industrie des terres et des pierres	1928	74	3,211	4	1,020	2	25	13	24,840	2	1,096	19	1,120	100	33,420	2,192	1	4	32	2	18	142
	1929	79	3,615	2	230	1	30	10	16,000	1	640	13	380	114	24,233	583	1	59	152	3	43	303
Total dans le Ier arrondissement	1928	2,093* (2073)	81,264	169	206,543	61	6,680	71	167,940	21	3,111	247	276,711	15,934	282,825	6,480	44	16,444	89,483	23	596	4,268
	1929	2,138* (2125)	87,205§	179	201,374	74	13,302	66	146,914	22	3,340	238	291,758	23,853	221,334	4,857	46	19,916	128,520	26	656	4,878

* Les totaux de cette colonne sont plus grands que les nombres réels (indiqués entre parenthèses), parce que certains établissements figurent dans plusieurs groupes d'industries à la fois.

§ chiffres du recensement des fabriques du 22 août 1929.

** Les chiffres de cette colonne donnent le nombre réel des établissements qui ont reçu des permis de prolongation; ils sont inférieurs à la somme résultant de l'addition des chiffres correspondants des colonnes précédentes, ceci parce que chaque établissement n'est compté qu'une fois, même s'il a reçu des permis figurant sous plusieurs rubriques.

des machines, 15 h. 45 et 11 h. 30; industrie des terres et pierres, 10 h. 30 et 6 h. 45, etc.

Les chiffres qui donnent la moyenne annuelle, par rapport au nombre des ouvriers ayant participé à la prolongation, ne manquent pas non plus d'intérêt. En plus de la semaine de 48 heures: industrie du vêtement, 18 h. 30 et 15 h. 40; industrie alimentaire, 19 heures et 25 heures; industrie des métaux, 38 h. et 33 h. 30; industrie des machines, 17 h. 30 et 25 heures; horlogerie, 19 heures et 17 h. 50; industrie des terres et pierres, 23 heures et 2 heures. En plus de la semaine de 52 heures: industrie du vêtement, 24 h. 30 et 29 h. 20; industrie alimentaire, 15 heures et 14 heures; industrie des métaux, 12 h. 30 et 27 h. 20; industrie des machines, 35 heures et 28 h. 20; horlogerie, 17 h. 15 et 14 h. 15; terres et pierres, 26 h. 30 et 30 heures. Ces chiffres ne concernent que le travail prolongé accordé par les cantons, sans tenir compte des permis de 52 heures accordés par votre Département.

Les cas sont nombreux encore de permis accordés pour plus de 2 heures par jour, sans que le cas d'urgence, prévu à l'art. 48, 2ème alinéa, soit réellement visible. Les Départements cantonaux de Vaud et de Genève n'admettent pas la limitation, à 2 heures, du travail prolongé le samedi; ni la distinction faite, par la loi, entre la prolongation du travail, ce jour-là, et celle des 5 autres jours de la semaine. Ils estiment que l'on doit pouvoir utiliser le samedi après-midi pour la prolongation du travail, lorsqu'on ne veut pas changer l'horaire des autres jours de la semaine. Un seul atelier de carrosserie a reçu, d'une préfecture, 21 permis, en 1928, pour 33 samedis, et une prolongation allant de 2 h. ½ à 4 h. ½, ce qui paraît exagéré, même en tenant compte des exigences de la clientèle spéciale de ce genre d'industrie. Notre réclamation, à ce propos, a fait réduire le nombre des permis à 7, pour 11 samedis, en 1929.

Durant les deux années qui viennent de s'écouler, votre Département nous a demandé 143 préavis pour des nouveaux permis permanents de travail de nuit et du dimanche, ou de travail continu; ce qui ne veut pas dire que le nombre des

ouvriers occupés, de nuit ou le dimanche, ait augmenté, car le cadre étroit, dans lequel se meuvent les permis, est resté le même. Un certain nombre de nouvelles usines électriques ont été soumises, qui ont besoin de travail continu, ainsi que certaines fabrications dans l'industrie chimique; le travail du dimanche, dans les fabriques d'horlogerie, pour le remontage et les petites retouches de réglage, travail réglementé aujourd'hui, a motivé également un certain nombre de permis.

Sur la base de l'art. 47, lit. a de la loi, 41 autorisations de *déplacement des limites du travail de jour* ont été accordées, dont 9, à l'industrie du vêtement, 10, à l'industrie des machines et, 12, à l'horlogerie. Le *travail de jour en deux équipes* lequel est, comme le précédent, également dans la compétence de votre Département, a motivé l'octroi de 83 autorisations, dont 50, à l'industrie des machines et 15, à l'horlogerie; 4, à l'industrie des vêtements et 4, à l'industrie alimentaire. Le plupart des permis étaient accordés à terme, 5 seulement jusqu'à nouvel avis. Plusieurs d'entre eux, dans l'industrie des machines surtout, étaient de courte durée, et pour un petit nombre d'ouvriers. Le nombre des femmes occupées était faible, bien heureusement; on en rencontrait un certain nombre dans une câblerie et, aussi quelques unes, dans la fabrication des pièces détachées pour l'horlogerie.

Travaux accessoires. — Un certain nombre d'autorisations individuelles ont été accordées par votre Département, pour certains cas spéciaux, dont nous citerons: la terminaison de la recuite, dans un laminage d'acier; le façonnage et l'achèvement de grosses pièces, dans une briqueterie; la terminaison de la préparation de la terre, dans une poterie; la terminaison de la fusion de l'émail, dans une fabrique de fourneaux à gaz; le triage et l'épluchage des fruits et légumes, jusqu'à 22 heures, pour 150 ouvrières et 30 ouvriers, dans une fabrique de conserves, etc. ...

Nous avons constaté une tendance à exagérer la portée du travail accessoire, dans les fonderies de fer, où l'on constate que d'autres travaux sont considérés par les intéressés, comme travaux accessoires, qui dépassent la portée de l'énumération figurant à l'art. 178, chap. II, chiffre 8 de l'ordonnance.

Une même tendance est à observer chez les carrossiers en automobiles, et les réparateurs de moteurs pour autos, auxquels travaux ne s'applique que très rarement la facilité accordée sous chiffre 10, chap. 11, de l'art. 178, car la plupart des réparations entreprises pour le client durent plusieurs jours, voire même plusieurs semaines.

V. Travail des femmes.

Le recensement des entreprises, de 1929, nous permet de faire quelques comparaisons intéressantes en ce qui concerne l'emploi des femmes dans les fabriques, car nous possédons les chiffres de 1911, et de 1923, qui proviennent également d'un recensement opéré ces deux années-là. En 1911, sur un total de 71 027 ouvriers, 20 456 ouvrières étaient occupées dans les fabriques, soit le 30,7 % du total; en 1923, sur un total de 65 842 (on commençait à sortir de la crise bien connue), 21 503 ouvrières étaient occupées, soit le 32,7 % et, en 1929, sur un total de 87 205 ouvriers, le recensement accuse 28 958 ouvrières, soit le 33,2 % du total. Non seulement le chiffre effectif des femmes occupées en fabrique a augmenté, mais aussi leur proportion, vis-à-vis du total. Ce phénomène s'explique par le fait de la bonne marche de l'industrie, et par le manque de main-d'œuvre masculine; puis, par la tendance d'occuper la femme à des opérations jusqu'à ce jour confiées aux hommes. La rationalisation du travail a contribué également à cette évolution et, aussi, la tendance d'employer une main-d'œuvre meilleur marché.

La proportion de personnel féminin est diverse, suivant les branches d'industrie. Dans le Ier arrondissement d'inspection, c'est évidemment l'horlogerie qui nous donne le chiffre le plus élevé. Il était de 10 112, en 1911, de 10 358, en 1923, de 15 937, en 1929, représentant respectivement le 38,7 %, le 43,1 % et le 46,7 % du total des ouvriers occupés dans cette branche. La progression est donc continue, aussi bien dans le nombre effectif des ouvrières que proportionnellement. Le nombre des ouvrières est resté stationnaire dans l'industrie des aliments (chocolat, pâtes alimentaires, confiserie): 3933, en 1929, et, 3941, en 1923. Dans

l'industrie du vêtement, nous constatons une augmentation sensible : 3550, en 1929 et 2973, en 1923. Nous trouvons encore des ouvrières en assez grand nombre dans l'industrie des métaux et machines, 2384; dans l'industrie du papier et du cuir, 1177; dans les arts graphiques, 655, etc. ...

Le travail en deux équipes de jour, qui oblige l'ouvrière à un horaire tout à fait anormal, a été très peu utilisé dans l'arrondissement, et c'est heureux. Cette façon de travailler qui oblige la première équipe à commencer très tôt, le matin, et la deuxième à terminer tard, le soir, est déjà compliquée lorsque le personnel habite dans les environs de la fabrique. C'est plus compliqué encore lorsque les ouvrières doivent arriver avec le premier train du matin, ou repartir avec le dernier train du soir. Le changement dans les habitudes est tel que l'on comprend l'usage très modéré de ce système d'organisation du travail.

Les femmes ont participé aussi à la prolongation du travail, sur la base des art. 48, 49 et 50 de la loi. C'est l'industrie alimentaire qui en a fait le plus grand usage, dans les périodes de presse des fêtes de Pâques et de fin d'année; puis l'industrie des vêtements, aux changements de saison; l'horlogerie, les arts graphiques, etc. A ces autorisations cantonales viennent s'ajouter les permis basés sur l'art. 41 de la loi, permis qui embrassent tout ou partie du personnel, sans distinction de sexe ou d'âge. Il arrive ainsi cette chose paradoxale que les jeunes gens de moins de 16 ans ne peuvent être occupés aux travaux qui dépassent la durée normale de la journée (art. 48 et 64), alors que les permis, sur la base de l'art. 41 (52 heures), ne prévoyent pas cette exception.

Somme toute, et à part quelques rares exceptions, il n'y a pas d'abus à constater en ce qui concerne la prolongation de la durée du travail des femmes. Les mœurs, et les habitudes prises, empêchent même le fabricant d'utiliser à son maximum les facilités qu'accorde la loi.

Dans les villes, la situation économique favorable, puis l'afflux des étrangers, de la clientèle riche, en particulier, a obligé l'atelier de «haute couture» à un effort que l'on n'avait pas connu depuis l'avant-guerre. Ce fut tout spécialement le cas à Genève,

où l'on se plaint de l'impossibilité (qui existe réellement, avec les restrictions qu'a imposé la loi, soit l'interdiction du travail après 8 heures du soir), de satisfaire la clientèle très exigeante des maisons de couture. D'autre part, les ouvrières ne veulent pas commencer le travail de bonne heure le matin, ce qui permettrait d'effectuer un certain nombre d'heures supplémentaires; mais elles viendraient volontiers travailler après le repas du soir. De plus, le personnel qualifié fait défaut, et l'entrée d'ouvrières étrangères est soumise à toute sorte de formalités. Il y a là une série de difficultés, qui sont réelles, mais dont on doit pouvoir sortir sans enfreindre une disposition essentielle de la loi, soit l'interdiction du travail de nuit des femmes, en vigueur depuis plus d'un demi-siècle. La formation de personnel qualifié, abandonnée durant les années de crise, doit être aussi sérieusement envisagée.

Nous rencontrons encore des difficultés à faire respecter la disposition de la loi qui interdit le travail du dimanche aux femmes, s'agissant des «retouches de réglage dans l'horlogerie», longtemps effectuées par les régleuses, dont c'est le travail spécial durant la semaine. On peut se passer des régleuses le dimanche, quoique ce soit quelquefois gênant, nous le concédons. Mais il serait dangereux d'abandonner le principe de la liberté, pour l'ouvrière, de pouvoir disposer de tous ses dimanches, et en entier. Votre Département s'est d'ailleurs prononcé catégoriquement à ce propos dans sa lettre à la Direction de l'Intérieur, à Berne, s'agissant de la réponse donnée à l'Association cantonale bernoise des fabricants d'horlogerie, et à la Chambre suisse de l'horlogerie.

Dans les fabriques de conserves, et vu la grande abondance de fruits et de légumes, qui fut la caractéristique de l'année 1929, il s'est produit quelques infractions aux dispositions légales, motivées par le besoin absolu de traiter, sans retard, les envois arrivant en grandes quantités à la fin de la semaine, le samedi soir surtout. Mais les dépassements sont restés dans des limites acceptables; ils ont cessé immédiatement, dès les récoltes terminées. Il y a là un cas de force majeure que le législateur n'a malheureusement pas prévu. Vouloir le méconnaître, serait aller à l'encontre des efforts faits par notre agriculture pour rendre le pays toujours moins dépendant de l'étranger, en ce qui concerne l'apport des fruits et des légumes.

Sept contraventions à l'art. 69 de la loi ont été relevées, pour inobservation du délai de repos imposé aux femmes en couches; 18 pour travail du dimanche, dans l'horlogerie et, 50, pour mauvaise tenue du contrôle des femmes en couches.

Une plainte nous est parvenue d'ouvrières d'une blanchisserie, où la durée normale du travail était dépassée sans autorisation, le supplément de salaire de 25 % n'étant également pas payé. L'intervention de l'autorité cantonale a remis les choses au point.

Le samedi après-midi libre, dans les ateliers de couture, est apprécié comme un bienfait par l'ouvrière, alors que dans les ateliers non assujettis à la loi, on veille encore très souvent le samedi soir; mauvaise habitude dont est responsable une clientèle féminine très exigeante, qui ne songe certainement pas aux conséquences qu'entraîne, pour les ouvrières, une commande passée à la dernière heure.

VI. Travail des jeunes gens.

Il nous paraît intéressant de donner, de nouveau, au moyen de chiffres, une idée de l'importance du travail des jeunes gens en dessous de 18 ans. Nous nous baserons, pour ce faire, sur les chiffres que nous donnent les recensements effectués, à jour fixe, en 1911, 1923, et 1929. En 1911, 7969 jeunes gens étaient occupés dans les fabriques, sur un total de 71 027 ouvriers, soit le 11,2 %; en 1923, 5864, sur un total de 65 837, soit le 8,9 %, et, en 1929, 7333, sur un total de 87 205, soit le 8,4 %. Il n'est guère possible de tirer des conclusions précises des chiffres de 1923, car nous nous trouvions encore, à cette époque-là, sous l'influence de la crise industrielle. Mais, entre les chiffres de 1911 et ceux de 1929, les différences sont telles qu'elles doivent frapper l'observateur attentif. Avec l'augmentation du nombre des ouvriers, due à la bonne marche des affaires, marche de pair une diminution du nombre des

jeunes gens, aussi bien effective que calculée en pour cent du total, lequel a passé de 11,2 à 8,4. L'explication de ce phénomène nous paraît simple. Nous arrivons, en effet, à l'époque où le déficit dans la natalité, dû à la guerre, après avoir été constaté dans les écoles, se fait sentir, alors que les jeunes gens de 14 et 15 ans entrent dans la vie active. En 1911, le nombre des jeunes filles et des jeunes garçons était sensiblement égal, en 1923, et 1929, le nombre des jeunes filles est un peu plus élevé que celui des garçons.

Nous trouvons le plus grand nombre de jeunes gens dans l'horlogerie, soit 1090 garçons et 2342 filles, en 1929; dans l'industrie des métaux et machines, 1204 garçons, et 246 filles; dans l'industrie du vêtement et de l'équipement, 111 garçons, et 470 filles; dans l'industrie des aliments, 120 garçons, et 303 filles; dans les arts graphiques, 224 garçons, et 65 filles, etc.

Lors de nos inspections, nous avons relevé 22 cas de contravention à l'art. 70 de la loi, soit d'emploi d'enfants n'ayant pas encore atteint l'âge de 14 ans révolus: 4 cas dans le canton de Berne, 1 à Fribourg, 3 dans le canton de Vaud, 2 en Valais, 4 à Neuchâtel et, 8, à Genève. Les attestations d'âge manquantes, ou incorrectement établies, ont motivé 327 rappels aux industriels, et 54 rapports à l'autorité cantonale. Nous avons dû faire observer souvent que la présence d'enfants en bas âge, dans les fabriques, était interdite; qu'étaient interdites aussi certaines branches de fabrication aux jeunes gens de moins de 16 ans, voire même de moins de 18 ans.

Des inspecteurs scolaires sont intervenus auprès de nous pour faire respecter les dispositions de la loi scolaire, qui interdisent d'employer dans les fabriques les jeunes gens en âge de scolarité.

Votre Département a accordé, à une verrerie, l'autorisation temporaire d'employer, au travail de nuit, 5 jeunes gens de moins de 18 ans, mais de plus de 16 ans, avec invitation d'avoir à s'organiser de façon à réduire graduellement le nombre des jeunes gens employés au travail de nuit. De véritables abus n'ont pas été constatés, car le but de la fabrique est de former, et de conserver, une jeune main-d'œuvre, à la sortie de l'école, qui a lieu dans la seizième année.

VII. Institutions patronales.

Notre dernier rapport apportait les résultats d'un relevé concernant les vacances accordées aux ouvriers, en 1926. Nous exprimions, à cette époque-là, notre contentement de voir se réaliser, plus complètement, ce désir de tout travailleur de jouir, annuellement, de quelques jours de congé. Les chiffres que nous apportions dans le tableau «statistique des vacances pour 1926», tout réjouissants qu'ils étaient, à ce moment-là, sont bien dépassés aujourd'hui. Alors que l'industrie principale de l'arrondissement, l'horlogerie, annonçait 2472 ouvriers au bénéfice de vacances, ce chiffre s'est considérablement augmenté en 1929, puisqu'un journal pouvait publier, au mois de juillet 1929, sous le titre «Les vacances horlogères» le communiqué suivant:

«Pour la première fois, on assistera, le 29 juillet, à la fer-«meture complète de toutes les fabriques d'horlogerie des Mon-«tagnes neuchâteloises et du Jura bernois. Il ne s'agit heureusement «ni d'une grève, ni d'un lock-out, mais simplement de la première «application de l'essai de vacances payées, fixé d'entente avec «la F. O. M. H., et les fabricants d'horlogerie. Ces vacances com-«menceront le 29 juillet, et dureront jusqu'au 3 août, soit 6 jours. «Elles seront payées suivant une échelle établie, qui est de 25 %, «pour les ouvriers ayant de 1 à 3 ans de service; de 50 %, pour «les ouvriers ayant de 4 à 8 ans de service; de 75 %, pour les «ouvriers ayant de 9 à 12 ans de service et, de 100 %, pour les «ouvriers travaillant depuis plus de 12 ans.

«Cet accord concerne toutes les fabriques d'horlogerie, ainsi «que les manufactures de pièces détachées. Toutefois, une légère «exception a été prévue en faveur des maisons travaillant pour «l'Amérique, et qui ont la faculté de s'arranger avec leur person-«nel, pour appliquer l'accord des vacances à la période qui leur «conviendra le mieux.

«On ne manquera pas de saluer avec intérêt cette initiative,

«qui permettra, pour la première fois, à toute la population ou-
«vrière de l'industrie des montres de bénéficier, simultanément,
«d'une semaine de congé.»

Le mouvement s'est propagé aussi dans les autres industries et, certainement, toutes celles qui ont pu faire ce nouvel effort doivent reconnaître que ce fut pour le bien de chacun car, patrons et ouvriers, profitèrent de cet arrêt de l'activité, souvent fébrile, du travail de tous les jours. Dans l'horlogerie, les vacances furent accordées, simultanément, à tous les travailleurs, et l'exploitation entière fut arrêtée; ce qui permit d'abord de prendre les vacances en bonne saison, puis d'en profiter en famille ou en société. L'homme reste en effet essentiellement sociable, même en dehors de son travail et s'il y en eut qui firent «cavalier seul», la plupart préférèrent de petits voyages entre parents et amis, voyages bien organisés au préalable où, à l'étape, vous attendait la table mise et le logis confortablement préparé. L'afflux, dans les gares importantes des C.F.F., fut considérable; l'administration des chemins de fer avait pris des mesures spéciales pour transporter tout ce monde ouvrier, aussi joyeux et bruyant que des écoliers en vacances. Des localités entières se vidèrent presque complètement car, suivant l'exemple donné par leurs clients de tous les jours, commerçants et artisans fermèrent boutique, sans dommage d'ailleurs, puisque les clients s'absentaient aussi.

On nous assure qu'en 1930, la presque totalité du personnel de l'industrie horlogère bénéficiera de vacances. Si la crise qui se dessine actuellement ne vient y faire obstacle, nous pourrons donc ajouter au chiffre d'ouvriers, bien modeste, de 1926, environ 30 000 personnes. C'est un chiffre inespéré et auquel on ne songeait guère il y a quelques années.

Caisses de chômage. Dans notre dernier rapport, nous avons cité quelques chiffres concernant les caisses de chômage qui, au 31 décembre 1927, étaient reconnues par la Confédération. Aujourd'hui, les caisses publiques sont au nombre de 65 (65), dont 5 caisses cantonales, la Caisse cantonale neuchâteloise d'assurance contre le chômage y compris, la seule de son genre dans l'arrondissement; les caisses syndicales au nombre de 39 (37); les caisses paritaires au nombre de 70 (57). Les chiffres entre parenthèses sont ceux de 1927.

Heureusement pour les différents types de caisses qu'elles ont vécu, en 1928 et 1929, une période de grande activité dans l'industrie, qui leur a permis d'affermir leur situation, et ainsi de se préparer à jouer le rôle qui leur est confié, si une nouvelle période de chômage venait à se dessiner, ce qui paraît devoir être le cas dans l'horlogerie, au début de 1930.

Dans les industries saisonnières, on s'ingénie à diminuer le chômage, car le personnel y occupé devient difficile à recruter. L'ouvrier et l'ouvrière préfèrent, en effet, un travail assuré toute l'année, même si le salaire journalier est plus faible. Aussi voit-on les industries en cause s'ingénier à trouver d'autres fabrications pour la mauvaise saison, afin de retenir leur personnel ouvrier. C'est aussi de la «rationalisation», car les installations et les locaux sont mieux utilisés, et l'on arrive ainsi à une meilleure répartition des frais généraux.

Nous avons reçu quelques projets de statuts de *caisses-maladie,* que nous avons envoyés à l'examen de l'autorité cantonale, ceci conformément à l'art. 80 de la loi. Les caisses de *retraite et d'invalidité* font tout doucement leur chemin; des fonds de réserve se créent, en attendant l'entrée en vigueur de l'assurance nationale, dont se préoccupent les pouvoirs publics.

Les *obligations militaires* constituent une charge pour l'intéressé, et il est souverainement injuste que celui qui est dispensé du service militaire se trouve être favorisé vis-à-vis de son camarade, qui est appelé à intervalles réguliers à endosser l'uniforme. On se préoccupe de cette situation dans des cercles étendus de notre pays, car l'on veut éviter que l'ouvrier et l'employé soient mis, du fait du service militaire obligatoire, dans un état de gêne financière dont doit souffrir aussi sa famille. De nombreux établissements industriels ont déjà compris la situation et paient, en tout ou en partie, le salaire durant le service militaire. On évite, ce faisant, une cause de désaffection pour l'armée, qui serait regrettable.

Maisons ouvrières. — Le développement de l'industrie, qui a fait croître les effectifs dans les fabriques, comme il est indiqué d'autre part, crée des soucis et des préoccupations nouvelles aux fabricants. Il faut loger le personnel, car on ne peut, sans inconvénients sérieux, étendre encore le rayon de recrutement des ouvriers. Les transports deviennent alors onéreux, et la journée de travail s'allonge souvent de façon démesurée, sans profit pour personne, bien au contraire. Il faut donc songer à loger les ouvriers dans la localité, pour le plus grand bien de la vie de famille et, aussi, du travail à la fabrique, où l'on se présente plus reposé qu'après avoir fait un long parcours pour s'y rendre, et cela par tous les temps.

Tout ce qui peut contribuer à rendre plus agréable les relations entre patrons et ouvriers mérite d'être signalé dans ce chapitre. Nous avons reçu le premier numéro de la «Revue Dubied», éditée à l'intention du personnel des Etablissements Ed. Dubied et Cie S. A., à Couvet, par son service social. La rédaction a su rendre cette publication excessivement intéressante, et la variété dans le choix des articles la met à la portée de chacun; nous y trouvons, en bonne place, des exposés d'ordre technique, de l'histoire locale, le compte rendu de manifestations artistiques et musicales, la gazette des sports, etc., le tout bien présenté, et gentiment illustré.

VIII. Exécution de la loi par les cantons.

Les chapitres qui précèdent donnent déjà une idée assez complète de la façon de procéder dans les cantons. Le tableau des amendes, que nous donnons dans notre rapport, vient compléter cette image. Le montant plus élevé des amendes, 9363.90 frs., contre 5149.55 frs., pour 1926—1927, provient surtout du fait que les contraventions relevées, quant à la durée du travail, ont été plus régulièrement suivies d'amendes, d'un montant très élevé quelquefois, surtout dans le canton de Genève, où les amendes de 100 à 500 frs. n'étaient pas rares.

Certains cas spéciaux ne manquent pas d'intérêt:
Un industriel, condamné à une amende de 40 frs. pour contra-

Tableau VI.
Amendes infligées pour contraventions aux prescriptions sur le travail dans les fabriques, pendant les années 1928 et 1929.

Cantons	Année	Hygiène de la fabrique et prévention des accidents. Approbation d'installations nouvelles	Liste des ouvriers. Règlement de fabrique. Règlements spéciaux	Durée du travail et autorisations exceptionnelles	Travail des femmes	Travail des jeunes gens	Institutions patronales	Autres prescriptions et décisions	Montant total des amendes et des frais	Nombre des amendes de moins de 50 fr.	Nombre des amendes de 50 fr. et plus
		Cas	Cas	Cas	Cas	Cas	Cas	Cas			
Berne (Jura)	1928	—	6	13	—	2	—	—	584.60	16	3
	1929	6	10	21	—	1	—	—	1210.50	23	10
Fribourg	1928	—	—	6	—	—	—	—	75.—	6	—
	1929	—	—	3	—	—	—	—	22.50	3	—
Vaud	1928	2	4	22	—	1	—	—	634.50	21	5
	1929	1	2	20	1	1	—	—	605.—	15	7
Valais	1928	—	1	4	—	1	—	—	119.50	5	—
	1929	2	1	4	—	1	—	—	546.20	2	4
Neuchâtel	1928	—	2	20	3	—	—	—	1049.—	11	10
	1929	—	—	17	—	1	—	—	712.10	16	3
Genève	1928	3	2	30	4	1	—	—	2815.—	17	15
	1929	2	—	19	—	2	—	—	990.—	15	8
Total dans le Ier arrondissement	1928	5	15	95	7	5	—	—	5277.60	76	33
	1929	11	13	84	1	6	—	—	4086.30	74	32

vention à l'art. 40 de la loi, adresse un recours en grâce à l'Assemblée fédérale, recours qui est rejeté, vu le préavis défavorable de toutes les autorités consultées (communale, préfectorale, département, inspectorat).

Un cas grave et de récidive est puni d'une amende de 20 frs. Nous demandons à l'autorité cantonale de recourir. Celle-ci nous fait savoir qu'il est trop tard, le délai légal n'ayant pas été observé par le Procureur cantonal.

Dans un cas semblable, le Procureur du Jura recourt d'office et l'amende, de 20 frs., est portée à 75 frs., par la seconde instance. Un établissement de l'industrie du bois avait fait travailler de nuit, à la scierie, durant une longue période et cela sans autorisation. Sur plainte portée par nous, une amende de 10 frs. est prononcée; au reçu du prononcé, nous demandons à l'autorité cantonale de recourir. Il est trop tard, le procureur de district ayant accepté le jugement. Le procureur général lui en fait le reproche, à quoi celui-ci répond: «Le fait que les contraventions ont duré plusieurs années, avant d'être remarquées, constitue une faute aussi grave que celle commise par le Tribunal. D'autre part, les industriels étaient en droit de croire que les autorités fermaient les yeux sur ces infractions.»

Fin 1927, nous avions signalé, à l'autorité cantonale, que la contravention relevée contre l'industriel X, punie de 35 frs. d'amende, constituait un cas de récidive. Le procureur général recourut en cassation; le jugement fut annulé et renvoyé au Tribunal pour nouveau prononcé. L'amende fut portée à 50 frs., et tous les frais mis à la charge de l'industriel.

Nous ne citerons, que pour mémoire, le cas ayant été dûment commenté dans la presse, le prononcé du Tribunal fédéral dans l'affaire H, où il s'agissait du recours de l'intéressé contre un prononcé de la Cour cantonale, le condamnant à une amende pour prolongation non autorisée de la durée du travail un samedi.

Deux industriels sont condamnés, administrativement, à 500 frs. d'amende, pour contraventions graves aux dispositions régissant la durée du travail. Recours des intéressés. Le Tribunal de police ramène l'amende à 200 frs.; le Tribunal cantonal, en

deuxième instance, à 20 frs. L'autorité cantonale recourt au Procureur général de la Confédération, par l'intermédiaire de votre Département, sans succès d'ailleurs, car le délai fixé échoit le jour précédant l'arrivée du dossier à l'instance compétente.

Un industriel, condamné par la Préfecture, pour contravention à l'art. 40 de la loi, recourt au Tribunal de district, prétendant n'avoir pas dépassé la moyenne de 48 heures. Le Tribunal confirme le premier prononcé.

Les jugements n'arrivent toujours pas avec la régularité nécessaire et, de ce fait, le droit d'appel et de recours ne peut s'exercer. Il existe encore, dans ce domaine, passablement de flottement, dû sans doute, dans nos cantons, à l'indépendance absolue du pouvoir judiciaire vis-à-vis de l'autorité civile.

Lausanne, février 1930.

L'Inspecteur fédéral des fabriques
du 1er arrondissement:
Maillard.

Bericht über die eidgenössische Fabrikinspektion im II. Kreise

(Bern [ohne Jura], Solothurn, Baselstadt, Baselland, Aargau)

in den Jahren 1928 und 1929.

I. Allgemeines.

Konnte unsere Berichterstattung für die Jahre 1926/27 im Hinblick auf den fünfzigsten Jahrestag des Inkrafttretens des ersten eidgenössischen Fabrikgesetzes, auf einen äußern Abschluß hinweisen, so stehen wir bei Abfassung des gegenwärtigen Berichts in gewissem Sinne abermals an einem Wendepunkt, insofern, als mit der auf den Beginn des Jahres 1930 erfolgten Verschmelzung der bisherigen Abteilung für Industrie und Gewerbe mit dem eidgenössischen Arbeitsamt zum Bundesamt für Industrie, Gewerbe und Arbeit die eidgenössischen Fabrikinspektorate in den umfassenderen Rahmen dieses neuen Amtes eingegliedert wurden, in dem ihnen mit der Zeit wohl auch neue Aufgaben erwachsen werden. Wir glauben, eine Ehrenpflicht zu erfüllen, wenn wir an dieser Stelle des beim genannten Anlaß aus dem Amt geschiedenen langjährigen Leiters der Abteilung für Industrie und Gewerbe, des Herrn Direktor Dr. Franz Kaufmann, der 48 Jahre im Bundesdienst stehend, an der Fruchtbarmachung der eidgenössischen Fabrikgesetzgebung wesentlichen Anteil hat, und der insbesondere auch ein Freund und Förderer der Fabrikinspektorate war, in Hochachtung und Dankbarkeit gedenken und ihm ein wohlverdientes Otium cum dignitate wünschen. —

Der Personalbestand unseres Inspektorates, das einen Inspektor, zwei Adjunkte und einen Kanzlisten zählt, blieb in der Berichtsperiode unverändert, wird nun aber demnächst durch Bewilligung eines dritten Adjunkten erweitert werden. Diese Verstärkung entspricht einem dringenden Bedürfnis, weil die stete Zunahme der Geschäfte es von Jahr

zu Jahr schwieriger machte, die laufende Arbeit zu bewältigen und insbesondere die Inspektionstätigkeit als wichtigste der Aufgaben in ausreichendem Maße auszuüben.

Die Industrien unseres Inspektionsgebietes standen während der beiden Jahre im ganzen in lebhafter Tätigkeit, stärker noch im ersten, als im zweiten Jahr. In manchen Branchen konnte man geradezu von einer Hochkonjunktur sprechen. Daneben gingen freilich auch notleidende Zweige, wie Seidenbandindustrie und Stickerei, einher, und andere, die sich in gefestigter Position glaubten, haben Rückschläge erlitten. Die Baumwollindustrie droht seit einiger Zeit mehr und mehr einer schleichenden Krise zu verfallen. Vielfach hatte die lebhafte Beschäftigung den Charakter einer Wellenbewegung, in der Stoßzeiten stärksten Arbeitsandranges mit Verflachung des Beschäftigungsgrades wechselten, und landauf, landab stand die Produktion unter dem Druck der allzu knappen Lieferfristen, die in ihrer Folgeerscheinung der unkonstanten, ungeregelten Arbeit den schärfsten Widerspruch bilden zu all' den methodischen Rationalisierungsbestrebungen, die heute sonst an der Tagesordnung sind.

Trotz dieser Schwierigkeiten hat auch in den beiden Berichtsjahren die Zunahme der Zahl der Fabriken und ihrer Arbeiter angehalten. Die nachfolgenden Tabellen I und II geben den Stand des Jahres 1929 wieder, wie er durch die am 22. August dieses Jahres im Rahmen der allgemeinen Betriebszählung durchgeführte Fabrikstatistik, an der unser Amt durch Ausgabe und Überprüfung der Zählbogen mitwirkte, ermittelt wurde. Die letzte eidgenössische Fabrikstatistik fand am 26. September 1923 statt; sie ergab einen Bestand von 2079 Fabriken und 110 773 Arbeitern. Die neue Erhebung verzeichnet 2296 Fabriken mit 132 568 Arbeitern, entsprechend einer Zunahme von 217 Fabriken und 21 795 Arbeitern. In Prozenten ausgedrückt, beträgt die Zunahme für die Fabriken 10,4, für die Arbeiter 19,6 %. Die Steigerung der Arbeiterzahl macht im Mittel pro Fabrik rund 100 Köpfe aus, während bei den Unterstellungen das Mittel bekanntlich nur um 11 oder 12 zu stehen pflegt; man darf somit schließen, was durch die Erfahrung bestätigt wird, daß die Erhöhung der Arbeiterzahl zu einem starken Teil auf die bestehenden Betriebe fällt. Unzweifelhaft kommt in den erwähnten Zahlen die Erholung aus den Krisenjahren der Nachkriegs-

Tabelle I.

Zahl der Fabriken und ihrer Arbeiter in den Jahren 1928 und 1929 und Zahl der Betriebskräfte im Jahre 1929, nach Kantonen.

Kantone	Fabriken		Arbeiter											Gesamte für den eigenen Betrieb zur Verfügung stehende Kraft 1929
			1928							1929				
	Ende	22. August	14—18 Jahre		über 18 Jahre		Total			14—18 Jahre		über 18 Jahre		Total			PS.
	1928	1929	m	w	m	w	m	w	Zus.	m	w	m	w	m	w	Zus.	
Bern . .	753	762	1,101	748	19,853	9,136	20,954	9,884	30,838	1,332	823	20,919	9,182	22,251	10,005	32,256	53,669
Solothurn .	348	347	2,046	1,993	17,850	7,802	19,896	9,795	29,691	2,128	1,924	18,553	7,920	20,681	9,844	30,525	35,720
Baselstadt .	389	393	941	856	11,127	5,520	12,068	6,376	18,444	1,010	938	12,370	5,642	13,380	6,580	19,960	28,109
Baselland .	209	208	728	845	5,896	3,198	6,624	4,043	10,667	866	872	6,324	3,249	7,190	4,121	11,311	17,778
Aargau .	575	584	2,437	3,091	20,071	12,768	22,508	15,859	38,367	2,640	2,985	20,815	12,076	23,455	15,061	38,516	95,888
Total im II. Kreis	2,274	2,296	7,253	7,533	74,797	38,424	82,050	45,957	128,007	7,976	7,542	78,981	38,069	86,957	45,611	132,568	231,164

Anmerkung: Die Zahlen des Jahres 1928 wurden anläßlich der Inspektionen erhoben; die Zahlen des Jahres 1929 sind diejenigen der eidgen. Fabrikstatistik vom 22. August 1929.

zeit zum Ausdruck, von der die Statistik von 1923 noch beeinflußt war; darüber hinaus aber bedeuten sie an sich ein Weiterschreiten auf dem Weg der industriellen Entwicklung des Landes. Die eingehende Würdigung der Ergebnisse der Fabrikstatistik wird in der speziellen Veröffentlichung des eidgenössischen statistischen Amtes erfolgen. Hier sei nur noch die Zahl der von den Fabriken des Kreises beschäftigten Heimarbeiter angeführt, die anläßlich der Statistik ermittelt wurde; sie beträgt 11 439.

Im engern Rahmen der Berichtsjahre beträgt, bei einem Gesamtbestand von 2308 auf Ende 1929, der Zuwachs an Fabriken, alle Änderungen berücksichtigt, 1928 39, 1929 34 Einheiten. Er ist das Ergebnis von insgesamt 208 Unterstellungen (113 im ersten, 95 im zweiten Jahr) und von 135 Streichungen (74 im ersten, 61 im andern Jahr). Die größte Zunahme verzeichnet mit 32 Fabriken in den beiden Jahren der Aargau, gefolgt von Baselland mit 21, von Bern mit 17 Einheiten; Solothurn und Baselstadt, letzteres um 2 Fabriken abnehmend, haben ihren Bestand nur unwesentlich verändert. Die Arbeiterzahlen stiegen bis zum 22. August 1929 um folgende Beträge: Bern 3120, Solothurn 3495, Baselstadt 2478, Baselland 2073, Aargau 3058.

Unter den Industriegruppen erfuhr den größten Zuwachs die Holzbearbeitung (27), sodann die Maschinenindustrie (23); weiter folgen die Industrien der Erden und Steine (9), der Nahrungs- und Genußmittel (6), Metallindustrie (5), Bekleidung und Ausrüstung (4), Uhrenindustrie und graphische Industrie (je 2); alle übrigen verzeichnen Zuwachs von nur 1 Einheit, ausgenommen Baumwollindustrie, Leinenindustrie, Stickerei, Seidenindustrie, die einen leichten Rückgang ihrer Fabrikenzahl erfuhren. Mehrfach sind diese Bilanzen das Ergebnis sehr lebhafter Mutationsvorgänge, so bei der Gruppe Bekleidung und Ausrüstung, wo 29 Unterstellungen 25 Streichungen gegenüberstehen, bei der Uhrenindustrie mit 26 gegen 24, der Metallindustrie mit einem Verhältnis von 23 zu 18.

Die Bewegungen auf dem Fabrikverzeichnis erweisen sich als ein ziemlich genaues Spiegelbild der Beschäftigungslage und Konjunkturschwankungen. Man erkennt den Marasmus, der die Textilindustrie, insbesondere die Baumwollindustrie erfaßt hat. Eine alteingesessene

Spinnerei des Kreises wird dies Frühjahr endgültig ihre Tore schließen. Auch in der Seidenindustrie werden Stillegungen erfolgen. In der Bandindustrie sind 8 Betriebe eingegangen, in einigen der verbleibenden kamen Konzentrationsmaßnahmen zur Durchführung, die die ganze Schwere der Krise sichtbar werden ließen. In dieser Industrie arbeiteten 1911 in 57 Fabriken 6294 Personen, 1923 in 50 Fabriken noch 5169 Personen, heute stehen noch 29 Fabriken unter Fabrikgesetz mit 2563 Arbeitern. Die Stillegungen haben hier in größerer Zahl ältere Personen betroffen, weil es sich um eine bodenständige Industrie handelt, die sich früher durch größte Stabilität der Verhältnisse auszeichnete. Die Krise wirkt sich bekanntlich auch in der Heimindustrie, der Hausposamenterei, aus, die unzweifelhaft dauernd dezimiert ist. Es ist außerordentlich zu bedauern, daß diesem, einen relativen Wohlstand vermittelnden und eine ansehnliche Bevölkerung auf eigener Scholle in Heimarbeit bei etwas Landwirtschaft beschäftigenden Gewerbe der wirtschaftliche Boden entzogen worden ist. Von der in unserem Inspektionsgebiet nur sporadisch vertretenen Stickereiindustrie haben zwei Betriebe, nach langem Kampf, im Angesicht der hoffnungslosen Krise die Waffen strecken müssen. Vermehren konnte die Zahl der Betriebe die Konfektionsindustrie, sie steht im Inlande nun durchaus fest und wendet sich auch dem Exportmarkt zu. In der Berichtsperiode wurden zwei neue Kraftwerkanlagen der Oberhasli-Werke A. G. in Betrieb gesetzt und damit unter Fabrikgesetz gestellt. Die Industrien des Baugewerbes verzeichneten starke Beschäftigung, dementsprechend stieg die Zahl der Unterstellungen. Die Fabrikation von Kunststeinen, inbegriffen Zementwaren, ist an der Vermehrung der Zahl der Fabriken mitbeteiligt. Erwähnt sei auch die Inbetriebsetzung von zwei neuen Zementfabriken, deren Entstehen zu einem erbitterten Konkurrenzkampf mit der bestehenden Industrieorganisation Anlaß gegeben hat. Die günstige Konjunktur der Maschinenindustrie brachte zahlreiche neue Betriebe unter Fabrikgesetz, zusammen mit der Metall- und Uhrenindustrie fallen auf sie auch 65 % des gesamten Arbeiterzuwachses seit 1923; in größerer Zahl wurden wieder Automobilreparaturwerkstätten unterstellt. In der Uhrenindustrie fanden die Sanierungsbestrebungen ihre Fortsetzung. Außer den Rohwerkefabriken haben sich die Triebrädersabriken vereinigt; dazu machte der

Tabelle II.

Zahl der Fabriken und ihrer Arbeiter in den Jahren 1928 und 1929 und Zahl der Betriebskräfte im Jahre 1929, nach Industriegruppen.

Industriegruppen	Fabriken		Arbeiter												Gesamte für den eigenen Betrieb zur Verfügung stehende Kraft 1929 PS.
			1928				1928				1929				
			14—18 Jahre		über 18 Jahre		Total			14—18 Jahre		über 18 Jahre		Total			
	Ende 1928	22. August 1929	m	w	m	w	m	w	Zus.	m	w	m	w	m	w	Zus.	
I. Baumwollindustrie . . .	48	53	198	489	1,951	3,008	2,149	3,497	5,646	200	489	1,934	2,830	2,134	3,319	5,453	13,843
II. Seiden- und Kunstseiden-Industrie	57	61	203	681	1,975	5,049	2,178	5,730	7,908	235	778	2,254	4,979	2,489	5,757	8,246	9,505
III. Wollindustrie	32	32	89	290	1,020	1,533	1,109	1,823	2,932	96	256	1,013	1,489	1,109	1,745	2,854	5,134
IV. Leinenindustrie	17	21	28	96	372	746	400	842	1,242	27	65	400	623	427	688	1,115	1,503
V. Stickerei	6	6	7	57	28	153	35	210	245	4	37	44	129	48	166	214	116
VI. Übrige Textilindustrie . .	99	95	247	519	1,639	3,276	1,886	3,795	5,681	220	554	1,404	2,713	1,624	3,267	4,891	4,025
VII. Kleidung, Ausrüstungsgegenstände	252	265	1,104	2,640	4,690	9,073	5,794	11,713	17,507	727	2,302	4,869	9,274	5,596	11,576	17,172	5,781
VIII. Nahrungs- und Genußmittel	206	212	180	483	4,806	4,146	4,986	4,629	9,615	186	501	4,654	4,232	4,840	4,733	9,573	18,921
IX. Chemische Industrie . . .	73	77	214	143	5,377	1,135	5,591	1,278	6,869	234	115	5,687	1,005	5,921	1,120	7,041	20,861
X. Zentralanlagen für Kraft-, Gas- und Wasserlieferung	61	63	4	—	1,132	—	1,136	—	1,136	4	—	1,129	1	1,133	1	1,134	7,095
XI. Herstellung und Bearbeitung von Papier, Leder, Kautschuk	85	85	205	312	3,382	1,314	3,587	1,626	5,213	222	324	3,374	1,309	3,596	1,633	5,229	17,008
XII. Graphische Industrie . .	160	165	320	205	3,290	1,064	3,610	1,269	4,879	362	300	3,405	1,086	3,767	1,386	5,153	5,104
XIII. Holzbearbeitung	390	410	559	56	6,781	202	7,340	258	7,598	695	64	7,797	202	8,492	266	8,758	15,056
XIV. Herstellung und Bearbeitung von Metallen	229	229	1,220	290	10,917	1,285	12,137	1,575	13,712	1,603	334	13,379	1,283	14,982	1,617	16,599	23,613
XV. Maschinen, Apparate, Instrumente	248	249	1,935	367	17,135	1,457	19,070	1,824	20,894	2,139	342	16,685	1 509	18,824	1,851	20,675	47,385
XVI. Uhrenindustrie, Bijouterie .	211	213	561	860	5,663	4,722	6,224	5,582	11,806	738	1,019	5,928	5,119	6,666	6,138	12,804	3,953
XVII. Industrie der Erden und Steine	115	117	179	45	4,639	261	4,818	306	5,124	284	62	5,025	286	5,309	348	5,657	32,261
Total im II. Kreis	2,289* (2,274)	2,353* (2,296)	7,253	7,533	74,797	38,424	82,050	45,957	128,007	7,976	7,542	78,981	38,069	86,957	45,611	132,568	231,164

*) Die Summen dieser Kolonnen sind größer als die darunter angegebenen richtigen Zahlen, wegen der Teilung einzelner Fabriken nach Industriegruppen.

Anmerkung: Die Arbeiterzahlen des Jahres 1928 wurden anläßlich der Inspektionen erhoben; die Zahlen des Jahres 1929 sind diejenigen der eidgen. Fabrikstatistik vom 22. August 1929.

Abschluß von Vereinbarungen unter den einzelnen Gruppierungen Fortschritte.

Die Gründe, die zur Streichung unterstellter Fabrikbetriebe vom Fabrikregister führten, waren mannigfacher Art. Soweit sie bekanntgegeben wurden, notierten wir 38 Fälle des Sinkens der Arbeiterzahl unter die für die Unterstellung maßgebende Grenze und 81 Fälle, wo der Betrieb wegen Resignation, Betriebswechsel, Konkurs eingestellt wurde. Verlegung der Fabrikation ins Ausland kam in ganz vereinzelten Fällen vor, mehrfach aber die Gründung von Filialbetrieben (so der Uhrenremontage, der Metallgießerei, Blattmetall- und Schraubenfabrikation, der Zigarrenbranche) jenseits der Grenze, in der Regel, weil die ausländischen Zollverhältnisse für die Ausfuhr der im Inland hergestellten Erzeugnisse allzu drückend geworden waren.

Wir hatten in zahlreichen Fällen im Verfahren der Unterstellung oder Aufhebung der Unterstellung eines Betriebes durch Abklärung der Betriebsverhältnisse an Ort und Stelle mitzuwirken. Es gelang dabei fast immer, Betriebsinhaber, die sich anfänglich ablehnend verhielten, durch entsprechende Aufklärung von ihrem Widerstand gegen die Unterstellung abzubringen. Versuche von Betriebsinhabern, durch unzutreffende Angaben über die Betriebsverhältnisse der Unterstellung zu entgehen, fehlten nicht, wie auch nicht die Ankündigung, man werde die Unterstellungsverfügung mit der sofortigen Reduktion der Arbeiterzahl beantworten. Diese Konsequenz wurde aber nur in seltenen Fällen gezogen. Die Verminderung der Arbeiterzahl nach erfolgter Unterstellung ist im allgemeinen kein taugliches Mittel, dieses Ziel zu erreichen, weil nach den bestehenden Vorschriften das Sinken der Arbeiterzahl unter die maßgebende Grenze vor Ablauf eines Zeitraumes von 12 Monaten in der Regel von der Anwendung des Gesetzes nicht befreit.

Eine ungelöste Frage ist die Anwendung des Fabrikgesetzes auf die ihm bisher nicht unterstellten Kleinbetriebe der Schraubenindustrie und der Herstellung von Uhrenbestandteilen. Solche Betriebe vermögen zufolge der weitgehenden Automatisierung der Fabrikation eine bedeutende Produktionskraft zu entfalten, ohne daß sie auf Grund ihrer Arbeiterzahl dem Fabrikgesetz unterstellt werden können, es wäre denn, man wendete auf sie jene Bestimmung von Art. 1, lit. d VFG. an, die das Fabrikgesetz auch gegenüber weniger als 6 Arbeiter beschäftigenden

industriellen Kleinbetrieben vollziehbar erklärt, sofern diese außergewöhnliche Gefahren für Gesundheit und Leben der Arbeiter bieten oder in ihrer Arbeitsweise den Charakter von Fabriken unverkennbar aufweisen. Dieses letztere Moment könnte wohl bei den in Rede stehenden Betrieben als erfüllt betrachtet werden. Die Frage wird vielleicht in der Zukunft im Hinblick auf die Tendenzen zur Automatisierung der Fabrikationsprozesse (Weberei etc.) noch vermehrte Bedeutung gewinnen. Sie ist im vorliegenden Falle von einem Industrieverband aufgeworfen worden, der sich von der Anwendung des Fabrikgesetzes eine Dämpfung der preisverderbenden wilden Konkurrenz dieser Betriebe verspricht, die bisher von keiner Arbeitszeitregelung beschwert werden. Das Problem hat auch in kantonalen Regierungskreisen Aufmerksamkeit erregt. Hiebei wurde unter anderm eine Lösung nach Art des für die Stickereiindustrie geltenden Sonderregimes, das auf die Zahl der Maschinen abstellt, erwogen.

Auf Grund des erwähnten Art. 1, lit. d VFG. ist in der Berichtsperiode die Unterstellung eines Betriebes für Zelluloidverarbeitung verfügt worden.

Mehrfach wurde versucht, auf Grund von Scheinverträgen einzelne industrielle Teile einer Fabrik dem Fabrikgesetz zu entziehen. Wir mußten uns gegen die Anerkennung solcher Praktiken aussprechen mit Bezug auf eine Seilerei, eine Holzschnitzerei, eine Stereotypieabteilung; desgleichen auch in zwei Fällen, wo der Betrieb zwischen Vater und Sohn verteilt werden wollte, ohne daß die beidseitigen Inhaber intern und nach außen die Trennung zweifelsfrei vollzogen.

Auf Grund des Bundesgesetzes betr. die Fabrikation und den Vertrieb von Zündhölzchen hatten wir einige Male Einfuhrgesuche für Gelbphosphor zu begutachten, die in allen Fällen bewilligt werden konnten. In der Zündhölzchenindustrie selbst ist es in den beiden Jahren wieder ruhiger geworden, seit durch Verständigung mit dem „Schwedentrust" den größten Inlandfabriken der Weiterbetrieb gesichert, die Kleinbetriebe aber durch Auskauf stillgelegt wurden. Eine nach dieser Transaktion ins Leben getretene Outsider-Unternehmung hat mit großen Schwierigkeiten zu kämpfen, indem sie, wie es scheint, beim Bezug von Maschinen und Materialien allerorts auf Hindernisse stößt. — Im vergangenen Jahr löste das Erscheinen von „Russenhölzchen" in

den Kreisen der Zündholzindustrie eine Zeitlang Beunruhigung aus wegen ihres abnorm billigen Preises; das fremde Erzeugnis scheint sich aber nicht bewährt zu haben.

Der Außendienst des Inspektorats hat in beiden Jahren fühlbare Einbußen erlitten, teils wegen wiederholter Erkrankungsfälle einzelner Beamter, teils wegen mehrmaliger Inanspruchnahme des Chefinspektors durch außerordentliche Aufgaben (1928 internationale Arbeitskonferenz, 1929 Studienreise nach Belgien); dazu kam für alle Beamten im letzten Jahr die bedeutend vermehrte Büro-Arbeit, die mit der Fabrikstatistik verbunden war. Nicht vergessen soll auch werden die dauernd starke Beanspruchung durch die Berichterstattung zu den Gesuchen betr. die abgeänderte Normalarbeitswoche, wie endlich die ebenfalls viel Zeit erfordernde Behandlung der stets sehr zahlreichen Planvorlagen, die in der Berichtsperiode eine Rekordziffer erreichten. Alle diese Umstände bedingten es, daß die außerordentlichen Ausfälle im Inspektionsdienst nicht mehr einzubringen waren. Folgende Übersicht orientiert über die quantitative Seite des Außendienstes:

	1928		1929	
	in Fabriken	Inspektionen	in Fabriken	Inspektionen
je 1 Inspektion	1453	1453	1437	1437
mehr als 1 Inspektion	95	214	58	122
	1548	1667	1495	1559
	in Nichtfabriken	Inspektionen	in Nichtfabriken	Inspektionen
je 1 Inspektion	100	100	84	84
mehr als 1 Inspektion	14	29	6	12
	114	129	90	96
Total		1796		1655
Dazu Besuche ohne Inspektion in Fabriken und Nichtfabriken		49		54
Zahl der Arbeiter der inspizierten Fabriken		97665		90862

Der Außendienst nahm für die 3 darin tätigen Beamten 482 Tage in Anspruch, ohne Einrechnung der Tage für Konferenzen.

Er wickelte sich im übrigen reibungslos ab, Anstände sind keine vorgekommen. Die Inspektionsbesuche gaben Anlaß zu insgesamt

396 Postulatschreiben an die Fabrikinhaber, 200 im ersten, 196 im zweiten Berichtsjahr.

Soweit dem Inspektorat Klagen und Beschwerden zugingen, wurden sie sozusagen ausnahmslos durch Besuch an Ort und Stelle erledigt. Solcher Beschwerden waren es 25 im ersten, 26 im zweiten Berichtsjahr. Ihr Gegenstand waren Fragen der Arbeitszeit, der Fabrikhygiene und Unfallverhütung, der Lohnzahlung, des Bußenwesens und auch solche rein dienstvertraglicher Natur. Wiederholt wurde die Einleitung des Unterstellungsverfahrens beantragt. Einige Eingaben lauteten imperativ und verlangten, daß gegen den Betriebsinhaber mit Klage vorgegangen werde. Wir mußten uns diesbezüglich unsere freie Entschließung vorbehalten, unterließen aber nicht, Rapport an die Kantonsbehörde zu erstatten, wenn ein gravierender Tatbestand vorlag.

II. Fabrikhygiene und Unfallverhütung. Genehmigung neuer Anlagen.

Im Maße, wie die Fragen der Arbeitsrationalisierung und der „Bestgestaltung" der industriellen Arbeit heute eine Angelegenheit des öffentlichen Interesses geworden sind, ist den Fabrikaufsichtsbehörden bei ihrer Aufgabe, für die Schaffung und Erhaltung guter äußerer Arbeitsbedingungen zu wirken, in dieser Anteilnahme ein starker und willkommener Bundesgenosse erstanden. Wer nicht schon aus eigener Einsicht die Wichtigkeit dieser Fragen erkannte und darnach handelte, kann sich doch ihrer Bedeutung kaum mehr ganz verschließen, und wäre es auch nur durch das Verständnis für die Abhängigkeit guter Arbeitsleistungen von günstigen äußern Bedingungen. Die Fabrikhygiene freilich darf sich in diesem Ziel nicht erschöpfen, steht doch letzten Endes im Hintergrund ihrer Bemühungen immer der Mensch selber. Sie muß Vorbehalte machen, wenn die Rationalisierungsbestrebungen, unter Vernachlässigung der hygienischen Interessen, ausschließlich technische Gesichtspunkte geltend machen wollten; anderseits wird sie alle Maßnahmen begrüßen, die auf eine Erleichterung des Arbeitsprozesses und insbesondere der Ausmerzung penibler Betätigungen abzielen. Sie wird es ferner gutheißen, wenn der Frage

der Arbeitseignung Aufmerksamkeit geschenkt und damit nach Möglichkeit der geeigneten Kraft der richtige Platz angewiesen werden kann.

Diesen Fragen psychotechnischer Eignungsprüfung schenkt eine zunehmende Zahl von Betrieben Aufmerksamkeit. Dabei wird das Verfahren keineswegs bloß auf Lehrlinge, sondern häufig auch auf alle Neueinstellungen angewendet. Man will damit Anhaltspunkte finden, um wenigstens in großen Zügen eine Auslese zu bewirken, und grobe Irrtümer bei der Arbeitszuweisung namentlich ungelernter Arbeitskräfte zu vermeiden. Wir haben den Eindruck, daß man die Anwendungsmöglichkeit der neuen Disziplin nicht überschätzt, und das ist gut so.

Was die Arbeitsräume betrifft, können wir auch diesmal von Erfolgen inbezug auf die Ausschaltung unbefriedigender Anlagen berichten. Zu erwähnen sind zwei größere Betriebe des graphischen Gewerbes, zwei Möbelfabriken, eine Clichésfabrik, eine Uhrenfabrik, eine Kleiderfärberei, die in diesem Sinne grundlegend praktische Fabrikhygiene getrieben und sich in neuen Anlagen niedergelassen oder die alten gründlich umgestaltet haben. Die eine der Druckereien hatte bis dahin mit wesentlichen Betriebsteilen im Kellergeschoß gearbeitet und war uns mehr als einmal bei Geltendmachung fabrikhygienischer Postulate von Konkurrenzbetrieben unliebsam vor Augen gehalten worden; das Amt ist nun von diesem ominösen Bezugsobjekt frei geworden. In einem weitern Fall haben wir die von der Kantonsbehörde gegenüber einer Buchdruckerei angeordneten, schon früher unserseits angeregten Sanierungsauflagen nachhaltig unterstützt. Leider werden solche Bestrebungen hin und wieder durchkreuzt durch die ungenehmigte Neueinrichtung ungünstig gelegener Räume. Wir haben in der Berichtsperiode mehrfach Beispiele erlebt, daß untere Behörden in dieser Weise zu Unrecht an Fabrikbetriebe Baubewilligungen erteilten, und jedesmal mußten wir mit Bedauern konstatieren, daß fabrikhygienische Postulate unberücksichtigt geblieben waren.

Am auffälligsten waren wohl in den vergangenen Jahren die Fortschritte in der künstlichen Beleuchtung von Arbeitsräumen und Arbeitsplätzen, man könnte geradezu von einer Renaissance des Beleuchtungswesens sprechen. Die Zahl der Betriebe, die ihre Beleuchtungsanlagen umgestaltet haben, ist bedeutend. Die Technik kommt die-

sen Bestrebungen aufs Glücklichste entgegen. Was sie an zweckmäßigen Beleuchtungskörpern, die ebensosehr auf vollste Nutzbarmachung der Lichtquelle, als auf deren zweckmäßige Anordnung und dazu auf den Schutz der Sehorgane der Arbeitenden Rücksicht nehmen, zur Verfügung stellt, ist eine nicht hoch genug anzuerkennende Leistung. Neben ausländischen Firmen hat sich hier auch die AG. Bronzewarenfabrik Turgi, die ein spezielles lichttechnisches Laboratorium besitzt und eigene Lampenmodelle ausgearbeitet hat, einen Platz geschaffen. — Die künstliche Beleuchtung ist fast überall elektrisch, Gas geht stark zurück, Acetylenlicht ist selten. Eine einzige Fabrik auf weiter Flur zählen wir, die auch heute noch, aus Furcht vor Feuersgefahr durch elektrischen Kurzschluß, der alten Petrolbeleuchtung den Vorzug gibt.

Mehrfach hatten wir uns mit Beschwerden über die Anbringung von Mattglasscheiben in Fenstern zu befassen, die nach den bestehenden Vorschriften nicht zulässig sind, wenn der Fabrikinhaber nicht in der Lage ist, das Bedürfnis nachzuweisen. Die Lokalbesichtigung ergab in keinem Falle Anhaltspunkte für eine wirkliche Beeinträchtigung der Rauminsassen, anderseits erschien auch die Bedürfnisfrage nicht in allen Teilen überzeugend dargetan. Es gelang denn auch, weitgehenden Verzicht auf solche Pläne zu erreichen.

Zu den hygienischen Gewinnen ist zu zählen die vermehrte Aufmerksamkeit, die man der Frage zweckmäßiger, die Ermüdung mildernder, ja die Arbeitsleistung erleichternder Sitzgelegenheit für die „sitzenden" Berufe zuwendet. Wir konnten in einem frühern Bericht von der planmäßigen Arbeit, die ein Großunternehmen der Schuhindustrie auf diesem Gebiete leistet, berichten; Interesse und Verständnis für die Sache nehmen zu, doch steckt sie noch immer recht in den Anfängen, und es löst ab und zu Erstaunen aus, wenn man die Frage anschneidet. Gegen Bereitstellung von Ausruhsitzgelegenheit für Arbeitende, die ihre Arbeit vorwiegend stehend verrichten, bestehen noch ausgebreitete Vorurteile.

Zu starke Belegung von Arbeitsräumen mit Personen wurde nicht oft angetroffen. Mahnungen waren immerhin erforderlich gegenüber Nähereien, die saisonmäßiger Arbeitsandrang zur Überfüllung verleitete. Auch in manchen Betrieben der Uhrenindustrie hatte die

vorübergehend starke Beschäftigung Überschreitungen der Besetzungsgrenzen zur Folge. Wir mußten in einem Falle, der jedes Maß überstieg, die Intervention der Kantonsregierung anrufen. In Zigarrenfabriken ergab sich in dieser Hinsicht seit geraumer Zeit kein Anlaß zu Beanstandungen.

Ausgestaltung und Zustand der sanitären Anlagen gaben uns weniger oft, als in früheren Jahren, Anlaß zur Intervention. Es sind auch auf diesem Gebiete ständige Verbesserungen im Gang. Ausnahmen bestätigen die Regel. Eine Konservenfabrik in städtischen Verhältnissen bestritt das unserseits geltend gemachte Bedürfnis einer betriebseigenen Badeanlage und bekannte sich sogar schriftlich zu diesem Standpunkt. Eine Tabakfabrik auf dem Lande, die in vorbildlicher Weise ihren nicht sehr großen Betrieb mit Badeeinrichtung ausgestattet hatte, sah diese hygienischen Bestrebungen bedauerlicherweise durch mangelndes Interesse der Arbeiterschaft gelähmt. Gegen die Absicht einer großen Lederfabrik, aus ähnlicher Erfahrung die bestehende Badeanlage eingehen zu lassen, nahmen wir mit aller Entschiedenheit Stellung. Unsere befürwortende Haltung findet eine Stütze in der Beobachtung, daß die Wertschätzung neuzeitlicher hygienischer Anlagen trotz allem im Wachsen und daß, abgesehen von der objektiven Bedürfnisfrage, insbesondere die Jungmannschaft durchaus positiv dazu eingestellt ist.

Bei der Behandlung von Vorlagen über die Erstellung von Einrichtungen zur passenden Aufbewahrung der Straßenkleider kamen wir in die Lage, die mangelnde Bestimmtheit der bezüglichen Vorschriften der Vollzugsverordnung zu bedauern. Es war uns, angesichts von deren Wortlaut in zwei Fällen nicht möglich, durchzusetzen, daß die Garderoben für die männlichen und weiblichen Personen getrennt angelegt wurden.

Nicht verwunderlich ist, daß im harten Winter 1928/29 Klagen über ungenügende Heizung von Fabrikräumen einliefen; sie waren immerhin weniger zahlreich, als man hätte erwarten mögen. Woraus zu schließen ist, daß man an den meisten Orten sich der Kälte zu erwehren wußte, vielleicht auch, daß Verständnis und Bereitschaft nicht fehlten, sich unter außerordentlichen Verhältnissen ins Unvermeidliche zu schicken. In Betrieben der Steinindustrie lebt ab und zu die alte Unsitte

auf, zu Heizzwecken offene Kokskörbe zu verwenden; unsere Warnungen davor fanden nur unwillig Gehör.

Fragen der ausreichenden Ventilation der Arbeitsräume, insbesondere auch der Fassung und Ableitung der verschiedensten, beim Arbeitsprozeß entstehenden Luftverunreinigungen, waren stets an der Tagesordnung.

Wenn wir Firmen haben, die mit peinlicher Sorgfalt jede faßbare Staubquelle unterbinden, so gibt es andere, die ein Bedürfnis spezieller Installationen erst anerkennen wollen, wenn der Staub in dichten Wolken auffliegt. Auch findet der Gedanke, man habe das Erforderliche im wesentlichen getan, wenn die Staubarbeit etwas höher entlöhnt wird, noch immer seine Vertreter. — Ein gewisser Preisabbau, der für die Erstellung von Staubsauganlagen eingetreten ist, sollte nunmehr ihrer weitern Verbreitung in den Holzbearbeitungsbetrieben Vorschub leisten. Bei der Installation solcher Einrichtungen hatten wir einigemale darauf aufmerksam zu machen, daß es nicht angehen kann, den gesammelten Staub einfach dem Nachbar zuzublasen. Fehlerhafte Anordnung des Staubsammlers in Nähe des Kamins der Trockenanlage wurde in einigen Betrieben Ursache zur Entstehung empfindlicher Schadenfeuer. Die Staubbekämpfung findet auch ihre Aufgaben in der Textilindustrie. Lobend dürfen wir die erfolgreichen Anstrengungen hervorheben, die eine Fabrik der Abfallseideverarbeitung in den letzten Jahren auf diesem Gebiete gemacht hat. In einer Hadernsortierung, wo die Arbeit am Fließband eingeführt wurde, bot sich die Möglichkeit, dem sonst nicht leicht zu lösenden Staubproblem durch Einrichtung der Entstaubung an der Aufgabestelle wirksam beizukommen. Bisher ohne großen Erfolg empfahlen wir die Verwendung eines motorischen Staubsaugers zur Reinigung der Arbeitsräume in diesen Betrieben. Eine Gießerei, die auf eben diesem Wege die Reinigung ihrer Betriebsräume versucht hatte, kam wieder davon ab, weil die Arbeiter die Handhabung des Apparates zu beschwerlich fanden. Eine noch recht häufig unerfreuliche Arbeit stellt die Sandstrahlerei in Gußputzereien dar. Hier dürften fast stets die Einrichtungen für die Behandlung großer Werkstücke vollkommener, die Instandhaltung sorgfältiger sein. Auch wird mit zu wenig Nachdruck auf das Tragen schützender Masken gehalten. Wir haben in einigen Fällen Anlaß

genommen, auf die Wünschbarkeit einer Ablösung bei der Arbeit hinzuweisen, wie das als prophylaktische Schutzmaßnahme gegen die Wirkungen von Qualm und Rauch mit sehr gutem Erfolg eine Metallgießerei praktiziert, deren Mannschaft abwechselnd einen Tag beim Gießen, einen beim Formen beschäftigt wird.

Nicht minder wichtig, als die Staubbeseitigung, ist die Abführung von lästigen oder schädlichen Gasen und Dämpfen. Wir hatten in einer Metalldreherei, wo die Arbeitsstücke an den Maschinen mit Petroleum gekühlt wurden, die Sammlung und Ableitung der intensiv riechenden Öldämpfe zu postulieren. In galvanischen Anstalten mußte die Beschaffung mechanischer Entlüftung über den Cyanbädern verlangt werden. In allzuvielen Betrieben sind die Gelbbrennanlagen noch immer unbefriedigend primitiv; wir mußten auch dagegen einschreiten, daß solche Anlagen ungeschützt im Freien im Verkehrsbereich von Kindern aufgestellt waren. Die Einrichtung von Abzügen zur Abführung der Auspuffgase in Automobilreparaturwerkstätten läßt sich nicht ohne Widerstände erreichen, trotzdem die Häufigkeit der bezüglichen Unglücksfälle zur Vorsicht mahnen sollte.

Die Verwendung von Atemschutzgeräten hat sich noch nicht in wünschenswertem Maße durchgesetzt, obgleich heute Modelle zur Verfügung stehen, die die lästigen Nebenerscheinungen beim Tragen stark vermindert haben. Für eine befriedigende Wirksamkeit dieser Schutzgeräte hängt viel davon ab, daß deren Abgabe, Gebrauch, Reinigung und Ersatz streng methodisch geregelt wird. Dem Gebrauch eines Atemschutzgerätes kommt namentlich auch Bedeutung zu bei dem sich immer mehr Anwendungsgebiete erobernden Spritzverfahren zur Herstellung von „Anstrichen" und Überzügen aller Art. Wo die Arbeit in größerem Umfang oder an ausgedehnten Gegenständen auszuführen ist, sind durchaus besondere Räume vonnöten, die mit Absaugung auszurüsten sind. Wenn feuer- und explosionsgefährliche Lösungsmittel in Betracht fallen, ist gleichzeitig auf Sicherung gegen die entsprechenden Gefahren Bedacht zu nehmen. Die Unkenntnis darüber ist oft erstaunlich. Eine Schuhfabrik führte in einem stark besetzten Arbeitssaal solche Arbeiten aus in der Nähe einer Maschine, an der mit offenen Flammen gearbeitet wurde; der Abzug für die Farbnebel war an die Staubsaugleitung des Saales angeschlossen. Die

gefährliche Situation wurde vom ortszuständigen kantonalen Fabrikinspektorat aufgedeckt und dann im Zusammenwirken mit der Unfallversicherungsanstalt beseitigt. Dasselbe kantonale Inspektorat beanstandete eine Spritzanlage für Nitrozelluloselacke, die im gleichen Raume eine Arbeitsstelle zum Schweißen mit Acetylen-dissous enthielt. In der Lackierabteilung einer Fabrik für elektrische Apparate wurde nebeneinander mit Nitrozelluloselacken und mit Öllacken gearbeitet, die in sich auf Rotglut erhitzenden, elektrischen Öfen eingebrannt wurden.

An der Unfallverhütung nahmen wir teil im Rahmen der gesetzlichen Bestimmungen und entsprechend der provisorischen Kompetenzenordnung von 1918, die formell noch immer für die Mitwirkung der Fabrikinspektoren an der Unfallverhütung bestimmend ist. Die von der Internationalen Arbeitskonferenz an ihrer 12. Tagung im Juni 1929 beschlossene Empfehlung über die Unfallverhütung, die alle Kräfte eines Landes in den Dienst dieser Sache stellen will, bedeutet eine wertvolle Unterstützung für die von den Fabrikinspektoraten seit Anbeginn vertretene Auffassung, daß ihre Mitwirkung möglichst wirksam zu gestalten sei.

Wir hatten in der Berichtsperiode wiederholt Gelegenheit, mit den Organen des Unfallverhütungsdienstes der Unfallversicherungsanstalt zusammenzuarbeiten. Die Anstalt hat uns auch mehrfach, namentlich im ersten Jahr, von vorgekommenen Gewerbekrankheiten Mitteilung gemacht und mit einer Nachprüfung der Verhältnisse beauftragt. Vernahmen wir bei Inspektionsbesuchen oder aus der Tagespresse von schweren Unfallereignissen, so gewährte uns die Anstalt, auf Anfrage, Einsicht in die Unfallakten. Einigemale geschah diese Information spontan. Es wäre sehr erwünscht, daß eine derartige Orientierung methodisch und regelmäßig erfolgte, weil die Auswertung der Unfalltatsachen für eine wirksame praktische Unfallverhütungsarbeit unentbehrlich ist.

Bei unserer praktischen Tätigkeit in der Unfallverhütung ließen wir uns von den von der Anstalt ausgegebenen Richtlinien und empfohlenen Schutzeinrichtungen leiten. Darüber hinaus wandten wir unsere Aufmerksamkeit dem ganzen weitschichtigen Gebiete zu, wo bisher Vorschriften nicht erlassen sind. Wir gelangten in 230 Fällen, im Anschluß an Inspektionen, mit schriftlichen Verlangen zur Unfallverhütung

an die Fabrikinhaber. Davon entfielen 37 auf Holzbearbeitungsmaschinen, 32 auf Schmirgelscheiben, 28 auf Transmissionen, 21 auf Arbeitsmaschinen anderer Art, 12 auf Aufzüge, 34 auf Ausgänge, Treppen, Türen, Podeste, 16 auf unsachgemäße Elektroinstallation in explosionsgefährdeten Räumen, 22 auf sonstige Feuer- und Explosionsgefahr, 6 auf verdichtete Gase, 2 auf Acetylenapparate, der Rest auf Schutzbrillen, Rettungsmittel, Verbandkasten, Sanitätszimmer und dergleichen. Schwererwiegende Feststellungen brachten wir direkt der Anstalt zur Kenntnis, unter anderem auch solche Fälle, wo die von ihr vorgeschriebenen Schutzvorrichtungen in grob fahrlässiger Weise nicht benützt wurden.

Von uns zur Kenntnis gekommenen Unfallereignissen und gefährlichen Tatbeständen mögen folgende kurz Erwähnung finden:

Ein Transmissionsunfall kam dadurch zustande, daß ein Arbeiter durch Putzfäden, die er unsorgsam in die Tasche gesteckt hatte, in die Transmission verwickelt und von ihr erfaßt wurde; er hatte seine Unvorsichtigkeit glücklicherweise nicht mit dem Leben zu büßen.

Wir vernahmen von vier tötlichen Unfällen durch elektrischen Strom. Einer ereignete sich in einer Fabrik für elektrische Maschinen bei Kurzschlußversuchen und einer Versuchsanordnung, wo nach geltender Anschauung keine gefährlichen Spannungsdifferenzen oder Stromstärken auftreten konnten. Die ärztliche Obduktion stellte bei dem verunglückten jungen Mann, der Turner gewesen war, einen schweren Herzfehler fest. — Ein Lehrling konnte nach Berührung eines 800 Volt Stromkreises durch Wiederbelebungsversuche ins Leben zurückgerufen werden. — Bei einem andern Verunfallten sollen die Bemühungen, das erstorbene Leben wieder zu wecken, nicht viel länger als eine halbe Stunde fortgesetzt worden sein, also vielleicht zu wenig lang, wenn man weiß, daß ein Erfolg unter Umständen erst nach mehrstündiger Arbeit eintreten kann. In einem weitern Fall tötlicher Berührung stellte es sich heraus, daß im Werk nirgends ein Wiederbelebungsapparat aufzutreiben war. Ein tötlicher Unfall ereignete sich in einer Eisenkonstruktionswerkstätte, wo ein Arbeiter mit den Händen die Stromzuleitung zum elektrischen Kran zu berühren vermochte. Wir erstatteten Meldung an die Unfallversicherungsanstalt, weil nach dem Unfall keine wirksame Maßnahme zur Absperrung der Leitung getroffen worden war.

Wie das Fehlen von Wiederbelebungsapparaten in Elektrizitätsanstalten, konnten wir mehrfach in Gaswerken das Fehlen von Sauerstoff-Atemapparaten feststellen; in einem Werke war zwar ein solcher Apparat vorhanden, aber niemand von den Anwesenden in seiner Handhabung ausgebildet. Die von der eidgenössischen Gasschutzstelle in Wimmis veranstalteten Industrie-Gasschutz-Kurse werden auf diesem Gebiete noch viel nützliche Arbeit leisten können.

Von Explosionen größern Ausmaßes blieben die Fabriken des Kreises in der Berichtsperiode verschont; ein Menschenleben hat die Explosion eines Acetylenapparates gefordert. Deren Ursache lag in einer konstruktiven Besonderheit des Apparates, die es zuließ, daß beim Anzünden des Brenners Wasser aus dem Gasometer in die Gasleitung gesaugt werden konnte. Um diese zu entwässern, pflegte man sie mit Druckluft auszuspülen. Vielleicht geschah dies am Unglückstage verbotenerweise sogar mit Sauerstoff. Jedenfalls entstand beim Anzünden des Brenners eine Explosion, die sich durch die Wasservorlage auch zum Gasometer fortpflanzte und den Bedienungsmann tötete. Offensichtlich war die ein explosives Gasgemisch enthaltende Leitung nicht entlüftet worden, vielleicht auch war Luft oder Sauerstoff in den Reiniger und Gasometer gelangt. Der Vorfall hat den Acetylenverein beschäftigt. Beim Umgang mit Zelluloid läßt man es noch allzu oft an der gebotenen Sorgfalt fehlen. Es mußte eingeschritten werden gegen die Unterbringung eines Filmlagers neben Arbeitsräumen im Dachgeschoß eines Fabrikgebäudes. Hier konnte übrigens die gesamte Anlage, die als Provisorium bezeichnet wurde und ohne Einholung einer Bewilligung eingerichtet worden war, nicht befriedigen. Der Fall wurde im Einvernehmen mit der Unfallversicherung bearbeitet. Einmal kamen wir dazu, wie vor Tür und Fenstern einer Werkstatt gewaschene Abfallfilme in Haufen zum Trocknen ausgebreitet lagen. Es war eben Feierabend und die ersten Arbeiter der Werkstatt passierten mit brennender Zigarette und Pfeife ohne Ahnung der Gefahr an den Haufen vorbei, indessen ihre Kollegen drinnen sich noch zum Ausgang fertigmachten. Ein weggeworfenes Zündhölzchen hätte ihnen den Tod bringen können. Urheber der sträflichen Unvorsichtigkeit war der Inhaber eines dem Fabrikgesetz nicht unterstellten chemisch-technischen Laboratoriums, der mit seinen fahrlässigen Maßnahmen in den Bereich jener Fabrik-

anlage übergegriffen hatte. Eine Schuhfabrik, die in ihrem Betriebe in Stahlflaschen komprimiertes Leuchtgas verwendet, mußte aufgefordert werden, das unmittelbar neben dem Hauptfabrikeingang angelegte Flaschendepot zu beseitigen. Ebenda war ein hart neben dem mehrgeschossigen Fabrikgebäude aufgestellter Holzschuppen zu beanstanden, in dessen einer Hälfte das Fabrikautomobil eingestellt, in der andern Zelluloidabfälle neben andern brennbaren Materialien eingelagert waren. Gegenüber einer chemischen Fabrik, die Zelluloidabfälle unterm selben Dach mit der Fabrikationsanlage und den in dieser hergestellten Kleblösungen unterbrachte, bedurfte es behördlicher Intervention zur Beseitigung dieses latenten Gefahrenherdes. Von einer Uhrenfabrik, die zur Selbstherstellung von Zelluloiduhrengläsern überging, wurde die Bereitstellung eines zu ebener Erde liegenden, freistehenden Gebäudes für diesen Zweck verlangt. Die große Schuhfabrik des Kreises hat im Berichtsjahre eine ausgedehnte moderne Sicherheitslager- und Verteilanlage für Benzin und andere brennbare Flüssigkeiten erstellt. Die Lagerung des Benzins in gewöhnlichen Eisenfässern weicht immer mehr der Lagerung in feuer- und explosionssichern unterirdischen Behältern. Es kommt aber stets noch Unbegreifliches vor. So sollte in einer Seifenfabrik Benzinseife durch Eintragen von Benzin in die über freiem Feuer gekochte Seifenmasse hergestellt werden; die Unvorsichtigkeit führte zu Brand und Explosion und Verletzung dreier Personen. Es ist seither Dampfheizung eingerichtet worden. In einer Isoliermaterialienfabrik entstand eine Benzinexplosion vermutlich durch Reibungselektrizität beim Ausfließen des Benzins aus der Vorratsleitung in einen nicht geerdeten Blecheimer. Der Ersatz von Benzin durch Trichloraethylen und dessen Verschnittprodukt Nettolin hat weitere Fortschritte gemacht, wofür dann allerdings erhöhte Vorsicht gegenüber den gesundheitsschädlichen Eigenschaften der Chlorkohlenwasserstoffe notwendig geworden ist.

Tetrachloraethan hat in der Berichtsperiode nach ärztlichen Feststellungen sich als folgenschweres Gewerbegift erwiesen und in einer Schuhfabrik kurz nacheinander den Tod zweier junger Mädchen verursacht. Es war in Verbindung mit dem heutigen Klebarbeitsverfahren ein Klebstoff, Resistin genannt, verwendet worden, der zur Hauptsache das genannte Lösungsmittel enthielt und dessen Dämpfe nach den medizinischen Befunden (fettige Entartung der Leber) die erwähnten

folgenschweren Wirkungen auslösten. Ein dritter im selben Geschäft vorgekommener Erkrankungsfall eines älteren Mannes konnte mit der genannten Ursache nicht in einwandfreie Verbindung gebracht werden. Wirksame Abzüge hatten gefehlt. Die Unfallversicherungsanstalt nahm Anlaß, in einem Rundschreiben an die Schuhfabriken vor den Gefahren des Tetrachloraethans zu warnen. Der Fabrikant des Klebstoffes hat übrigens, nach Bekanntwerden der Giftwirkungen, die Fabrikation eingestellt. Heute ist ein Ersatzstoff in Anwendung, der unbedenklich sein soll.

In der Berichtsperiode wurden uns auch wieder Fälle von Bleivergiftung bekannt, von denen allerdings einige bestritten waren. Zweifelsfreie Fälle ereigneten sich in einer Bleiweißfabrik, in zwei graphischen Betrieben. Sie nahmen sämtlich einen günstigen Verlauf.

Die Frage der Bleivergiftung beschäftigte uns auch neuerdings im Hinblick auf die gesundheitlichen Verhältnisse in den Setzmaschinen-Betrieben der Buchdruckereien. In einem solchen Betriebe war in der Rohrleitung, in welche die von den Bleischmelztöpfen der 4 Setzmaschinen aufsteigenden Abzugrohre mündeten, insbesondere hinter der Einmündung der von einer Typographmaschine kommenden Leitung, ein sehr beträchtliches Depot eines dunkelgrauen Pulvers entdeckt worden, das bei der chemischen Untersuchung sich als stark bleihaltig erwies. Man konnte darnach annehmen, daß aus den Schmelztöpfen erhebliche Mengen Blei in die Luft gelangten, was zu einer Korrektur der auch in unserer letzten Berichterstattung erwähnten Auffassung führen mußte, daß bei den elektrisch geheizten Schmelztöpfen, zufolge der diesem Heizsystem eigentümlichen feinen Temperaturregulierung, die besonderen Abzüge über den Bleibädern nicht mehr unbedingt erforderlich seien. Der Befund löste in der Arbeiterschaft des genannten Betriebes und der Fachpresse Beunruhigung aus. In der Tat erschien es erwünscht, die Frage einer neuen Abklärung entgegenzuführen, wiewohl schon im Jahre 1907 der damalige Vorsteher des hygienisch-bakteriologischen Instituts der eidg. technischen Hochschule in Zürich, Professor Dr. O. Roth, den Beweis erbracht hatte, daß aus einem Bleischmelzbad kein Blei in nachweisbaren Mengen in die Luft übertritt. Die im Auftrag der Unfallversicherungsanstalt vom zürcherischen Kantonschemiker Prof. Dr. O. Wafer, in einer Zürcher Buchdruckerei durchgeführten neuen Untersu-

chungen, gelangten zur Bestätigung des frühern Befundes: Blei konnte in der Luft über den Bleibädern nicht oder höchstens in Spuren festgestellt werden. Woher die bedeutenden Bleimengen in der erwähnten Abzugsleitung stammten, wurde allerdings nicht weiter aufgeklärt; es ist anzunehmen, daß es sich um oxydischen Bleistaub handelt, der aus der Krätze des bei der Typographmaschine erheblichen Erschütterungen ausgesetzten Schmelzkessels aufgewirbelt wurde. Schon im Hinblick auf diese Möglichkeit wird man aber die Wünschbarkeit von Abzügen auch bei elektrischer Schmelzbadheizung bejahen müssen.

Der Bundesrat hat am 2. März 1928 eine Verordnung III zur Unfallversicherung erlassen, die sich mit der Verwendung von Bleifarben im Malergewerbe befaßt und unter anderem in allgemeiner Weise Maßnahmen zum Schutze gegen Vergiftungen beim Spritzen der Bleifarben vorschreibt. Wir haben den Eindruck, daß man hätte weitergehen und die Bleifarben überhaupt vom Spritzverfahren ausschließen dürfen. Die Fabrikinhaber hätten sich, nach unsern Erfahrungen, für diese Beschränkung wohl gewinnen lassen. Die genannte Verordnung ist übrigens in den Fabriken noch keineswegs überall, wo es nottut, bekannt geworden, und wir haben uns bemüht, zu ihrem Bekanntwerden beizutragen. — In einer polygraphischen Anstalt erkrankte ein Maschinenmeister beim Bedrucken von Metallpapier an einer Vergiftung, die zunächst als Bleivergiftung angesehen wurde, in der Folge aber sich als Quecksilbervergiftung, herrührend von amalgamiertem Metallpapier, erwies.

Auftraggemäß führten wir über die Verwendung und Lagerung von Giftgasen, insbesondere Phosgen, in der chemischen Industrie des Kreises Erhebungen durch. Das Ergebnis war ein beruhigendes, da außergewöhnliche Vorräte von solchen Gasen nicht gehalten werden. Unsern Anregungen inbezug auf einige Vervollständigung der Sicherungsmaßnahmen wurde ohne weiteres Folge gegeben.

Auch in dieser Berichtsperiode ergaben sich keinerlei Anhaltspunkte über Schädigungen durch die in der Uhrenindustrie zum Leuchtendmachen von Ziffern und Zeigern verwendeten sog. radioaktiven Substanzen.

Aus der Zündhölzchenindustrie sind uns keine Gewerbekrankheiten bekannt geworden.

Die Anilinfarbenindustrie verzeichnet wieder eine Reihe von, übrigens bekannten Stoffen, die als spezifische Krankheiten auslösend, auftraten. Die Gesamtzahl aller Fälle mag nicht außergewöhnlich hoch stehen, dennoch befremdet sie, wenn man sich gegenwärtig hält, wie gerade in der chemischen Großindustrie seit einer Reihe von Jahren in intensiver Bautätigkeit an einer großzügigen baulichen Sanierung der bis dahin nicht durchweg zeitgemäßen Fabrikationsanlagen gearbeitet worden ist. Vielleicht hängt die Erscheinung zum Teil mit der unzweifelhaft komplizierter gewordenen Fabrikation zusammen; soweit die Krankheitsfolgen als schwere organische Veränderungen auftreten, sollte wohl das vorbeugende Prinzip des Wechsels der Arbeitsverrichtungen und der Einlegung von Erholungsurlauben in vermehrtem Maße und methodischer zur Anwendung gelangen.

Der Katalog der Agentien, die Erkrankungen verursachten, schließt ein: schweflige Säure, Schwefelwasserstoff, Brom, Chlor, Chlorkalk, Phosphorchloride, Toluol, Toluolsulfochlorid, Dinitrobenzol, Dinitrochorbenzol, Anilin, Paranitranilin und Paratoluidin, Parachloranilin, Nitrofodimethylanilin, Betanaphtylamin und Nitrobenzol (Blasentumoren), Dimethylsulfat, Anthracen, Alkaloide, Chinin.

Dem sachgemäßen Umgang mit Chemikalien in der nichtchemischen Industrie wird sehr oft nicht die notwendige Aufmerksamkeit zugewendet. So hatten wir mehr als einmal gegen die fahrlässige Unsitte aufzutreten, Flüssigkeiten, wie Salpeter-, Schwefel- oder Salzsäure in gewöhnlichen Bierflaschen, und sogar ohne Aufschrift, zu verwahren.

In die Fragen der Unfallverhütung ist in den letzten Jahren ein frischerer Zug gekommen. Die Safety-First-Bewegung mag daran ihren Anteil haben, und der Umstand, daß nicht nur die menschlich mitfühlende, sondern auch die volkswirtschaftliche Seite des Problems in den Bereich der Aufmerksamkeit gerückt ist. Die Aufklärung in den Betrieben erfolgt in sichtbar zielbewußterer Weise als früher. Der von einer Anzahl Firmen ihrer Arbeiterschaft abgegebene Unfallverhütungskalender des Verlages Ott in Thun, der sein Stoffgebiet übrigens nicht allein auf die Fabriken beschränkt, scheint ein brauchbares und Interesse findendes Propagandamittel für die Sache zu sein. Dasselbe läßt sich auch sagen von den mit Maß und Methode verwen-

deten Unfallverhütungsbildern, deren heute eine stattliche Anzahl, in instruktiver und auch ästhetisch befriedigender Darbietung, meist vom Ausland angeboten, zur Verfügung steht. Schließlich sei erwähnt, daß auch bei uns der Film sich in den Dienst der Unfallverhütung zu stellen beginnt.

Genehmigung neuer Anlagen. Es gelangten in der Berichtsperiode im ganzen 986 Genehmigungsvorlagen — 490 im ersten, 496 im zweiten Jahr — an unser Amt zur Begutachtung. Das ist eine nie dagewesene Rekordzahl. Sie lassen sich gliedern in 146 Vorlagen für Neubauten, 466 für Um- oder Erweiterungsbauten, 168 für Einrichtung bestehender Räume zu Fabrikzwecken, 183 für Dampfkessel und die technische Inneneinrichtung, 24 für Nebenanlagen. Nicht ganz die Hälfte (420) dieser Projekte wurde unserseits auch der Unfallversicherungsanstalt zur Stellungnahme unterbreitet. Die Erledigung dieser Aufgaben bedeutete eine starke Beanspruchung des Amtes, wenn auch selbstredend der Zeitaufwand bei weitem nicht in allen Fällen der gleiche war. Bei der Prüfung von auf Grund der Dampfkesselverordnung genehmigungspflichtigen Vorlagen ist, soweit sie nicht zugleich auch das Kesselhaus baulich beeinflussen, unsere Mitwirkung nur untergeordneter Natur, da die spezielle, technische Prüfungsarbeit andern Instanzen zufällt. Öfter gaben die Bauvorlagen Anlaß zu Besichtigungen und Besprechungen mit Architekten, Fabrikinhabern oder auch mit den mit dem Gesetzesvollzug betrauten Behörden.

Bei den vorgelegten Projekten fanden die in Betracht fallenden Vorschriften der Vollzugsverordnung im ganzen Berücksichtigung, wenn auch zuweilen aus den gegebenen Umständen sich aufdrängende Konzessionen, namentlich hinsichtlich der Raumhöhen, gemacht werden mußten. Abweichungen von den bestehenden Normen wurden einigemale auch auf Grund des neuen Baustiles beansprucht, denen wir — es handelte sich um die Fensterhöhen — zustimmen konnten, wenn die vorgeschriebene Fensterfläche, bei Einhaltung des normalen Deckenabstandes, vorwiegend durch die Entwicklung nach der Breite gewährleistet wurde. In einem speziellen Falle, wo nach Maßgabe der auszuübenden Fabrikation die außergewöhnliche Hochlage der Fensterbrüstung unzweckmäßig erschien, sprachen wir uns gegen die Zulassung der Ausnahme aus, die Kantonsregierung aber bewilligte sie.

Mit einer wenig erfreulichen Tendenz hat man sich in steigendem Maß in städtischen Verhältnissen auseinander zu setzen, sie tritt darin zutage, daß in bevorzugten Verkehrslagen, meist in den alten Stadtzentren, in ungebührlicher Weise für Ladenzwecke Raum auf Kosten von dazu gehörigen Fabrikationsateliers beansprucht wird. Bisweilen ergeben sich dabei auch recht enge Treppenanlagen mit nicht immer klaren Ausgangsverhältnissen, ohne daß man wirksam dagegen angehen kann, weil die fabrikgesetzlichen Vorschriften unter Umständen gar nicht anwendbar sind. Öfter gesellt sich solchen Verhältnissen noch der Mangel zu, daß die in obern Geschossen untergebrachten Ateliers nicht über zwei von einander unabhängige Ausgänge verfügen. Unliebsam fällt es auch auf, daß für die Einrichtung luxuriöser Ladenlokale Geld anscheinend in jedem Betrage zur Verfügung steht, während die vielleicht in alten, unzulänglichen Räumen untergebrachten Fabrikationslokale weiterhin in diesem Zustande belassen werden wollen.

Die im letzten Bericht erwähnte Rekursangelegenheit betr. die bauliche Ausführung von Lagergebäuden für Trinitrotoluol wurde zu Ungunsten der Firma entschieden, sie hatte dementsprechend die fraglichen Gebäude als überwölbte Massivbauten in Kiesbeton auszuführen.

Über die Erteilung der Betriebsbewilligungen ist kaum Neues zu sagen. Die Kantone Bern und Baselland gaben uns regelmäßig Gelegenheit, zu den Gesuchen Stellung zu nehmen bezw. Antrag zu stellen. In Wahrnehmung dieser Aufgabe kamen wir mehrmals in die Lage, Verwahrung dagegen einzulegen, daß bei der Ausführung von Bauten in erheblicher Weise von den genehmigten Plänen abgewichen worden war, ohne daß die Bewilligungsbehörde dazu hatte Stellung nehmen können.

Fälle im Sinne von Art. 98 VFG., die Beseitigung nachträglich erkannter Übelstände betreffend, kamen uns nicht zur Kenntnis; wohl aber wurde wiederholt unsere Intervention angerufen, wenn es sich darum handelte, ungebührliche nachbarrechtliche Übergriffe abzustellen. Wir haben uns solchen Ansuchen nicht entzogen, mußten freilich, da in keinem Falle eine Bedrohung von Gesundheit oder Leben der Fabrikanwohner in Frage stand, die ein Vorgehen auf Grund von Art. 9 FG. erfordert hätte, die gebotene Zurückhaltung wahren. Von den hierhergehörigen Vorkommnissen seien erwähnt Rauch- und Staubbeläftigungen,

Lärm und Erschütterungen durch schwere Arbeitsmaschinen, üble Geruchseinwirkungen.

III. Fabrikordnung. Dienstverhältnis.

Das Arbeiterverzeichnis ist ein Spiegel des Ordnungssinnes, der im Betriebe herrscht. Seine Führung kann im allgemeinen befriedigen, wenn auch darauf bezügliche Bemerkungen nicht allzu selten angebracht werden mußten. Dem Kundigen gibt das Verzeichnis auch sonst manchen Fingerzeig, z. B. im Hinblick auf jene mehr oder weniger temperamentvollen Anmerkungen über Ausgetretene, die in manchen Betrieben beliebt sind und die man lieber vermieden sähe. Aus dem Verzeichnis ist ferner der Beschäftigungsgrad abzulesen und können die im Niedergang befindlichen Betriebe erkannt werden. Daß in einer Seidenzwirnerei das Durchschnittsalter der zirka 55 beschäftigten Personen 43 Jahre betrug, erschien als ein Symptom und lieferte den Beweis, wie die Jungmannschaft die Branche wegen ihrer unsichern Zukunftsaussichten meidet. Ähnliches war in Bandfabriken zu beobachten. Mehrfach begegneten wir wieder Arbeitsveteranen, die mit über 80 Lebensjahren noch ihr tägliches Fabriktagewerk absolvieren. In einem größern Betrieb der Wollindustrie trafen wir neben einem Meister mit 50 Dienstjahren nicht weniger als 10 Arbeiter mit über 40 Dienstjahren. Bei aller Hochachtung und Anerkennung vor solcher Rüstigkeit und Lebensenergie, darf man sich doch freuen, daß die der Verwirklichung nahe gerückte staatliche Altersversicherung in absehbarer Zeit zum mindesten den Zwang zur täglichen Berufsarbeit im hohen Alter beseitigen wird.

Die Zahl der uns zur Begutachtung vorgelegten Fabrikordnungen belief sich auf 115 im ersten, 102 im zweiten Berichtsjahr. Unsere darauf bezughabende Begutachtungstätigkeit ist sehr einförmig geworden, da weitaus die Mehrzahl der Vorlagen sich an die in der Vollzugsverordnung gegebene „Wegleitung" hält, die damit zur Normalfabrikordnung geworden ist. Zur Diskussion gaben etwa Anlaß Bestimmungen, die den Arbeiter eine bestimmt festgesetzte Zeit vor allgemeinem Arbeitsbeginn die Eintrittskontrolle der Fabrik passieren machen wollten, ein Ansinnen, dem in solcher Form nicht entsprochen werden konnte, oder in anderer Richtung die Absicht, den Arbeiter für gewisse

Verfehlungen im voraus zu Schadenersatzleistungen zu verpflichten. Hier mußte stets die richterliche Befugnis zur Festsetzung bestrittenen Schadens vorbehalten werden.

Eingaben der Arbeiterschaft zu Fabrikordnungsentwürfen erfolgten äußerst selten. Mit ein Grund dafür dürfte die Uniformierung der Fabrikordnung sein, deren Inhalt durch die bestehenden Vorschriften eng umschrieben und im Prinzip vorbestimmt ist. Insbesondere sollen ihr ja dienstvertragliche Bestimmungen fern gehalten werden, eine Einschränkung, die nicht selten bedauert wird, weil es dann, beim Fehlen eines schriftlichen Dienstvertrages, für wesentliche Elemente des Dienstverhältnisses bei bloßen mündlichen Abmachungen sein Bewenden hat. Der sanktionierten Fabrikordnung dagegen scheint man wieder mehr Bedeutung beizumessen, bildete doch die Unterlassung ihres Anschlags im Betrieb und der Aushändigung an den Arbeiter mehr als sonst Gegenstand von Beschwerden. Diesbezügliche Bemerkungen hatten wir bei den Inspektionen selber öfter anzubringen Anlaß.

Im Bußenwesen ergaben sich keine neuen Erscheinungen. Von wenigen Ausnahmen abgesehen, ist die Handhabung der Bußen, wo sie bestehen, nicht rigoros. Manche Betriebsinhaber, in der Praxis eher Bußengegner, wollen sie doch in der Fabrikordnung nicht missen, um schließlich lieber einmal von diesem Disziplinarmittel Gebrauch zu machen, statt Kündigung oder Entlassung zu verhängen. Wir haben im letzten Bericht eines groben Falles von Bußenwillkür und Mißachtung der Kontrollvorschriften Erwähnung getan; der Richter hat inzwischen ein Exempel statuiert und den fehlbaren, besser gesagt, renitenten Fabrikinhaber mit dem gesetzlichen Höchstbetrag der Buße, Fr. 500.—, bestraft.

Einmal wurden wir vor die Frage gestellt, ob es zulässig sei, einen gegen Arbeitskollegen tätlich gewordenen Arbeiter, dem gegenüber die Kündigung vermieden werden wollte, gestützt auf Art. 12 FG. (vorübergehender Ausschluß von der Arbeit wegen Störung des Zusammenarbeitens, Gefährdung des Betriebes etc.) nachträglich strafweise während 1—2 Wochen von der Arbeit auszuschließen. Wir sagten nein, weil, wie es scheint, die angerufene Bestimmung nur Fälle im Auge hat, wo der Ausschluß sich als unmittelbar sichernde Maßnahme aus den augenblicklichen Umständen aufdrängt, nicht aber als hinterher angeordnetes maßregelndes Disziplinarmittel. Die Fabrikleitung zeigte sich dieser Auf-

fassung zugänglich und fand denn auch einen Weg, der Disziplin ihr Recht werden zu lassen, ohne jene Ausnahmebestimmung in Anspruch zu nehmen und ohne das Anstellungsverhältnis des Fehlbaren zu kompromittieren.

Soweit unsere Zuständigkeit reichte, haben wir uns bei den Inspektionen immer auch mit den Fragen des Lohnwesens befaßt. Ohne daß die Sache von weittragender Bedeutung wäre, waren hier doch verhältnismäßig oft Rügen anzubringen, sei es, daß die Zahltagsperiode oder der Auszahlungstag gegenüber der Festlegung in der Fabrikordnung eine Änderung erfahren hatten, sei es, daß die Aushändigung der Lohnabrechnung unterblieb oder diese nicht nach den gesetzlichen Vorschriften erfolgte. Hiebei fiel uns auf, wie oft es am Verständnis für die wohl überlegte Absicht des Gesetzgebers gebrach, wenn er die Lohnzahlung als Regel nicht auf den Samstag gelegt wissen will.

Unsere Amtsstelle wird, trotzdem sie eigentlich nach der gegebenen Ordnung der Dinge ihre Unzuständigkeit erklären müßte, stets wieder in Fragen des Lohnwesens, wie überhaupt des Dienstvertrages, um Rat und Auskunft angegangen. Das ist eine Aufgabe, der sich das Fabrikinspektorat weder entziehen kann, noch darf. Zu bedauern ist nur, daß der Gesetzgeber die Mittel nicht gewährt hat, durch die das Inspektorat unter anderm sich fortlaufend darüber orientieren könnte, in welcher Richtung sich die Spruchpraxis der gewerblichen Schiedsgerichte und ähnlicher zur Schlichtung von Streitigkeiten aus dem Dienstverhältnis berufener Instanzen bewegt.

In der Zigarren- und Tabakindustrie ist noch bei der Mehrzahl der Fabriken die herkömmliche Lohnzahlung in der Weise gebräuchlich, daß am Zahltag die Akkordsumme der geleisteten Arbeit dem Zigarrenmacher ausgehändigt wird, der dann seinerseits den mit ihm zusammenarbeitenden Wickelmacher entlöhnt. Die beiden machen in der Regel halbpart, und Klagen wegen Benachteiligung des einen Teiles sind uns bisher nicht bekannt geworden. Das Verfahren steht aber mit der gesetzlichen Vorschrift nicht im Einklang, weil mindestens der eine der beiden Lohnempfänger nicht in den Besitz der ihm zustehenden, vom Fabrikinhaber auszustellenden Lohnabrechnung gelangt. Daß die gegen die Übernahme des gesetzlichen Verfahrens erhobenen Einwände der Komplikation und Erschwerung der Kontrolle nicht stichhaltig sind, beweist die Tatsache,

daß eine Anzahl Betriebe das gesetzliche System ohne jede Schwierigkeit bereits angenommen hat. Die Frage ist in beiden in Betracht fallenden Kantonen, Aargau und Bern, in der Schwebe. In Bern wollte die Behörde vorerst keinen Anlaß zur Intervention anerkennen.

Die vierzehntägige Lohnperiode wird, ausgenommen in wenigen Bahn- und Kommunalbetrieben, durchgeführt und ist in den Fabrikordnungen verankert. Die Dekade als Lohnperiode scheint sich nicht bewährt zu haben, die vereinzelten Firmen, die sie eingeführt hatten, gingen wieder davon ab. Versuchen, die Lohnauszahlung monatlich vorzunehmen, traten wir stets entgegen, sofern nicht alle Konsequenzen der monatlichen Gehaltszahlung, wie sie das Angestelltendienstverhältnis kennzeichnen, mitübernommen wurden.

In dem an dieser Stelle oft gerügten, übertriebenen und mit den einschlägigen gesetzlichen Bestimmungen nicht im Einklang stehenden Fournituren- und Verrechnungswesen, wie es insbesondere in der Uhrenindustrie und deren Hülfsindustrien verbreitet ist, sind einige Fortschritte zu verzeichnen. Man hat sich beispielsweise in der Uhrensteinbearbeitung bereit gefunden, die zur Arbeit erforderlichen Betriebsmaterialien, wie Sprit, Petrol, Salpetersäure, Antriebsaiten zu Lasten des Betriebes zur Verfügung zu stellen, wobei allerdings seitens der Arbeiterschaft eine Revision der bisherigen Akkordtarife in Kauf genommen werden mußte. Die Befreiung der Lohnrechnung von ungewissen Faktoren ist trotzdem als Gewinn zu buchen.

Die Frage, ob die Nichtbezahlung des Lohnzuschlags bei vorübergehender Überzeit- (und auch Nacht- und Sonntags-)Arbeit eine strafbare Gesetzesübertretung bilde — die Bewilligung ist an die Voraussetzung einer entsprechenden Zusicherung seitens des Fabrikinhabers gebunden und behaftet ihn bei seiner schriftlich abzugebenden Erklärung — hat noch nicht die endgültige Entscheidung durch einen Spruch unseres höchsten Gerichtshofes gefunden. Nach zahlreichen Beobachtungen glauben wir zwar sagen zu können, daß im herwärtigen Inspektionsgebiet diese Zuschläge tatsächlich bezahlt werden, wie denn auch schon mehrere Gerichte, die sich zur Frage zu äußern hatten, sich gegen jede Zweideutigkeit wandten und Fabrikinhaber, die sich der Erfüllung der eingegangenen Verpflichtung entzogen, straffällig erfanden.

Über die Gestaltung der Löhne selbst uns zu äußern, ist nicht unseres

Amtes; es würden uns auch die Unterlagen fehlen, um etwa auf Grund einer umfassenden Lohnstatistik den derzeitigen Stand darzulegen. Auf Grund zahlreicher Einzeleinblicke mag lediglich gesagt werden, daß im großen ganzen die Lohnkurve eher eine steigende Tendenz aufwies, wenngleich auch, im Gefolge von schlechtem Geschäftsgang, da und dort Lohnreduktionen zur Durchführung gelangten.

Auf dem Gebiet der Gesamtarbeitsverträge machte sich in der zurückliegenden Zeit einige Bewegung bemerkbar. Bestehende Verträge wurden gekündigt, erweitert und erneuert, Versuche aber, solche Vertragsverhältnisse neu zu schaffen, fanden im allgemeinen keinen günstigern Boden, als die Jahre zuvor. Stagnation und Zurückhaltung ist noch immer die Signatur der Lage.

Das Lehrlingswesen in den Fabriken scheint unter dem Einfluß der neuen eidgenössischen und kantonalen Gesetzgebung und der mit der Berufsberatung sich befassenden Organisationen in eine neue Phase der Entwicklung eingetreten zu sein. Zwar haben die in einer Reihe von Großbetrieben schon seit geraumer Zeit bestehenden werkeigenen Lehrlingsabteilungen auf diesem Gebiete aus eigener Initiative Tüchtiges geleistet und Pionierdienste getan, die Fortschritte werden nun aber künftig auf breiterer Basis möglich sein. Bereits sind die sogenannten Lehrlingszüchtereien — wir kannten eine Werkstätte, die in ihrer Blütezeit neben 4—5 Berufsarbeitern an die 40 Lehrlinge beschäftigte — so gut wie ausgestorben und werden bald gänzlich der Vergangenheit angehören. — Wir kamen mehrfach in die Lage, unter Berufung auf Art. 77 des Fabrikgesetzes, schriftliche Ordnung des Lehrverhältnisses postulieren zu müssen.

Zur Ansichtsäußerung über die Absicht eines Schlossermeisters, der zur Ausbildung seiner Lehrlinge am Samstagnachmittag, außerhalb der fabrikordnungsmäßigen Arbeitszeit, einen Schmiedekurs durchzuführen wünschte, eingeladen, haben wir uns, in Anbetracht des besondern Lehrzweckes, zustimmend ausgesprochen.

Die Arbeiterkommissionen in den Fabriken, meist eine Einrichtung der freiwilligen Initiative der Industrie, in manchen Fällen aber auch von der Arbeiterschaft verlangt, haben in der Berichtsperiode, wie uns scheint, auch nur ihren Besitzstand gewahrt. In einigen

Fällen, wo sie der Vergessenheit anheimzufallen schienen, hatte unsere Anregung, sie mit neuem Leben zu erfüllen, Erfolg.

IV. Arbeitszeit.

Die Berichtsperiode war eine Zeit der Bewährung der Normalarbeitswoche. Das darf gesagt werden, trotz der neben ihr hergehenden verlängerten Arbeitswoche (bis zu 52 Stunden) und trotz der Zunahme der Überzeitbewilligungen. Der starke Beschäftigungsgrad in zahlreichen Industriezweigen und die Knappheit der Lieferfristen machten es zur Notwendigkeit, den zugegebenderweise engen Rahmen der 48-Stundenwoche in gewissem Umfang zu überschreiten. Als Prinzip aber steht sie in fester Position, und wo etwa noch gegen sie Sturm gelaufen wird, handelt es sich doch wohl nur um Rückzugsgefechte. Die ganze Entwicklung drängt nach dieser Norm hin, gibt es doch sogar schon Stimmen, die darüber hinausgehen und, angesichts der in den meisten Industrieländern bestehenden Dauerarbeitslosigkeit, eine weitere Verkürzung der Arbeitszeit postulieren. Die 48-Stundenwoche macht bereits auch Regel bei einer Anzahl von Berufen, Tapezierer, Installateure etc., die im nicht fabrikmäßigen Gewerbe ziemliche Verbreitung haben. Zu erinnern ist, daß die Maschinensetzer sich schon seit Jahren die 44-Stundenwoche gesichert haben, wie auch in der Holzbearbeitungsindustrie des Platzes Basel praktisch überwiegend die Arbeitswoche von 47½ Stunden galt. Eben diese Arbeitszeit und sogar eine reguläre 46- und 44-Stundenwoche kennen, wenn auch nur vereinzelt, einige Betriebe und Unternehmungen aus andern Industriezweigen. Die vielberufenen Rationalisierungsmaßnahmen erleichterten zweifellos die Anpassung, indem sie Leerläufe, unwirtschaftliche Arbeitsmethoden, Handverrichtungen, die bisher auf Kosten produktiverer Arbeitsleistung gingen, auszumerzen suchten. Man kann diese Bestrebungen, die immerhin bei uns mit Maß durchgeführt wurden, nicht tadeln, da sie in sehr vielen Fällen ein Korrelat der Arbeitszeitverkürzung sind und diese stützen. Sie sind sogar recht oft nicht eine ins freie Belieben gelegte Maßnahme des Unternehmers, sondern ein Zwang und Muß für den, der nicht ins Hintertreffen geraten will. Die Bewegung ist noch ständig im Fluß, und fortwährend schafft die Technik neue Hilfsmittel, die Produktion zu

steigern und zu beschleunigen. Hand in Hand damit geht die Einführung immer schärferer Methoden zur Erfassung des Zeitfaktors in der Abwicklung des Produktionsprozesses, sowie der Arbeitsleistung, und es haben sich denn auch Kontroll- und Meßapparate, die den produktiven und unproduktiven Zeitaufwand der Arbeiten festzustellen bezwecken, schon in verschiedenen Betrieben Eingang verschafft. Die so gesteigerte Arbeitsintensität wird damit ihrerseits zum Argument zugunsten der Arbeitszeitverkürzung. Die Zunahme der Arbeiterzahl in der gesamten Industrie und das Verharren der Arbeitslosenziffer auf einem verhältnismäßig niedrigen Stand zeigen, daß Rationalisierung in diesem Sinne nicht notwendigerweise dauernde Freisetzung von Arbeitskräften bedeuten muß, sondern daß sie teils nur Verschiebung solcher zur Folge hat, teils aber auch, weil in neuen Bedürfnissen und verbesserten Konkurrenzmöglichkeiten sich auswirkend, Raum zur Ausdehnung der Betriebe und Aufnahme neuer Arbeitskräfte schafft. Die folgenschwere Begleiterscheinung der Ausschaltung entbehrlich gewordener und nicht mehr umstellbarer Arbeitskräfte während der Übergangsperiode darf freilich nicht übersehen werden.

Die Fabrikstatistik bot eine Gelegenheit, durch die Fragestellung nach der Arbeitsdauer im einschichtigen Betrieb das quantitative Verhältnis der normalen und abgeändert normalen Arbeitszeit in der Zählwoche zu ermitteln. Die Resultate der Erhebung, die sich nur auf die reguläre Arbeitszeit bezog, vorübergehende Verlängerungen auf Grund von Überzeitbewilligungen oder gesetzlicher Hülfsarbeit außer Betracht lassend, finden sich auf der linken Hälfte der Tabelle III zusammengestellt. Sie zeigt, daß in der Zählwoche von insgesamt 132 568 Arbeitern 90 225 oder 68,1 % im Rahmen der Normalarbeitswoche (5,1 % weniger als 48, 63,0 %, 48 Stunden) und 36 231 oder 27,3 % im Rahmen der abgeändert normalen Arbeitswoche (6,6 % über 48 bis 50, 20,7 %, über 50 bis maximal 52 Stunden) arbeiteten. Der Rest von 6112 Arbeitern, entsprechend 4,6 % der Gesamtzahl, besteht zur Hauptsache aus Schichtarbeitern, die in die Erhebung nicht eingezogen wurden, von denen aber ebenfalls ein Teil, zufolge der auf 48 Wochenstunden eingestellten Schichtorganisation, des Genusses dieser Arbeitszeit teilhaftig ist. Bezogen nur auf die Arbeiterschaft des einschichtigen Betriebes sind die Prozentzahlen der nach Art. 40 Arbeitenden 71,4, der nach Art. 41 Arbeitenden

Tabelle III.

Die Arbeitszeit in der Woche vom 19.—24. August 1929 der im einschichtigen Tagesbetrieb (Art. 40 und 41 FG) beschäftigt gewesenen Personen, nach Industriegruppen.

Industriegruppen	Gemäß Erhebung der Fabrikstatistik waren beschäftigt Personen					Von den in nebenstehenden Spalten angeführten Personen arbeiteten in der Zählwoche auf Grund vorübergehender kantonaler Überzeitbewilligung					
	weniger als 48 Std.	48 Std.	mehr als 48—50 Std.	mehr als 50—52 Std.	Total Personen	mehr als 48—50 Std.	mehr als 50—52 Std.	mehr als 52—55 Std.	mehr als 55—58 Std.	mehr als 58—62 Std.	mehr als 62 Std.
I. Baumwollindustrie	205	3,330	83	1,751	5,369	—	—	—	—	—	—
II. Seiden- und Kunstseiden-Industrie	1,444	6,483	74	108	8,109	—	30	200	4	—	—
III. Wollindustrie	179	1,964	87	366	2,596	—	—	50	54	—	—
IV. Leinenindustrie	1	955	151	8	1,115	—	—	—	—	—	—
V. Stickerei	25	4	—	185	214	—	—	—	—	—	—
VI. Übrige Textilindustrie	483	3,016	940	404	4,843	—	—	8	92	—	—
VII. Kleidung, Ausrüstungsgegenstände	808	8,886	1,566	5,889	17,149	22	20	—	298	26	—
VIII. Nahrungs- und Genußmittel	314	8,449	89	268	9,120	—	15	80	—	—	100
IX. Chemische Industrie	250	5,418	200	128	5,996	—	92	22	9	—	—
X. Zentralanlagen für Kraft-, Gas- und Wasserlieferung	30	662	—	-	692	—	—	—	—	—	—
XI. Herstellung und Bearbeitung von Papier, Leder, Kautschuk	226	3,623	—	228	4,077	—	3	—	22	—	—
XII. Graphische Industrie	829	4,315	7	—	5,151	—	64	57	12	24	—
XIII. Holzbearbeitung	1,183	4,292	929	2,345	8,749	6	38	62	19	12	—
XIV. Herstellung und Bearbeitung von Metallen	195	10,740	1,446	2,596	14,977	—	282	69	2	—	30
XV. Maschinen, Apparate, Instrumente	232	15,142	1,259	3,803	20,436	—	33	283	424	74	—
XVI. Uhrenindustrie, Bijouterie	158	3,471	1,174	8,001	12,804	—	7	—	—	—	—
XVII. Industrie der Erden und Steine	148	2,765	722	1,424	5,059	—	—	—	28	23	—
Total im II. Kreis	6,710	83,515	8,727	27,504	126,456	28	584	831	964	159	130

28,6. Von den 6710 weniger als 48 Stunden Arbeitenden fällt, außer den bereits erwähnten, sich dauernd einer verkürzten Arbeitszeit erfreuenden Arbeitergruppen, ein nicht näher bekanntes Kontingent auf Kurzarbeiter, für die somit die verkürzte Arbeitszeit eine wirtschaftliche Einbuße bedeutete.

Es mag einiges Interesse bieten, die Zahlen der Tabelle als Prozentverhältnisse nach den 17 Industriegruppen darzustellen. Es arbeiteten von 100 Arbeitern bei einer Arbeitszeit von

	I	II	III	IV	V	VI	VII	VIII	IX	X	XI	XII	XIII	XIV	XV	XVI	XVII
weniger als 48 Std.	3,8	17,8	6,9	—	11,7	9,9	4,7	3,4	4,2	4,3	5,5	16,1	13,5	1,3	1,1	1,2	2,9
48 Std.	62,0	79,9	75,6	85,6	1,9	62,3	51,8	92,6	90,3	95,7	88,8	83,7	49,1	71,7	74,1	27,1	54,6
mehr als 48 bis 50 Std.	1,5	0,9	3,3	13,5	—	19,4	9,1	0,9	3,3	—	—	0,1	10,6	9,6	6,1	9,2	14,2
mehr als 50 bis maximal 52 Std.	32,6	1,3	14,1	0,7	86,4	8,3	34,3	2,9	2,1	—	5,6	—	26,7	17,3	18,6	62,5	28,1

Als ganzes dürfte das durch die Erhebung erhaltene Bild der Wirklichkeit ziemlich nahekommen, weil unter anderm im Zeitpunkt der Statistik, mit Ausnahme der Hutgeflechtindustrie, alle im Jahre 1929 laufenden Kollektivbewilligungen der abgeänderten Normalarbeitswoche in Kraft standen. Daß der Einbezug der Überzeitarbeit in die Aufnahme das Ergebnis nicht wesentlich beeinflußt hätte, ergibt sich aus der rechten Hälfte der Tabelle III, in welcher die im genannten Zeitpunkt in Kraft befindlichen Überzeitbewilligungen nach ihrer Auswirkung hinsichtlich Zahl der beteiligten Personen und Gesamtwochenstundenzahlen zusammengestellt sind. (Gesamtzahl der Überzeitarbeiter = 2,1 %, der Totalzahl). Da die tatsächliche Benützung erteilter Überzeitbewilligungen oft geringer ist als der Umfang, auf den sie lauten, gibt diese ergänzende Darstellung eher zu große als zu kleine Zahlen.

Was im allgemeinen die Einhaltung der gesetzlichen Arbeitszeiten betrifft, darf, wie von der letzten, auch von der gegenwärtigen Berichtsperiode gesagt werden, daß sie im ganzen befriedigend war und daß grobe Überschreitungen Ausnahmen bildeten.

Die Zahl der Einzelbewilligungen für die abgeändert normale Arbeitswoche erreichte insgesamt 1379, 729 im ersten, 650

im zweiten Berichtsjahr. Gegen die Bewilligungen erfolgten im ganzen 15 Einsprachen. In 9 Fällen machten diese geltend, daß mit der Einführung der verlängerten Arbeitswoche und als deren Folge Betriebseinschränkungen und Arbeiterentlassungen vorgekommen seien. Wir hatten uns mit der Untersuchung dieser Vorkommnisse zu befassen und konnten feststellen, daß die behaupteten Tatbestände in der Regel weniger einfach lagen, als die Beschwerdeführer sich vorstellten, einigemale überhaupt nicht zutrafen. Es mußte beispielsweise anerkannt werden, daß das Recht zur Kündigung und Entlassung aus disziplinarischen Gründen durch das Bestehen einer Ausnahmebewilligung nach Art. 41 nicht berührt werde. Einigemale waren vorübergehend partielle Arbeitseinschränkungen in der Tat vorgekommen, aber es zeigte sich, daß die Tatsachengewalt der Gründe, die zur Erteilung der Bewilligungen geführt hatte, im ganzen fortbestand. Nur gegenüber einer Baumwollspinnerei wurde der vorübergehende Entzug der Bewilligung beantragt und verfügt, weil sie in ungewöhnlichem Umfang Personalentlassungen vorgenommen hatte.

Zu Beginn der Berichtsperiode erschienen erstmals die offiziellen Weisungen Ihres Departementes, die auf einen Abbau des außerordentlichen Arbeitszeitregimes tendierten. Die Abbaubewegung nahm von da ab entschiedenere Prägung an. Hiebei durfte in zahlreichen Fällen mit Genugtuung verständige Einstellung zur Sachlage und weitgehende Abbaubereitschaft festgestellt werden. Am meisten Schwierigkeiten bereitete die Frage des Lohnausgleichs, die insbesondere überall da akut wurde, wo die Ausnahmebewilligung seit Jahren ohne Unterbrechung angewandt worden war und die Arbeiterschaft sich folgerichtig auf die entsprechenden Verdienstverhältnisse eingestellt hatte. Es ist hervorzuheben, daß, von wenigen Ausnahmen abgesehen, die Gewährung dieses Ausgleichs als eine Selbstverständlichkeit erachtet wurde. Die Durchführung freilich fiel trotz gutem Willen manchem Betriebe schwer, und so kam es, daß in immer zahlreicheren Fällen anstelle des brüsken Übergangs von 52 auf 48 Stunden der schrittweise Abbau der Stundenzahl in die Wege geleitet wurde.

Die Gründe, die zur Beibehaltung oder Neueinführung der abgeänderten Normalarbeitswoche nötigten, waren im übrigen so ziemlich die gleichen, wie in den frühern Jahren. Es ist unmöglich, sie hier alle

anzuführen; es galt, mit einem Wort gesagt, unter den verschiedensten Aspekten die Konkurrenzfähigkeit der Betriebe zu erhalten. Ein Gesichtspunkt trat, unter andern, stärker hervor: das Bedürfnis, Fabriken, die während Teilen des Jahres weniger lang, als normal arbeiten konnten, die Grundlage für einen Ausgleich zu gewähren.

Die auf Grund von Vereinbarungen zwischen einigen Arbeitgeber- und Arbeitnehmerorganisationen für die Mehrarbeit nach Art. 41 eingeführten Lohnzuschläge, in der Maschinenindustrie zunächst von 10, später 20 %, haben sich bei den Großfirmen dieser Branche, und auch bei einzelnen kleinern, eingeführt, sind aber darüber hinaus nicht Allgemeingut geworden. Nach wie vor gab es einzelne Betriebe, die von jeher, auch bei Anwendung der Bewilligung nach Art. 41, den für gewöhnliche Überzeit gültigen Lohnzuschlag von 25 % entrichteten.

Es kostete noch immer Mühe, in dem Bewilligungswesen geordnete Verhältnisse zu schaffen. Öfter wurden die Bewilligungen, entgegen der ausdrücklichen Bedingung, in der Fabrik nicht oder nicht im vollen Wortlaut oder nicht während der ganzen Laufdauer angeschlagen. Auch Ablauftermine wurden übersehen und Erneuerungen nicht rechtzeitig nachgesucht. Diese Erscheinungen zeigten sich namentlich dort, wo nur eine laue Fabrikaufsicht besteht. Allmählich aber trat doch Besserung ein, und die Unkorrektheiten sind im Abnehmen begriffen. In einigen Fällen mußte die Ordnung durch behördliche Sanktionen erzwungen werden. Grobe Fälle der Überschreitung des bewilligten Rahmens, wie auch der bewilligten Zeit, waren selten.

In der Organisation des einschichtigen Betriebes ist ein ziemlicher Beharrungszustand zu verzeichnen. Wesentliche Verschiebungen in der einmal gewählten Verteilung der zur Verfügung stehenden Wochenstundenzahl auf die 6 Werktage kamen nicht vor. Eine kleine Zunahme erfuhren jene Betriebe, die das Pensum der 48 Stunden auf 5 Tage verteilen. Das geschah z. B. bei der Rückkehr von der 52-Stundenwoche zur Normalwoche, indem die bisherige Samstagvormittagarbeit fallen gelassen wurde. Diese Fünftagwoche erfreut sich in den betreffenden Betrieben großer Beliebtheit und soll, wie übereinstimmend berichtet wird, besonders von weiblichen Personen geschätzt werden, denen sie den vollen Samstag für die Hausarbeiten freimacht.

Die Organisation der einschichtigen Tagesarbeit in durchgehender Schicht mit halbstündiger Pause ist eine Ausnahme geblieben. Als vorübergehende Einrichtung während der heißen Sommermonate wurde sie einigemale angestrebt. Dabei entstand die Schwierigkeit, die Erhaltung der normalen Wochenstundenzahl und des freien Samstagnachmittags mit der gesetzlichen Bestimmung zu vereinen, daß eine bloß halbstündige Mittagpause nur zulässig ist, wenn die Gesamtarbeitsdauer des Tages 8 Stunden nicht überschreitet. Da es sich bei diesem Ausgleich nie um bedeutende Überschreitungen handeln kann, sollte solchen, praktischen Bedürfnissen entspringenden Wünschen Rechnung getragen werden dürfen. Wir sprachen uns, in einzelnen Fällen über das Vorgehen befragt, im Hinblick auf den vorübergehenden Charakter der Änderung für einstweilige Duldung aus, um so mehr, als die Gesuche vom Einverständnis der beteiligten Arbeiterschaft getragen waren.

Über die Zulässigkeit des bewilligungsfreien Nachholens ausgefallener Arbeitsstunden innert des Rahmens der gleichen Arbeitswoche besteht noch manche Unsicherheit, obschon ein Zweifel darüber gemäß Art. 135 der Vollzugsverordnung nicht möglich sein sollte. Von Arbeiterseite ist schon ein Lohnzuschlag für die in solchem Falle die normale Zeitordnung überschreitenden Ausgleichsstunden beansprucht worden. Es dürfte aber, wie auch die Abteilung für Industrie und Gewerbe in einem Schreiben an die Bundesbahnen feststellte, im Prinzip der Normalarbeitswoche liegen, daß ein solcher Ausgleich zuschlagfrei erfolgen kann.

Arbeitszeitausfälle haben ihre Ursachen bisweilen in Ereignissen höherer Gewalt, beispielsweise im Winter 1928/29, im Gefolge von niederem Wasserstand und Vereisung, oder wieder im Sommer bei großer Trockenheit. Für solche Fälle wird, nicht ohne Berechtigung, eine Bestimmung vermißt, die, in Anlehnung an Art. 135, Absatz 3 VFG. den Ausgleich über einen längern Zeitraum, als nur die Ausfallswoche, zu verteilen gestatten würde.

Die veränderte Anordnung der Tagesarbeit, wie sie als Verschiebung der Grenzen der Tagesarbeit und als zweischichtiger Tagesbetrieb innert der Zeitgrenzen von 5 und 22 Uhr (für männliche Arbeiter von 4 und 23 Uhr) gemäß Art. 47 des Gesetzes zulässig ist, fand in wachsendem Maße Anwendung. Auch hier-

bei spielte der Zwang, kurze Lieferfristen einzuhalten, eine Rolle, neben der andern, ebenso häufigen Veranlassung, durch intensivere Maschinenausnützung die Produktion wirtschaftlicher zu gestalten. Auch andere Gründe fallen in Betracht. Die Fabrikinhaber erblicken in diesen Arbeitsweisen ein wichtiges Hilfsmittel, im Konkurrenzkampf zu bestehen, auf Arbeiterseite kann man sie nicht durchweg billigen, da sie, im Gegensatz zu andern Bewilligungen, wegen meist stärkerer Schichtbesetzung, längerer Dauer und, namentlich in der Textilindustrie, wegen Beteiligung von weiblichen und jugendlichen Personen, viel störender ins Familienleben eingreifen, nicht zu reden von der physischen Belastung bei frühem Schichtbeginn oder spätem Schichtende. Wir hatten uns, in einem konkreten Falle, mit einem im Interesse von weiblichen Schichtteilnehmern gestellten Begehren um Späterlegung des Schichtbeginnes zu befassen, ohne aber bei der Fabrikleitung Entgegenkommen zu finden. Im übrigen war die Mitwirkung unseres Amtes bei diesen Bewilligungen bisher nur eine gelegentliche, sie sollte aber doch wohl in vermehrtem Maße erfolgen, insbesondere, wenn es sich um Gesuche auf lange Frist oder für große Schichtbelegungen handelt, da hier, nicht weniger als bei Nacht- oder Sonntagsarbeit, für die Bewilligungsbehörde ein Interesse besteht, von einer unabhängigen Stelle informiert zu werden. Wie schon früher, fand sich eine beträchtliche Anzahl Gesuchsteller bereit, den Beteiligten die Leistung der Schichtarbeit zu erleichtern durch gänzlichen Verzicht oder Kürzung der Schichten am Samstag, oder auch allgemein dadurch, daß, um den Beginn der Arbeit am Morgen nicht allzu früh ansetzen zu müssen, die Schichten von vorneherein auf weniger als 8 Stunden bemessen wurden. Die Zahl der Fabriken, die Bewilligungen in Anspruch nahmen, beträgt im ganzen 286, davon für Verschiebung der Tagesgrenzen 60, für zweischichtigen Tagesbetrieb 226; die Zahl der Bewilligungen stellt sich auf 104 bezw. 485. Beim System des zweischichtigen Tagesbetriebes lag der Schichtbeginn vor 5 Uhr morgens in 34 Fällen, zwischen 5 und 6 Uhr in 254, nach 6 Uhr in 195 Fällen. In einigen Fällen war ausnahmsweise die halbstündige Mindestpause auf eine Viertelstunde zu verkürzen bewilligt.

Bei den vorübergehenden Ausnahmebewilligungen der kantonalen Behörden verzeichnet namentlich die **Überzeitarbeit**, gegenüber der letzten Berichtsperiode eine starke Zunahme, aber auch Nachtarbeit

Tabelle IV.

Durch die Kantone in den Jahren 1928 und 1929 erteilte vorübergehende Bewilligungen, nach Kantonen.

Kantone	Jahr	Überzeitarbeit					Nachtarbeit			Sonntagsarbeit		
		Montag bis Freitag, Tage vor Sonn- und Feiertagen ausgenommen		Tage vor Sonn- und Feiertagen		Total	für 1—6 Nächte	für mehr als 6 Nächte	Total	für 1 Sonntag	für mehr als 1 Sonntag	Total
		für höchstens 10 Arbeitstage	für mehr als 10 bis höchstens 20 Arbeitstage	für 1—2 Tage	für mehr als 2 Tage							
Bern (ohne Jura)	1928	75	119	20	16	230	9	24	33	11	4	15
	1929	100	133	46	21	300	18	18	36	19	5	24
Solothurn . .	1928	110	109	117	32	368	11	16	27	20	—	20
	1929	105	80	122	30	337	10	12	22	7	2	9
Baselstadt . .	1928	324	62	213	7	606	32	27	59	74	1	75
	1929	346	83	298	4	731	18	32	50	64	5	69
Baselland . .	1928	103	39	55	7	204	9	15	24	8	2	10
	1929	81	63	44	10	198	11	29	40	10	2	12
Aargau . . .	1928	146	264	90	87	587	25	81	106	29	2	31
	1929	205	352	115	146	818	2	106	108	36	2	38
Total	1928	758	593	495	149	1,995	86	163	249	142	9	151
im II. Kreis	1929	837	711	625	211	2,384	59	197	256	136	16	152

und Sonntagsarbeit haben zugenommen. Tabelle IV gibt darüber nähere Auskunft. Das Anwachsen dieser Bewilligungen ist ein unmittelbarer Ausdruck für die gesteigerte Beschäftigungsmenge und namentlich auch für den oft stoßweisen Charakter der zu erledigenden Bestellungen. Mit zum Ausdruck kommt darin auch der Abbau der Bewilligungen nach Art. 41, der naturgemäß, und worauf man sich gefaßt machen mußte, vermehrte Ausnahmebedürfnisse kurzfristiger Art zeitigte. Ferner dürfte die in einigen Kantonen mit vermehrtem Nachdruck durchgeführte Zeitkontrolle in den Fabriken zum Anwachsen der Bewilligungen beigetragen haben. Es wird gegenüber der die ganze industrielle Welt bewegenden Kalamität der überall zunehmenden Verknappung der Lieferfristen sehr schwer halten, diese Ausnahmen, die vielfach Gegenstand der Kritik sind, einzudämmen, da es sich um einen Sachverhalt handelt, der zumeist außerhalb der Einwirkungssphäre der Fabrikinhaber liegt. — Anormal ist, daß Überzeitarbeit im gleichen Umfang von Betrieben in Anspruch genommen werden kann, die die abgeänderte Normalarbeitswoche anwenden, wie von jenen, die im normalen Zeitregime arbeiten. Es kommt dadurch gelegentlich zu Kumulationen, die, wenn sie sich über längere Zeiträume erstrecken, zu Wochenstundenzahlen führen, die unzweifelhaft als zu hoch bezeichnet werden müssen, zumal wenn dafür nicht zu anderer Zeit durch entsprechende Verkürzung der Arbeitsdauer Kompensation geleistet wird. — Der Kanton Solothurn befolgt in seiner Überzeitbewilligungspraxis die Regel, im allgemeinen nicht mehr Überstunden zu bewilligen, als daß die tägliche Arbeitsdauer, normale Arbeitszeit inbegriffen, zehn, die gesamte Wochenstundenzahl 55 Stunden nicht überschreitet. Diese Praxis, die immerhin in Ausnahmefällen auch weiter geht, veranlaßte in einem bestimmten Falle eine Firma, Rekurs an den Bundesrat zu ergreifen, wiewohl die kantonale Behörde, auf gestelltes Wiedererwägungsgesuch hin, dem ursprünglichen Überzeitbegehren nahezu vollständig entsprochen hatte. Der Rekurs konnte, weil es sich um eine Ermessensfrage handelte, die nach den neuen Bestimmungen des Bundesgesetzes über die Verwaltungs- und Disziplinarrechtspflege (in Kraft getreten am 1. März 1929) nicht appellabel ist, nicht gutgeheißen werden, er gab aber Anlaß zur Feststellung, daß fortan die Beschwerdeinstanz genau zu prüfen haben werde, ob wirklich Ermessen und nicht etwa Willkür in Frage stehe, weil sonst das Oberaufsichtsrecht des Bundesrates über den Vollzug des Gesetzes beeinträchtigt werden könnte.

Von der Ermächtigung, in Notfällen mehr als zwei Überstunden pro Tag zu bewilligen, wurde, die Samstage ausgenommen, kein häufiger Gebrauch gemacht; was den Samstag betrifft, besteht freilich, wie schon in frühern Berichten hervorgehoben, öfter der Zwang, über jene Grenze hinauszugehen, wenn z. B. Zugverbindungen die Anfügung von Überzeit am Abend unter der Woche erschweren oder verunmöglichen, sodaß dann eben der sonst arbeitsfreie Samstagnachmittag in größerm Umfang zu diesem Zwecke in Anspruch genommen werden muß.

Über die quantitative Seite der Ausnahmen und ihre Verteilung nach Industriegruppen gibt die Tabelle V Aufschluß, die auch diesmal wieder nach dem vom baslerischen Gewerbeinspektor Dr. Strub ausgearbeiteten System aufgestellt ist. Wir verweisen mit Bezug auf Einzelheiten auf die Zusammenstellung, und halten hier nur noch fest, daß auch die Zahl der an den Ausnahmen beteiligten Fabriken zugenommen hat. Bei der Überzeit sind es in den beiden Jahren 488 bzw. 503, bei der Nachtarbeit 105 bzw. 116, bei Sonntagsarbeit 48 bzw. 53. Die entsprechenden Zahlen der letzten Berichtsperiode waren für Überzeit 328 bzw. 408, für Nachtarbeit 92 bzw. 96, für Sonntagsarbeit 28 bzw. 33.

Will man die geleistete Überzeitarbeit durch eine Maßzahl messen, so läßt sich beispielsweise aus Überstundensumme und Jahresstundenzahl eines Arbeiters (2400) ein Quotient errechnen, der angibt, wie viele Arbeitskräfte das Jahr hindurch hätten mehr beschäftigt werden können, von der praktisch natürlich unzulässigen Annahme ausgehend, daß der Überstundenbetrag in dieser Weise verteilt werden könnte. Die Rechnung ergibt eine Jahresarbeitsleistung zu 2400 Stunden (50 × 48) von 404 Arbeitskräften pro 1928, von 543 pro 1929.

Der Bestand der Bewilligungen für dauernde Nacht- und Sonntagsarbeit und ununterbrochenen Betrieb erfuhr im ganzen wenig Veränderungen. Wir hatten immerhin zu insgesamt 80 Gesuchen Stellung zu nehmen, sei es, daß es sich um die Erteilung neuer, sei es um Abänderung bestehender Bewilligungen handelte. Neue Gesuche stammten insbesondere aus der chemischen Großindustrie, wo die Unentbehrlichkeit des durchgehenden Betriebes in der Regel durch

Tabelle V.

Überzeit, vorübergehende Nacht- und Sonntagsarbeit in den Jahren 1928 und 1929, nach Industriegruppen.

Industriegruppen	Jahr	Zahl der Fabriken	Zahl der Arbeiter	Überzeitarbeit: Fabriken, die Bewilligungen erhielten														Nachtarbeit			Sonntagsarbeit		
				Normalarbeitswoche (Art. 40)				abg. Normalarbeitswoche (Art. 41) als Zusatz zur Normalarbeitswoche (Art. 40)				Überstunden (Tage × Arbeiter × Stunden) als Zusatz zur Normalarbeitswoche (Art. 40)											
				Montag b. Freitag	für Überzeitwerke (Tage × Arbeiter)	Samstag	für Überzeitwerke (Tage × Arbeiter)	Montag b. Freitag	für Überzeitwerke (Tage × Arbeiter)	Samstag	für Überzeitwerke (Tage × Arbeiter)	Montag bis Freitag	Samstag	Montag bis Freitag	Samstag	** Total	Fabriken, die Bewilligungen erhielten	für Nachtwerke (Mädche × Arbeiter)	Nachtstunden (Mädche × Arbeiter × Stunden)	Fabriken, die Bewilligungen erhielten	für Sonntagswerke (Sonntage × Arbeiter)	Sonntagstunden (Sonntage × Arbeiter × Stunden)
I. Baumwollindustrie	1928	48	5,646	4	21,904	3	4,386	2	63	2	795	8	9,721	4,144	126	3,177	3	636	3,259	—	—	—
	1929	53	5,453	3	6,539	2	913	2	620	—	—	6	5,183	1,837	1,120	—	2	356	2,196	—	—	—
II. Seiden- und Kunstseiden-Industrie	1928	57	7,908	12	26,494	4	161	9	25,206	9	2,751	20	27,225	488	24,207	5,626	2	833	3,985	1	2	8
	1929	61	8,246	13	56,822	3	166	5	23,654	5	3,284	19	56,117	429	22,972	7,165	2	14,308	72,181	1	15	97
III. Wollindustrie	1928	32	2,932	4	6,264	1	102	6	4,783	4	441	11	5,000	204	6,889	501	3	646	3,626	—	—	—
	1929	32	2,854	3	2,615	4	155	3	1,300	3	252	7	3,790	556	2,300	1,048	3	361	1,812	—	—	—
IV. Leinenindustrie	1928	17	1,242	—	—	—	—	2	1,038	—	—	2	—	—	579	—	1	1,668	12,510	—	—	—
	1929	21	1,115	1	1,040	—	—	1	180	1	12	3	1,440	—	180	12	2	192	1,340	—	—	—
V. Stickerei	1928	6	245	—	—	—	—	2	6,000	—	—	2	—	—	11,200	—	—	—	—	—	—	—
	1929	6	214	—	—	—	—	2	11,364	—	—	2	—	—	21,320	—	—	—	—	—	—	—
VI. Übrige Textilindustrie	1928	99	5,681	6	2,930	2	21	18	63,050	10	7,817	26	3,870	76	100,196	8,010	23	63,098	470,223	—	—	—
	1929	95	4,891	10	6,071	3	316	20	114,472	12	12,523	31	4,838	509	186,093	14,883	29	79,200	581,256	—	—	—
VII. Kleidung, Ausrüstungsgegenstände	1928	252	17,507	39	24,538	16	3,512	29	76,178	19	24,825	71	31,346	3,908	84,181	95,792	7	4,322	21,856	—	—	—
	1929	265	17,172	42	38,598	19	4,854	35	88,732	25	26,629	78	48,103	10,094	92,529	90,062	5	3,309	16,146	1	12	72
VIII. Nahrungs- und Genußmittel	1928	206	9,615	25	35,692	15	3,006	4	11,365	3	1,216	31	35,373	6,692	14,197	4,734	9	3,138	7,522	9	278	1,112
	1929	212	9,573	28	42,392	16	3,619	3	13,318	2	2,262	31	59,617	7,459	24,796	3,595	11	228	1,634	11	188	802
IX. Chemische Industrie	1928	73	6,869	15	9,419	12	353	1	994	—	—	17	13,798	1,237	1,740	—	8	1,889	9,890	7	321	2,138
	1929	77	7,041	17	22,503	9	357	1	871	1	3	19	31,035	813	1,524	12	11	2,046	11,448	8	296	2,171
X. Zentralanlagen für Kraft-, Gas- und Wasserlieferung	1928	61	1,136	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	1929	63	1,134	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
XI. Herstellung und Bearbeitung von Papier, Leder, Kautschuk	1928	85	5,213	20	29,373	9	1,102	—	—	—	—	22	44,851	3,317	—	—	1	80	400	4	300	2,065
	1929	85	5,229	19	10,111	9	717	1	450	1	100	20	16,323	1,734	900	50	4	57	441	4	126	972
XII. Graphische Industrie	1928	160	4,879	47	31,684	37	2,992	—	—	—	—	52	51,952	5,453	—	—	9	883	4,121	9	193	986
	1929	165	5,153	44	33,946	29	3,930	—	—	—	—	44	52,781	8,460	—	—	7	376	1,624	7	272	1,461
XIII. Holzbearbeitung	1928	390	7,598	48	13,643	26	632	11	7,388	3	139	57	16,754	1,341	12,522	105	3	265	1,940	—	—	—
	1929	410	8,758	48	22,678	17	2,014	11	2,199	6	160	60	25,328	3,164	3,229	280	4	836	6,025	—	—	—
XIV. Herstellung und Bearbeitung von Metallen	1928	229	13,712	38	53,173	20	2,584	17	19,450	8	1,209	58	62,821	2,268	18,991	2,064	11	2,580	15,711	4	538	4,155
	1929	229	16,599	46	110,052	29	4,950	17	22,669	10	1,287	67	122,819	6,882	23,882	1,161	12	5,642	37,348	4	121	986
XV. Maschinen, Apparate und Instrumente	1928	248	20,894	60	69,494	25	1,156	17	98,142	12	2,943	76	87,764	1,993	110,134	6,394	21	37,077	215,627	10	374	2,786
	1929	249	20,675	66	128,456	33	6,416	14	82,326	10	3,141	85	179,774	19,828	96,134	8,749	17	39,867	241,002	9	311	2,276
XVI. Uhrenindustrie, Bijouterie	1928	211	11,806	8	12,369	1	1,656	14	31,330	13	287	28	12,119	414	19,578	959	1	57	228	—	—	—
	1929	213	12,804	6	3,072	3	296	9	7,238	6	87	19	3,914	1,098	4,466	210	1	40	80	—	—	—
XVII. Industrie der Erden und Steine	1928	115	5,124	6	2,652	2	10	—	—	—	—	7	3,513	32	—	—	3	1,014	5,655	4	164	1,254
	1929	117	5,657	8	10,779	2	43	5	1,566	3	185	12	17,587	14	1,554	277	6	3,256	17,504	8	288	1,982
Total im II. Kreis	1928	2289* (2274)	128,007	332	339,629	173	21,673	132	344,987	83	42,423	488	406,107	31,567	404,540	127,362	105	118,186	776,553	48	2,170	14,504
	1929	2353* (2296)	132,568	354	495,674	178	28,746	129	370,959	85	49,925	503	628,649	62,877	482,999	127,504	116	150,074	992,037	53	1,629	10,819

* Die Summen dieser Kolonnen sind größer als die darunter angegebenen richtigen Zahlen, wegen der Teilung einzelner Fabriken nach Industriegruppen.

** Die Zahlen dieser Rubrik geben die wirkliche Zahl der Fabriken, die Überzeitarbeit hatten; sie sind kleiner als die Summe der Zahl der Fabriken in den vorangehenden Rubriken, weil jede Fabrik nur einmal gezählt ist, auch wenn sie in verschiedenen Rubriken Bewilligungen hatte.

technische Gründe bedingt ist. Rein wirtschaftliche Gründe sind, als das Bedürfnis des durchgehenden Dauerbetriebes bestimmend, eher selten.

In einem Betriebe der Metallverarbeitung, der jahrelang an den Walzwerken auf Grund kantonaler Bewilligungen im Dreischichtbetrieb gearbeitet hatte, ergab sich die Notwendigkeit, diese Arbeitsweise durch eine eidgenössische Dauerbewilligung zu ersetzen, da es offenbar der gesetzlichen Sachlage nicht mehr entsprach, wenn die auf Bewilligung vorübergehender Nachtarbeit beschränkte kantonale Befugnis sich der Kompetenz der Bundesbehörde substituierte, worauf die ununterbrochene Erneuerung der erwähnten Bewilligungen schließlich hinausgelaufen wäre. Wir fügen bei, daß es gelang, bei dieser Umwandlung der Bewilligung der beteiligten Arbeiterschaft den Vorteil des bisher bezogenen 25 %igen Lohnzuschlages zu erhalten. Was diese Sonderentschädigung der Ausnahmearbeit auch im Dauerbetrieb betrifft, wird es immer mehr üblich, dem Schichtarbeiter in irgend einer Form ein gewisses Mehrentgelt zu leisten, sei es in Gestalt einer Schichtzulage, sei es als Stundenlohnzuschlag, entsprechend den vermehrten Auslagen, die die Arbeit zu ungewohnter Tageszeit im Haushalt der betreffenden verursacht. In der chemischen Großindustrie werden beispielsweise für die Zeit von 20—5 Uhr 50 % und für die zwischen diesen Zeitgrenzen und der normalen Tagesarbeit liegenden Stunden 25 %, für Sonntagsarbeit 75 % Zuschlag auf den ordentlichen Stundenlohn ausgerichtet.

Eine Großbäckerei stellte das Gesuch um Bewilligung des durchgehenden Dreischichtenbetriebes, den sie als einzig rationelle Arbeitsorganisation für die Brotfabrikation bezeichnete und zugleich als im Interesse der Arbeiterschaft liegend, die damit zu einem günstigern Wechsel zwischen Tag- und Nachtarbeit gelange, als beim bloßen Zweischichtbetrieb mit Frühbeginn um 3 Uhr. Dem Gesuch konnte im Hinblick auf die auf internationalem Boden angebahnte Einschränkung der Bäckernachtarbeit nicht entsprochen werden, wohl aber wurde dem Unternehmen eine gewisse Früherlegung des Arbeitsbeginnes der ersten Schicht bewilligt, um ihm zu ermöglichen, die eigenen Detailverkaufsläden ungefähr auf dieselbe Zeit mit Frischbrot zu versorgen, wie dies die Bäckermeister für ihre Kundschaft tun. Die Firma übernahm die Verpflichtung, den Verkauf keinesfalls früher als jene zu eröffnen.

Die Kontrolle der in den Betrieben in Anwendung stehenden Bewilligungen, wie sie bei Anlaß der Inspektionen ausgeübt wurde, ergab verhältnismäßig oft kleinere und größere Abweichungen von den genehmigten Dienstplänen; fast ohne Ausnahme hatten sie das Einverständnis der beteiligten Arbeiter, sei es, daß eine andere Anordnung der Ruhezeit oder des Schichtwechsels oder der Schichtorganisation überhaupt beliebt hatte. In einer Anzahl kleinerer Mühlen ist man in diesem Sinne zum System des ständigen Nachtschaffers zurückgekehrt, d. h. der Schichtwechsel findet nur noch zwischen Früh- und Mittelschicht statt, der Nachtarbeiter macht seine Nachtschicht ohne Wechsel. Wir mußten natürlich verlangen, daß derartige Abweichungen, wo es möglich war, auf gesetzliche Grundlage gestellt wurden. Allgemein möchte man den Wunsch äußern, daß künftige Vorschriften etwas größere Beweglichkeit gewähren möchten.

Vereinzelt konnte man eine Tendenz auf Einschränkung der im ununterbrochenen Betrieb über den Sonntag zulässigen Zwölfstundenschichten erkennen. In einer Anzahl Elektrizitätswerke und in einigen Gaswerken ist, unter Beiziehung von Hülfsschichten oder Aufstellung einer vierten Schichtgruppe, wobei in 4-wöchigem Turnus 3 Wochen Schicht- und 1 Woche Reservedienst (Werkstatt) geleistet wird, auch im ununterbrochenen Betrieb die 48-Stundenwoche verwirklicht.

Es besteht ziemlich allgemein die Auffassung, daß die fabrikgesetzlichen Bestimmungen über die Hülfsarbeit, soweit sie die Ruhezeiten der ausschließlich Hülfsarbeitsverrichtungen leistenden Arbeiter regeln, unzureichend und dem heutigen Stand der Arbeitszeitfrage nicht mehr angemessen sind. Indem sie nur eine durchschnittliche Nachtruhe von 11 Stunden und abwechselnd jeden zweiten Sonntag als Ruhetag sichern, könnten allerdings bei voller Ausnutzung der dadurch gebotenen Zeitbeträge ungewöhnlich starke Belastungen resultieren. Glücklicherweise weiß die Praxis Maß zu halten, wenn auch ab und zu Übergriffe vorkommen. Solche ergeben sich häufiger bei den Transportarbeiten, insbesondere den Autoführern. Einige Fälle dieser Art sind vor dem Richter abgewandelt worden.

In einigen Gießereien mußte der Dienst einer nachts im Anschluß an den Tagesbetrieb das Auspacken und Reinigen der Formen besorgenden Hülfskolonne als Hülfsarbeit bewilligt werden, da die beim System

der Nachtarbeit geltenden Vorschriften über Schichtdauer unter den gegebenen Verhältnissen nicht eingehalten werden konnten. Es gelang aber, der betreffenden Mannschaft nicht nur die 48-Stundenwoche, sondern auch die wöchentliche Ablösung zu sichern.

Der Anspruch einer Firma, unter dem Titel Hülfsarbeit eine Gruppe von Betriebsarbeitern regelmäßig nach Feierabend, in Unterbrechung der bereits angetretenen Ruhezeit, zum Abladen und Neubeladen der spät von Überlandfahrten heimkehrenden Autos zu verwenden, wurde abgelehnt, weil sonst die Ruhezeit der Leute in ungebührlicher Weise beeinträchtigt worden wäre.

Für eine Reihe Autoreparaturwerkstätten wurden Bewilligungen zur Ausführung dringlicher Reparaturen an Sonntagen erteilt. Wenn auch erfreulicher Weise in den beteiligten Kreisen der Wunsch festzustellen ist, Sonntagsarbeit nach Möglichkeit zu vermeiden, so gestatten die heutigen Verkehrsverhältnisse doch nicht, von solchen Bewilligungen Umgang zu nehmen. Wo übrigens das Bedürfnis ein regelmäßiges war (an einzelnen Brennpunkten des Verkehrs und bei Großgaragen), erfolgte die Ausnahmeregelung auf dem Weg der Sonntagsarbeitsbewilligung mit deren gegenüber der Hülfsarbeitsbewilligung weitergehenden Ausgleichsverpflichtungen.

Die Frage, was „dringliches Instandsetzen von Fahrzeugen" sei, beschäftigte Interessenten, Aufsichtsbehörden und Gerichte wiederholt. Gewiß konnte man der Auffassung eines Karosseriegeschäftes nicht beistimmen, das die Hülfsarbeitsausnahme für eine Arbeit in Anspruch nahm, die sich über 3 Wochen hinzog; anderseits wird die Beschränkung des Begriffs auf durch Verkehrsunfälle entstandene Notarbeiten der Sachlage auch nicht gerecht, da plötzliche Störungen an unterwegs befindlichen Fahrzeugen die Voraussetzung der Dringlichkeit gleichfalls erfüllen dürften. Charakteristisch dürfte das momentane, augenblickliche Zwangsbedürfnis sein, wie es z. B. die Regierung von Baselstadt in ihren kantonalen Bestimmungen über die Behandlung von Motorfahrzeugen an Sonntagen festgelegt hat.

V. Beschäftigung von weiblichen Personen.

Laut Fabrikstatistik stieg die Zahl der weiblichen Personen über 18 Jahren seit 1923 um 5415 auf 38,069, entsprechend 28,7 % der Gesamtarbeiterzahl. 1923 waren es 32,654 gewesen oder 29,5 %; bei der vorletzten Statistik, 1911, hatte man 23,862 gleich 26 % der Gesamtzahl gezählt. Im relativen Verhältnis ist also die Zahl der weiblichen Personen gegenüber 1923 etwas zurückgegangen, weil die männlichen Arbeiter prozentual stärker zunahmen.

Ermittelt man für diese Arbeiterinnen je den prozentualen Anteil in der einzelnen Industriegruppe und die prozentuale Verteilung der Gesamtzahl auf die 17 Gruppen, so zeigt sich, daß im Vergleich zu 1923 in der Seidenindustrie, der Textilindustrie der Gruppe VI, in Metall- und Steinindustrie der Anteil der Frauen zurückging, in allen übrigen aber anstieg. Ebenfalls zeigt sich ein Rückgang in der Gesamtverteilung auf die Industriegruppen bei den ersten 7 Gruppen (Textilindustrie, inbegriffen Bekleidung und Ausrüstung), die 1923 zusammen 65,8 % des Gesamtkopfbestandes einschlossen, heute nur noch 56,9 %. Der Abnahme in der Baumwoll-, Seiden-, Wolle-, Leinen- und übrigen Textilindustrie steht gegenüber eine Zunahme an erster Stelle in der Uhrenindustrie, aber auch in Maschinen- und Metallindustrie, Bekleidung und Ausrüstung, Papier- und Leder-, chemischer und graphischer Industrie. Absolut verzeichnen gegenüber 1923, abgesehen von Baumwolle, Seide, Stickerei, alle Gruppen eine Zunahme. Die im Krebsgang befindlichen 3 Gruppen zählen 1378 Köpfe weniger, davon die Seide allein 1150, trotzdem diese Gruppe in der Statistik von 1929 die vordem der chemischen Industrie zugerechnete Herstellung von Kunstseide mit einschließt, deren „Textilabteilungen" überwiegend mit weiblichem Personal besetzt sind.

Auch das weibliche Geschlecht stellt nicht weniger als die Männer Veteranen; so trafen wir einmal in einer einzigen Fabrik 3 Frauen mit Eintrittsjahrgang 1881, 1885 und 1888, also über 40 Dienstjahren, und in einer Seidenwinderei begegneten wir einer Achtzigjährigen.

Wenn man von einem Eindringen weiblicher Personen in Männerberufe sprechen will, so handelt es sich doch nur in geringem Maße

um ein Verdrängen der männlichen Arbeitskraft, vielmehr aber um die Beschäftigung in neuen, seither durch die technische Entwicklung aufgekommenen Sparten (Elektroindustrie). In der Uhrenindustrie dürfte die Frauenarbeit in der Rohwerkefabrikation dominieren, das weibliche Personal stellt freilich auch ein starkes Kontingent Handarbeiter.

In welchem Umfang die weiblichen Personen an der Arbeit nach Art. 41 teilnehmen, ist durch die Statistik nicht gesondert ermittelt worden. Der Anteil dürfte immerhin erheblich sein, weil die fraglichen Bewilligungen in den große Prozentsätze weiblicher Arbeitskräfte beschäftigenden Industrien stark verbreitet sind. Daß die weibliche Arbeiterschaft der Fünftagewoche ein besonderes Interesse entgegenbringt, ist bereits erwähnt worden. Sehr bemerkenswert ist es, daß in der Damenschneiderei und sogar der Wäscherei der Samstagnachmittag in zunehmendem Maße arbeitsfrei gestaltet wird. Daneben bestehen immerhin Ateliers, meist in Verbindung mit Ladengeschäften, die auf Grund einer Bewilligung zur Verschiebung der Tagesgrenzen am Samstag bis 18 oder 19 Uhr arbeiten. Nicht täuschen darf man sich darüber, daß in Fällen von Samstagüberzeit- oder -Schichtarbeit die Bestimmung des Art. 68, letzter Absatz FG., die weiblichen Personen, die ein Hauswesen besorgen, auf geäußerten Wunsch hin den Samstagnachmittag frei zu geben gebietet, hin und wieder bloß auf dem Papier steht. Es würde wohl den betreffenden Personen ein Dienst geleistet, wenn in den fraglichen Bewilligungen auf dieses Recht hingewiesen würde.

Die Einhaltung der Maximalgrenze von 140 Überstunden im Kalenderjahr für Frauen begegnet in gewissen Saisonindustrien, wie Gemüsekonserven- und Hutgeflechtfabrikation, mancherlei Schwierigkeit. Es dürfte als zweckentsprechend anzuerkennen sein, daß einige Kantonsbehörden in den bezüglichen Bewilligungen auf diese Beschränkung hinweisen. Im übrigen besteht hier die Anomalie, daß beim fortgesetzten Regime der abgeänderten Normalarbeitswoche von 52 Stunden die genannte Grenzzahl ohne weiteres und bei zusätzlicher Überzeitarbeit sogar bedeutend überschritten wird.

Die Beanspruchung der weiblichen Personen durch Schichtarbeit scheint in leichter Zunahme zu sein. Sie ist, wie bereits erwähnt, mehrheitlich nicht beliebt, jedenfalls nicht bei längerer Dauer.

Nachtarbeit und Sonntagsarbeit ist weiblichen Personen verboten. Einige Zuwiderhandlungen fanden die richterliche Sühne. Grobe Überschreitungen des Verbotes kamen nicht vor. In einigen Fällen wurde behördlicherseits das Gesetz verletzt, wenn etwa Überzeitarbeit bis über 20 Uhr abends hinaus bewilligt wurde. Die systematische Nachprüfung der in der Uhrenindustrie zum Aufziehen der in Beobachtung befindlichen Uhren verrichteten Sonntagsarbeit ergab keine Anhaltspunkte dafür, daß dabei Frauen verwendet wurden.

Außer der bereits erwähnten Tetrachloraethanvergiftung ging uns keine Mitteilung über Gewerbekrankheiten bei Frauen zu. Dagegen nahmen wir einigemale Veranlassung, auf das Bedürfnis zweckmäßiger Sitzgelegenheit zur Ermöglichung gerader Körperhaltung hinzuweisen. Nicht gefallen kann die noch immer in einigen Ziegeleien geübte Verwendung von weiblichen Personen beim Abnehmen an den Pressen. Verhältnismäßig häufig war das Tragen ungeschützter, loser Haartracht in der Nähe von gefahrbringenden Maschinenteilen zu rügen. Man möchte wünschen, daß dem weiblichen Personal in vermehrtem Maße Kopfbedeckungen, übrigens nicht nur als Unfallschutz, sondern auch gegen Staub und Faserflug zur Verfügung gestellt würden.

Dem Schutz der Wöchnerinnen wird, soweit sich dies feststellen ließ, im Rahmen der bestehenden Vorschriften nachgelebt, die freilich, man muß es zugeben, ein nichtbefriedigendes Mindestmaß darstellen. Ob von der Möglichkeit, daß Schwangere auf bloße Anzeige hin, die Arbeit zeitweilig verlassen dürfen, in größerem Umfang Gebrauch gemacht wird, darüber haben wir kaum Erfahrungen. In den Wöchnerinnenlisten begegnet man immer wieder Fällen, wo die werdende Mutter bis zum letzten Tag bei der Arbeit aushielt. Es ist zu hoffen, daß auch bei uns einmal eine Mutterschaftsversicherung auf diesem Gebiet Erleichterungen bringt. Daß übrigens die Wöchnerinnenlisten auch im Zeichen des Geburtenrückganges stehen, braucht wohl nicht besonders betont zu werden. Die Niederkunftsausweise werden heute mit größerer Regelmäßigkeit verabfolgt und verlangt. Als Schonfrist kommen in der Regel die gemäß gesetzlicher Vorschrift einzuhaltenden 6 Wochen in Betracht. In einigen Fabriken hält man, unter Gewährung eines Krankengeldes, an den 8 Wochen der frühern Regelung fest. Die Listen verzeichnen stets auch Fälle, wo nur der Tag des Austritts aus der

Fabrik vermerkt ist, niemand kümmert sich weiter um das Schicksal der jungen Mütter. Damit besteht dann aber auch die Möglichkeit, daß solche Frauen unter Umständen vorzeitig in eine neue Arbeitsstelle eintreten. Wir dringen darauf, daß die Wöchnerinnenliste auch in solchen Fällen nach Möglichkeit den Tag der Niederkunft festhalte.

VI. Beschäftigung von jugendlichen Personen.

Um auch hier zunächst einige statistische Betrachtungen anzustellen, seien vorerst die Ergebnisse der Fabrikstatistik kurz angeführt. Diese ergab auf den 22. August 1929 einen Gesamtbestand von 15 518 Jugendlichen, wovon 7976 männlichen, 7542 weiblichen Geschlechts; der Bestand entspricht 11,7 % der Gesamtarbeiterzahl. Die Statistik von 1923 hatte 13 986, wovon 6538 männliche und 7448 weibliche, Jugendliche ermittelt, entsprechend 12,6 % der Gesamtzahl. Der Anteil der Jugendlichen ist somit, gegenüber 1923, absolut gestiegen (um 1532), relativ dagegen etwas gesunken. Absolut steht er um wenig höher als zur Zeit der Fabrikstatistik von 1911 (15 386). Auffallen mag das verhältnismäßig starke Ansteigen der männlichen Jugendlichen, die über 90 % des Zuwachses bestreiten, wogegen die weiblichen, gegenüber 1923, ihren Anteil nicht einmal um eine Hundertschaft erhöhten. Metall- und Maschinenindustrie, Holzbearbeitung und chemische Industrie erwiesen sich für die männliche Jugend am aufnahmefähigsten (1630), desgleichen die drei erstgenannten Gruppen und das graphische Gewerbe auch für die Mädchen (603). Dagegen verzeichnen diese in der Baumwoll- und Seidenindustrie einen Rückgang um nahezu 500. Merkwürdig ist, daß im Bekleidungs- und Ausrüstgewerbe sowohl für Knaben, als für Mädchen ein Ausfall von rund 250 besteht, in Industriezweigen also, die doch zu den gut beschäftigten zählten. Die Veränderungen entsprechen im übrigen ziemlich genau dem Konjunkturverlauf. Ob das Zurückbleiben der Mädchen mit der von Fabrikinhabern öfter beklagten Erscheinung zusammenhängt, daß die jungen Jahrgänge des weiblichen Geschlechts eine Betätigung in Büro oder Verkauf der Fabrikarbeit vorziehen, soll hier, ohne weiter untersucht zu werden, nur erwähnt werden. Was die männliche Jugend betrifft, lassen die angeführten Zahlen einstweilen noch keinen Kontingentabfall als Folge der bestandesschwachen Kriegsgenerationen erkennen.

Es ergaben sich in der Berichtsperiode wenig Anhaltspunkte dafür, daß die gesetzliche Altersgrenze für die Zulassung der Jugendlichen zur Fabrikarbeit (14 Jahre) nicht respektiert würde. Ein Fabrikleiter, der auf Bitte eines Vaters die Mitarbeit von dessen 13-jährigem Knaben während der Ferien geduldet hatte, mußte sich dieserhalb vor dem Richter verantworten. Straffällig wurde auch eine Konservenfabrik, die in der Früchtesaison herkömmlicherweise eine Anzahl Minderjähriger beim Beerenrüsten verwendete, sich dabei aber nicht an die behördliche Weisung hielt, daß Kinder keinesfalls fabrikmäßig und nicht innerhalb der Fabrikanlage beschäftigt werden dürften. In Verbindung mit der Untersuchung einer Unterstellungsfrage lernten wir einige, bis dahin dem Fabrikgesetz nicht unterstehende Betriebe der Kistenfabrikation kennen, in denen während der Ferien und neben der Schule Jugendliche unter 14 Jahren und schulpflichtige Vierzehnjährige regelmäßig beschäftigt wurden. Es lag hier also eine Übertretung des Bundesgesetzes von 1922 betreffend die Beschäftigung von jugendlichen und weiblichen Personen in den Gewerben vor, die wir nicht ermangelten, der zuständigen Kantonsbehörde zu melden.

Die korrekte Handhabung der Vorschriften betreffend die Altersausweise der Jugendlichen läßt stetsfort zu wünschen übrig. Es ist nur eine Minderzahl von Betrieben, die die Regel befolgt, neu eingestellte Jugendliche solange nicht zur Arbeit zuzulassen, als der gesetzliche Altersausweis nicht beigebracht ist. Wie schon früher, ist auch jetzt wieder zu sagen, daß gewisse Zivilstandsbeamte Mitschuld an diesen Mängeln tragen, indem sie die Ausstellung der verlangten Ausweise nicht mit der gebotenen Promptheit besorgen, öfter auch nicht über die vorgeschriebenen Formulare verfügen. Wir sahen uns in der Berichtsperiode mehrfach aus solcher Veranlassung zu Vorstellungen bei den zuständigen kantonalen Oberbehörden genötigt. Der von verschiedenen Seiten gewünschten Vereinfachung des Verfahrens zur Beschaffung der Altersausweise von Jugendlichen aus auswärtigen Heimatgemeinden ist keine Erfüllung zuteil geworden.

Einige Gesetzesübertretungen als Folge der Heranziehung Jugendlicher unter 16 Jahren zu Überzeitarbeit haben die richterliche Ahndung gefunden. Im übrigen besteht die Inkongruenz fort, daß diese Alterskategorie zwar von der vorübergehenden Überzeitarbeit ausgeschlossen

ist, ohne jede Einschränkung aber und gegebenenfalls das ganze Jahr hindurch zur Leistung der 52-Stundenwoche angehalten werden darf.

Im Rahmen der Hülfsarbeitsbestimmungen werden vor allem Lehrlinge zu Reinigungsarbeiten verwendet, ohne daß immer feststeht, daß die Verwendung der Nichtsechzehnjährigen vor den Bestimmungen des Fabrikgesetzes einwandfrei erfolgt. Kantonale und eidgenössische Gesetzgebung und auch die Praxis der Lehrverträge stehen hier nicht immer im Einklang.

Beschäftigung Jugendlicher bei unzulässigen Arbeiten im Sinne von Art. 189 der Vollziehungsverordnung gab verhältnismäßig selten Anlaß zum Einschreiten. Eine Uhrenschalenfabrik wurde u. a. veranlaßt, die Verwendung eines Knaben von 15½ Jahren beim Gelbbrennen mit Salpetersäure zu sistieren. Eine Sprengstoffabrik, die noch nicht 18 Jahre alte Mädchen beim Patronieren beschäftigte, nahm unsere Intervention zum Anlaß, bei dieser Arbeit fortan nur noch Männer zu verwenden.

Bereits weiter oben (Abschnitt II) haben wir der bedauerlichen Vergiftungsfälle durch Tetrachloraethan Erwähnung getan, denen in einer Schuhfabrik zwei jugendliche Mädchen zum Opfer fielen. Solche Vorkommnisse müssen die Fabrikaufsicht zu verdoppelter Aufmerksamkeit anspornen. Zweimal gingen uns Mitteilungen über körperliche Schädigung junger Mädchen durch Fabrikarbeit zu, beide Male erwies sich jedoch auf Grund der ärztlichen Untersuchung die Krankheit als außer Zusammenhang mit der industriellen Tätigkeit entstanden.

Erfreulich ist, wie beim Lehrverhältnis die Gewährung von Ferien immer mehr in Übung kommt. Es sollte nun nur auch dafür gesorgt werden, daß die übrigen Jugendlichen, soweit sie nicht infolge Ferienstillstandes des ganzen Betriebes, an einem Ferienregime bereits teilhaben, im Genuß dieser Vergünstigung nicht beiseite stehen müssen.

VII. Soziale Einrichtungen.

Die im ganzen günstige Beschäftigungslage in der Berichtsperiode ist auch der Erhaltung und Entwicklung sozialer Einrichtungen zustatten gekommen.

Im Rahmen der Berichterstattung des Gesamtinspektorates haben

wir im letzten Bericht eingehende Mitteilungen über die Ferienerhebung für das Jahr 1926 gebracht. Sie hatte ergeben, daß rund 52 % der in Betracht fallenden Fabriken Ferien gewährten und daß rund 46,2 % der Arbeiter dieser Wohltat teilhaftig wurden. Seither hat die Institution weitere Fortschritte gemacht. Durch Vereinbarung zwischen Verbänden, in Gesamtarbeitsverträgen, durch das Entgegenkommen von Einzelfirmen sind bestehende Ferienberechtigungen erweitert, neue ins Leben gerufen worden. Vorwärts ging es in der Ferienfrage namentlich in der Uhrenindustrie, die sich in der genannten Erhebung als auf diesem Gebiete außerordentlich zurückgeblieben erwiesen hatte. Es kam hier über der Frage zu einem Streik der Goldschalenarbeiter, der in der Folge durch einen Schiedsspruch, in dem die Forderung der Arbeiter durch Festsetzung eines Ferienanspruchs von 6 Tagen zum Teil erfüllt wurde, seinen Abschluß fand. Die Initiative entsprang aber auch den Kreisen der Industrie selber, indem beispielsweise die Vereinigung der Rohwerkefabriken die Einführung von Ferien mit Wirkung vom Jahre 1929 ab beschloß. Auch die schweizerische Uhrenkammer trat der Frage näher und arbeitete ein bezügliches Reglement aus. Die Ferienregelung sah stets auch die Gewährung einer Lohnvergütung vor. Dabei nehmen diejenigen Betriebe an Zahl zu, die den vollen Lohn ausrichten. In der Uhrenindustrie hat man vorerst mit der Gewährung einer abgestuften Vergütung den Anfang gemacht. Wir notierten auch eine Anzahl Geschäfte, in denen der bessere Geschäftsgang erlaubte, die während der Krisenjahre sistierten oder eingeschränkten Ferienvergünstigungen wieder auf die frühere Höhe zu bringen. Nicht einverstanden konnte man mit einem Fabrikinhaber sein, der wegen Arbeitsmangel den Betrieb für 14 Tage schloß und durch Anschlag dem Personal bekannt gab, daß diese Zeit als Ferien zu betrachten sei, womit die Ausrichtung des Feriengeldes der Arbeitslosenkasse zugeschoben werden wollte.

Wie die Ferienfrage, so nahm die der Gewährung einer Lohnentschädigung bei Militärdienst eine erfreuliche Entwicklung. Es wäre interessant, diese Verhältnisse, wie schon früher einmal, durch eine systematische Erhebung zu erfassen. Die Arbeitgeberverbände haben sie in den letzten Jahren mit besonderer Aufmerksamkeit behandelt. Auch die schweizerische Offiziersgesellschaft und die Presse nahm sich

der Sache mit Wärme an. Teilweise erging von behördlicher Seite ein bezüglicher Appell an die Fabrikinhaber. Erwähnt sei, daß auch hier die Uhrenindustrie den Willen bekundete, nicht länger abseits zu stehen. Bemerkenswert ist, daß ein gewerbliches Schiedsgericht die Pflicht zur Fortzahlung des Lohnes bei Militärdienst unter Berufung auf Art. 335 OR. auch auf das Arbeiterdienstverhältnis anwendbar erklärte, sofern es infolge ununterbrochener Dauer als ein überjähriges angesprochen werden könne. Diese Auffassung, die übrigens in gleicher Weise hinsichtlich der Lohnzahlung bei Erkrankung geltend gemacht wird, wird unter Hinweis auf Art. 20 des Fabrikgesetzes auch von der baselstädtischen Fabrikvollzugsbehörde geteilt.

Eine fortschreitende Entwicklung verzeichnen auch die zugunsten der Arbeiterschaft geschaffenen Einrichtungen für Alters-, Invaliditäts- und Hinterbliebenenfürsorge. Wir erlangten Kenntnis von 8 Neugründungen, weitere sind im Studium. Die Arbeiterschaft bekundet hin und wieder gegenüber solchen Projekten starke Zurückhaltung, wenn sie sich an der Prämienzahlung beteiligen soll.

Wo Fabrikküchen geführt werden, schenkt man nach unsern Beobachtungen ausnahmslos der Verabreichung einer kräftigen, schmackhaften Kost gebührende Aufmerksamkeit. Einige Fabrikinhaber und Fabrikleiter lassen es sich nicht nehmen, selber bei der Fabrikküche in Pension zu gehen. Einer Firma gelang es, dem sinkenden Interesse und der schwindenden Beteiligung an den Fabrikmahlzeiten durch Bestellung einer Küchenkommission aus der Mitte der Arbeiterschaft mit Erfolg entgegenzuwirken. Der Verband „Volksdienst" führt seine Wohlfahrtshäuser und Speiseanstalten in musterhafter Weise weiter. Die Zahl der seiner Obhut unterstehenden Betriebe ist im herwärtigen Inspektionskreise auf 11 angewachsen.

Eine immer mehr an Bedeutung gewinnende Erscheinung sind die Arbeitslosenversicherungskassen, deren Ausbreitung allerdings weniger durch die Gründung geschlossener Betriebskassen, als solcher von Verbänden der Arbeitgeber und Arbeitnehmer, der Gemeinden und des Staates erfolgt. Die Zahl der uns bekannten Fabrikkassen ist im Kreise auf 26 gestiegen.

Den für die Unterkunft von Arbeitern bestimmten Heimen darf im allgemeinen eine gute Note ausgestellt werden. Klagen sind in der Berichtsperiode keine laut geworden. Eine Zunahme ist nicht zu verzeichnen. Begrüßt haben wir die teilweise Aufhebung des mit einer Spinnerei verbundenen Heims, in das, auf Veranlassung von Vormundschafts- und Erziehungsbehörden, Mädchen mehr oder weniger zwangsweise eingewiesen zu werden pflegten. Gänzliche Aufhebung solcher Anstalten muß erwünscht erscheinen, weil eben, trotz aller Hingabe der leitenden Personen, bei deren Betrieb das erzieherische Moment nicht, wie es sich gehörte, in den Vordergrund gestellt werden kann.

VIII. Vollzug des Gesetzes und der zugehörigen Erlasse.

Die Organisation des Vollzugs hat, soweit wir unterrichtet wurden, in den Kantonen des Inspektionskreises keine Änderung erfahren.

In drei Kantonen, Solothurn, Baselstadt, Aargau, bestehen kantonale Fabrikinspektorate, deren fachmännische Kompetenz sachkundige Erledigung aller in Betracht fallenden Vollzugsfragen gewährleistet. Ohne solche Fachinstanz behelfen sich die Kantone Bern und Baselland, wobei man sich aber gegenwärtig halten muß, daß Baselland nur wenig über 200 Fabriken mit rund 11 300 Arbeitern, Bern dagegen 1300 Fabriken mit 58 600 Arbeitern zählt. Das Bedürfnis eines kantonalen Fabrikinspektors wird im Kanton Bern nicht allgemein anerkannt; unbestreitbar dürfte aber das Bedürfnis einer verantwortlichen technischen Instanz als sachkundiges Organ der vollziehenden kantonalen Zentralbehörde sein, sind dieser doch nach der geltenden Gesetzgebung sehr wesentliche Befugnisse im Gesetzesvollzug übertragen, wie die Genehmigung der Fabrikbaupläne, die Erteilung der Betriebsbewilligung, die Mitwirkung bei der Unterstellung von Betrieben unter das Fabrikgesetz, der Erlaß von Verfügungen betreffend die Behebung von Übelständen usw., alles Aufgaben, die sehr oft unmittelbare Kenntnis der örtlichen und Betriebsverhältnisse und gegebenenfalls spezielle Fachkenntnisse voraussetzen.

Die örtliche Fabrikaufsicht hat sich in ihrem Wesen kaum geändert, mit andern Worten, sie ist recht ungleich geblieben, tätig und wachsam an den einen Orten, interesselos und unrührig an andern. Im Kanton Solothurn ist man daran gegangen, die kantonalen Polizei-

organe zur Mitwirkung bei der unmittelbaren Fabrikaufsicht, insbesondere bei der Arbeitszeitkontrolle, heranzuziehen, zu welchem Zwecke Instruktionskurse durch den kantonalen Fabrikinspektor vorgesehen wurden.

Wir nahmen einige Male Anlaß, wegen Untätigkeit der örtlichen Aufsichtsorgane bei der zuständigen Regierungsbehörde Vorstellungen zu erheben. Eine Gemeindebehörde im Kanton Bern lehnte gegenüber ihrer Oberbehörde die Verantwortung für die ihr aus der Fabrikaufsicht obliegenden Pflichten ab, nachdem eine Firma ihres Bereiches, trotz wiederholter Arbeitszeitunregelmäßigkeiten, in der Folge von wenigen Monaten zu zwei Malen mit nur je Fr. 5.— gebüßt worden war, ohne daß die obere Behörde das Urteil angefochten hätte. Unser Amt hatte, da der kantonale Instanzenzug nicht erschöpft und überdies, bei Bekanntwerden der Urteile, die Rekursfrist längst abgelaufen war, keine Möglichkeit, eine Appellation in Gang zu bringen.

Das wenig wachsame Verhalten zahlreicher Ortsbehörden gibt sich auch darin kund, daß man es unterläßt, Betriebe, die längst die Voraussetzungen zur Unterstellung erfüllen, der zuständigen Oberbehörde zwecks Unterstellung unter das Fabrikgesetz zu melden. So konnte es vorkommen, daß wir an einem Tage zwei Fabriken entdeckten, deren eine, eine Ziegelei, über 20, die andere, ein Holzbearbeitungsbetrieb, über ein Dutzend Arbeiter beschäftigte, und zwar die eine schon seit einigen Jahren. Vielleicht wären sie noch heute nicht unterstellt, wenn nicht einmal der Fabrikinspektor seinen Weg durch die betreffende Gegend genommen hätte.

Auch die immer wieder unterlassene Einholung der fabrikgesetzlichen Bewilligung zum Bau und Umbau von Fabrikanlagen ist mit auf das Konto ungenügender Aufsicht durch die örtlichen Kontrollbehörden zu setzen. In diesem Zusammenhang mag erwähnt werden, daß im Kanton Solothurn zwei Firmen, ohne dem Fabrikgesetz unterstellt zu sein, auf Grund von Art. 6 dieses Gesetzes wegen Nichtbeachtung des fabrikgesetzlichen Genehmigungsverfahrens gebüßt wurden, da anzunehmen war, daß die errichteten fabrikmäßigen Anlagen früher oder später dem Gesetze unterstellt werden müssen. Dürfen diese Entscheide, die nicht angefochten wurden, als maßgebend angesehen werden, so setzen sie einer bisher bestandenen Unsicherheit über die Anwendbarkeit des

Tabelle VI.

Strafentscheide betreffend Übertretung der Vorschriften über die Arbeit in den Fabriken in den Jahren 1928 und 1929.

Kantone	Jahr	Fabrikhygiene und Unfallverhütung, Genehmigung der Anlage		Arbeiterverzeichnis Fabrikordnung Besondere Reglemente		Arbeitszeit und Ausnahmebewilligungen		Beschäftigung weiblicher Personen		Beschäftigung jugendlicher Personen		Mit Fabriken verbundene Anstalten		Andere Vorschriften und Verfügungen		Totalbetrag der Bußen und Kosten Fr.	Zahl der Bußen unter Fr. 50.-	Zahl der Bußen von Fr. 50.- u. mehr
		Fälle		Fälle		Fälle		Fälle		Fälle		Fälle		Fälle				
Bern	1928	—		—		14		1		—		—		—		808.50	10	4
	1929	—		2		14		3		—		—		—		896.30	8	8
Solothurn . . .	1928	6		2		41		1		1		1		—		2988.30	25	22
	1929	2		—		24		—		—		—		—		1433.30	15	11
Baselstadt . . .	1928	—		1		6		3		3		—		—		391.30	3	3
	1929	—		15		24		3		2		—		—		1039.30	16	8
Baselland . . .	1928	—		4		9		1		1		—		—		469.10	15	—
	1929	—		2		6		—		—		—		—		221.85	7	—
Aargau . . .	1928	—		3		17		1		2		—		—		1688.90	13	7
	1929	—		2		11		1		3		—		1		944.—	6	8
Total im II. Kreis	1928	6		10		87		7		7		—		—		6346.10	66	36
	1929	2		21		79		7		5		—		1		4534.95	52	35

Fabrikgesetzes auf Fälle dieser Art ein Ende und bedeuten alsdann eine wertvolle Richtlinie für den Gesetzesvollzug.

Auch in diesem Bericht hätten wir wieder Anlaß, einer gelegentlichen Willkür selbst höchster kantonaler Stellen bei der Bewilligung vorübergehender Arbeitszeitausnahmen Erwähnung zu tun, und zwar denken wir dabei an die manchmal recht freie Interpretation und Anwendung jener Bestimmungen, die die Überzeitarbeit, Nachtarbeit und Sonntagsarbeit genau umschriebenen Beschränkungen unterwerfen. Es bedeutet für uns eine der unangenehmsten Aufgaben, wegen solcher Dinge Vorstellungen erheben zu müssen, und zumal dann, wenn konstatiert werden muß, daß die gleichen Handlungen sich wiederholen.

Über die solothurnische Überzeitbewilligungspraxis haben wir bereits an anderer Stelle gesprochen; kann man zwar mit der Tendenz, die Überzeitarbeit in maßvollen Grenzen zu halten, im Prinzip wohl einverstanden sein, so ist es andrerseits doch unbefriedigend, daß auf territorial so eng begrenztem Raume mitunter ganz verschiedene Bewilligungsgrundsätze zur Auswirkung kommen. Einige Fälle hatten wir zu registrieren, wo die Kantonsbehörde die weitere Bewilligung von Überzeitarbeit verweigerte, nachdem das reguläre Maximum der pro Jahr zulässigen 80 Tage ausgeschöpft war; auch in dieser Hinsicht ist die Einstellung der maßgebenden Behörden in den einzelnen Kantonen recht verschieden.

Über die in der Berichtsperiode ergangenen Strafentscheide, sei es von Gerichten, sei es von Administrativbehörden, orientiert die Tabelle VI. Zu deren Anlage ist zu bemerken, daß die Tatbestände in den Urteilen keineswegs immer so einfach liegen, daß eine glatte Zuteilung der Fälle nach den 7 Rubriken möglich wäre. Das von der Tabelle vermittelte Bild ist daher der Wirklichkeit nicht ganz entsprechend. Wie die Gesamtbußenbeträge zeigen, ist im zweiten Berichtsjahr eine Verminderung des Bußenwertes eingetreten, allerdings auch bei gleichzeitiger Absenkung der Zahl der Bußenfälle an sich. Ob diese Erscheinung von Dauer oder nur vorübergehend ist, muß die weitere Entwicklung lehren. Es wäre erfreulich, wenn aus ihr auf einen Rückgang gesetzesfeindlicher Einstellung geschlossen werden dürfte.

Auch in den Urteilen spiegeln sich, wie im Gesetzesvollzug, die von Kanton zu Kanton und von Gericht zu Gericht wechselnden Auf-

fassungen. Nicht alle Urteile wirken fördernd und klärend auf die Rechtssicherheit. So war es schwer zu verstehen, daß in einem bezirksgerichtlichen Urteil, angesichts des Tatbestandes unbewilligter Überzeit- und Nachtarbeit, eine Minderheit des Gerichtes ausdrücklich feststellen ließ, sie würde den Beklagten von Schuld und Strafe freigesprochen haben, indem die Nichteinholung der Bewilligung bei der zuständigen Behörde noch keinen strafbaren Tatbestand in sich schließe. Ein anderes Gericht ermäßigte als Anrufungsinstanz die vom Regierungsrat gegenüber einer Möbelschreinerei wegen monatelanger, unbewilligter Durchführung der 52-Stundenwoche verhängte Buße von Fr. 50.— auf die Hälfte und überband einen Teil der Kosten dem Staate, weil es sich um einen „ganz bescheidenen" Betrieb handle, eine Verzeigung bisher nicht erfolgt sei und der Beklagte ein milderes Bußenurteil der Administrativbehörde nicht an das Gericht weitergezogen haben würde. Anlaß zu Einspruch gab uns die Absicht eines Gerichtes, das gegen den Leiter einer Fabrikfiliale eingeleitete Strafverfahren wegen Ableben des Fabrikinhabers niederzuschlagen. Dieser Filialleiter besaß volle Selbständigkeit und Handlungsfreiheit und war unzweifelhaft für die in seinem Betriebe vorgekommenen Unregelmäßigkeiten verantwortlich. Die kantonale Justizbehörde hat unserer Auffassung Recht widerfahren lassen.

Ein Wort noch zur Übermittlung der auf Grund des Fabrikgesetzes ergangenen Gerichtsurteile an unsere Amtsstelle. Diese Urteile gehen heute in der Regel innert nützlicher Frist ein, und es werden uns auch die Akten unterbreitet. Die seitens der zuständigen Amtsstellen ergriffenen Maßnahmen haben somit Erfolg gehabt. Auch im Kanton Bern hat die Administrativbehörde die gebotenen Schritte getan, jedoch steht hier die Erfüllung noch aus. Ebenso ist hier unerledigt die Frage, ob die Vorschrift des Art. 92 FG. betreffend unentgeltliche Einsendung der gefällten Endentscheide an das Fabrikinspektorat dieses dazu berechtige, die einlangenden Entscheide seinen Akten einzuverleiben. Die bernischen Gerichte verlangen diese Entscheide wieder zurück, während sie uns von den übrigen Kantonen anstandslos, natürlich im Doppel, überlassen werden. Unserer wiederholten Bitte, im Kanton Bern gleiches Recht zu gewähren, ist bisher kein Erfolg beschieden gewesen.

Am Schlusse des Berichtes angelangt, ist es dem Berichterstatter,

der hiemit Abschied von einer ihm lieb gewordenen Tätigkeit nimmt, um künftig an anderer Stelle zu wirken, ein tief empfundenes Bedürfnis, seinen Mitarbeitern für die ihm in 12 Jahren enger Zusammenarbeit gewährte loyale und hingebende Unterstützung seinen herzlichen Dank auszusprechen.

Aarau/Bern, im März 1930.

Der abtretende eidg. Fabrikinspektor des II. Kreises:
Dr. H. Rauschenbach.

Bericht über die eidgenössische Fabrikinspektion im III. Kreise

(Zürich, Luzern, Uri, Schwyz, Ob- und Nidwalden, Zug, Tessin)

in den Jahren 1928 und 1929.

I. Allgemeines.

Es ist kaum möglich, die Berichtsperiode mit wenigen Worten zu charakterisieren. Sie war eine bewegte Zeit, die in uns als Wahrnehmung allgemeiner Natur den Eindruck hinterläßt, daß der wirtschaftliche Kampf schärfer zum Ausdruck gekommen ist als je. Trotz internationaler Abmachungen ist die Konkurrenz des Auslandes in manchen Branchen drückend, unser Export schwieriger geworden und im Lande selbst scheint der alte Grundsatz „leben und leben lassen" mehr und mehr in Mißkredit zu kommen. Die technische Rationalisierung der Betriebe hat weitere große Fortschritte gemacht, nicht immer und nicht bleibend zum Vorteil des arbeitenden Volkes. Selbst Fabrikanten geben zu, daß sie Hände ersparen, die teure menschliche Arbeit durch Maschinen ersetzen soll. Die Automatisierung und die Fließarbeit haben da und dort einen hohen Stand erreicht und werden weiter ausgebaut; mit allerlei, nicht immer beliebten Mitteln wird der Arbeiter zur Höchstleistung angespornt. Aber trotz erheblich gesteigerter Leistungsfähigkeit der Betriebe hat das Hasten bei der Arbeit nicht abgenommen; die Lieferfristen sind wo möglich weiter gekürzt worden, die Mode gebärdet sich als eine Tyrannin, die der Arbeiterschutzgesetze spottet. Die Tatsache, daß neben den durch Gesetze geschützten Arbeitsgebieten andere, ungeschützte liegen, hat erhöhte Bedeutung erlangt. Die Bevorzugung der letztern, ja die Flucht dorthin sind offensichtlich. Daher hört man in vielen Fabriken das ganze Jahr über die Konkurrenz der kleinen, dem Fabrikgesetz nicht unterstellten Betriebe klagen, deren wichtigstes Konkurrenzmittel das gleiche ist, wie das der Heimarbeit, die uneingeschränkte Arbeitszeit.

Tabelle I.

Zahl der Fabriken und ihrer Arbeiter in den Jahren 1928 und 1929 und Zahl der Betriebskräfte im Jahre 1929, nach Kantonen.

Kantone	Fabriken		Arbeiter											Gesamte für den eigenen Betrieb zur Verfügung stehende Kraft 1929
	Ende	22. August	1928							1929				
			14—18 Jahre		über 18 Jahre		Total			14—18 Jahre		über 18 Jahre		Total			
	1928	1929	m	w	m	w	m	w	Zus.	m	w	m	w	m	w	Zus.	PS.
Zürich . .	1,422	1,451	3,792	3,643	45,172	25,922	48,964	29,565	78,529	4,573	3,790	48,224	24,904	52,797	28,694	81,491	142,546
Luzern . .	207	213	601	590	6,852	3,302	7,453	3,892	11,345	740	711	7,396	3,366	8,136	4,077	12,213	27,494
Uri . .	16	16	73	56	686	207	759	263	1,022	92	54	640	197	732	251	983	1,882
Schwyz .	91	90	261	349	1,969	1,571	2,230	1,920	4,150	307	335	2,007	1,443	2,314	1,778	4,092	8,718
Obwalden	17	18	60	1	405	8	465	9	474	75	13	434	20	509	33	542	1,302
Nidwalden	21	21	56	41	400	65	456	106	562	65	35	429	62	494	97	591	1,694
Zug . .	50	49	362	334	2,506	1,191	2,868	1,525	4,393	386	304	2,683	1,270	3,069	1,574	4,643	12,093
Tessin . .	262	265	306	650	3,449	3,325	3,755	3,975	7,730	377	831	3,958	3,375	4,335	4,206	8,541	8,445
Total im III. Kreis	2,086	2,123	5,511	5,664	61,439	35,591	66,950	41,255	108,205	6,615	6,073	65,771	34,637	72,386	40,710	113,096	204,174

Anmerkung: Die Zahlen des Jahres 1928 wurden anläßlich der Inspektionen erhoben; die Zahlen des Jahres 1929 sind diejenigen der eidgen. Fabrikstatistik vom 22. August 1929.

Tabelle II.

Zahl der Fabriken und ihrer Arbeiter in den Jahren 1928 und 1929 und Zahl der Betriebskräfte im Jahre 1929, nach Industriegruppen.

Industriegruppen	Fabriken		Arbeiter															Gesamte für den eigenen Betrieb zur Verfügung stehende Kraft 1929 PS.
	Ende 1928	22. August 1929	1928							1929							
			14—18 Jahre		über 18 Jahre		Total			14—18 Jahre		über 18 Jahre		Total			
			m	w	m	w	m	w	Zus.	m	w	m	w	m	w	Zus.	
I. Baumwollindustrie	128	133	534	1,200	3,695	6,856	4,229	8,056	12,285	434	1,175	3,274	6,188	3,708	7,363	11,071	33,431
II. Seiden- und Kunstseiden-Industrie	89	94	292	1,204	3,739	10,348	4,031	11,552	15,583	273	1,438	4,706	10,875	4,979	12,313	17,292	18,214
III. Wollindustrie	12	13	66	101	799	916	865	1,017	1,882	67	122	812	905	879	1,027	1,906	3,377
IV. Leinenindustrie	5	7	4	76	128	348	132	424	556	9	67	168	326	177	393	570	1,251
V. Stickerei	20	16	15	35	39	130	54	165	219	2	38	30	82	32	120	152	166
VI. Übrige Textilindustrie	44	32	57	114	459	643	516	757	1,273	63	68	334	336	397	404	801	1,759
VII. Kleidung, Ausrüstungsgegenstände	352	364	188	1,267	1,903	7,318	2,091	8,585	10,676	188	1,401	1,969	7,075	2,157	8,476	10,633	2,772
VIII. Nahrungs- und Genußmittel	179	177	107	328	3,100	2,714	3,207	3,042	6,249	119	391	3,400	2,867	3,519	3,258	6,777	17,322
IX. Chemische Industrie	71	74	76	230	2,721	1,220	2,797	1,450	4,247	56	67	1,704	368	1,760	435	2,195	6,046
X. Zentralanlagen für Kraft-, Gas- und Wasserlieferung	73	78	2	—	890	—	892	—	892	16	—	1,090	6	1,106	6	1,112	14,564
XI. Herstellung und Bearbeitung von Papier, Leder, Kautschuk	75	79	120	278	2,127	1,333	2,247	1,611	3,858	159	321	2,279	1,384	2,438	1,705	4,143	15,517
XII. Graphische Industrie	150	160	299	208	2,987	1,030	3,286	1,238	4'524	362	218	3,041	1,088	3,403	1,306	4,709	5,520
XIII. Holzbearbeitung	349	362	467	14	6,313	98	6,780	112	6,892	654	21	7,308	133	7,962	154	8,116	15,483
XIV. Herstellung und Bearbeitung von Metallen	181	194	573	49	4,892	366	5,465	415	5,880	726	53	5,243	388	5,969	441	6,410	9,882
XV. Maschinen, Apparate, Instrumente	259	284	2,429	445	24,364	1,605	26,793	2,050	28,843	3,098	484	26,748	1,926	29,846	2,410	32,256	49,330
XVI. Uhrenindustrie, Bijouterie	27	25	29	91	255	501	284	592	876	37	182	279	511	316	693	1,009	213
XVII. Industrie der Erden und Steine	92	99	253	24	3,028	165	3,281	189	3,470	352	27	3,386	179	3,738	206	3,944	9,327
Total im III. Kreis	2,106* (2,086)	2,191* (2,123	5,511	5,664	61,439	35,591	66,950	41,255	108,205	6,615	6,073	65,771	34,637	72,386	40,710	113,096	204,174

*) Die Summen dieser Kolonnen sind größer als die darunter angegebenen richtigen Zahlen, wegen der Teilung einzelner Fabriken nach Industriegruppen.

Anmerkung: Die Arbeiterzahlen des Jahres 1928 wurden anläßlich der Inspektionen erhoben; die Zahlen des Jahres 1929 sind diejenigen der eidgen. Fabrikstatistik vom 22. August 1929.

Trotz des harten Kampfes im Wirtschaftsleben ist die Zahl der Fabriken und Arbeiter gewachsen. Genaue Angaben in allen Einzelheiten liefert die neue Fabrikstatistik vom 22. August 1929. Die Tabellen I und II enthalten die wichtigsten Zahlen daraus und geben gleichzeitig einen Überblick über die beiden Berichtsjahre. Bis zum 31. Dezember 1929 stieg die Zahl der Fabriken auf 2 148. Die Entwicklung ergibt in den zwei Jahren eine Zunahme von 109 Fabriken und rund 11 000 Arbeitern, wovon der größte Teil auf den Kanton Zürich entfällt. Vom 31. Dezember 1927 bis 22. August 1929 weisen von den verschiedenen Industriegruppen die Metall- und Maschinenindustrie zusammen ein Plus von 58 Fabriken und 7 929 Arbeitern auf, es folgen die Holzbearbeitung mit 27 Fabriken und 1 791 Arbeitern, die Bekleidungsindustrie mit 26 Fabriken und 1 032 Arbeitern; abgenommen hat die Zahl der Fabriken bei erhöhter Arbeiterzahl in der Nahrungsmittelindustrie, während in der Baumwoll- und Seidenindustrie (ohne die jetzt einbezogene Herstellung von Kunstseide) bei ziemlich gleicher Fabrikenzahl die Arbeiterzahl um 1 294, bezw. 485 zurückgegangen ist.

Die Unterstellungen und deren Aufhebung zeigen folgendes Bild:

	1928	1929
Unterstellungen	119	134
Streichungen	72	72

Viele Anregungen zur Unterstellung gingen von der Arbeiterschaft aus, andere von der Schweiz. Unfallversicherungsanstalt in Luzern und von den kantonalen Behörden. In zahlreichen Fällen verneinen die angefragten Arbeitgeber die Unterstellbarkeit ihrer Betriebe unter das Fabrikgesetz, und dann sind wir berufen, die strittige Frage zu begutachten. Nicht selten war inzwischen die Arbeiterzahl vermindert worden, so daß die Unterstellung nicht erfolgen konnte. Der Inhaber eines Damenhutateliers hat sogar die Lehrverträge mit zwei Mädchen sofort gelöst, als die Unterstellung unter das Fabrikgesetz geprüft wurde. Ein Schindelnfabrikant und ein Möbelpolierer haben sich durch Teilung ihrer Geschäfte dem Gesetz entziehen können. Auch Arbeiter wandten sich an die Behörden mit dem Begehren, von der Unterstellung abzusehen, so die einer Bauschreinerei im Kanton Zürich und die einer Herrenschneiderei im Tessin. Zur Entscheidung der Unterstellungsfrage haben wir in den

beiden Jahren 252 Betriebe besucht, wovon 117 unterstellt worden sind. Die Untersuchungen bezogen sich auf die verschiedenartigsten Betriebe, auch auf Metzgereien, Konditoreien, eine Molkerei mit Fabrikation von Rahmeis, zahlreiche Automobilwerkstätten und Schneidereien. Besondere Bedeutung hatte keine der getroffenen Verfügungen, keine ist über die bisherigen Unterstellungsgrundsätze hinausgegangen. Dagegen messen wir einem Entscheid des eidg. Verwaltungsgerichts große Bedeutung bei, wonach die Fabrikation von Kunststeinen für den eigenen Bedarf, d. h. zur Verwendung im Baugeschäft der gleichen Firma kein Moment ist, das der Arbeit den industriellen Charakter nimmt. — Eine Anzahl Unterstellungen haben neue Industrien in das Fabrikverzeichnis unseres Kreises gebracht, so die Erzeugung von gummierten, wasserdichten Geweben, die Herstellung von Spitzenpapier, von Bimsbeton u. a. Eine Durchsicht des Verzeichnisses der dem Arbeitszeitgesetz für die Verkehrsanstalten unterstellten Werkstätten hat zur Wiederunterstellung einer Schiffswerfte unter das Fabrikgesetz geführt. Abgelehnt wurde unter andern die Unterstellung eines Installationsgeschäftes, weil keine Werkstätte vorhanden war, die für sich als Fabrik hätte angesprochen werden können.

Die Aufhebung der Unterstellung erfolgte in der Mehrzahl der Fälle auf ein Gesuch der Betriebsinhaber hin, das uns in der Regel zur Begutachtung überwiesen wird. Der sichtbare und faßbare Grund, der zur Streichung eines Geschäftes in der Fabrikliste führt, ist meistens die Verminderung der Arbeiterzahl, die wahre Ursache dieser Erscheinung aber ist häufig nicht zu erkennen. Der Auflösungsprozeß in der Stickereiindustrie hat dazu geführt, daß nur noch neun Schifflistickereien im Kreis vorhanden sind. Aufsehen erregt hat die Einstellung des Betriebes einer großen Schokoladefabrik im Tessin und einer alten, einst blühenden Stoffdruckerei am Zürichsee. Von dem betrübenden Geschäftsgang in der Baumwoll- und Seidenindustrie ist die Zahl der Fabriken einstweilen kaum betroffen worden, wohl aber die der Arbeiter. In letzter Zeit sind verschiedene Mühlen, worunter eine der größten, eingegangen; es scheint in dieser Branche eine Konzentration angebahnt zu sein, wie wir sie in der Bierbrauerei erlebt haben. In gewissen Fabriken der Bekleidungsbranche haben wir eine Reduktion des Personals beobachtet und erfahren, daß dafür die Zahl der beschäftigten Heimar-

beiter vermehrt worden ist. Über diese, so weit sie von Fabriken beschäftigt werden, gibt die Fabrikstatistik von 1929 wieder einmal genaue Auskunft, nachdem zuverlässige Zahlen seit 1901 nicht mehr vorhanden waren. In unserm Kreis beträgt sie 7905.

Die Führung des Fabrikverzeichnisses erfordert ziemlich viel Arbeit, entsprechend der starken Bewegung der Zahl der Fabriken, den häufigen Firmenänderungen und Domizilwechseln. Zu einer gründlichen Durchsicht gab die Fabrikstatistik Anlaß. Auch jetzt haben wir wieder wenigstens einmal jährlich den Kantonen Mitteilung gemacht vom Stand der Zahl der Fabriken, um Übereinstimmung ihrer Listen mit der unserigen herbeizuführen. Möchten auch sie alle dafür sorgen, daß die Listen der Bezirks- und Gemeindebehörden sich mit dem kantonalen Verzeichnis im Einklang befinden. (Art. 28 VFG.)

Die Tätigkeit des Fabrikinspektorates wird von gewisser Seite in erster Linie nach der Zahl der ausgeführten Inspektionen beurteilt. Auch hier, wie in vielen andern Dingen, ist aber die Zahl kein richtiger Maßstab, indessen geben wir sie nach dem üblichen Schema.

	1928		1929	
	in Fabriken	Inspektionen	in Fabriken	Inspektionen
je eine Inspektion	1605	1605	1331	1331
mehr als eine Inspektion	62	129	49	102
Total	1667	1734	1380	1433
	in Nichtfabriken	Inspektionen	in Nichtfabriken	Inspektionen
je eine Inspektion	102	102	72	72
mehr als eine Inspektion	12	24	5	12
Total	114	126	77	84
Total aller Inspektionen	—	1860	—	1517
Bureaubesuche	—	86	—	68
Zahl der Arbeiter der inspizierten Fabriken	—	88823	—	74524

In keinem der beiden Jahre konnten alle Fabriken besucht werden, die am Ende des Jahres unterstellt waren, dagegen sind von den im Lauf des Jahres gestrichenen eine Anzahl noch besucht worden. Sie sind in der obigen Darstellung als Nichtfabriken gebucht, was sie am Ende des Jahres wirklich waren. Anderseits sind die erst nach einer Inspektion

ins Verzeichnis eingetragenen Betriebe als Fabriken gezählt, da sie am Ende des Jahres dem Gesetz unterstellt waren. Auf den Außendienst haben drei Beamte zusammen 289 und 228 Reisetage verwendet, wozu in beiden Jahren zusammen 45½ Sitzungstage zweier Beamter kamen. Der große Ausfall an Inspektionen ist in erster Linie durch eine Menge von Bureauarbeiten verursacht. Wir haben in den beiden Jahren Berichte nach Bern erstattet betreffend Unterstellungen 160, Streichungen 37, Arbeitszeitfragen allgemeiner Natur 25, Nacht- und Sonntagsarbeit 65, Hilfsarbeit 24, die 52-Stundenwoche 711. Die Bearbeitung der Vorlagen an die eidg. Fabrikkommission und die Abfassung der Sitzungsprotokolle durch Herrn Adjunkt Lienhard stellen ein namhaftes Stück Arbeit dar. Wir dürfen auch an unsere monatlichen Berichte über die wirtschaftlichen Veränderungen in der Fabrikindustrie erinnern und beifügen, daß der schriftliche Verkehr mit den Kantonsregierungen ebenfalls sehr rege war. Dann aber haben uns außerordentliche Vorkommnisse in Anspruch genommen. Vor allem die neue Fabrikstatistik, im Jahre 1928 die Ausstellung „Saffa" in Bern, 1929 die Teilnahme an zwei Kongressen in Zürich, der Besuch einer Studienkommission des Internationalen Arbeitsamtes. Je mehr Material sodann auf unserem Bureau zusammenläuft, das im Amtsbericht statistisch verwertet werden muß, desto mehr Zeit erfordert dessen Aufarbeitung. Abgesehen von einer Aushilfe für unsere Arbeit an der Fabrikstatistik ist das Personal bis jetzt unverändert geblieben, und es mußte jeder Beamte seine ganze Kraft einsetzen, um den Anforderungen des Amtes bestmöglich zu genügen.

Es sei gestattet, noch ein Wort über die Arbeitsverhältnisse beizufügen. Die Arbeitslosigkeit ist im allgemeinen weiter zurückgegangen, droht aber neuerdings in der Baumwollindustrie, zumal in der Weberei. Anderseits beklagt sich die Konfektionsindustrie fortwährend über Mangel an Leuten. Die Lebenshaltung ist im großen und ganzen unverändert geblieben. In den Städten und größeren Industrieorten sind die Wohnungen immer noch teuer, weshalb viele Arbeiter weit weg von ihrer Arbeitsstätte wohnen und täglich einen weiten Weg meist mit dem Fahrrad zurücklegen. Der zweckmäßigen Unterbringung dieser Fahrzeuge in den Fabriken schenken wir bei den Inspektionen unsere Aufmerksamkeit. Von zwei weiteren Textilfabriken haben wir

vernommen, daß sie die entfernter wohnenden Leute mit dem Autobus holen und nach Hause bringen. — Zunehmende Aufmerksamkeit schenken Arbeitgeber und Arbeiter der Eignungsprüfung auch von Erwachsenen. Ein Fabrikinhaber glaubt, in der Graphologie ein taugliches Mittel zur Beurteilung der Arbeitsuchenden gefunden zu haben. — Unser Verkehr mit den Arbeitern ist größtenteils schriftlich, und zwar geht er vorwiegend durch die Organe der Gewerkschaften, die uns wiederum zahlreiche Beschwerden vermittelt haben. Die meisten betrafen die Arbeitszeit, eine kleinere Zahl die hygienschen Verhältnisse in den Fabriken und den Dienstvertrag. — In zwei Maschinenfabriken sind die früher bestandenen, dann preisgegebenen Arbeiterkommissionen wieder ins Leben gerufen werden.

II. Fabrikhygiene und Unfallverhütung. Genehmigung neuer Anlagen.

Der Schutz von Leben und Gesundheit der Arbeiter ist der Zweck des Fabrikgesetzes und soll die Hauptaufgabe des Fabrikinspektors sein. Leider ist unsere Mitwirkung bei der Unfallverhütung nicht verbessert worden, ihre Grundlage ist immer noch das Provisorium vom 28. März 1918. Auf Grund von Art. 5 FG. und Art. 206 VFG. haben wir auch in den letzten Jahren diese unsere Aufgabe durchgeführt und uns dabei die Vorschriften der Suva, so weit sie uns bekannt sind, gegenwärtig gehalten, d. h. uns dort nicht eingemischt, wo sie bestimmte Weisungen erlassen hat. Ihre Schutzvorrichtungen an Holzbearbeitungsmaschinen, Stanzen, Pressen, Schmirgelscheiben, finden immer mehr Anerkennung, sind aber noch nicht überall vorhanden und werden, wie wir sehen, auch nicht immer benutzt. Auffällige gefahrdrohende Vorkommnisse haben wir nach Luzern gemeldet, die zahllosen Kleinigkeiten, mit denen zu befassen uns noch zusteht, sind im Einzelnen nicht der Erwähnung wert. In mehreren Fabriken verschiedener Branchen sehen wir deutsche Unfallverhütungsbilder ausgehängt, deren Wirkung verschieden beurteilt wird. Wir selbst leisten der Verbreitung des Bildes, mit dem die Suva die Frauen auf die Gefahr der herabhängenden Zöpfe und offenen Haare aufmerksam macht, allen Vorschub. Dem Unfallverhütungskalender des Ott-Verlages in Thun wünschen wir in allen

Kreisen die beste Aufnahme. — Folgendes merkwürdige Vorkommnis möge man uns zu erwähnen gestatten. Der Besitzer einer durch den Trust aufgekauften und stillgelegten Zündholzfabrik wollte sich der übrig gebliebenen Resten von Material und sehr wahrscheinlich von Zündmasse entledigen. Er warf auf offenem Felde alles an einen Haufen und zündete ihn an. Dabei entstand eine heftige Explosion, die dem Mann das Leben kostete. Am Anfang der Fabrikation der Zündhölzchen mit Phosphorsesquisulfid und chlorsaurem Kali warfen alle Fabrikanten uns übertriebene Ängstlichkeit vor, und nach der Schließung seiner Fabrik verunglückt einer tötlich infolge Mißachtung der Gefahr.

Eine zeitlang glaubten wir, der Suva bei der Aufklärung und Verhütung von Berufskrankheiten in den Fabriken etwelche Dienste leisten zu können, aber auch auf diesem Gebiet ist unsere Mitarbeit nicht mehr in Anspruch genommen worden. In Ermangelung jeglicher Meldung haben wir auch hierüber nicht viel zu berichten. Von den zahlreichen in Betracht kommenden Substanzen steht das Blei immer noch im Vordergrund. Trotz aller Belehrung haben wir nochmals gesehen, wie ein alter Anstrich von Bleifarbe an einem Schiff trocken abgeschliffen wurde. Eine große neuzeitliche Gefahr liegt im Auftragen von Bleifarbe mit dem Spritzverfahren. Dabei werden die Leute so beschmutzt, daß Vergiftungen unvermeidlich sind. Wo nicht auf andere Weise hinreichender Schutz geboten werden kann, sollte diese Arbeit verboten werden. Die Befürchtung, daß aus dem Schmelztopf der Setzmaschinen in Buchdruckereien Bleidämpfe in die Luft gehen, dürfte durch die gründliche Untersuchung, die der zürcherische Kantonschemiker Prof. Dr. Waser im Auftrag der Suva durchgeführt hat, endgültig als unbegründet erwiesen sein. Die Tatsache aber bleibt, daß in dem Topf bleihaltiger Staub entsteht und daß von der Maschine auch metallischer Bleistaub abfällt. Diese Gefahr darf nicht übersehen werden. Das Plakat der Suva zur Verhütung von Bleivergiftungen sollte noch viel mehr verbreitet sein. Die ärztliche Untersuchung der mit Blei in Berührung kommenden Arbeiter ist nach unsern Beobachtungen auf die früher erwähnten einzelnen Fabriken beschränkt geblieben, dagegen läßt eine jetzt auch periodische Blutuntersuchungen der Arbeiter vornehmen. In großen Mengen wurde abermals Bleiarseniat für Schädlingsbekämpfung hergestellt, und in einer andern chemischen

Fabrik fanden wir Arsen zur Erzeugung eines neuen Heilmittels verwendet. Auch mit Schwefelkohlenstoff wurde ein neues Mittel zur Vertilgung von Ungeziefer fabriziert. Schädigungen von Menschen sind durch die große Sorgfalt in den Betrieben verhütet worden. Sorglos aber begeben sich viele Arbeiter in die Gefahr des Kohlenoxyds, das der Automobilbetrieb entwickelt. In einer mit Rauch und Gasen erfüllten Garage trafen wir einen Mann unter einem Wagen arbeitend, obschon ihm nicht unbekannt sein konnte, daß andere in ähnlichen Verhältnissen schon den Tod gefunden haben. Mit Ammoniak werden die Bilder auf dem lichtempfindlichen Oxalidpapier entwickelt. Obschon die Operation in einem geschlossenen Kasten vor sich geht, entweicht das Gas in den Raum und gefährdet die Leute. Die Einrichtungen für diese Arbeit lassen mancherorts zu wünschen übrig. Wo man Cyankali verbraucht, mußten wir noch öfters die mangelhafte Aufbewahrung des starken Giftes rügen, wie auch die Unterschätzung der Gefahr der bei gewissen Arbeiten auftretenden Blausäure. Solche sollten nur unter einem Abzug vorgenommen werden. Das Durchgasen von Mühlen mit Blausäure ist, so viel wir erfahren konnten, in den letzten Jahren nur noch durch geschultes Personal einer speziellen Unternehmung ausgeführt worden. Auf die Gefahren des Kalkstickstoffs macht eine Gebrauchsanweisung der Lieferanten aufmerksam. Wir haben versucht, für den Transport Papiersäcke in Anwendung zu bringen, wie sie für den Zement nun gebräuchlich sind. Ein solcher mit Kalkstickstoff gefüllter Sack hat in einem Magazin nach vier Monaten keine Veränderung gezeigt. Diese Bewährungsfrist dürfte ein genügender Beweis für die Brauchbarkeit sein, denn in der Regel bleibt dieser Kunstdünger nicht so lange verpackt. Es ist uns bekannt, daß mit der Zeit sich aus dem Kalkstickstoff Gase entwickeln, die einen Papiersack zersprengen müssen. Chlorierte Kohlenwasserstoffe spielen eine große Rolle in der Industrie und verbergen sich oft unter allerlei Decknamen. Verborgen ist uns auch die Natur des Adacid, das in einer Eisenwarenfabrik an Stelle von Dr. Vogels Sparbeize verwendet wurde und bei einem Arbeiter Nasenbluten verursacht haben soll. Aufgefallen ist uns der Klebstoff AGO; woraus er besteht, konnten wir nicht erfahren, der Geruch deutet auf Aceton als Lösungsmittel. Von den bakteriellen Giften ist nun auch

Milzbrand wieder auf die „Giftliste" gekommen. Unsere Roßhaarspinnereien fahren in der gewissenhaften Desinfizierung des Rohstoffes fort. Eine Bettfedernfabrik erhielt eine Sendung Federn aus Indien zu einer Zeit, als dort die Cholera herrschte. Sie ließ die Ware bakteriologisch untersuchen und nahm sie erst an, als der Beweis erbracht war, daß sie keine Cholerabazillen enthielt. Arbeiterinnen einer Waschanstalt hatten die Gewohnheit, den Nähfaden, mit dem sie die schmutzige Wäsche kennzeichnen mußten, abzubeißen. Der Fabrikinhaber verbot es ihnen, weil ihr Gebaren nicht nur unappetitlich ist, sondern gesundheitsschädlich sein kann. — Ein Reparateur von Blechmusikinstrumenten fürchtet, wohl nicht ganz mit Unrecht, sie könnten mit Bazillen behaftet sein. Als wirksames Schutzmittel betrachtet er den Tabakrauch und will aus diesem Grunde vom Rauchen bei der Arbeit nicht lassen. — In einer Fabrik, wo gebrauchte Gasmesser revidiert und repariert werden, erhielten fünf Arbeiter an den Fingern ein hartnäckiges Ekzem, dessen Ursache auch der Spezialarzt nicht ermitteln konnte. Die Krankheit heilte aber und wiederholte sich innert Jahresfrist nicht. — Schädigung der Augen durch den elektrischen Lichtbogen beim Schweißen haben zwei Arbeiter einer Schlosserei erlitten. Die Gefährlichkeit dieser Lichtstrahlen ist nun so bekannt, daß die Forderung von Schutzmaßnahmen zugunsten der Arbeiter in der Nähe solcher Arbeitsplätze weniger mehr auf Widerstand stößt. Die Zeitschrift des schweiz. Acetylenvereins brachte im Februarheft 1929 einen Artikel über diesen Gegenstand, der die Aufmerksamkeit aller Interessenten verdient. In einer Glashütte soll ein Arbeiter am Glasmacherstar erkrankt sein. Es ist der erste Fall, von dem wir aus schweizerischen Glashütten gehört haben, konnten leider Näheres über ihn nicht erfahren.

Die Fabrikhygiene hat erfreuliche Fortschritte gemacht, seit die Betriebe wieder besser beschäftigt sind. Die Rationalisierung kommt unsern Bestrebungen vielfach zu Hülfe, die Aussicht auf höhere Leistungen hat auch hygienische Verbesserungen zustande gebracht, die mit den Vorschriften des Arbeiterschutzes allein nicht erreicht worden wären. Zu solchen Rationalisierungsmaßnahmen gehört die Beschaffung einer möglichst guten Beleuchtung. In einer Seidenweberei, wo sie stellenweise zu wünschen übrig ließ, erhielten die Weberinnen früher

eine Entschädigung für die durch jenen Mangel verursachte Minderleistung; die Verbesserung der künstlichen Beleuchtung hat diese beseitigt, so daß die Entschädigung wegfallen konnte. Die „Lichtwirtschaft" weist entschieden neue Erfolge auf. Als solche betrachten wir eine gute Allgemeinbeleuchtung des Raumes neben der günstigsten Einzelbeleuchtung der eigentlichen Arbeitsstelle. Dazu gehört nicht nur eine genügend starke Lichtquelle, sondern es muß auch vermieden werden, daß sie das Auge direkt oder indirekt blendet. Lampen aller Systeme wurden ausprobiert und wir sehen, daß die „Labor"lampe, mattierte und weiße Glühbirnen, mehr und mehr bevorzugt werden. Um auch die Belichtung bei diffusem Tageslicht zu erhöhen, hat ein Fabrikinhaber sogar die Webstühle weiß angestrichen, dabei aber den Fehler begangen, daß er den Anstrich mit Bleiweiß grundierte. Um einen objektiven Einblick in die Hinlänglichkeit der Beleuchtung zu bekommen, hat Herr Adjunkt Dr. Spinelli mit dem deutschen Luxmeter in 61 Fabriken die Helligkeit von 149 Arbeitsplätzen gemessen. 39 Messungen beziehen sich auf das Tageslicht, 110 auf die künstliche Beleuchtung mit elektrischem Licht. Leider kommen wir immer wieder in den Fall, Räume oder Arbeitsplätze beanstanden zu müssen, die auch bei gutem Tageslicht nicht hell genug sind. Die ständige Bereitschaft des elektrischen Lichtes bei Tag macht solche dunkle Arbeitsstellen nicht annehmbarer. Während die Deutsche Beleuchtungstechnische Gesellschaft für „mittlere Arbeit" eine Helligkeit von 40 bis 60 Lux an der Arbeitsstelle bei künstlichem Licht verlangt, haben wir bei Tageshelle beispielsweise folgende Werte gemessen: in einer Schuhmacherei bei Handarbeit 12 Lux, in einer Schlosserei am Schraubstock, ebenso in zwei Schneidereien auf dem Zuschneidetisch 15 Lux, an einer Drehbank mitten im Raum 18 Lux, gleichzeitig an einer Maschine am Fenster des nämlichen Lokals 115 Lux, auf dem Arbeitstisch mitten im Raum in einer Kürschnerei 20 Lux, an mehreren Arbeitsstellen in Schneidereien, Wäschefabriken und in einer Kartonnagefabrik 30 bis 34 Lux u. s. f. Anderseits fanden wir bei sechs Messungen Werte von mehr als 100 bis 200 Lux, in acht Fällen noch höhere. Zur Vergleichung führen wir an, daß die Helligkeit im Freien, bei wolkenlosem Himmel am Schatten je nach Jahreszeit 500 bis viele Tausend Lux beträgt.

Für die künstliche Beleuchtung stellt die Deutsche Beleuchtungstechnische Gesellschaft je nach der Art der Arbeit vier Stufen auf und zwar:

1. „Grobe Arbeit", 15 bis 30 Lux. Aus dieser Kategorie haben wir keine Beobachtungen.

2. „Mittlere Arbeit", 40 bis 60 Lux. An der Prägepresse einer Kartonnagefabrik maßen wir 105 Lux, an einer gleichen Maschine in einer Buchbinderei nur 55. In einer Wursterei, im Souterrain, wo sozusagen den ganzen Tag das elektrische Licht brennen muß, ergaben wiederholte Messungen nur 20 Lux. Von neun Betrieben der Metallbearbeitung wiesen vier Beleuchtungsstärken von 65 bis 105 Lux auf, in fünf dagegen gingen sie bei wiederholten Messungen nicht über 20. Ähnliche Verhältnisse trafen wir in Garagewerkstätten und in einer Maschinenfabrik. Neben Arbeitsstellen, die mit 135 bis 300 Lux belichtet waren, fanden sich solche mit kaum 20 Lichteinheiten.

3. „Feine Arbeit", 60 bis 90 Lux. In einer Wollhaspelei maßen wir an zwei Arbeitsplätzen 75 bis 90 Lux.

4. „Feinste Arbeit", 90 bis 250 Lux. In 37 Herren- und Damenschneidereien haben wir 85 Messungen bei Maschinen- und Handarbeit ausgeführt. In sechs Fabriken blieb die gefundene Luxzahl unter 90, in 12 andern zeigte das Instrument 90 bis 250 Lux, in weiteren 19 schwankten die Zahlen von 20 bis 200. Nach diesen Anforderungen beurteilen wir auch die Verhältnisse, die wir in acht graphischen Anstalten bei 34 Messungen geprüft haben. An Setzkästen, auf der Klaviatur und am Sammler von Setzmaschinen, am aufgesteckten Manuskript haben wir neben guten Zahlen auch bloß 60, 55, 40, sogar nur 30 Lux festgestellt. Dagegen zeigte das Instrument auf der Arbeitsfläche der Perforiermaschine in einer Lithographie 150 Lux. — Die Verhältnisse sind also außerordentlich verschieden und entsprechen in vielen Fällen den minimalen Normen der Deutschen Beleuchtungstechnischen Gesellschaft nicht. Der Einreihung der einzelnen Arbeiten in deren Beleuchtungsklassen haftet natürlich immer ein subjektives Moment an, das schwer zu eliminieren sein wird. Die Messungen zeigten uns deutlich den Einfluß der Entfernung der Lichtquelle von der Arbeitsstelle, der Verteilung der Lichtquellen im Raum, der Mattierung der Lampen. In diese rein physikalischen Fragen lassen wir uns nicht ein, heben aber als weiteres Ergebnis der Beobachtungen hervor, daß man bei der

Einrichtung, bei Veränderungen von Beleuchtungsanlagen nicht nach Schätzung vorgehen, sondern Fachleute zu Rate ziehen sollte, gerade wie man es z. B. bei der Erstellung einer Zentralheizung tut. Und wie man Instrumente in den Arbeitsräumen findet, um die Temperatur und die Luftfeuchtigkeit zu kontrollieren, so sollte ein Luxmeter vorhanden sein, mit dem sehr leicht in objektiver Weise festgestellt werden kann, ob die Beleuchtung den hygienischen Anforderungen entspricht oder nicht.

Die Lüftung der Arbeitsräume durch die Fenster während der Arbeitszeit läßt immer zu wünschen, wo sie den Arbeitern überlassen ist, weil die einen die Fenster geschlossen, die andern sie geöffnet haben wollen und alle durch die Arbeit absorbiert sind. Eine große Seidenweberei hat diese Fürsorge der Fabrikschwester übertragen und damit gute Erfahrungen gemacht. Nach unserem Dafürhalten sollte das Aufsichtspersonal sich dieser Angelegenheit mehr annehmen und namentlich vor Beginn und nach Schluß der Arbeit für die Durchlüftung der Räume sorgen. Künstliche Ventilationsanlagen sind wieder in einigen Fabriken eingebaut worden. Die Konkurrenz hat ihre Leistungsfähigkeit fortwährend gesteigert, womit aber nur dann für die Gesundheit der Arbeiter etwas erreicht ist, wenn die Anlagen sachgemäß bedient werden. In dieser Hinsicht sehen wir uns noch oft zu Aussetzungen veranlaßt. Der Beseitigung besonderer Schädlichkeiten von der Quelle weg wird in der Regel mehr Aufmerksamkeit geschenkt. Neue Autowerkstätten sind mit guten Ableitungen für die Motorgase versehen worden, eine galvanische Anstalt hat eine vorzügliche Absaugung an der Gelbbrenne einbauen lassen, in einer Ladestation für elektrische Fahrzeuge haben wir eine neue Einrichtung zur Verhinderung der Verunreinigung der Luft durch entweichende Säure, in einer Seidenfärberei gut wirkende neue Entneblungsapparate gesehen. Im Eiszeitwinter 1928 auf 1929 versagten aber die letztern vielfach; um den Nebel aufzulösen, mußte die Temperatur im Raum auf eine unerträgliche Höhe gesteigert werden. Trotz bester Einrichtungen ist beim Tiefdruckverfahren der belästigende Geruch gewisser Chemikalien nicht in befriedigender Weise wegzubringen, worüber uns immer wieder Klagen zugehen. Nicht ernst nehmen können wir einen Aerosan genannten Apparat, mit dem Kölnischwasser im Raum zerstäubt wird; er beseitigt die Luftverunreinigungen nicht, verdeckt sie nur und schafft

höchstens vorübergehend etwas Kühlung. Wertvoller ist die Verwendung von komprimiertem Sauerstoff statt Kohlensäure bei Retouchierarbeiten, welche Neuerung in einer photographischen Werkstatt eingeführt worden ist. Eine Zigarrenfabrik im Tessin hat eine neue Trockenanlage erstellt, die auch vom gesundheitlichen Standpunkt aus große Vorteile bietet. Gegenüber solchen Fortschritten erscheinen die noch mit Gas geheizten Schmelztöpfe an Setzmaschinen sehr rückständig. — Die verbreitetste besondere Schädlichkeit in Arbeitsräumen ist der Staub. Die fugenlosen Fußböden, die immer mehr in Anwendung kommen, die Benützung von Reinigungsmitteln und Methoden, bei denen kein Staub aufgewirbelt wird, sind wirksame Bekämpfungsmittel. Zwei Großgießereien haben die hydraulische Gußputzerei eingerichtet, ein neues Mittel, um den Staub nicht entstehen zu lassen. In den meisten Fällen ist man auch heute noch darauf angewiesen, ihn an der Quelle zu fassen und abzuführen. In je zwei Fabriken haben wir neue, staubfrei arbeitende Pelzklopf- und Roßhaarzupfmaschinen gesehen, deren Einführung an andern Orten wir uns angelegen sein lassen werden. Die Absaugung von Staub und Spänen an Holzbearbeitungsmaschinen wird bei Neueinrichtungen stets gefordert, in vielen alten Anlagen fehlt sie noch, namentlich im Tessin. Hier hat auf unsere Veranlassung die Regierung mit schärferen Vollzugsmaßnahmen eingesetzt, von denen wir uns mit der Zeit Erfolg versprechen. Zum Entstauben der Setzkästen in Buchdruckereien sind abermals neue Saugapparate aufgetaucht, von denen die Marke „Nilfisk" gerühmt wurde. Trotz großer Auswahl an solchen Apparaten ist der alte Blasebalg noch nicht verschwunden, immerhin auf den Aussterbeetat gesetzt. Einen Staub besonderer Art verursachen die Farbspritzapparate. Sie nehmen überhand zum Auftragen nicht nur von Farben, sondern von Deckmitteln anderer Art und Bestimmung auf alle möglichen Gegenstände. Die Niederdruckapparate führen sich langsam ein, obschon sie noch nicht überall befriedigt haben. Es muß anerkannt werden, daß sie weniger Material in die Luft zerstäuben, als die mit höherem Druck arbeitenden, daß aber bei deren Anwendung eine Absaugvorrichtung unter allen Umständen entbehrlich sei, können wir nicht zugeben. Wo kleine Gegenstände bespritzt werden, fehlt eine solche Einrichtung selten, beim Bespritzen großer, wie Autos, Eisenbalken, Eisenbahnwagen u. dgl.

ist sie schwer, in vielen Fällen unmöglich anzubringen. Wenn die Arbeit im gewöhnlichen geschlossenen Raum stattfindet, wie in den Autolackierereien, ist durch einen Ventilator ein rascher Luftwechsel zu erzeugen, wenn aber in großen Hallen oder im Freien gearbeitet wird, wie in Brückenbauanstalten, dann kann auch dieses Hülfsmittel nicht angewendet werden. Und gerade hier ist in zunehmendem Maße Mennig gespritzt worden und kann dem Arbeiter nur durch die persönliche Ausrüstung etwelcher Schutz geboten werden. — Eine Zeitung hat den Fabrikinspektoren nahegelegt, sich mit dem „Schiffchenküssen", d. h. mit dem Durchsaugen des Schußfadens durch die Öse des Webschützen mit dem Mund zu befassen. Unsere Amtsberichte zeigen, daß wir es seit langem getan und die Angelegenheit nie aus dem Auge gelassen haben; wir finden aber bei den Arbeitern, die entsprechend gebaute Schiffchen benützen sollten, fast keine Unterstützung. Die Gewohnheit ist übrigens etwas zurückgegangen und wird mit der Zunahme der Webstühle, die den Bobinenwechsel automatisch besorgen, in Wegfall kommen. — Die Heizeinrichtungen haben in dem außergewöhnlich kalten Winter 1928—1929 in vielen Fabriken nicht genügt, und da haben wir mehrmals offene Kohlenfeuer ohne Abzug angetroffen, die zur Nachhülfe oder zur Verhütung des Einfrierens von Wasserleitungen angezündet worden waren. Ölfeuerungen nehmen auch für Heizzwecke zu. In einer Fabrik trafen wir eine von Wanner in Horgen erstellte Heißluftanlage, die im Sommer zur Kühlung benutzt werden kann. — Für technische Zwecke findet die Elektrizität noch stets zunehmende thermische Verwendung; zum erstenmal sahen wir aber auch eine Sengmaschine, die mit Teeröl und Luft bedient wird. — Wie im strengen Winter manche Heizungen der Kälte nicht gewachsen waren, so vermochten im Sommer 1928 nicht alle Einrichtungen zur Kühlung der Arbeitsräume die große Hitze zu meistern. Vielfach beeinträchtigte damals Wassermangel die Berieselungsanlagen. In einer Blechwerkstatt ließ man das Wasser über die seitlichen Fenster hinunterlaufen; eine Wolltuchfabrik kühlte das spärliche Dachberieselungswasser mit Eis. Damals tauchte an manchem Ort die Frage auf, ob es denn nicht eine kleine, leicht zu handhabende Kühlvorrichtung gebe. Der Leiter einer Baumwollspinnerei meinte, er würde eine solche in den Luftzufuhrkanal der zentralen Ventilationsanlage einbauen, denn bei

33° C. können die Leute den Anforderungen der Arbeit nicht mehr genügen. In einem großen Elektrizitätswerk zeigte das Thermometer damals 41° C. — Die primitivste Forderung der Hygiene scheint uns die Reinhaltung der Arbeitsstätten zu sein. Im allgemeinen befriedigt sie, könnte in vielen Fabriken sogar nicht überboten werden. Aber wir treffen doch immer wieder Verhältnisse, die wir beanstanden müssen, und wenn uns dann ein Fabrikinhaber barsch erwidert, „Produktion ist die Hauptsache", dann möchten wir ihn am liebsten in den sauberen Betrieb des Konkurrenten mitnehmen und ihm zeigen, wie dort die Produktion gedeiht. Aber so wird immer noch der Einfluß der Umgebung auf die Mentalität des Arbeiters, auf die Arbeitsfreude unterschätzt. Eine unangenehme Beigabe mancher Arbeit ist der Lärm. Die Unterdrückung manchen Lärms scheint heute noch unmöglich, aber die Bekämpfung hat doch schon Erfolge gezeitigt. Kessel von größtem Ausmaß werden mit hydraulischen Druckwerkzeugen genietet, Eisenbleche durch Pressen und Drücken statt durch Hämmern in eine gewünschte Form gebracht. Um die Ausbreitung von Erschütterung, hervorgerufen durch einen Elektromotor, zu verhindern, hat sich Trichopiese, ein Filz aus Schweinsborsten, abermals tauglich erwiesen. — An der „Saffa" waren verschiedene Stühle ausgestellt, deren Benützung die unhygienische Haltung bei der Arbeit im Sitzen korrigieren will. In diesem Punkt ist noch viel zu verbessern und erheblicher Widerstand zu überwinden. Die Stühle sind aber zweckmäßig und wir empfehlen denn auch überall unser einheimisches, durch Herrn Prof. Dr. W. von Gonzenbach verbessertes Fabrikat der „Embru" in Rüti, Kanton Zürich.

Die sanitären Anlagen der Fabriken geben hinsichtlich der Einrichtung viel weniger Anlaß zu Rügen, als mit Bezug auf die Reinhaltung. In vielen Betrieben sind besondere Leute für deren Unterhalt angestellt und da wird eher zum Rechten gesehen, als in jenen, wo ein Handlanger oder Lehrling außerhalb der Arbeitszeit die Ordnung herstellen soll. Schlimm sieht es in vielen Kleiderschränken aus, deren Reinhaltung ganz den Benützern anheimgestellt ist. Moderne Wascheinrichtungen auch mit warmem Wasser, sowie Bäder, wo sie nötig erscheinen, sind Forderungen, die wir hauptsächlich bei Neu- und Umbauten stellen, weil sie dann am ehesten erfüllt werden können. In

einer Ziegelei ist es in vorbildlicher Weise geschehen. In zwei Fabriken sind leider die Badebedingungen gegenüber früher so verschärft worden, daß die Arbeiter auf die Benützung der Anlage verzichtet haben.

Der Genehmigung neuer Anlagen geht die Begutachtung der Baupläne voraus. Solcher Gutachten haben wir in den zwei Jahren 203 und 182, zusammen 385 abgegeben. Seit dem 25. Juni 1929 senden wir auch die Pläne von Holzbearbeitungswerkstätten an die Suva, wie sie es gewünscht hat. Ferner ist dem eidg. Arbeitsamt über alle von uns begutachteten Vorlagen monatlich Bericht erstattet worden. Von ihnen stammen aus der Maschinenindustrie 25 %, der Holzbearbeitung 13 %, der Textil- und der chemischen Industrie je 10 %, der Metallbearbeitung 9,6 %, und es betrafen Erweiterungsbauten 189, Neubauten 114, die Umgestaltung der vorhandenen inneren Einrichtung 62 und die Herrichtung bestehender Räume zu Fabrikzwecken 20 Vorlagen. 306, also stark Dreiviertel von allen lieferte der Kanton Zürich, Tessin 28, Luzern 20, Schwyz 13, die andern Kantone zusammen 18. 71 Projekte bezogen sich auf Bauten, von denen man noch nicht wußte, ob darin ein unterstellungspflichtiger Betrieb entstehen werde oder nicht. Namentlich aus Zürich erhielten wir viele Pläne von großen Gebäuden, in denen Mieträume für Werkstätten eingerichtet wurden, ohne daß man zur Zeit des Baues wußte, ob und was für Mieter sie einmal beziehen werden. Wir haben ferner von den Kantonen 56 Mitteilungen betreffend die Aufstellung von Dampfkesseln, Dampfgefäßen, Druckluftbehältern bekommen, die ohne bauliche Veränderungen vorgenommen wurde, der also kein Gutachten unserseits vorausging. — Leider sind aber auch in diesem Biennium wieder vereinzelte Fabrikbauten entstanden, ohne daß Pläne vorgelegt worden waren. Die Vorschriften sind da und dort zu wenig bekannt oder in Vergessenheit geraten. Tessin hat sie daher auszugsweise im Amtsblatt veröffentlicht und durch Separatabzug verbreitet. — Die Änderung, die im Plangenehmigungsverfahren für Fabrikbauten zu militärischen Zwecken eingetreten ist, hat nur formale, keine materielle Bedeutung. — Von der Mehrzahl der Kantone gehen uns die Dokumente unbesehen zu, die Prüfung wird uns überlassen. Manche erweisen sich als unvollständig und müssen zur Ergänzung zurückgeschickt, oder es muß ein Baubeschrieb nachverlangt werden. Auch bei verspäteten Vorlagen tun

wir unser möglichstes, um die Bauvorschriften doch zur Anwendung zu bringen. Ausnahmen von den Normen sind selten. Die vorschriftsgemäß erstellten Räume heben sich von den alten, aus früherer Zeit stammenden vorteilhaft ab. Es gibt neue Fabriken, die wahre Prachtbauten darstellen, in denen die modernsten hygienischen Einrichtungen vorhanden sind.

Die Bewilligung der Betriebseröffnung ist für 268 von den 385 begutachteten Anlagen erteilt worden. Wie viele von den 71 Mieträumen seit ihrer Erstellung belegt worden sind und wie viele der fraglichen Betriebe sich zu einer Fabrik entwickelt haben, entgeht unserer Kenntnis. Von den verbleibenden 46 Bauten sind ein Teil noch nicht vollendet, und für einen andern Teil erfolgt die Betriebsbewilligung erst, wenn wir selber die Behörde aufmerksam gemacht haben werden, daß sie noch aussteht. Für die Prüfung der Anlagen im Sinne von Art. 96 VFG. stehen wir den Kantonsregierungen auf Wunsch jederzeit zur Verfügung, Luzern, Zug und Tessin übertragen sie uns regelmäßig.

Bei keiner der in Betrieb genommenen Bauten hatten wir uns mit der Beseitigung nachträglich erkannter Übelstände zu befassen. Dagegen hat es an Klagen von Nachbarn wegen Lärm und Staub nicht gefehlt. In einem bestehenden Gebäude wurde ohne Mitteilung an die Behörden eine Spritzmalerei eingerichtet, aus der Staub in die Nachbarschaft drang. Die zuständigen Behörden schritten mit Befehlen, Verboten, Strafen ein, aber die Sache wurde erst besser, als ein besonders belästigter Anwohner auf Grund von Art. 684 des Zivilgesetzbuches den Richter anrief. Statt diesen Weg zu betreten, zanken sich in andern Fällen die Parteien die längste Zeit herum und verlangen von den Verwaltungsbehörden den Schutz, den ihnen eigentlich nur der Richter zusprechen kann. In der Regel wäre aber mit etwas Rücksichtnahme und gutem Willen auf beiden Seiten am schnellsten und besten geholfen.

III. Fabrikordnung, Dienstverhältnis.

Über die Führung der Arbeiterverzeichnisse in den Fabriken ist kaum etwas neues zu berichten. Wir kontrollieren sie regelmäßig bei den Inspektionen, finden die einen in gutem Zustand

und nachgetragen bis auf den letzten Tag, andere sind nach Form und Inhalt vernachlässigt. Dieser Zustand ruft manchmal einer Diskussion über den Nutzen des Verzeichnisses, der von vielen Arbeitgebern bestritten wird. Andere tragen ihm Sorge, weil es ihnen, oft auf viele Jahre zurück, eine bequeme Übersicht über den Arbeiterstand, den Wechsel, die Dienstjahre der Leute bietet. Die Angabe des Versicherungsverhältnisses bietet ein neues Moment des Interesses, ist aber noch nicht überall durchgeführt. Für uns ist das Arbeiterverzeichnis eine wertvolle Quelle von Aufschlüssen über die Personalverhältnisse nach verschiedenen Richtungen. Das Kartensystem hat die übersichtlichere Buchform nicht weiter verdrängt, in einzelnen Fabriken findet man beide nebeneinander.

Neu unterstellte Betriebe lassen oft lange auf sich warten, bis sie eine Fabrikordnung zur Genehmigung vorlegen, was in der Regel bedeutet, daß die Behörde dem Vollzug dieser Vorschrift geringe oder keine Beachtung widmet. In Zürich wird solche Saumseligkeit bestraft. Die meisten Fabriken bedienen sich der sogenannten Normalfabrikordnung, die gedruckt zu haben ist. Die Prüfung und Begutachtung der 295 eingesandten Entwürfe verursachte uns daher nicht viel Arbeit. Dem Genehmigungsgesuch ist die eventuelle Äußerung der Arbeiter beizulegen. Sie besteht meistens nur in der Bescheinigung, daß der Fabrikinhaber den Arbeitern den Entwurf vorgelegt habe. Es ist aber vorgekommen, daß die Arbeiter auch diese Bescheinigung verweigerten. — Dann und wann lesen wir in einem Entwurf: Vorschüsse werden keine gegeben; auf Grund von Art. 334 OR. erachten wir eine solche Bestimmung als unzulässig. — Eine Gewerkschaft verlangte von einer Mühle die Festsetzung eines Lohnzuschlages für Hülfsarbeiten; eine solche Bestimmung kann wohl dienstvertraglich vereinbart werden, hat aber in der Fabrikordnung keinen Platz. Das Bestreben, diese durch Arbeitsverträge zu ersetzen mit Bestimmungen, die über das Gesetz hinaus gehen, ist bei der Arbeiterschaft immer wach, und oft finden wir die Fabrikordnung durch solche Vereinbarungen verdrängt. Sie sind einer der Gründe, warum wir den Anschlag der Fabrikordnung so oft reklamieren müssen. — Immer wieder wird versucht, den Lohnbetrag, der nach Art. 25 Abs. 3 des Gesetzes am Zahltag ausstehen darf, als Standgeld oder Décompte anzusprechen. Gestützt auf eine viel

beachtete Schrift über „die Kündigung im Dienstvertrag" ersuchte eine Fabrik um Genehmigung folgender Bestimmung: „Das Standgeld (Lohn von zwei Arbeitstagen) gilt als Konventionalstrafe und verfällt bei Verstößen gegen die Fabrikordnung, oder bei vorzeitiger Vertragsauflösung ohne weiteres". In einer zwischen Meister- und Arbeiterorganisation vereinbarten „Werkstatt- und Arbeitsordnung", die in den dem Fabrikgesetz unterstellten Betrieben als Fabrikordnung hätte gelten sollen, ist ebenfalls die Rede vom Standgeld, das bis zum ordnungsgemäßen Austritt zurückbehalten wird. Gegenüber solchen unzulässigen Maßnahmen müssen wir immer auf den Art. 26 des Gesetzes verweisen, der bestimmt, was bei vertrags- oder gesetzwidriger Lösung des Dienstverhältnisses Rechtens ist.

Das Bußenwesen spielt, gegenüber früheren Zeiten, keine große Rolle mehr, und sicher wendet nur noch ein kleiner Prozentsatz der Fabriken Geldstrafen an. Aber hin und wieder erklärt uns ein Fabrikinhaber, der bisher auf Bußen verzichtet hatte, das Disziplinarmittel zur Aufrechterhaltung der Ordnung anwenden zu müssen. Wenn zu dem Zweck die Revision der Fabrikordnung nachgesucht wird, kann man sie nicht verweigern. Es kommt aber vor, daß Bußen durch bloßen Anschlag in der Fabrik eingeführt werden, während die Fabrikordnung den Verzicht ausspricht. Solches Vorgehen verstößt gegen das Gesetz und muß sofort abgestellt werden. Eine Fabrik hat beim Verzicht auf Bußen eine Strafmethode angewendet, die durch Art. 12 Abs. 1 des Gesetzes untersagt ist. Öfters, wenn auch immer nur in einzelnen Fällen, hatten wir Bußen zu rügen, die das erlaubte Maß überstiegen. Auch die schriftliche Mitteilung der Bußen über 25 Rp. an die Gebüßten mußte noch oft verlangt werden, wogegen das vorgeschriebene Bußenverzeichnis nur ausnahmsweise nicht vorhanden war. — In den meisten Fabriken fließen die Bußengelder einer Kranken- oder sonstigen Unterstützungskasse zu und erscheinen dann in der Rechnung dieser letztern. Wo die Bußengelder nicht an solche Kassen abgeliefert werden, erkundigen wir uns genauer nach deren Verwendung und prüfen die Rechnung über die Bußenkasse. Eine solche enthielt über Fr. 1660.—, ohne daß je etwas verwendet worden ist. In Zukunft werden daraus nun die Arzneien für kranke Arbeiter bezahlt. Etwas eigentümlich mutet der Ankauf des Unfallverhütungskalenders für die Arbeiter aus dem Bußen-

geld an, obschon man nicht sagen kann, diese Verwendung liege nicht im Interesse der Arbeiter.

Die zivilrechtlichen Verhältnisse zwischen Fabrikinhabern, Angestellten und Arbeitern beschäftigen uns in der Regel nur dann, wenn es gilt, deren Regelung von der Fabrikordnung fern zu halten und in den Dienstvertrag zu verweisen. Eine Damenhutfabrik wollte die Arbeiterinnen durch Saison- oder Jahresverträge mit Konventionalbußen binden. Wenn auch durch schriftliche Festsetzung im Dienstvertrag die Kündigung für ein ganzes Jahr wegbedungen werden kann (Art. 21 Abs. 2 FG.), so halten wir doch die Konventionalbußen mit der Stellung des Fabrikarbeiters für unvereinbar. — Im allgemeinen erfahren wir wenig über zivilrechtliche Streitigkeiten und ihre Erledigung, obschon sie zahlreich sind, wie ein Blick in die Berichte des gewerblichen Schiedsgerichts der Stadt Zürich zeigt. Eine Kollektivstreitigkeit größeren Umfangs über Arbeitszeit-, Lohn- und Ferienfragen in der Maschinenindustrie beschäftigte im Frühjahr 1929 eine interkantonale Einigungsstelle, der es glücklicherweise gelang, den Ausbruch eines Kampfes zu verhüten.

Von den einzelnen Gesetzesvorschriften über das Lohnwesen hat uns die vierzehntägige Zahlungsfrist oft beschäftigt. Namentlich im Tessin ist die Zahlung zweimal im Monat ziemlich verbreitet, kommt auch diesseits der Alpen vor, sogar entgegen der Fabrikordnung. Wo sie alte Gewohnheit ist, hat man große Mühe, sie zu beseitigen, weil viele Arbeiter kein Interesse für die gesetzliche Vorschrift zeigen, daß spätestens alle zwei Wochen am bestimmten, in der Fabrikordnung festgelegten Tag bezahlt werden müsse, nicht Mitte und Ende des Monats. Als dieser Modus bei einem großen Unternehmen beseitigt war, ging nach einiger Zeit eine Beschwerde von Arbeitern ein, die mit der Neuerung unzufrieden waren. In einer Automobilwerkstätte haben die Arbeiter nach der Unterstellung unter das Fabrikgesetz den vierzehntägigen Lohn zurückgewiesen und Beibehaltung der monatlichen Zahlung verlangt. — In zweiter Linie ist es die Zahlung am Samstag, die etwa noch zu reden gibt. Auch da kommen Rückfälle vor, wenn man glaubt, die im Fabrikreglement festgelegte Ordnung habe sich eingeführt. Das Verbot ist zu einer Zeit entstanden, wo es Regel war, bis Samstagabend zu arbeiten und dann den Lohn auszuzahlen. Wegen des

freien Samstagnachmittags käme das heute nicht mehr vor und deswegen gibt es Leute, die jene Maßnahme als unnütz bezeichnen. Wir begrüßen es, daß sie sich im allgemeinen eingelebt hat. — Die Lohnabrechnung läßt oft die in Art. 112 VFG. vorgeschriebene Vollständigkeit vermissen. In einem Streitfall bildete sie ein wichtiges und doch unbrauchbares Dokument, weil sie kein Datum trug und deswegen nicht als Beweismittel dafür dienen konnte, daß die betreffende Lohnperiode in die Laufzeit einer Überzeitbewilligung fiel. — Sehr oft haben wir uns mit dem gesetzlichen Lohnzuschlag (Art. 27 FG.) beschäftigt. Bewilligungen, die keinen entsprechenden Vermerk trugen, wiesen wir zur Ergänzung zurück, und können heute sagen, daß er nun nicht mehr fehlt. Für die eidgenössische Fabrikkommission wurde ein umfangreicher Bericht ausgearbeitet, der unter anderem die Frage betraf, in welcher Form der Lohnzuschlag in den Bewilligungen enthalten sein müsse. Nach Gesetz und Verordnung ist nur eine zulässig, nämlich die Behaftung des Fabrikinhabers bei seiner Zusicherung, den Lohnzuschlag von 25 % zu bezahlen. Dieser Wortlaut setzt aber voraus, daß die bewilligende Behörde die Zusicherung in Händen habe, sonst ist die Behaftung ein leeres Wort. Das ist nun aber vielerorts noch ein wunder Punkt. Trotzdem wird der gesetzliche Lohnzuschlag meistens bezahlt. Klagen über Nichtbezahlung haben sich oft als unbegründet erwiesen, sie gingen von der irrtümlichen Meinung aus, der Zuschlag müsse für jede Überschreitung der 48 Stundenwoche, bezw. der Dauer der normalen Tagesarbeit entrichtet werden. Anderseits sind die Arbeitgeber im Irrtum, die meinen, die Behörde könne ihnen eine Bewilligung ohne oder mit einem nur 10prozentigen Lohnzuschlag erteilen, wenn die Arbeiter damit zufrieden seien. Eine Anzahl Versuche, auf solche Weise den Lohnzuschlag herabzudrücken oder zu umgehen, konnten vereitelt werden, andere kamen zu spät oder gar nicht zu unserer Kenntnis. Zürich hat wiederholt die Nachzahlung des hinterzogenen Zuschlags verlangt. Gegen Berechnungsarten, die nach Art. 114 VFG. unzulässig sind, haben wir in drei Fällen Einsprache erhoben. Neben dem gesetzlichen ist in vielen Fabriken ein freiwilliger oder auf Vereinbarung beruhender Zuschlag üblich, der in zwei Varianten auftritt: entweder wird, wo der Lohnzuschlag Vorschrift ist, mehr als 25, bis zu 33 Prozent bezahlt, oder es wird ein solcher ausgerichtet, wo das Gesetz ihn nicht kennt. So zahlen einige

Fabriken die 25 % schon lange auch bei der Verlängerung der Arbeitszeit nach Art. 41. In der Maschinenindustrie ist die Bezahlung eines Lohnzuschlages von erst 10, später 20 % bei diesem Arbeitsregime, die Folge von Arbeiterbewegungen und des Eingreifens von Einigungsämtern. Die Gewährung der Zulage hat dann auf andere Industrien übergegriffen, auf Werkzeugfabriken, Eisenbauanstalten, Automobilgeschäfte, die Erzeugung elektrischer Fournitüren, auf einige Betriebe der Holzbranche und der Textilindustrie. Aus freien Stücken wird in der Maschinenindustrie den Arbeitern, die im zweischichtigen Tagesbetrieb nur acht Stunden schaffen können, ein Zuschlag von 5 % bezahlt. Eine Seidenweberei hat die Lohnsätze solcher Schichtleute, die vorher 52 Stunden gearbeitet hatten, um 20 % erhöht. Zuschläge werden auch als Prämien zur Förderung der Produktion ausgerichtet. Ein Konfektionsgeschäft bezahlt den Arbeiterinnen, die in zwölf Arbeitstagen mehr als Fr. 100.— verdienen, das Plus mit 20 % Zuschlag. — Öfter tauchte die Frage auf, ob den Arbeitern bei Einschränkung oder zeitweiser Einstellung des Betriebes eine Entschädigung zu bezahlen sei. Die Antwort auf die Rechtsfrage gibt Art. 332 OR., in den meisten Fällen aber wird sie gar nicht aufgeworfen, sondern die Arbeitgeber haben ohne weiteres eine gewisse Entschädigung bezahlt. — Streitigkeiten wegen Lohnabzügen im Sinne von Art. 28 Abs. 2, 3 und 4 FG. haben uns in dieser Berichtsperiode nicht beschäftigt. — In Bezug auf die Grundlage der Lohnberechnung ist zu sagen, daß der Leistungslohn noch immer die Regel ist; nur in wenigen Fabriken findet man daneben eine Berücksichtigung der Familienverhältnisse in der Form von Kinderzulagen. Eine Zigarrettenfabrik hat solche neu eingeführt und zahlt pro Kind und Monat Fr. 5.—. Diese Zulage wird halbjährlich ausbezahlt und beläuft sich für 125 Kinder auf Fr. 7500.— im Jahr.

IV. Arbeitszeit.

Die Fabrikzählung vom 22. August 1929 erfaßte auch die Arbeitszeit des einschichtigen Tagesbetriebs. Die Fragestellung nimmt Rücksicht auf die Bestimmungen der Art. 40 und 41, schließt die Schichtenarbeit nach Art. 47, 52 bis 54 aus und läßt Verlängerungen der Arbeitszeit nach Art. 48 und 64 außer Acht. Wir verweisen auf die Sta-

Tabelle III.

Die Arbeitszeit in der Woche vom 19.—24. August 1929 der im einschichtigen Tagesbetrieb (Art. 40 und 41 FG) beschäftigt gewesenen Personen, nach Industriegruppen.

Industriegruppen	Gemäß Erhebung der Fabrikstatistik waren beschäftigt Personen						Von den in nebenstehenden Spalten angeführten Personen arbeiteten in der Zählwoche auf Grund vorübergehender kantonaler Übergzeitbewilligung					
	weniger als 48 Std.	48 Std.	mehr als 48—50 Std.	mehr als 50—52 Std.	Total Personen		mehr als 48—50 Std.	mehr als 50—52 Std.	mehr als 52—55 Std.	mehr als 55—58 Std.	mehr als 58—62 Std.	mehr als 62 Std.
I. Baumwollindustrie	1,782	4,537	907	3,293	10,519		—	—	24	—	—	44
II. Seiden- und Kunstseiden-Industrie	1,666	12,463	859	1,311	16,299		—	—	333	47	—	—
III. Wollindustrie	7	629	352	916	1,904		—	—	96	—	—	—
IV. Leinenindustrie	—	321	—	249	570		—	—	—	—	—	—
V. Stickerei	14	35	37	65	151		—	—	—	—	—	—
VI. Übrige Textilindustrie	55	689	1	56	801		—	—	16	6	—	—
VII. Kleidung, Ausrüstungsgegenstände	711	6,476	1,412	2,022	10,621		10	—	218	14	2	—
VIII. Nahrungs- und Genußmittel	74	6,256	88	180	6,598		7	50	—	—	36	—
IX. Chemische Industrie	84	1,708	22	210	2,024		—	—	—	—	—	—
X. Zentralanlagen für Kraft-, Gas- und Wasserlieferung	2	497	7	35	541		—	—	—	—	—	—
XI. Herstellung und Bearbeitung von Papier, Leder, Kautschuk	67	3,300	168	242	3,777		5	—	23	—	1	—
XII. Graphische Industrie	710	3,936	60	1	4,707		6	6	22	60	33	—
XIII. Holzbearbeitung	654	5,091	1,110	1,225	8,080		—	—	25	—	23	—
XIV. Herstellung und Bearbeitung von Metallen	114	5,816	113	324	6,367		—	—	79	12	20	—
XV. Maschinen, Apparate, Instrumente	119	27,224	454	4,117	31,914		8	4	268	651	22	—
XVI. Uhrenindustrie, Bijouterie	28	684	13	284	1,009		—	—	—	—	—	—
XVII. Industrie der Erden und Steine	208	1,600	342	1,602	3,752		—	16	—	24	45	—
Total im III. Kreis	6,295	81,262	5,945	16,132	109,634		36	76	1104	814	182	44

tistik selbst und auf den zugehörigen Text, halten daraus für unseren Kreis die in der ersten Hälfte der Tabelle III dargestellten Zahlen fest und fügen folgendes bei. In vielen Fabriken kommen verschiedene Arbeitszeiten neben einander vor: 48 Stunden, 52 Stunden, zweischichtiger Tagesbetrieb, Nachtarbeit in mannigfaltigen Kombinationen. Wegen dieser Kompliziertheit hat man darauf verzichtet, die Fabriken nach den verschiedenen Arbeitszeiten und ihren Kombinationen auszuzählen; dagegen wurde die Zahl der Arbeiter ermittelt, die in verschiedenen Stufen wöchentlicher Arbeitsdauer beschäftigt worden sind. Die so erfaßte Arbeiterzahl beträgt im dritten Kreise 109 634 = 97 % der Gesamtzahl. Es entfallen

auf die Arbeitszeit von Stunden	Gesamtarbeitern	von 100 erfaßten Arbeitern
weniger als 48	6295 = 5,6 %	5,8 %
48	81262 = 71,9 %	74,1 %
mehr als 48—50	5945 = 5,2 %	5,4 %
mehr als 50—52	16132 = 14,3 %	14,7 %
nicht erfaßte Arbeiter	3462 = 3,0 %	—
zusammen	113096 = 100 %	100 %

Die Zahl der von der Fragestellung nicht erfaßten Arbeiter ist also verhältnismäßig klein. Die Normalarbeitswoche von 48 Stunden oder eine noch kürzere Arbeitsdauer ist dem größten Teil der Arbeiterschaft zugute gekommen. Faßt man nur die Stundenzahl ins Auge, so gehören auch die Schichtarbeiter mit wenig Ausnahmen hierher. Die Zahl der Arbeiter, die weniger als 48 Stunden gearbeitet haben, ist verhältnismäßig groß, weist aber in den verschiedenen Industriegruppen bedeutende Schwankungen auf. Diese Kurzarbeit hat verschiedene Ursachen. Eine solche von Dauer sind die Arbeitsverträge, wie sie z. B. im graphischen Gewerbe, in Schreinereien, Möbelfabriken bestehen. Weiter und tiefer greifen die Konjunkturverhältnisse. In der Baumwoll- und Seidenindustrie ist der schlechte Geschäftsgang schuld an der Verkürzung der Arbeitszeit, die schon im Sommer 1929 einsetzte und seither Fortschritte gemacht hat. Auch in der einzigen Kammgarnweberei des Kreises wurde lange Zeit reduziert gearbeitet, in den

Schappespinnereien sank die Arbeitszeit bis auf 40, in Tessiner Zigarrenfabriken auf 45 Stunden in der Woche. Bei der Prüfung von Unterstellungsfragen, also außerhalb des Fabrikgesetzes, sind wir oft auf das entgegengesetzte Extrem gestoßen, nämlich auf eine regelmäßige Arbeitsdauer bis zu 60 Stunden in der Woche. Werden solche Betriebe unterstellt, so stehen sie der Herabsetzung der Arbeitszeit auf 48 Stunden viel unvermittelter gegenüber, als die gesamte Industrie dem Beginn der Wirksamkeit des neuen Fabrikgesetzes gegenüberstand, das für sie noch die Übergangsbestimmung des Art. 41 b geschaffen hatte. Es ist billig, daß man in derartigen Fällen durch Anwendung der abgeänderten Normalarbeitswoche den Übergang zur gesetzlichen Norm auch etwas erleichtert. Leider machen wir aber die unangenehme Beobachtung, daß es schwer ist, die Ausnahme wieder zu beseitigen, wo sie einmal zugestanden wurde. Die 52-Stundenwoche beschäftigt uns fortwährend in hohem Grade. Die Industrie erhebt immer von neuem den Anspruch auf deren Bewilligung und die organisierte Arbeiterschaft bekämpft sie. Die Bezahlung eines Lohnzuschlages von 10 bis 20 % hat die Opposition etwas gemildert, aber nicht überall und nicht auf die Dauer. In mehreren Fabriken haben die Arbeiter sich geweigert, 52 Stunden zu arbeiten. Wie aber die ablehnende Haltung zu Ungunsten der Arbeiter ausschlagen kann, zeigt folgender Fall. Eine große Fabrik der Metallbranche gab einen bedeutenden ausländischen Auftrag preis wegen drohender Unruhe unter den Arbeitern gegen die 52-Stundenwoche. In der Folge war bald für 28 Mann keine Beschäftigung mehr vorhanden; 16 konnten da und dort im Betrieb untergebracht werden, 12 wurden entlassen. Bemühend ist für uns Begutachter die recht mangelhafte Begründung vieler Gesuche. Man beruft sich auf früher Gesagtes, auf die Saison, die Mode, man glaubt durch die mehrjährige entgegenkommende Bewilligungspraxis ein Recht auf die 52-Stundenwoche erworben zu haben. Allgemein ist noch immer die Klage über die kurzen, häufig mit Konventionalstrafen behafteten Lieferfristen, gegen die sich auch der Schweiz. Baumeisterverband in einem Rundschreiben vom Juli 1929 an die Bauverwaltungen, Bauherren und Architekten gewendet hat. — Der Abbau des Ausnahmezustandes hat weitherum eingesetzt. Bei der Prüfung von Gesuchen erörtern wir mit den Fabrikinhabern jede Möglichkeit desselben: Ein-

schränkung der Bewilligung auf 51, auf 50 Stunden, auf eine kleinere Arbeiterzahl, auf kürzere Laufdauer, Unterbrechung der verlängerten Arbeitszeit durch größere Pausen, Ausschluß der Frauen. Die Rubrik „mehr als 48 bis 50 Stunden" der Arbeitszeitstatistik drückt bis zu einem gewissen Grad den Erfolg dieser Bemühungen in Zahlen aus, doch spielen auch hier der Beschäftigungsgrad und vertragliche Bindungen eine Rolle. Wenn dem Leser die Zahl der Arbeiter, die „mehr als 50 bis 52 Stunden", ja die überhaupt mehr als 48 Stunden gearbeitet haben, groß erscheint, so halte er sich gegenwärtig, daß die Fabrikzählung in eine Zeit verlegt worden ist, in der die Zahl der Bewilligungen am größten war. Zwei Monate später waren die generellen Ausnahmen für die Sommerarbeiten der Fabriken des Baugewerbes dahingefallen, wodurch eine starke Entlastung der Rubriken mit den hohen Stundenzahlen eintrat. Wir sind in die neue Berichtsperiode eingetreten mit 171 Einzelbewilligungen für Fabriken mit zusammen 30 141 Arbeitern, von denen 17 121 nach Art. 41 länger als 48 Stunden in der Woche arbeiten durften (Stand vom 15. Januar 1930).

Die Organisation des einschichtigen Tagesbetriebs hat keine Änderungen von Belang erfahren. Der einmal festgelegte Stundenplan wird in zahlreichen Fabriken Jahre hindurch beibehalten. Manche würden die Kürzung der Mittagspause auf eine halbe Stunde vorziehen, aber die gleichzeitige Kürzung der Arbeitsdauer des ganzen Tages auf 8 Stunden (Art. 42 a FG.) konveniert ihnen nicht. Deswegen konnte mehreren einschlägigen Gesuchen, die während der großen Hitze im Sommer 1929 gestellt wurden, nicht entsprochen werden. Damals wollte eine Zigarrenfabrik im Tessin schon um vier Uhr morgens mit der Arbeit beginnen, was ebenfalls abgelehnt werden mußte, weil der Beginn in die Nachtzeit gefallen wäre. Dagegen wurde der Vorschlag einer andern Fabrik, während der heißen Zeit von 6 bis 14½ Uhr mit gestaffelter halbstündiger Pause zu arbeiten, gutgeheißen. — Um ausgefallene Arbeitstage nachzuholen, sind viele Stundenpläne vorübergehend geändert worden. Leider aber wurde die vorgängige Mitteilung an die Ortsbehörde oft unterlassen, und wenn sie nicht stattfindet und die Behörden nicht zum Rechten sehen, dann artet dieses Nachholen zu einem Unfug aus. Entgegen dem

klaren, einschränkenden Wortlaut von Art. 135, Abs. 3, VFG. sind in ungesetzlicher Weise z. B. nachgeholt worden kantonale gesetzliche Feiertage, durch Inventur, durch einen Ausflug der Arbeiterschaft, durch ein Hochzeitsfest, durch große Reinigungsarbeiten eingebüßte Arbeitszeit. Infolge rechtzeitiger Mitteilung an die Behörden konnten andere Überschreitungen verhindert werden, z. B. das Nachholen beider Weihnachtsfeiertage, des ersten und zweiten Januar durch Verlängerung der normalen Tagesarbeit bis in den März hinein, ferner das Einbringen zum voraus von Charfreitag und -Samstag, Ostersonntag und -Montag, ferner ein Versuch, durch Verlängerung der Schichtdauer Verluste im zweischichtigen Tagesbetrieb wett zu machen. Für immer mehr und immer neue Tage wird das Nachholen ohne Bewilligung beansprucht, auch für zwei zwischen einem gesetzlichen Feiertag und einem Sonntag liegende freigegebene Werktage. — Eine heikle Frage ist das Nachholen einzelner verlorener Stunden durch einzelne Personen, was in der gleichen Woche gewöhnlich möglich wäre, aber ohne Anzeige nicht geduldet werden kann, wenn nicht ein Mißbrauch einreißen soll, dem man nicht mehr Meister wird. Das kantonale Fabrikinspektorat in Zürich hat durch Aufklärung in der Presse und durch schriftliche Belehrung im einzelnen Fall das Mögliche getan, um einer mißbräuchlichen Anwendung der generellen Erlaubnis in Art. 135, Abs. 3 VFG. zu wehren, sich aber trotzdem genötigt gesehen, eine Anzahl Übertretungen mit Strafen zu belegen. Eine große Maschinenfabrik hat ihre Arbeiter darüber abstimmen lassen, ob sie an zwei Tagen, die nach Vorschrift der VFG. hätten nachgeholt werden dürfen, feiern oder arbeiten wollten; mit großer Mehrheit wurde entschieden: normal schaffen. Verlockend zum Nachholen verlorener Arbeitsstunden ist der sonst freie Samstagnachmittag, allein dafür sind die Arbeiter nicht zu haben. Eine Fabrik wollte zusätzliche Samstagnachmittagsarbeit durch entsprechende Freigabe in der folgenden Woche kompensieren, was aber nicht zulässig ist, da unser Gesetz eine durchschnittliche 48-Stundenwoche nicht kennt. — Je eine Baumwollspinnerei, Baumwollweberei, Sacknäherei, Schirmfabrik, Teigwarenfabrik, Schreinerei, Möbelfabrik, Dachpappefabrik und zwei Seidengeschäfte, zusammen also zehn Fabriken, geben regelmäßig den ganzen Samstag frei; neun dieser Betriebe arbeiten bis Freitagabend 48, einer 52 Stunden. — Verstöße gegen Art. 45 des

Gesetzes sind wiederholt vorgekommen und bestraft worden. Ein großes Konfektionsgeschäft glaubte, vom Kanton eine Bewilligung erhalten zu können, den Arbeiterinnen ein angefangenes Stück mit heimgeben zu dürfen, damit sie es über Nacht oder Sonntag fertig machen. Eine solche Bewilligungsbefugnis besteht nicht. Die Freiwilligkeit der Überarbeit wurde in einer Strafuntersuchung als Entschuldigung nicht gelten gelassen, weil es sich um Arbeit für den Fabrikinhaber handelte; in einem andern Fall wurde sie zugelassen, weil der Nachweis erbracht war, daß der Arbeiter, bezw. Lehrling für sich selbst einen Gegenstand angefertigt hatte, zu dem der Lehrmeister ihm Werkstatt, Werkzeug und Material kostenlos überlassen hatte.

Veranlaßt durch Fragen von Arbeitgebern hat unser Adjunkt, Herr Lienhard, der Schweiz. Buchdruckerzeitung einen Aufsatz zur Verfügung gestellt, der die komplizierten Arbeitszeitbestimmungen des Fabrikgesetzes in einer klaren Übersicht darstellt und daher gebührend gewürdigt worden ist.

Was wir in früheren Berichten über die veränderte Anordnung der Tagesarbeit geschrieben haben, gilt heute noch, nur sind die Bewilligungen zahlreicher geworden. Zunächst hat der zweischichtige Tagesbetrieb weiter zugenommen in der Baumwoll-, der Seiden-, der Bekleidungs- und der Maschinenindustrie. Im Jahre 1928 hatten 123 Fabriken zusammen 255 Bewilligungen erhalten; davon liefen 73 ins folgende Jahr hinüber und weitere 189 kamen hinzu, so daß deren Zahl auf 262 anstieg. Viele waren von kurzer Dauer, andere liefen das ganze Jahr. Dieses Arbeitssystem bietet dem Unternehmer den Vorteil, die Maschinen besser ausnützen zu können. Eine Seidenweberei erblickt ihn nicht so sehr in der Mehrproduktion, sondern in der rascheren Ausführung der Aufträge; der Nutzeffekt sei nur 70 % des theoretischen, der längeren Betriebszeit entsprechenden. Den Hauptvorteil für die Arbeiterschaft erblicken wir darin, daß im Tag die doppelte Zahl von Personen beschäftigt wird. In einem Brandfall, der hauptsächlich Arbeiterinnen betraf, ermöglichte der Zweischichtenbetrieb, alle Leute weiter zu beschäftigen, bis der Schaden wieder gutgemacht war. Allein es ist und bleibt besonders für Frauen und Jugendliche ein hartes Muß, bei jedem Wetter, auch im Winter, wöchentlich wechselnd schon um 5 Uhr morgens an der

Arbeitsstelle zu sein, bezw. diese erst 10 Uhr abends zu verlassen, und unter Umständen dazu einen weiten Weg zu machen. In zwei Fabriken weigerten sich die Frauen, bei ungünstiger Witterung um 5 Uhr zur Frühschicht anzutreten. Andere Klagen wurden von seite der Hausfrauen laut. Es gibt Haushaltungen, aus denen mehrere Personen in einer Fabrik arbeiten und jede eine andere Arbeitszeit hat. Das eine Familienglied muß um 5 Uhr antreten und vorher ein Frühstück haben, das andere hat nachts 10 Uhr Feierabend und will noch etwas essen, wenn es heimkommt, die Mahlzeiten der Kinder richten sich mehr oder weniger nach der Schulzeit und so ist die Hausfrau von 4 bis 23 Uhr immer angespannt. Daß ein derartiges Wirtschaften den Haushalt verteuert, liegt auf der Hand. Man sollte Arbeiterinnen, die ein Hauswesen zu besorgen haben, und Jugendliche unter 16 Jahren vom zweischichtigen Tagesbetrieb ausschließen, und es scheint uns, Art. 47, letzter Absatz, des Gesetzes gäbe die Handhabe zu einer solchen Beschränkung. Ein anderer Nachteil dieses Systems rückt mit der Krisis in der Baumwoll- und Seidenindustrie in bedrohliche Nähe: was geschieht mit den Leuten der zweiten Schicht, wenn keine Arbeit mehr vorhanden ist, um doppeltes Personal zu beschäftigen?

Auch die Bewilligungen für die Verschiebung der Grenzen der Tagesarbeit haben zugenommen. Wir haben berichtet, daß in den Jahren 1926 und 1927 zusammen 78 erteilt worden seien, die Zahl ist in der laufenden Berichtsperiode auf 112 gestiegen, die sich auf 71 Fabriken verteilen. Hier haben die graphischen Anstalten den größten Anteil, ihnen folgen die Seiden-, die Baumwoll-, die Maschinenindustrie, in den andern Gruppen waren diese Bewilligungen vereinzelt. Es bleibt dahingestellt, ob die Steigerung der Ausnahmen nach Art. 47 mit dem Abbau der 52-Stundenwoche zusammenhängt.

Die Zahl der Überzeitbewilligungen nach Art. 48 des Gesetzes ist abermals gewachsen. Es gab Tage, wo mehr als 20 miteinander eingingen, und dabei haben wir nicht einmal alle bekommen. Fabriken, Arbeiter, Bewilligungen, haben seit 1926 stetig, aber keineswegs gleichmäßig zugenommen; ihre Zahlen stehen am Schluß der kurzen Jahresreihe um 7, bezw. 14,3, bezw. 76,4 % höher als am Anfang. Die Zahl der Fabriken, die Bewilligungen hatten, schwankt ziemlich stark von Jahr zu Jahr, und steht 1929 um 41,8 % höher als 1926. Die

Steigerung, die in diesen Zahlen zum Ausdruck kommt, entfällt auf die Verlängerung der 48-Stundenwoche, wo sie aber auch den Samstag in fortwährend steigendem Maße in Anspruch genommen hat. Im Jahr 1929 hatten rund 100 Fabriken mehr die Samstagarbeit verlängert als 1926. Dagegen ist die Zahl der Fabriken, die Bewilligungen zur Verlängerung der abgeänderten Normalarbeitswoche hatten, in den beiden Berichtsperioden gleichgeblieben, was natürlich nicht heißt, daß es die gleichen Fabriken gewesen seien. Die langfristigen, d. h. die Bewilligungen der obern kantonalen Instanz, sind seit 1927 von 69,7 auf 66,5 % gesunken (Tabelle IV). — Diese Zahlen besagen aber nichts über den Umfang und die Bedeutung der Ausnahmegestattungen. Um sie ins richtige Licht zu setzen, haben wir die 4797 kantonalen Bewilligungen jeder Art nochmals nach dem System Dr. Strub statistisch verarbeitet und in der Tabelle V dargestellt. Setzt man — zur Vergleichung — die Zahl der Überstunden der ganzen Woche (Tage × Arbeiter × Stunden, Montag bis und mit Samstag) des Jahres 1926 gleich 100, so war sie

im Jahr	zur Normalarbeitswoche hinzu	zur abgeänderten Normalarbeitswoche hinzu
1927	131,7	207,5
1928	147,4	185,1
1929	186,1	131,5

Von 100 bewilligten Überstunden entfielen auf die abgeänderte Normalarbeitswoche

1926	1927	1928	1929
39,8	51,0	45,4	31,8

Es kommt also auch in diesen Zahlen zum Ausdruck, daß die Steigerung der Überzeit auf die 48-Stundenwoche entfällt, daß die abgeänderte Normalarbeitswoche seit 1927 sukzessive davon entlastet worden ist. Eine Entlastung zeigt sich auch in der Intensität der Überzeitarbeit. Während auf ein Überzeittagewerk der Normalarbeitswoche jetzt noch 1,3 Überstunden entfallen, wie 1926, dauert es in der abgeänderten Normalarbeitswoche nur 1,1 Stunden gegenüber ebenfalls 1,3 vor vier Jahren. Sie ist aber immer noch stark mit Überzeitarbeit belastet, und aus der Arbeiterschaft werden denn auch viele Klagen laut über die Kumulation von Bewilligungen nach Art. 41 und Art. 48 zur Ver-

Tabelle IV.

Durch die Kantone in den Jahren 1928 und 1929 erteilte vorübergehende Bewilligungen, nach Kantonen.

Kantone	Jahr	Überzeitarbeit: Montag bis Freitag, Tage vor Sonn- und Feiertagen ausgenommen: für höchstens 10 Arbeitstage	für mehr als 10 bis höchstens 20 Arbeitstage	Tage vor Sonn- und Feiertagen: für 1—2 Tage	für mehr als 2 Tage	Total	Nachtarbeit: für 1—6 Nächte	für mehr als 6 Nächte	Total	Sonntagsarbeit: für 1 Sonntag	für mehr als 1 Sonntag	Total
Zürich	1928	350	773	287	291	1,701	43	69	112	48	11	59
	1929	427	929	333	338	2,027	58	67	125	42	18	60
Luzern	1928	39	26	25	12	102	2	5	7	13	4	17
	1929	67	28	29	14	138	8	10	18	16	5	21
Uri	1928	—	1	—	—	1	—	1	1	—	—	—
	1929	—	3	—	—	3	—	—	—	—	—	—
Schwyz	1928	11	12	6	5	34	14	19	33	1	—	1
	1929	9	33	7	16	65	6	30	36	—	1	1
Obwalden	1928	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	1929	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Nidwalden	1928	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	1929	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Zug	1928	14	47	17	3	81	—	3	3	3	—	3
	1929	14	27	18	4	63	—	4	4	3	2	5
Tessin	1928	3	27	—	—	30	2	1	3	3	—	3
	1929	7	20	3	3	33	—	1	1	5	1	6
Total im III. Kreis	1928	417	886	335	311	1,949	61	98	159	68	15	83
	1929	524	1040	390	375	2,329	72	112	184	66	27	93

Tabelle V.

Überzeit, vorübergehende Nacht- und Sonntagsarbeit in den Jahren 1928 und 1929, nach Industriegruppen.

Industriegruppen	Jahr	Zahl der Fabriken	Zahl der Arbeiter	Überzeitarbeit: Fabriken, die Bewilligungen erhielten						Überzeitarbeit: Fabriken, die Bewilligungen erhielten						Nachtarbeit			Sonntagsarbeit		
				Normalarbeitswoche (Art. 40)				abg. Normalarbeitswoche (Art. 41)		Normalarbeitswoche (Art. 40)				abg. Normalarbeitswoche (Art. 41)							
				Montag b. Freitag	für Überzeitwerke (Tage × Arbeiter)	Samstag	für Überzeitwerke (Tage × Arbeiter)	Montag b. Freitag	für Überzeitwerke (Tage × Arbeiter)	Montag bis Freitag	Samstag	Montag bis Freitag	Samstag	* Total	für Überzeitwerke (Tage × Arbeiter)	Fabriken, die Bewilligungen erhielten	für Nachtwerke (Nächte × Arbeiter)	Nachtstunden (Nächte × Arbeiter × Stunden)	Fabriken, die Bewilligungen erhielten	für Sonntagswerke (Sonntage × Arbeiter)	Sonntagsstunden (Sonntage × Arbeiter × Stunden)
I. Baumwollindustrie	1928	128	12,285	3	736	1	14	19	37 656	12	3,614	23	682	28	44,982	4,385	7	9,442	74,457	—	—	—
	1929	126	11,071	8	1,399	1	30	10	3,766	4	922	16	1,456	30	8,894	2,004	7	7,830	68,405	—	—	—
II. Seiden- und Kunstseiden-Industrie	1928	89	15,583	11	38,929	5	3,669	7	26,235	5	4,309	18	35,793	3,227	26,793	6,571	3	776	5,886	—	—	—
	1929	91	17,292	16	52,459	11	5,871	7	24,288	6	3,041	23	54,135	6,894	28,074	3,735	1	3	9	—	—	—
III. Wollindustrie	1928	12	1,882	—		—	—	5	8,742	2	1,484	5	—	—	11,432	2,366	1	44	330	—	—	—
	1929	12	1,906	3	4,100	—	—	4	1,216	3	207	7	5,020	—	1,727	369	1	74	642	—	—	—
IV. Leinenindustrie	1928	5	556	—		—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	1929	7	570		—	—	—		—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
V. Stickerei	1928	20	219	—	—	—	—	3	1,234	3	141	3	—	—	1,238	146	—	—	—	—	—	—
	1929	15	152	—	—	—		1	200	—	—	1	—	—	200	—	—	—	—	—	—	—
VI. Übrige Textilindustrie	1928	44	1,273	7	7,063	1	64	1	480	1	96	7	9,714	128	960	192	1	100	200	—	—	—
	1929	32	801	8	6,874	5	475	1	1,180		—	9	6 770	481	1,180	—	—	—	—	—	—	—
VII. Kleidung, Ausrüstungsgegenstände	1928	352	10,676	68	71,460	42	5,749	24	90,514	17	2,586	92	84,832	8,329	88,488	4,333	1	84	630	2	27	160
	1929	363	10,633	78	55,769	47	5,178	31	32,593	17	3,038	113	70,203	7,668	32,552	5,839	2	148	1,004	3	30	96
VIII. Nahrungs- und Genußmittel	1928	179	6,249	19	23,070	12	1,045	1	1,920	1	391	21	39,072	2,948	3,760	766	8	2,147	16,760	8	395	3,196
	1929	176	6,777	25	32,421	13	783	2	2,896	2	558	28	45,818	2,290	5,758	1,099	8	1,179	6,224	10	324	1,755
IX. Chemische Industrie	1928	71	4,247	2	272	2	51	—	—		—	4	242	117	—	—	3	136	525	2	4	31
	1929	73	2,195	2	435	3	348	—	—	—	—	4	408	1,569	—	—	2	118	898	2	18	134
X. Zentralanlagen für Kraft-, Gas- und Wasserlieferung	1928	73	892	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	1929	75	1,112	—	—	—	—		—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1	4	16
XI. Herstellung und Bearbeitung von Papier, Leder, Kautschuk	1928	75	3,858	26	20,395	19	1,728	—	—	—	—	26	30,481	2,891	—	—	2	11	32	2	155	1,170
	1929	82	4,143	30	34,907	18	1,810	—	—	—	—	29	43,065	1,679	—	—	3	88	572	1	80	630
XII. Graphische Industrie	1928	150	4.524	34	32,618	24	3,923	—	—	—	—	37	59,433	9,692	—	—	15	1,677	5,169	10	149	1,010
	1929	155	4,709	54	51,003	41	5,825	—	—	—	—	59	90,767	13,265	—	—	16	1,134	4,615	11	297	2,031
XIII. Holzbearbeitung	1928	349	6,892	66	51,205	33	5,216	4	2,706	3	83	71	53,580	5,439	3,517	100	6	1,136	9,063	4	20	113
	1929	364	8,116	66	48,158	37	2,513	7	1,320	6	151	76	52,648	3,164	1,850	332	4	200	1,460	1	20	170
XIV. Herstellung und Bearbeitung von Metallen	1928	181	5,880	24	15,118	17	1,597	5	5,140	2	324	32	18,336	2,039	4,925	253	4	312	2,496	6	48	324
	1929	190	6,410	48	35,523	27	2,431	2	2,680	2	58	56	41,367	2,904	3,750	72	3	622	4,932	4	23	182
XV. Maschinen, Apparate und Instrumente	1928	259	28,843	54	58,736	20	4,554	32	116,253	17	8,291	75	77,013	6,146	165,632	9,092	21	15,218	119,357	8	118	956
	1929	288	32,256	71	92,778	43	7,467	16	106,604	12	11,451	89	111,321	12,492	143,701	16,401	21	28,288	217,701	14	196	1,487
XVI. Uhrenindustrie, Bijouterie	1928	27	876	2	430	1	56	2	2,400	—	—	4	860	56	4,000	—	—	—	—	1	15	120
	1929	25	1,009	1	240		—	1	2,002	—	—	2	480	—	3,060	—	—	—	—	1	38	304
XVII. Industrie der Erden und Steine	1928	92	3,470	8	7,384	4	548	1	1,890	1	368	10	11,427	775	1,395	146	2	682	5,336	1	8	64
	1929	103	3,944	12	5,404	5	256	4	7,488	3	1,514	17	8,747	243	7,659	5,457	3	1,543	12,078	3	35	280
Total im III. Kreis	1928	2106* (2086)	108,205	324	327,416	181	28,214	104	295,170	64	21,687	428	421,465	41,815	357,122	28,350	74	31,765	240,241	44	939	7,144
	1929	2177* (2148)	113,096	422	421,470	251	32,987	86	186,233	55	20,940	529	532,205	52,679	238,405	35,308	71	41,227	318,540	51	1,065	7,085

* Die Summen dieser Kolonnen sind größer als die darunter angegebenen richtigen Zahlen, wegen der Teilung einzelner Fabriken nach Industriegruppen.

** Die Zahlen dieser Rubrik geben die wirkliche Zahl der Fabriken, die Überzeitarbeit hatten; sie sind kleiner als die Summe der Zahl der Fabriken in den vorangehenden Rubriken, weil jede Fabrik nur einmal gezählt ist, auch wenn sie in verschiedenen Rubriken Bewilligungen hatte.

längerung der Normalarbeitswoche. Es würde zu weit führen, die erörterten Verhältnisse in allen Industriegruppen zu verfolgen, die Tabellen enthalten alles Material, um dem Leser zu ermöglichen, sie in jeder Gruppe, die ihn besonders interessieren sollte, selbst zu prüfen.

Auf die Überzeitarbeit bezieht sich auch die zweite Hälfte der Tabelle III. Dort sind die Zahl der Arbeiter, die in der Zählwoche vom 19. bis 24. August 1929 gemäß kantonalen Bewilligungen länger als normal gearbeitet haben und die Zahl der Überstunden dargestellt, die sie in jener Woche gemacht haben. Daraus haben wir ermittelt, daß von den durch die Fragestellung nach der Arbeitszeit erfaßten 109 634 Arbeitern tatsächlich gearbeitet haben

Stunden	weniger als 48	48	mehr als 48—50	mehr als 50—52	mehr als 52—55	mehr als 55—58	mehr als 58—62	mehr als 62
Personen	6279	79884	5811	15516	1104	814	182	44

Das Gesetz beschränkt als Regel die Zahl der Tage, für die einer Fabrik oder Fabrikabteilung Überzeitarbeit bewilligt werden darf, auf 80 im Jahr. Wie groß war die Zahl der Fabriken, die für mehr als 80 Tage Bewilligungen hatten? Die Antwort ist nicht so leicht zu geben, wie es den Anschein hat, weil wir es nicht nur mit ganzen Fabriken, sondern auch mit Abteilungen zu tun haben. Nach Art. 153bis VFG. hat die Bestimmung den Sinn, daß der gleiche Arbeiter im Jahr nicht an mehr als 80 Tagen Überzeit arbeiten soll. Darnach geht es nicht an, 60 Tage der einen Abteilung und 30 einer anderen zusammenzuzählen und zu erklären, die betreffende Fabrik habe an mehr als 80 Tagen Überzeit gearbeitet. Dadurch würde die Meinung erweckt, es hätten alle Arbeiter dieses Betriebes an mehr als 80 Tagen des Jahres Überstunden gemacht. Einer tabellarischen Darstellung stellt sich als weiteres Hindernis der Umstand entgegen, daß in der gleichen Fabrik die Abteilungen nicht immer deutlich ausgeschieden sind, oft ineinander übergreifen, und daß verschiedene Fabriken der gleichen Branche ungleich aufgeteilt sind. Wir können also keine befriedigende Gesamtdarstellung geben, nur summarisch zeigen, wie die Dinge sich verhalten. Im Jahr 1929 hatten Überzeit für mehr als 80 Tage

11 ungeteilte Fabriken für den ganzen Betrieb,
3 geteilte Fabriken nur in einer Abteilung,
18 geteilte Fabriken in einer oder mehreren Abteilungen je für sich und dazu in einer Anzahl weiterer Abteilungen je für weniger als 80 Tage,
25 aufgeteilte Fabriken als Ganzes betrachtet, während in keiner Abteilung die 80 Tage überschritten wurden.

Nach Art. 153bis VFG. dürfen wir diese letzteren nicht als solche betrachten, die für mehr als 80 Tage Überzeitbewilligungen gehabt haben. In diese Kategorie fallen dagegen die 32 vorher genannten, die 6 % von allen ausmachen, die entsprechende Bewilligungen erhalten haben. An die Erteilung von Bewilligungen über 80 Tage hinaus ist unter andern die Bedingung des Einverständnisses der Arbeiter geknüpft. Ob die bewilligenden Behörden sich jeweilen vergewissern, daß es vorliegt, erfahren wir nicht, es ist uns nur ein Fall bekannt geworden, wo es tatsächlich schriftlich gegeben worden ist.

Wir haben uns endlich bemüht, den Anteil der weiblichen Arbeiter an der Überzeitarbeit zu ermitteln und gefunden, daß im Jahr 1929 fast genau ein Drittel auf sie entfiel. Ihr durchschnittliches Überzeittagewerk war um ein Geringes kürzer als das der Männer, betrug in der Seidenindustrie 1,0, in der Papierverarbeitung 1,1, in der Bekleidungsbranche 1,2, in der Baumwollindustrie aber 2,1 Stunden.

Wie die Überzeitarbeit, so haben die Bewilligungen für vorübergehende Nacht- und Sonntagsarbeit, sowie die Zahl der Fabriken, die sie erhalten haben, zugenommen. Von der Nachtarbeit entfällt der größte Teil auf die Maschinenindustrie, auch die graphischen Betriebe sind stark daran beteiligt. Zugenommen hat ferner die Dauer der Nachtarbeit im einzelnen Fall, sie nähert sich immer mehr einer ganzen Nachtschicht, und betrug im letzten Jahr 7,7 Stunden. Das beweist, daß die Bewilligung für einzelne Nachtstunden selten begehrt wurde, und doch haben wir immer noch anzukämpfen gegen die Erteilung solcher als Verlängerung der Tagesarbeit. Die eben erwähnten Industrien, zusammen mit den Bierbrauereien vereinigen auf sich auch die meisten Bewilligungen für Sonntagsarbeit, deren durchschnittliche Dauer im einzelnen Fall in den letzten zwei Jahren von 7,6 auf 6,6 Stunden zurückgegangen ist. Dieser Tatsache können wir aber keine große Bedeutung beimessen, denn gegenüber früheren Jahren ist auch bei der Sonntagsarbeit ein Zunahme, kein Zurückgehen zu bemerken.

Bewilligungen zu dauernder Nacht- und Sonntags-

arbeit für neue Betriebe oder neue Branchen kamen vereinzelt vor, öfters dagegen Änderungen an bestehenden, bezw. an den zugehörigen Diensteinteilungen. Die Zwölfstundenschichten über den Sonntag im ununterbrochenen Betrieb (Art. 54 FG., letzter Absatz) werden immer noch angefochten, in einem Fall zogen die Arbeiter sogar zwei Achtstundenschichten innert 24 Stunden vor, welcher ungesetzliche Zustand nun aber beseitigt ist. In einigen kommunalen Werken sind die Zwölfer- durch Achterschichten ersetzt worden; ohne Änderung des Gesetzes wird sich aber dieser Fortschritt allgemein nicht durchführen lassen. — Ausnahmen nach Art. 53, Abs. 4, bestehen keine mehr, dagegen zwei nach Art. 55, Abs. 2. Einzelnen Fabriken sind kantonale Bewilligungen zur Nachtarbeit auf längere Zeit erteilt worden, wobei nach Analogie jener Befugnis des Bundesrates geduldet wurde, daß in der Nachtschicht immer die gleichen Männer beschäftigt werden. Die Anstrengungen werden fortgesetzt, um diesen Zustand zu beseitigen.

Über die große Zahl von nicht gesetzlichen, aber ortsüblichen, daher von den Fabriken beobachteten Feiertagen in einzelnen Kantonen wird viel geklagt. Sie sind wiederholt zur Begründung von Ausnahmen nach Art. 41 ins Feld geführt, aber als genügender Grund nicht anerkannt worden. Um so mehr wollen die Fabriken diese Tage nach Art. 135, Abs. 3 VFG. einholen, was ihnen unter Beobachtung der einschlägigen Vorschriften zusteht. Zweimal haben uns die Dekrete des Kantons Tessin über die Sonntagsruhe beschäftigt, das eine Mal wegen Kollision der Fabrikfeiertage mit den Güterdienstfeiertagen der Eisenbahnen, das andere wegen der Bäckereien. Das kantonale Gesetz verbietet auch dem Prinzipal, am Sonntag zu arbeiten, kommt dadurch aber mit Art. 133 VFG. in Konflikt, der seine Tätigkeit von den Arbeitszeitbestimmungen des Fabrikgesetzes ausnimmt.

Erstmals wurde das Gesuch gestellt, das Kochen der Schlichte und das Anfeuchten der Schußbobinen in den Baumwollwebereien als Hülfsarbeit zu erklären. Die genaue Prüfung der Verhältnisse wies erhebliche Unterschiede in den Webereien nach, so daß eine allgemeine Bewilligung nicht ausgesprochen wurde. Abgewiesen wurde das Begehren einer Schreinerei, das Aufarbeiten des Abfallholzes als Hülfsarbeit zu bezeichnen. Einige weitere Gesuche betrafen nicht grundsätzlich Neues. Um die Aufhebung der 52-Stundenwoche zu ermöglichen, mußte in einzelnen Fällen eine Konzession nach Art. 64 gemacht werden, die im Sinne des Gesetzesvollzuges immer noch ein Gewinn war, indem die Hülfsarbeitsbewilligungen meistens nur wenige Personen umfassen. Mehr als die Begutachtung von Gesuchen beschäftigten uns Klagen darüber, daß die Bedingungen des Art. 180 VFG. nicht eingehalten würden, so besonders mit Bezug auf die Nachtwächter und die Chauffeure. In einigen Brauereien ist die Kontrolle des Fahrdienstes so gut eingerichtet, daß sie als Vorbild empfohlen werden kann.

V. Beschäftigung von weiblichen Personen.

Als allgemeine Erscheinung interessiert zunächst das numerische Verhältnis der Geschlechter und seine Veränderung im Lauf der Jahre. Zu einer solchen Vergleichung ladet die Fabrikstatistik vom 22. August 1929 ein. Im Jahr 1923 entfielen auf das weibliche Geschlecht 39,6 % der Fabrikarbeiter, heute nur noch 36 %. In der Textilindustrie ist sein Anteil leicht gestiegen, in der Nahrungsmittelindustrie, im graphischen Gewerbe, in der Holzbearbeitung fast stationär geblieben, in der Metallbearbeitung leicht, in der Maschinenindustrie stärker, von 8,9 auf 7,5 % zurückgegangen, in der Industrie der Erden und Steine auf 5,2 % stehen geblieben. Während in den sechs Jahren die Gesamtarbeiterschaft um 17,2 % zugenommen hat, beträgt der Zuwachs der weiblichen nur 6,4 %, der männlichen dagegen 24,3 %. Die Frauenarbeit ist also im ganzen etwas zurückgegangen, dagegen ist zu sagen, daß die Frau immer mehr in alle Arbeitsgebiete eindringt und sich behauptet, wo sie einmal Fuß gefaßt hat. In der Fabrikation elektrischer Apparate aller Art ist die Frauenarbeit stark verbreitet und bereits sehen wir sie auch in der Automobilindustrie. Diese Erscheinung wird in der nächsten Zeit zunehmen, wenn die Textilindustrie, von jeher ein bevorzugtes Arbeitsfeld der Frau, weiter zurückgeht. Die Arbeit der Frau im allgemeinen hat im Sommer 1928 an der „Saffa" in Bern eine hoch bedeutsame Darstellung gefunden, darunter auch die Tätigkeit der Frau in der Industrie. Allerdings war, wie es nicht anders sein konnte, nur eine Auslese von Industrien vertreten, und es kam daher nicht zum Ausdruck, daß fast in allen Industriezweigen Frauen tätig sind. Ihr numerischer Anteil an den ausstellenden In-

dustrien war recht schön zur Darstellung gebracht, den imponierenden Eindruck der Wirklichkeit aber vermag kaum je eine Ausstellung hervorzubringen. — Und wo die Frauen schmutzige, unangenehme Arbeit tun, fehlten begreiflicherweise Schmutz und Staub an der Ausstellung. Zur Vervollständigung des Bildes fügen wir bei, daß sie auch in Sprengstoff- und Munitionsfabriken Arbeiten verrichten, die man gewöhnlich für lebensgefährlich hält. Hier wird die Arbeiterin vielfach sogar bevorzugt, weil sie ruhiger, aufmerksamer, zuverlässiger sei als der Mann. Das Gesetz verbietet ihnen diese Beschäftigung nicht, da sie weder anstrengend, noch gesundheitsschädlich, und die Unfallgefahr bei Beachtung der vorgeschriebenen Schutzmaßnahmen minim ist. Vorschriften über den Ausschluß der Frauen von gewissen Arbeiten fehlen aber bekanntlich in unserer Gesetzgebung nicht (Art. 183 VFG.). Sie sind einfach und es ist uns kein einziger Fall von Übertretung bekannt geworden. Die heutige Liste der für Frauen unzulässigen Arbeiten kann vielleicht mit der Zeit geändert werden. Stanzen und Pressen z. B., die mit dem neuen automatischen Fingerschutzapparat der Suva versehen sind, können kaum mehr als Maschinen angesehen werden, die eine hohe Unfallgefahr aufweisen. Ebenso bieten die neuen gut ventilierten Trockeneinrichtungen, die wir in tessinischen Zigarrenfabriken gesehen haben, keine Gefahr mehr, die den Ausschluß der Frauen von der Bedienung solcher Anlagen rechtfertigt. Anderseits macht uns die Beschäftigung von Frauen in der Autolackiererei einen peniblen Eindruck.

Dagegen sind die Vorschriften über die Beschränkung der Verwendung (Art. 65, Abs. 1 FG.) oft übertreten worden und es wurden denn auch wegen Beschäftigung von Frauen bei Nacht und am Sonntag 18, wegen Heimgeben von Arbeit 6 Arbeitgeber bestraft.

Für die Arbeiterinnen, die ein Hauswesen besorgen, und eine halbe Stunde vor Beginn der allgemeinen Mittagspause heimgehen, was auch bei der eineinhalbstündigen Mittagspause vorkommt, wird die wöchentliche Arbeitsdauer um zweieinhalb Stunden gekürzt. Nochmals ist die Frage aufgeworfen worden, ob solche Arbeiterinnen den freien Samstagnachmittag auch verlangen können, wenn sie im zweischichtigen Tagesbetrieb arbeiten. Es bleibt dabei, daß die Vorschrift von Art. 68, Abs. 3 des Gesetzes für jede Arbeitsorganisation, also auch für die nach Art. 47 Gültigkeit hat. Im einschichtigen Tagesbetrieb ist sie beinahe gegenstandslos, weil der freie Samstagnachmittag für fast alle Arbeiter die Regel ist.

Analog dem vorstehenden Fall nahmen wir in einem andern die Stellung ein, daß gegenüber dem Verbot der Beschäftigung von Frauen und Jugendlichen bei Nacht auch der Art. 63 des Gesetzes sein Recht verliere. Es gibt keine für die Bewilligung von Nachtarbeit an Frauen und Jugendliche zuständige Behörde, daher auch keine, die zur Entgegennahme einer bezüglichen Meldung im Sinne von Art. 63 befugt ist. Dieser hebt auch in einem „Notfall" die Art. 65 und 71 des Gesetzes nicht auf, verliert daher, wo es sich um weibliche und jugendliche Arbeiter handelt, einen Teil seiner Wirksamkeit, er gilt für diese Personen nur innerhalb der Tagesgrenzen. Die Frage entstand in einer Zeitungsdruckerei im Tessin, die gegen eine Bußverfügung Berufung eingelegt hatte. Bevor wir dazu kamen, sie an die höchste Instanz weiterzuleiten, waren leider die Akten „verloren gegangen".

Die Zahl der Wöchnerinnen unter den Fabrikarbeiterinnen dürfte abermals zurückgegangen sein. In vielen Fabriken erhalten die Listen Jahre nach einander keine Einträge. Wir hoffen im nächsten Bericht wieder einmal bestimmtere Angaben hierüber machen zu können. Niederkunftsatteste fehlten selten. Die vorgeschriebene Schonzeit von sechs Wochen wird genauer beobachtet als in frühern Jahren, offenbar weil die meisten Frauen einer anerkannten Krankenkasse angehören und von ihr die vorgeschriebene Unterstützung erhalten. Daneben leistet noch die eine und andere Fabrik eine private Unterstützung.

VI. Beschäftigung von jugendlichen Personen.

Als eine Folge des Geburtenrückganges während der Kriegszeit zeigt sich ein Rückgang der Schülerzahl als eine fast allgemeine Erscheinung. Die in den Kriegsjahren 1914 und 1915 geborenen Kinder sind während dieser Berichtsperiode in das Alter aufgerückt, das sie zum Eintritt in eine Fabrik berechtigte. Was beobachtet man nun hier inbezug auf die Zahl der Jugendlichen? Seit der Fabrikzählung von 1923 ist ihr Anteil an der Gesamtzahl der Arbeiter, von

12,2 auf 11,2 % gesunken. Wie bereits gesagt, weist die Gesamtarbeiterschaft in den sechs Jahren eine Zunahme von 17,2 % auf, die der Altersklasse 14 bis 18 Jahre beträgt nur 3,7 % und bei den Mädchen beobachten wir eine Abnahme von 8,8 %. Für diesen Verlust gibt die Textil- und Bekleidungsindustrie mit ihren großen absoluten Zahlen den Ausschlag. Hier fand die Zählung von 1929 13,4 % weniger Mädchen als jene von 1923.* Die männlichen Jugendlichen von 14 bis 18 Jahren weisen im gleichen Zeitraum eine Zunahme von 18,7 % auf, also einen ganz namhaften, über dem Durchschnitt stehenden Betrag. Zieht man nur die letzten vier Jahre in Betracht, so waren von 100 Gesamtarbeitern Jugendliche: 1926 11 %, in den folgenden Jahren 12,2, 10,3, 11,2. Die Schwankungen der Quote sind so gering, daß man daraus einen Einfluß des Geburtenrückganges der ersten beiden Kriegsjahre nicht herauslesen kann. In den kommenden zwei Jahren wird er sich vielleicht nachweisen lassen.

Wir haben versucht, von der Altersklasse der Jugendlichen den jüngsten Jahrgang auszuscheiden. Zu dem Zweck haben wir bei den Inspektionen im Laufe des Jahres 1928 aus den Arbeiterverzeichnissen die Zahl der Jugendlichen vom Jahrgang 1913, die im Laufe des Jahres 1927 eingestellt worden sind, also solche, die 14, aber noch nicht 15 Jahre alt waren, erhoben. Von den 2039 damaligen Fabriken konnten wir leider nur 1657 erfassen, die immerhin 90 % aller Arbeiter beschäftigten. 1357 derselben haben gar keine so jungen Leute angestellt, nur 300, d. h. 18 % mit zusammen 49 261 Arbeitern haben 852 Jugendliche im Alter von nur 14 Jahren in ihren Dienst genommen. Im Jahr 1927 umfaßte die Altersklasse der Jugendlichen 12 464 Personen. Dieser Zahl können wir leider die Gesamtzahl des jüngsten Jahrgangs nicht gegenüberstellen; trotzdem ist ersichtlich, daß sie sehr klein ist. In den Betrieben, aus denen wir sie erhoben haben, macht sie 1,7 % aller Arbeiter aus, bezw. es traf einen solchen Jugendlichen auf je 58 Arbeiter. Die Zahl 852 ist zudem eher etwas zu groß. Wir sehen nämlich in den Arbeiterverzeichnissen, daß die Jüngsten ihre Stelle oft bald wieder verlassen und es ist daher nicht ausgeschlossen,

* Bei dieser Vergleichung ist die Herstellung von Kunstseide nicht inbegriffen, weil sie 1923 nicht in der Textilindustrie eingereiht war.

daß eine Anzahl doppelt gezählt sind. Von den erwähnten 852 waren beschäftigt gewesen: in der Baumwollindustrie 27,2 %, in der Seidenindustrie 17,3 %, in der Bekleidungsindustrie 12 %, in der Metall- und Maschinenindustrie 25,2 %, in allen übrigen Zweigen zusammen 18,3 %. Das Eintrittsalter wird ohne Zweifel durch die Schulgesetze beeinflußt. Unsere Zahlen sind aber zu klein, um aus der Aufteilung nach Kantonen einen Schluß zu gestatten, vielmehr erkennt man in Einzelfällen auch da den Einfluß des Industriezweigs, d. h. der Art der Beschäftigung. Dagegen läßt das Ergebnis unserer Erhebung den Schluß zu, daß die Erhöhung des Zulassungsalters zur Fabrikarbeit heute nicht mehr die weitgreifenden Folgen hätte, die man noch vor 20 Jahren fürchtete. Es gibt heute zahlreiche, auch große Geschäfte, die Jugendliche unter 15 Jahren überhaupt nicht anstellen, andere, die wenigstens für Lehrlinge die Erfüllung dieses Alters verlangen.

Bei unzulässiger Arbeit im Sinne von Art. 189 und 189bis VFG. haben wir nur einen Jugendlichen getroffen, der in einer Konfiserie einen kleinen Dampfkessel zu besorgen hatte. Öfters dagegen ist die Beschränkung der Verwendung der Jugendlichen hinsichtlich der Arbeitszeit verletzt worden, namentlich durch die Übertragung von Reinigungsarbeiten an Lehrlinge unter 16 Jahren außerhalb der normalen Arbeitszeit. Die Vorschrift, daß Jugendliche in diesem Alter auch von Überzeitarbeit nach Art. 48 ausgeschlossen sein sollen, wird ernster genommen; es gibt auch Fabriken, die sie nicht teilnehmen lassen an der nach Art. 41 verlängerten Normalarbeitswoche. — Nach Art. 71, Abs. 1 des Gesetzes besteht noch eine Ausnahme vom Verbot der Nachtarbeit für 23 junge Leute in den drei Glashütten. Wegen der Übertretung spezieller Arbeitszeitvorschriften für Jugendliche sind elf Strafen verhängt worden.

Altersausweise vermissen wir noch oft bei den Inspektionen. Die Nachlässigkeit in deren Beschaffung ist die Hauptschuld daran, daß immer noch vereinzelte Fälle von Beschäftigung zu junger Kinder vorkommen. Es sind aber auch jetzt wieder Gesuche bei uns eingegangen, den Eintritt eines Kindes unter dem gesetzlichen Alter zu bewilligen. Bei allem Bedauern, das man über die Verhältnisse empfindet, die zu solchen Gesuchen von Eltern Anlaß geben, muß man es begrüßen, daß keine Bewilligungsbefugnis besteht. — Kinder, die nach Art. 70, Abs. 2

des Gesetzes sich in Fabriken nicht aufhalten dürfen, trafen wir einmal in einer Schreinerei, wo sie Späne holten.

Das Verhältnis zum allgemeinen und beruflichen Unterricht hat uns in dieser Berichtsperiode nicht beschäftigt. Es scheint, daß die Art. 75 und 76 des Gesetzes anstandslos vollzogen werden.

Im Lehrlingswesen sind neuerdings in drei Kantonen Konflikte zwischen dem Fabrik- und den kantonalen Lehrlingsgesetzen entstanden, weil diese nicht darauf Rücksicht nehmen, daß die Arbeitszeitbestimmungen des Fabrikgesetzes auf Lehrlinge in Fabriken Anwendung finden. Die in Lehrlingsgesetzen und Lehrverträgen vorgesehene neun- bis zehnstündige Arbeitszeit hat für sie keine Gültigkeit, was aus Art. 77 FG. deutlich hervorgeht. Die Kantone sollten in dieser Richtung wenigstens für Aufklärung sorgen und bei der Prüfung der Lehrverträge die Ungesetzlichkeit ausmerzen. Zürich hat es mit Bezug auf eine neue Verordnung über das Lehrlingswesen im Bäckergewerbe getan. Die Sache ist auch in anderer Hinsicht von Bedeutung, denn viele Meister beklagen sich, daß bei Verkürzung der Lehrzeit und der Arbeitsdauer das Lehrziel nicht erreicht werden könne. — Die meisten Lehrverträge sind nach der Norm des Schweiz. Gewerbeverbandes abgefaßt, andere dürfen schon genau besehen werden. In einem Fall stellte sich der sog. Lehrvertrag als ein Instrument einseitiger Bindung und Verpflichtung heraus, gegen das die Behörde scharf eingeschritten ist. — Klagen über die Lehrlinge verstummen natürlich so wenig, wie solche über die Lehrmeister, und oft werden wir gefragt, welche Disziplinarmittel man gegen unbotmäßige junge Leute anwenden könne. Zwei Fabrikinhaber wollten Lehrlinge zur Strafe für Vergehen am sonst freien Samstagnachmittag arbeiten lassen. Natürlich ist es nicht zulässig, ihnen dann Arbeit zuzuweisen, die das Gesetz verbietet, wie überhaupt gegen Fabriklehrlinge für Verfehlungen im Bereich des Fabrikgesetzes keine andere Strafen angewendet werden dürfen, als die nach Fabrikgesetz zulässigen.

Zum erstenmal enthält die Fabrikstatistik Angaben über die Zahl der Lehrlinge. In unserem Kreis betrug sie 4367 männliche und 676 weibliche. In Bezug auf Einzelheiten verweisen wir auf die Statistik selbst.

VII. Soziale Einrichtungen.

Baupläne betreffend Anstalten für die Unterkunft und Verpflegung der Arbeiter sind uns, gemäß Art. 191 VFG. sechs vorgelegt worden. Dabei handelte es sich nicht immer nur um Wohlfahrtseinrichtungen, sondern, in Verbindung mit solchen, auch um Kleiderräume, Eßzimmer, Waschgelegenheiten, Bäder, Sanitätsposten, also um Erfordernisse im Sinne der Art. 86 bis 88 VFG. Den Forderungen des Gesundheitsschutzes ist bei der Einrichtung solcher Anstalten überall entsprochen worden, aber beim Betrieb geraten sie da und dort allzu leicht in Vergessenheit. Wir denken dabei namentlich an die Schlafräume der Saisonarbeiter in gewissen Ziegeleien auf dem Lande. Unsern Rügen begegnen die Fabrikinhaber gewöhnlich mit Vorwürfen gegen die unordentlichen Arbeiter, aber von Bemühungen ihrerseits, Ordnung in den Räumen zu halten, bemerken wir wenig. — Das schöne neue Wohlfahrtshaus einer Maschinenfabrik dient gleichzeitig als Gemeindestube, in einem andern Fall hat sich die Verbindung eines sochen mit einer öffentlichen alkoholfreien Wirtschaft nicht bewährt. Von den Arbeiterinnenheimen ist nichts neues zu melden. Eine Spinnerei hat ein schönes Haus für ein solches gebaut, aber es steht noch leer. — Reine Verpflegungsanstalten, Fabrikküchen oder Kantinen, sind unseres Wissens nur zwei neu entstanden. Alle bemühen sich, billiges und doch gutes Essen abzugeben, was aber ohne Zuschüsse der Fabrik kaum möglich ist. In einer Reihe solcher Anstalten ist der Kampf gegen den Alkohol oder doch gegen den Branntwein neu aufgenommen worden. Eine Ziegelei läßt den Arbeitern jetzt Eglisana statt Bier für die Zwischenverpflegung zukommen. In einer andern wurde bekannt gemacht, daß laut Verordnung des Regierungsrates keine andern alkoholischen Getränke als Most und Bier verabreicht werden dürfen. Eine Maschinenfabrik wollte jeglichen Alkohol verbannen, bot den Arbeitern aber Tee an; der Erfolg war von kurzer Dauer, die Leute trinken wieder ihren mitgebrachten Most und Bier. 19 Verpflegungsanstalten in Fabriken unseres Kreises stehen unter der Leitung des Schweizer Verbandes „Volksdienst", zehn in Textil-, sieben in Metall- und Maschinenfabriken, je eine in der Nahrungsmittelbranche und in der

Holzbearbeitung. Hier wird nur alkoholfrei gewirtschaftet und die Leitung ist immer tadellos.

Abermals sind uns eine Anzahl Fabriken bekannt geworden, die Kassen eingerichtet, mehr noch Versicherungen abgeschlossen haben zur Unterstützung alter oder invalid gewordener Arbeiter. Über diese Wohlfahrtseinrichtung ist in den Schriften des Zentralverbandes schweiz. Arbeitgeberorganisationen eine umfassende Arbeit erschienen unter dem Titel „die Fürsorge privater Unternehmungen für ihr Personal bei Alter, Invalidität und Tod" (1928, Buchdruckerei Emil Rüegg, Zürich). Diesem Zweig der Fürsorge hat sich in den letzten Jahren die Aufmerksamkeit weiter Kreise besonders zugewendet, womit wertvolle Vorarbeit für eine gesetzliche Regelung dieser wichtigen Frage geleistet wird. Mit verschiedenen Pensionskassen sind Sparkassen verbunden, die durch Einlagen der Fabrik gefördert werden, während an die Pensionskassen die Arbeiter in der Regel keine Beiträge leisten. Statuten von Kassen gehen uns fast keine mehr zur Begutachtung zu. Von der Berechtigung, Sicherstellung des Kassenvermögens zu verlangen, macht unseres Wissens nur die Regierung des Kantons Zürich Gebrauch.

Von allen andern Einrichtungen nehmen immer noch die Ferien das größte Interesse in Anspruch. Sechs Fabriken sind uns bekannt geworden, die im Laufe dieser Berichtsperiode den Arbeitern mit einem gewissen Dienstalter zum ersten Mal voll bezahlte Ferien gewährt haben, einige haben sie nach langem Unterbruch wieder hergestellt, eine Seidenweberei hat ihre Ferienordnung verbessert, auch in Maschinenfabriken ist letzteres geschehen. Aber bereits hat die neue Krisis in der Textilindustrie dieser Wohlfahrtseinrichtung wieder hart zugesetzt, und es gibt neuerdings Betriebe, die Ferien nur geben, wenn 52 Stunden gearbeitet worden ist. Eine vorzügliche Einrichtung ist die Freizügigkeit hinsichtlich des Ferienanspruchs, die im Zürcheroberland besteht. Schlimm ist es dem Personal einer Werkstatt im Tessin ergangen, das durch die Unterstellung unter das Fabrikgesetz der Ferienansprüche nach dem Bundesgesetz über die Arbeitszeit bei den Eisenbahnen verlustig gegangen ist. — Die ganze Arbeiterschaft horchte auf, als im Nationalrat über die Einführung gesetzlicher Ferien mit vollem Lohn verhandelt wurde und sie erwartet mit Spannung ein günstiges Ergebnis.

Zum Schluß können wir uns nicht versagen, auf die verdienstvolle Studie des Herrn Dr. oec. publ. Alb. Halblützel über „die Angestellten- und Arbeiterwohlfahrtseinrichtungen der zürcherischen Maschinen- und Textilindustrie" Buchdruckerei Winterthur, 1929) aufmerksam zu machen.

VIII. Vollzug des Gesetzes und der zugehörigen Erlasse.

Neue kantonale Vorschriften über den Vollzug des Fabrikgesetzes sind nicht erlassen worden. Eine Verordnung des Kantons Zürich über das Lehrlingswesen im Bäckereigewerbe, vom 14. November 1929, berührt das Fabrikgesetz in den Bestimmungen über die Arbeitszeit. Die Vollzugsbehörde hat allen dem Fabrikgesetz unterstellten Brotfabriken mitgeteilt, daß für sie die Arbeitszeitvorschriften des letzteren gelten.

Die kantonalen Vollzugsorgane sind die nämlichen geblieben, außer in Zürich. Hier ist Herr Joh. Sigg in die Regierung eingetreten und damit aus seinem bisherigen Amt ausgeschieden. Früher einige Jahre unser Adjunkt, ist er in der kritischen, arbeitsüberhäuften Zeit der Einführung des neuen Fabrikgesetzes als zweiter, dem früheren alleinigen koordinierter Vollzugsbeamter berufen worden und hat als solcher eine sehr initiative, für den Vollzug des Gesetzes fruchtbare Tätigkeit entfaltet. Sie galt nicht nur den unmittelbar Interessierten, sondern auch den mitbeteiligten untern Amtsstellen, die er zum Vollzug heranzog. Herr Sigg wollte dem Kanton Zürich den Ruf eines vorbildlichen Gesetzesvollzugs verschaffen. Tatsächlich wird in keinem andern Kanton unseres Kreises von Seite der Behörden dem Vollzug dieses Bundesgesetzes die Aufmerksamkeit geschenkt, wie im Kanton Zürich. Da die Zeiten etwas ruhiger sind, als sie vor zehn Jahren waren, will der Kanton Zürich den Vollzug versuchsweise wieder nur mit einem Inspektor und einem Kanzlisten durchführen, deren ganze Kraft dieser einen Aufgabe gewidmet sein wird. — Besondere, direkt unter dem Departements-Chef stehende Vollzugsbeamte finden wir auch in Luzern, Zug und Tessin. Diese haben bei weitem nicht die Befugnis des Zürcher Kollegen, was aus den Verhältnissen erklärlich ist. Wir bedauern aber, daß ihnen infolge Zuweisung anderer Arbeit nicht die

nötige Zeit bleibt, um sich am Vollzug des Fabrikgesetzes direkt so zu beteiligen, wie es sein Art. 83, Abs. 1 haben will.

Bei der Beurteilung der Tätigkeit der direkten Fabrikaufsicht verdunkeln zahlreiche Mängel beinahe das viele Gute, das geleistet worden ist. Sei es aus Unkenntnis der Vorschriften, sei es aus Abneigung gegen sie oder aus andern Gründen, sind von untern und obern Instanzen wieder zahlreiche Verstöße begangen worden, und sie müssen wir doch wohl hervorheben, wenn die Kritik, zu der wir berufen sind, etwas nützen soll. Die Kontrolle über die Einhaltung der Arbeitszeit liegt vielerorts im Argen. Sehr viele Ortsbehörden wissen nicht einmal, daß Art. 44 des Fabrikgesetzes ihnen die Pflicht hiezu überbindet. Ohne einen Anstoß von dritter Seite regen sich die wenigsten. Nur in größern Industrieorten, besonders aber in der Stadt Zürich wird strenge Wache gehalten. Viele Fehler kommen immer noch im Bewilligungswesen vor. So sind von verschiedenen Behörden Nachtstunden zur Tagesarbeit hinzu als Überzeit bewilligt worden, trotz des klaren Verbotes in Art. 153, Abs. 1 VFG. Bewilligungen zur Sonntagsarbeit von ungesetzlich langer Dauer, sowie für Frauen sind erteilt worden. Wir mußten die mündliche Gestattung von Ausnahmen, die Bewilligung von Überzeitarbeit gleich für 40 Tage rügen und öfters vorstellig werden, weil der Lohnzuschlag in den Ausfertigungen nicht erwähnt war. Einen peinlichen Eindruck erweckt die verspätete Mitteilung solch ungesetzlicher oder unvollständiger Bewilligungen. Die Verschleppung von Unterstellungsfragen, die Tatsache, daß Betriebe zwei Jahre nach der Unterstellung noch keine Fabrikordnung hatten, weder Arbeiterliste, noch Altersausweise kannten und viel länger arbeiten ließen, als sie durften, sind Beispiele einer bedenklichen Auffassung der Vollzugspflichten.

Mit der Aufsicht über den Vollzug eidgenössischer und kantonaler Bewilligungen ist es ungefähr gleich bestellt, wie mit der Kontrolle der Arbeitszeit überhaupt. In Zürich sind eine ganze Reihe von Fabrikinhabern bestraft worden, weil sie nach Ablauf einer Bewilligung nach Art. 41 fortfuhren, 52 Stunden zu arbeiten; auch aus Luzern, Schwyz, Tessin gingen einige solche Strafmeldungen ein. Aber allzu oft haben wir bei den Inspektionen erfahren, daß ohne Bewilligung länger als zulässig gearbeitet worden

Tabelle VI.

Strafentscheide betreffend Übertretung der Vorschriften über die Arbeit in den Fabriken in den Jahren 1928 und 1929.

Kantone	Jahr	Fabrikhygiene und Unfallverhütung. Genehmigung der Anlage		Arbeiterverzeichnis Fabrikordnung Besondere Reglemente		Arbeitszeit und Ausnahmebewilligungen		Beschäftigung weiblicher Personen		Beschäftigung jugendlicher Personen		Mit Fabriken verbundene Unfallen		Andere Vorschriften und Verfügungen		Totalbetrag der Bußen und Kosten	Zahl der Bußen unter Fr. 50.–	Zahl der Bußen von Fr. 50.– u. mehr
		Fälle		Fälle		Fälle		Fälle		Fälle		Fälle		Fälle		Fr.		
Zürich	1928	—		10		148		7		8		—		—		6962.60	115	36
	1929	1		4		150		9		8		—		7		7170.90	100	41
Luzern	1928	—		—		1		—		—		—		—		168.90	—	1
	1929	—		—		5		—		—		—		—		105.—	4	1
Uri	1928	—		—		—		—		—		—		—		—	—	—
	1929	—		—		—		—		—		—		—		—	—	—
Schwyz	1928	—		2		5		—		—		—		—		187.—	4	1
	1929	—		—		2		—		—		—		—		151.—	1	1
Obwalden	1928	—		—		—		—		—		—		—		—	—	—
	1929	—		—		—		—		—		—		—		—	—	—
Nidwalden	1928	—		—		—		—		—		—		—		—	—	—
	1929	—		—		—		—		—		—		—		—	—	—
Zug	1928	—		—		1		—		—		—		—		15.—	1	—
	1929	—		—		3		—		—		—		1		424.—	1	2
Tessin	1928	—		—		15		1		—		—		—		1030.—	3	12
	1929	—		—		9		—		—		—		—		730.—	3	6
Total im III. Kreis	1928	—		12		170		8		8		—		—		8363.50	121	50
	1929	1		4		149		9		8		—		8		8580.90	109	51

ist und keine kantonale Instanz dagegen Einsprache erhoben hat. Wir selber sahen uns veranlaßt, in einer Anzahl solcher Fälle Strafklage zu erheben.

Daß wir leider von einem einheitlichen Vollzug des Gesetzes weit entfernt sind, kommt sehr deutlich auch im Strafwesen zum Ausdruck. Ein Blick in die Tabelle VI betreffend die Strafentscheide beweist es. In den beiden Jahren sind 331 Bußenverfügungen ausgesprochen worden, davon 290 im Kanton Zürich, in den übrigen Kantonen zusammen 41. Wo die Aufsicht streng ist und Übertretungen nicht leicht genommen werden, da haben wir viele Straffälle, fehlende oder kleine Zahlen sagen hier nichts anderes, als daß die Aufsicht lax ist und Gesetzesverletzungen gering geachtet werden. Am einen Ort sind Strafen ausgesprochen worden für Handlungen, die man anderswo gar nicht als Verletzung gesetzlicher Vorschriften ansieht, obschon diese da sind. Unsere Klagen finden da und dort wenig Gehör, und die Strafuntersuchungen werden von gewissen Behörden mit Widerstreben an die Hand genommen; statt die Beklagten einzuvernehmen, etwa die Lohnbücher einzusehen, verlangt man von uns Zeugen. Wir sind keineswegs eingenommen für Bestrafungen, aber wer nicht hören will, muß schließlich fühlen, und wo man diesen alten Grundsatz nicht anwendet, schwindet die Achtung vor dem Gesetz. Irrtümlich ist die Anwendung von Polizeistrafen nach kantonalem Recht bei Übertretungen des Fabrikgesetzes, in solchen Fällen sind die Strafbestimmungen des letztern selbst maßgebend. Zwei Rückfälligen ist Freiheitsstrafe angedroht worden. Ein freisprechendes Gerichtsurteil haben wir, gemäß Art. 209, Abs. 3 VFG. zur Kassation weiter geleitet. Diese wurde verfügt, aber die neue Beurteilung des Falles durch das kantonale Gericht steht noch aus. Gegen vier administrative Bußenverfügungen wurde gerichtliche Beurteilung verlangt; in drei Fällen wurde die Buße bestätigt, in einem reduziert. Außer den in der Tabelle aufgeführten Straffällen sind in den zwei Jahren zusammen 72 „Verwarnungen unter Kostenfolge" ausgesprochen worden. Diese Kosten beliefen sich auf rund Fr. 800.—. Ein Drittel von allen Bußen waren solche von Fr. 50.— und darüber. Beträge von mehr als 50 bis 100 Franken erreichten 55 Bußen, 17 lagen zwischen 100 und 200 Franken, vier überstiegen letzteren Betrag. Eine Anzahl gleichzeitiger

Übertretungen mehrerer Vorschriften sind in der Tabelle aufgelöst, erscheinen daher in mehr als einer Rubrik.

*

Dieser Bericht schließt den zehnjährigen Bestand des neuen Fabrikgesetzes, dessen Grundpfeiler die 48-stündige Arbeitswoche ist. Die zehn Jahre waren für uns ein ununterbrochener Kampf um deren Anerkennung und Festigung. Wohl hat sie sich in weiten Gebieten der Industrie eingelebt, aber der Wille des Gesetzes ist noch nicht erfüllt. Möge es gelingen, dem Ziel in der Zukunft rascher näher zu kommen, als bisher. Zu unserem Bedauern haben wir nun aber einen der bisherigen Vorkämpfer um dieses Ziel verloren, unsern langjährigen nächsten Vorgesetzten, den Herrn Abteilungsdirektor Dr. F. Kaufmann in Bern. Mit dem Dank für das Wohlwollen, das er uns immer bewiesen hat, verbinden wir die besten Wünsche für sein ferneres Wohlergehen.

Zürich, im März 1930.

Der eidg. Fabrikinspektor des III. Kreises:

Dr. H. Wegmann.

Bericht über die eidgenössische Fabrikinspektion im IV. Kreise

(Glarus, Schaffhausen, Appenzell A.-Rh., Appenzell J.-Rh., St. Gallen, Graubünden, Thurgau und Fürstentum Liechtenstein)

in den Jahren 1928 und 1929.

I. Allgemeines.

Die Besserung in der Lage unserer Industrie im allgemeinen, die wir zur Zeit unserer letzten Berichterstattung erfreulicherweise feststellen konnten, hat in den beiden Jahren, über die dieser Bericht sich erstreckt, weitere Fortschritte gemacht. Aber es geschah dies leider doch nicht in dem Maße, daß nicht ein großer Teil der damals mit Recht gehegten Hoffnungen wiederum getäuscht worden wäre.

Wohl hat eine Reihe wichtiger Industriezweige einen flotten Aufschwung, einen fast wider Erwarten guten Beschäftigungsgrad erfahren; aber es sind wieder andere, denen eine längst bestehende Krisis weiterhin schwer zusetzte oder die einer ernsten Krisis neu überliefert wurden.

In seiner Rückwirkung auf unsere Volkswirtschaft trat der wechselvolle Verlauf des Beschäftigungsgrades der verschiedenen Industrien im großen Ganzen wohl deshalb nicht als schwerer Nachteil in die Erscheinung, weil die von einer guten Konjunktur begünstigten Industrien weit mehr Arbeitskräfte an sich zu ziehen in der Lage waren, als der Ausfall in den einer Krisis verfallenen betrug. Diese Tatsache hat die guten Folgen gezeigt, daß die Zahl der Arbeitslosen sich innert normaler Grenzen bewegte und daß die Zahl der in der Industrie beschäftigten Personen gegenüber den vergangenen Jahren eine bedeutende Steigerung erfuhr. Die Ergebnisse unserer im Jahre 1928 bei den Inspektionen in den Fabriken selbst gemachten Erhebungen und der am 22. August 1929 durchgeführten eidg. Fabrikstatistik bieten nach dieser Richtung ein interessantes Bild.

Die in diesen beiden Erhebungen ermittelte Gesamtzahl der in der

Industrie beschäftigten Personen bewegt sich auf einer bisher nie festgestellten Höhe. Das Resultat der eidg. Fabrikstatistik vom Jahre 1911 war das bisherige Maximum für den IV. Inspektionskreis. Es betrug 73 825 Personen. Dieses wurde in den beiden Berichtsjahren überholt; denn der Gesamtbestand der Industriearbeiterschaft stieg im Jahre 1928 auf 75 540 und im Jahre 1929 sogar auf 76 782. Stellen wir diesen Zahlen das im Jahre 1921 als Folge wirtschaftlicher Krisen festgestellte Minimum von 56 863 gegenüber, so zeigt die seit diesem Jahre bis 1929 sukzessive erfolgte Rückgewinnung von Arbeitskräften — bis 1929 betrug sie 19 899 —, welche schönen Fortschritte die Erholung unserer Industrie aus der langen und schweren Krisis gemacht hat.

Diese Feststellung ist umso erfreulicher, als damit der Ausfall in der Stickereiindustrie, die dieser Erholung leider nicht teilhaftig wurde, sondern weiter der mit unverminderter Schärfe fortbestehenden Krisis und Zersetzung überliefert blieb, endlich einen vollen Ausgleich gefunden zu haben scheint. Es zeugt diese Feststellung auch von den schönen Erfolgen der seit Jahren erstrebten Umschichtung von der Stickereiindustrie auf andere Industrien, an der die Zentralstelle für Einführung neuer Industrien in St. Gallen nicht geringen Anteil hat.

Über den Bestand der Fabriken und ihrer Arbeiterschaft nach Kantonen des IV. Inspektionskreises orientiert Tabelle I. Aus dieser ist ersichtlich, daß einzig die beiden Appenzell der in allen übrigen Kantonen festgestellten Aufwärtsbewegung hinsichtlich Zahl der Arbeiter im Jahre 1929 nicht mehr gefolgt sind. Der Ausfall in diesen beiden Kantonen ist als Auswirkung der Stickereikrisis zu werten.

Der gleichen Ursache ist zuzuschreiben der Rückgang der Zahl der Fabriken in den Kantonen Appenzell A.-Rh., St. Gallen und Thurgau und damit der Gesamtzahl der Fabriken im IV. Inspektionskreis überhaupt.

Von besonderm Interesse sind die Veränderungen im Bestand der Zahl der Fabriken und ihrer Arbeiter nach Industriegruppen, wie sie in Tabelle II ihre Darstellung finden.

Wir sehen darin zunächst bestätigt einen fortschreitenden, im Jahre 1929 ganz besonders in die Erscheinung tretenden Ausfall in der Zahl

Tabelle I.

Zahl der Fabriken und ihrer Arbeiter in den Jahren 1928 und 1929 und Zahl der Betriebskräfte im Jahre 1929, nach Kantonen.

Kantone	Fabriken		Arbeiter												Gesamte für den eigenen Betrieb zur Verfügung stehende Kraft 1929
			1928							1929					
	Ende	22. August	14—18 Jahre		über 18 Jahre		Total			14—18 Jahre		über 18 Jahre		Total			
	1928	1929	m	w	m	w	m	w	Zus.	m	w	m	w	m	w	Zus.	PS.
Glarus . .	110	113	363	688	3,410	3,432	3,773	4,120	7,893	383	666	3,531	3,370	3,914	4,036	7,950	19,036
Schaffhausen	112	114	643	364	6,501	1,396	7,144	1,760	8,904	777	352	7,274	1,436	8,051	1,788	9,839	19,590
Appenzell A. Rh.	161	157	301	436	2,216	1,605	2,517	2,041	4,558	298	431	2,131	1,419	2,429	1,850	4,279	5,577
Appenzell J. Rh.	13	13	13	44	117	83	130	127	257	16	31	119	71	135	102	237	764
St. Gallen .	866	865	2,102	3,529	13,498	12,292	15,600	15,821	31,421	2,090	3,288	14,299	11,757	16,389	15,045	31,434	48,963
Graubünden	124	125	100	82	2,157	460	2,257	542	2,799	126	97	2,572	436	2,698	533	3,231	9,961
Thurgau .	434	422	1,071	1,624	9,410	6,954	10,481	8,578	19,059	1,221	1,575	9,618	6,902	10,839	8,477	19,316	27,951
Fürstentum Liechtenstein	6	6	25	83	175	366	200	449	649	12	58	131	295	143	353	496	1,628
Total im IV. Kreis	1,826	1,815	4,618	6,850	37,484	26,588	42,102	33,438	75,540	4,923	6,498	39,675	25,686	44,598	32,184	76,782	133,470

Anmerkung: Die Zahlen des Jahres 1928 wurden anläßlich der Inspektionen erhoben; die Zahlen des Jahres 1929 sind diejenigen der eidgen. Fabrikstatistik vom 22. August 1929.

Tabelle II.

Zahl der Fabriken und ihrer Arbeiter in den Jahren 1928 und 1929 und Zahl der Betriebskräfte im Jahre 1929, nach Industriegruppen.

Industriegruppen	Fabriken		Arbeiter																Gesamte für den eigenen Betrieb zur Verfügung stehende Kraft 1929 PS.
			1928				1928				1929								
			14—18 Jahre		über 18 Jahre		Total			14—18 Jahre		über 18 Jahre		Total					
	Ende 1928	22. August 1929	m	w	m	w	m	w	Zus.	m	w	m	w	m	w	Zus.			
I. Baumwollindustrie . . .	186	185	1,073	2,200	7,631	9,597	8,704	11,797	20,501	951	1,989	7,219	9,004	8,170	10,993	19,163	40,315		
II. Seiden- und Kunstseiden-Industrie	20	28	52	256	422	1,160	474	1,416	1,890	187	879	2,007	2,989	2,194	3,868	6,062	7,866		
III. Wollindustrie	21	22	100	343	885	1,497	985	1,840	2,825	92	410	901	1,519	993	1,929	2,922	6,477		
IV. Leinenindustrie	3	4	2	8	14	24	16	32	48	2	11	48	84	50	95	145	142		
V. Stickerei	613	568	466	1,678	1,965	5,262	2,431	6,940	9,371	325	1,364	1,551	4,418	1,876	5,782	7,658	2,997		
VI. Übrige Textilindustrie . .	16	19	39	32	175	149	214	181	395	19	25	144	120	163	145	308	414		
VII. Kleidung, Ausrüstungsgegenstände	179	195	304	1,082	1,928	4,731	2,232	5,813	8,045	288	1,055	1,888	4,687	2,176	5,742	7,918	2,753		
VIII. Nahrungs- und Genußmittel	89	91	74	164	1,602	682	1,676	846	2,522	103	219	1,610	855	1,713	1,074	2,787	10,285		
IX. Chemische Industrie . . .	30	26	176	662	1,810	1,691	1,986	2,353	4,339	11	28	278	113	289	141	430	1,292		
X. Zentralanlagen für Kraft-, Gas- und Wasserlieferung	71	69	3	—	650	—	653	—	653	4	—	779	2	783	2	785	8,941		
XI. Herstellung und Bearbeitung von Papier, Leder, Kautschuk	76	72	221	124	1,565	499	1,786	623	2,409	252	164	1,521	468	1,773	632	2,405	8,259		
XII. Graphische Industrie . .	72	73	139	56	962	221	1,101	277	1,378	161	66	1,039	235	1,200	301	1,501	1,337		
XIII. Holzbearbeitung	223	229	342	26	3,990	103	4,332	129	4,461	489	24	4,817	131	5,306	155	5,461	11,441		
XIV. Herstellung und Bearbeitung von Metallen	90	97	400	92	4,647	504	5,047	596	5,643	633	133	5,399	584	6,032	717	6,749	13,258		
XV. Maschinen, Apparate, Instrumente	104	108	1,051	94	7,506	307	8,557	401	8,958	1,216	86	8,696	320	9,912	406	10,318	10,265		
XVI. Uhrenindustrie, Bijouterie .	8	9	42	29	257	109	299	138	437	50	34	240	108	290	142	432	138		
XVII. Industrie der Erden und Steine	48	48	134	4	1,475	52	1,609	56	1,665	140	11	1,538	49	1,678	60	1,738	7,290		
Total im IV. Kreis	1849* (1826)	1843* (1815)	4,618	6,850	37,484	26,588	42,102	33,438	75,540	4,923	6,498	39,675	25,686	44,598	32,184	76,782	133,470		

*) Die Summen dieser Kolonnen sind größer als die darunter angegebenen richtigen Zahlen, wegen der Teilung einzelner Fabriken nach Industriegruppen.

Anmerkung: Die Arbeiterzahlen des Jahres 1928 wurden anläßlich der Inspektionen erhoben; die Zahlen des Jahres 1929 sind diejenigen der eidgen. Fabrikstatistik vom 22. August 1929.

der Fabriken und der Arbeiter in der Stickereiindustrie. Dieser Ausfall beträgt für das Jahr 1928 im Vergleich zu 1927 39 Fabriken und 695 Arbeiter; er vergrößert sich von 1928 auf 1929 wiederum um 57 Fabriken und 1713 Arbeiter.

Während die Baumwollindustrie die letzten Jahre bis 1928 sowohl hinsichtlich Zahl der Fabriken, als auch hinsichtlich Zahl der Arbeiter aufsteigende Entwicklung aufweist, verfällt sie zufolge einer über sie hereingebrochenen Krisis von 1928 auf 1929 einem Rückgang um 3 Fabriken und 1338 Arbeitern. Dies konnte sich volkswirtschaftlich namentlich dort unangenehm auswirken, wo die Baumwollindustrie im gleichen Gebiet wie die Stickereiindustrie heimisch ist.

Glücklicherweise erwiesen sich aber andere Industrien zufolge erhöhten Beschäftigungsgrades für anderswo frei gewordene Arbeitskräfte sehr aufnahmefähig. Vermehrten Bedarf an solchen zeigten besonders die baulich bedeutend erweiterten Groß-Unternehmungen der Kunstseidenindustrie. Ihrer Entwicklung und ihrer statistischen Vereinigung mit der Seidenindustrie ist der in dieser Gruppe ausgewiesene, große Zuwachs an Zahl der Arbeiter zu danken, dem gegenüber die chemische Industrie, zu der die Kunstseidenindustrie bisher gezählt wurde, ein entsprechendes Minus aufweist.

Die übrigen Gruppen der Textilindustrie und die Bekleidungsindustrie verzeichnen eine kleine Zunahme der Zahl der Fabriken, hinsichtlich Arbeiterzahl aber keine starken Veränderungen.

Den Ausschlag für eine so bedeutende Erhöhung der Gesamtzahl der Industriearbeiterschaft im IV. Inspektionskreis während der beiden letzten Jahre gaben die Holzindustrie, die Metall- und Maschinenindustrie, die sich eines fortgesetzt guten Beschäftigungsgrades erfreuten.

Von ganz besonderm Interesse ist es, zu erfahren, wie weit im Stickereigebiet, das die Kantone Appenzell, St. Gallen und Thurgau umfaßt, die durch die jahrelange Krisis ausgelöste Umschichtung der Industrien gediehen und nach welcher Richtung sie hauptsächlich erfolgt ist. Aus einem Vergleich der Ergebnisse der offiziellen statistischen Erhebungen der Jahre 1911, 1923 und 1929 ergibt sich hierüber folgendes:

Von je 100 Fabriken gehörten zu den

Industriegruppen	Appenzell			St. Gallen			Thurgau		
	1911	1923	1929	1911	1923	1929	1911	1923	1929
Textil- und Bekleidungsindustrie	11	16	29	13	14	23	18	19	26
Stickereiindustrie	66	65	49	51	54	41	39	42	28
Nahrungsmittel-, Chemische Industrie, Zentralanlagen	5	3	2	9	8	8	9	9	9
Papier-, Graphische und Holzindustrie	11	11	12	17	15	17	17	15	20
Metall-, Maschinen- und Uhrenindustrie	5	4	7	7	7	9	11	12	14
Erden und Steine	2	1	1	3	2	2	6	3	3

Man ersieht hieraus, daß der Rückgang des prozentualen Anteils der Stickereiindustrie an der Gesamtzahl der Fabriken von 1911 bis 1929 ein ganz bedeutender ist. Der im Jahre 1923 ausgewiesene, vorübergehende, kleine Aufstieg in den Kantonen St. Gallen und Thurgau ist zurückzuführen auf die im Jahre 1920 erfolgte Ausdehnung des Geltungsbereiches des neuen Fabrikgesetzes auf die Kleinbetriebe der Schifflistickerei.

Aus vorstehender Übersicht ist ferner zu ersehen, daß die Umschichtung hauptsächlich zugunsten der Textil- und Bekleidungsindustrie erfolgte, von ihr aber auch die Holz-, und namentlich auch die Metall- und Maschinenindustrie profitierten. Diese Feststellung findet ihre Bestätigung in der folgenden Übersicht über den prozentualen Anteil der verschiedenen Industriegruppen an der Gesamtzahl der beschäftigten Arbeiter.

Von je 100 Arbeitern waren beschäftigt in den

Industriegruppen	Appenzell			St. Gallen			Thurgau		
	1911	1923	1929	1911	1923	1929	1911	1923	1929
Textil- und Bekleidungsindustrie	13	35	55	24	42	52	29	51	51
Stickereiindustrie	68	47	21	49	32	17	40	17	7
Nahrungsmittel-, Chemische Industrie, Zentralanlagen	2	1	1	4	4	4	3	6	6

Industriegruppen	Appenzell			St. Gallen			Thurgau		
	1911	1923	1929	1911	1923	1929	1911	1923	1929
Papier-, Graphische und Holzindustrie	10	7	8	9	9	10	8	13	13
Metall-, Maschinen- und Uhrenindustrie	5	10	15	10	11	15	15	10	21
Erden und Steine	2	0	0	4	2	2	5	3	2

Der prozentuale Anteil der Stickereiindustrie an der Gesamtzahl der Industriearbeiterschaft des Stickereigebietes hat demnach eine ganz außerordentliche Einbuße erlitten, die ihren Ausgleich hauptsächlich in einer erhöhten Bedeutung der Textil- und Bekleidungsindustrie, der Holzindustrie und der Metall- und Maschinenindustrie fand.

Aus einer Gegenüberstellung der Arbeiterzahlen der Kantone des Stickereigebietes vom Jahre 1929 mit denen des Jahres 1911 ergibt sich folgendes:

Es betrug die Zahl der Arbeiter der

Kantone	1911	1929	Zunahme	Abnahme
Appenzell	4 322	4 516	194	—
St. Gallen	31 480	31 434	—	46
Thurgau	18 704	19 316	612	—

Im Rahmen der wie in vorstehenden Übersichten zusammengefaßten Industriegruppen ergeben die Arbeiterzahlen dieser Kantone vom Jahre 1929 gegenüber denen von 1911 folgende Veränderungen (Zuwachs +, Rückgang —):

Industriegruppen	Appenzell	St. Gallen	Thurgau
Textil- und Bekleidungsindustrie	+ 1910	+ 8845	+ 4266
Stickereiindustrie	— 1966	— 10284	— 6082
Nahrungsmittel-, Chemische Industrie, Zentralanlagen	— 47	+ 29	+ 591
Papier-, Graphische u. Holzindustrie	— 92	+ 185	+ 1019
Metall-, Maschinen- und Uhrenindustrie	+ 459	+ 1717	+ 1291
Erden und Steine	— 70	— 538	— 473
Total Zuwachs, bezw. Rückgang	+ 194	— 46	+ 612

Die Übersicht bestätigt, daß im Stickereigebiet der seit Jahren immer größer gewordene Ausfall im Bestand der Stickereiarbeiterschaft,

dem ein, wenn auch nicht so bedeutender, Rückgang der Arbeiterzahl in der Industrie der Erden und Steine nebenherging, bis zum Jahre 1929 in einer steigenden Zunahme der Zahl der Arbeiter in den übrigen Industrien seinen vollen Ausgleich gefunden hat. An diesem, vom volkswirtschaftlichen Standpunkt aus, so wichtigen Resultat vermag das zufällige Minus von 46 Arbeitern, das der Kanton St. Gallen noch aufweist, nichts zu ändern.

So erfreulich dieses Ergebnis einerseits ist, so darf man anderseits nicht vergessen, wieviele Existenzen gerade in der Stickereiindustrie das Opfer dieser Umschichtung geworden, wieviele Fabrikinhaber der Stickereikrisis ihren Tribut bezahlen mußten und wieviele ältere und namentlich männliche Arbeiter eine Arbeits- und Verdienstmöglichkeit anderswo nicht mehr fanden und schweren Altersorgen überliefert worden sind.

Für Appenzell A.-Rh. liegen die Arbeits- und Verdienstverhältnisse trotz etwelcher Erholung der Fabrikindustrie heute noch sehr kritisch deshalb, weil die Hausindustrie der Plattstichweberei, die dort von jeher von Bedeutung war, ebenfalls einer sehr ernsten Krisis verfallen ist.

Hinsichtlich der Veränderungen im Bestand der Fabriken im IV. Inspektionskreis ergibt sich folgendes. Es betrug die Zahl der Fabriken am 31. Dezember 1927: 1840; im Jahre 1928 wurden dem Fabrikgesetz neu unterstellt 76 Betriebe. Anderseits mußte in 90 Fällen Aufhebung der Unterstellung erfolgen, sodaß der Ende 1927 ausgewiesene Bestand eine Abnahme von 14 Betrieben erfuhr und am 31. Dezember 1928 noch 1826 betrug.

Das Jahr 1929 brachte einen weitern Rückgang um 21 Betriebe; denn den 83 in diesem Jahr erfolgten Unterstellungen unter Fabrikgesetz stehen 104 Streichungen auf dem Fabrikverzeichnis gegenüber. Die Zahl der Fabriken betrug demnach am 31. Dezember 1929: 1805.

Der Rückgang der Zahl der Fabriken um 35 in den beiden letzten Jahren ist ganz auf dem Konto der Stickereiindustrie zu buchen. Denn in dieser Industrie stehen 36 Unterstellungen 126 Streichungen gegenüber. Letztere überwiegen demnach um 90. In den andern Industriegruppen zusammen erfolgten 122 Unterstellungen und 67 Streichungen. Der Zuwachs in diesen Industriegruppen von 55 wird durch den Abgang in der Stickereiindustrie von 90 gerade um die 35 Betriebe über-

troffen, die den für die beiden letzten Jahre ausgewiesenen Ausfall im Gesamtbestand der Fabriken im IV. Inspektionskreis ausmachen.

Unter den dem Fabrikgesetz neu unterstellten Betrieben finden wir als Vertreter von in unserm Kreise neuer Industrien: eine Grammophonfabrik, eine Orgelbauanstalt, eine Fahrradfabrik, eine Schalldämpferfabrik, eine Gewächshausfabrik, eine Werkstätte für Bootbau, ein Textilwerk für Stickerei-Teppichfabrikation, eine Elastiquefabrik, eine Steppdeckenfabrik, eine Maskenfabrik, eine Photo-Kopieranstalt und eine Zündholzfabrik.

Die Tätigkeit des Fabrikinspektorates, soweit sie der Erfüllung seiner Hauptaufgabe, der Inspektion der Fabriken galt, bewegte sich in normalen Bahnen, wurde aber immer wieder stark in Anspruch genommen durch die Prüfung von und Berichterstattung zu Gesuchen um Ausnahmebewilligungen verschiedenster Art betreffend Arbeitszeit, besonders solcher nach Art. 41 des Gesetzes, Begutachtung von Fabrikordnungen, Begutachtung und oft auch Besprechung von Bauplanvorlagen und die Erledigung der zahlreichen Korrespondenzen. Dazu kam die Mitwirkung bei der Vorbereitung und Durchführung der Fabrikstatistik vom 22. August 1929, die unsere Zeit lange derart absorbierte, daß es uns schließlich nicht mehr möglich war, unser Inspektionsprogramm bis Ende des Jahres restlos durchzuführen.

Über die Zahl der in den beiden letzten Jahren ausgeführten Inspektionen orientiert nachstehende Übersicht:

	Zahl der Inspektionen			
	1928		1929	
	in Fabriken	Inspektionen	in Fabriken	Inspektionen
je 1 Inspektion	1782	1782	1683	1683
mehr als 1 Inspektion	42	92	49	99
Total	1824	1874	1732	1782
	in Nichtfabriken	Inspektionen	in Nichtfabriken	Inspektionen
je 1 Inspektion	76	76	96	96
mehr als 1 Inspektion	5	10	2	4
Total	81	86	98	100
Total aller Inspektionen		1960		1882

	1928	1929
Dazu Besuche ohne Inspektion in Fabriken und Nichtfabriken	32	34
Zahl der Arbeiter der inspizierten Fabriken	75524	72306

Im Jahre 1928 haben wir 54, im Jahre 1929 weitere 60 dem FG. nicht unterstellte Betriebe besucht, von denen in der Folge 38, bezw. 43 dem Gesetz unterstellt wurden.

Unsere Inspektionstätigkeit fortgesetzt zu einer regen zu gestalten, bleibt unser Bestreben, nicht nur, um am nötigen Ausbau des Gesetzesvollzuges mitzuarbeiten, sondern auch, um über die Vorgänge in der Industrie, namentlich deren wirtschaftliche und Konkurrenzverhältnisse auf dem Laufenden zu bleiben, mit denen wir uns in Berichten so viel zu befassen haben.

II. Fabrikhygiene und Unfallverhütung. Genehmigung neuer Anlagen.

Über die Fabrikhygiene im allgemeinen darf gesagt werden, daß bei den Fabrikinhabern meist das Bestreben besteht, Fortschritte und Neuerungen, die dieses weite Gebiet fortwährend zeitigt, sich zunutzen zu ziehen. Das können wir bei unsern Inspektionen sowohl als auch bei der Prüfung von Bauplänen für neue Anlagen immer wieder feststellen. Offensichtlich bildet die Verbesserung hygienischer Verhältnisse vielerorts einen nicht zu unterschätzenden Teil eines zu verwirklichenden Rationalisierungsprogramms.

Besondere Aufmerksamkeit erfordert ständig die Beschaffenheit der Luft in Arbeitsräumen und gilt vor allem der geeigneten Beseitigung von aus dem Fabrikationsprozeß stammendem Staub, von Dämpfen und üblen Gerüchen. Auf diesem Gebiet sind der Initiative bewährter Spezialfirmen für Ventilationsanlagen wieder erfreuliche Fortschritte zu verdanken, so Staub- und Späneabsaugungen in verschiedenen Holzbearbeitungswerkstätten, Entnebelungsanlagen in Färbereien, Ventilationsanlagen für Kunstseidefabriken und für Spritzmalereien.

Gerade bei dem immer mehr zur Anwendung kommenden Spritz-

malverfahren stellen sich, namentlich dort, wo dieses an freien Arbeitsplätzen und an großen Gegenständen betätigt werden muß, einer gründlichen Abführung der entstehenden Farbnebel oft große Schwierigkeiten entgegen. Diese zu überwinden, ist z. B. in einer neuen Stoffspritzmalerei vorbildlich gelungen. Das Tragen von Schutzmasken erweist sich leider als ein ungenügendes Mittel, den Belästigungen und gesundheitlichen Gefahren, die dem Verfahren anhaften, wirksam zu begegnen. Es besteht große Abneigung bei den Arbeitern, solche zu tragen, und mehr noch, sie stets in einem ihrem Zweck allein richtig dienenden, saubern Zustand zu erhalten.

Auf dem Gebiete der Staubbekämpfung bleibt noch viel zu tun übrig. Man sieht sich hier oft vor schwierige Probleme gestellt, so z. B. bei Steinbrechanlagen, bei Koksfortier- und Absackstellen, Sandaufbereitung in Gießereien u. a.

Sehr gute, hygienisch einwandfreie und leistungsfähige Sandstrahl-Gußputzmaschinen neuester Konstruktion mit flotter Staubabsaugung sind in einem Stahlwerk installiert worden.

Leider trifft man an Holzschleifmaschinen oft fehlerhafte Konstruktionen der Staubabsaugung, die den feinen Staub nicht richtig faßt und einen Teil davon in den Arbeitsraum ausstößt, wo er sich zufolge seiner Feinheit überall verbreitet.

Eine Baumwollspinnerei hat in einem Neubau für Battage eine Siemens'sche Entstaubungsanlage mit elektrischen Filtern erstellt, die vorzügliche Dienste leistet.

Wir haben die Ventilationsverhältnisse von Setzmaschinenlokalen in Buchdruckereien weiterhin besonders im Auge behalten. Die manchenorts bestehende Furcht, es könnte die über den Gießtöpfen von Setzmaschinen wegströmende Luft, die von den Setzern eingeatmet werden kann, diese der besondern Gefahr von Bleierkrankungen aussetzen, dürfte sich durch die von Herrn Prof. Dr. O. Waser in Zürich durchgeführten Untersuchungen neuerdings als unbegründet erwiesen haben. Trotzdem erscheinen die Abzugsrohre über den Tiegeln nicht entbehrlich wegen allfälliger Staubbildung aus der Krätze des Bleibades.

Ältere Arbeitsräume mit niedriger Höhe geben oft zu Bemerkungen und zu dem Verlangen nach Installation mechanischer Ventilation Anlaß wegen zu starker Besetzung, die meist davon herrührt, daß man den

verfügbaren Platz möglichst auszunützen trachtet, ohne sich über die Größe des Luftraumes und dessen Verhältnis zur Zahl der beschäftigten Personen Rechenschaft zu geben.

Hinsichtlich Unterhaltung und Reinhaltung der Arbeitsräume hatten wir uns verhältnismäßig wenig zu bemühen. Daß es öfters unseres Anstoßes bedarf, um das Weißen von Wänden und Decken zu erreichen, ist noch zu verstehen, wenn man bedenkt, daß diese Arbeit eine Betriebsstörung und unter Umständen erhebliche Kosten verursacht. Weniger verständlich ist es aber, wenn der Fabrikinspektor verlangen muß, den manchmal in dicken Schichten auf Gebälk, auf stillstehenden Maschinen oder in Heizungskanälen lagernden Staub zu entfernen, wie uns dies hin und wieder begegnet ist.

Das regelmäßige Entfernen von Abfällen, namentlich um Holzbearbeitungsmaschinen, die einer Späneabsaugung ermangeln, bildete oft den Gegenstand unserer Postulate; es sollte ihrer nicht bedürfen.

Fortschritte sind wieder zu verzeichnen auf dem Gebiete der Beleuchtung der Arbeitsräume. Viel Luft und Licht in die Arbeitsräume! heißt die Losung bei heutigen Neuanlagen. Es ist erfreulich, daß gerade mit Bezug auf die Tageslichtbeleuchtung mehr vorgesorgt, ein günstigeres Verhältnis der Fensterflächen zur Bodenfläche, als die Vorschriften als Minimum verlangen, geschaffen und daß durch hohe, möglichst bis an die Decke reichende Fenster ein hoher Lichteinfall gesucht wird.

Die Technik für künstliche Beleuchtung erstrebt immer mehr eine Konzentration des Lichtes auf den Arbeitsplatz und eine Vermeidung der Blendwirkung hier sowohl, als bei Lampen für allgemeine Beleuchtung eines Arbeitsraumes. Wir fanden diesen Zweck sehr gut erreicht in großen Sälen einer Speisefettfabrik durch Verwendung sog. Twerdi-Lampen, deren Mattglaskörper eine sehr günstige allgemeine Beleuchtung unter Vermeidung des Blendens ermöglicht.

Wir stellten auch eine vermehrte Verwendung elektrischer Tageslichtlampen in verschiedenen Industrien fest. Anderseits finden wir immer noch, namentlich in der Baumwollindustrie, elektrische Beleuchtung, deren Unzulänglichkeit sofort auffällt und deren Modernisierung nicht nur eine wesentliche Verbesserung der Arbeitshygiene bedeutete,

sondern auch im Interesse des Betriebes läge und sich sicher in erhöhter Qualität der Produkte auswirken würde.

Klagen über ungenügende Heizung der Arbeitsräume häuften sich während der lange dauernden, ganz außerordentlich strengen Kältezeit des Winters 1928/29. Es bedurfte keiner langen Prüfung, um deren Berechtigung zu bestätigen. Leider war in gar vielen Fällen nicht zu helfen, da manche sonst hinreichende Heizanlage den Anforderungen jener ganz abnormalen Kältezeit gegenüber versagte, und dann standen die Raumtemperaturen weit unter den gewohnten und erträglichen. Wir haben Fälle festgestellt, wo der Betrieb deshalb während einiger Zeit stillgelegt wurde. In allen Betrieben waren die Aufwendungen für Heizung damals ganz abnorm große.

Anderseits brachte der lange und extrem heiße Sommer des Jahres 1929 ungewohnt hohe Temperaturen in Arbeitsräume von Fabriken. Dabei erlebte man einmal die Freude, daß die vorhandenen Lüftungseinrichtungen, die sonst vielfach in geschlossener Ruhestellung zu verharren verurteilt sind, ihrer Zweckbestimmung entsprechend in Gebrauch genommen wurden, und nie war das Verlangen nach Ventilatoren so rege wie damals. Aber der Erfolg war der hohen Außentemperatur wegen oft ein minimer. Zu besonderer, willkommener Wirkung kamen zu dieser Zeit Dachberieselungen.

Viele Postulate, zu denen unsere Inspektionen Anlaß gaben, bezweckten eine Verbesserung der sanitären Anlagen, die, in Verkennung ihrer hygienischen Bedeutung, vielfach nur ganz ungenügende Beachtung erfahren.

Es sind besonders die Aborte, die manchenorts, sei es hinsichtlich Einrichtung oder hinsichtlich Reinhaltung noch zu wünschen übrig lassen. Begegnet man oft schon bei Neuanlagen gewissen Schwierigkeiten, den Bauvorschriften Nachachtung zu verschaffen, hauptsächlich bei Schaffung eines für sich ins Freie lüftbaren Vorplatzes zwischen Abort und Arbeitsraum und hinsichtlich Spülung, so erst recht bei bestehenden Anlagen, wo häufig Platzverhältnisse und Mangel einer Kanalisation gründlichen Verbesserungen nach dieser Richtung im Wege stehen. Trotzdem haben ältere, größere Fabriken verschiedener Industrien, so zwei Baumwollspinnereien, eine Seidenweberei, eine

Strumpffabrik, zwei Möbelfabriken u. a., gute, moderne Abortanlagen neu geschaffen. Mögen andere ihrem Beispiele bald folgen.

Daß in Fabrikaborten, für deren Benützung außer Tageszeit, für hinreichende künstliche Beleuchtung gesorgt werde, sollte heute nicht mehr eines Anstoßes durch die Fabrikinspektion bedürfen. Und doch sind uns solche Fälle, namentlich in ländlichen Verhältnissen, wiederholt begegnet.

Unsern weitern Bemühungen auf Schaffung guter Einrichtungen zum Versorgen von Kleidungsstücken ist wieder Erfolg beschieden gewesen. Undankbar erscheint diese Aufgabe dort, wo solche Einrichtungen, namentlich Kleiderschränke, von Arbeitern, denen sie zur Verfügung stehen, der Unordnung preisgegeben werden. Wir haben dies erlebt selbst in Fällen, wo das Aufstellen von Kleiderschränken einem Verlangen der Arbeiterschaft entsprang.

Zweckdienliche Wascheinrichtungen fehlen noch in vielen Fabriken, und deren Notwendigkeit ist natürlich nicht in allen Fällen gleich erwiesen. Wir mußten aber doch wiederholt bezügliche Postulate stellen.

Beliebt sind und werden gerne benützt Badeeinrichtungen. Wir verzeichnen eine Anzahl neuer Anlagen. Eine Schokoladefabrik hat ihr Bad bedeutend erweitert und stellt es den Arbeitern während der Arbeitszeit zur Verfügung. Es wird dabei für jede Person eine Badezeit von 25 Minuten eingeräumt, ohne Lohnabzug.

Eine Maschinenfabrik hat für ihre Arbeiterschaft einen Badeweiher, in Verbindung mit geeignetem Platz für Luft- und Sonnenbad und Sportplatz erstellt und damit großen Anklang gefunden.

Eine Baumwollfärberei will die Beobachtung gemacht haben, daß Brausebäder von weiblichen Personen, die der Bubikopfmode huldigen, Wannenbädern vorgezogen werden.

In verschiedenen größern Betrieben werden an Arbeiter Badebillets zu ermäßigten Preisen zur Benützung einer öffentlichen Badeanstalt abgegeben.

Wir hatten uns wiederholt zu beschäftigen mit Beschwerden von Umwohnern von Fabriken über Belästigung durch Lärm, Staub und durch Abgase oder Abwässer verursachte üble Gerüche.

Die Beurteilung solcher Beschwerden ist nicht immer leicht, weil die

subjektive Einstellung der Kläger gegenüber derartigen „Belästigungen" zu verschieden und die Grenze außerordentlich schwer zu ziehen ist, von der an man von wirklichen Belästigungen, geschweige von Gesundheitsschädigungen zu sprechen berechtigt ist. Man wird diese nicht so rasch als erwiesen gelten lassen dürfen dort, wo das Geräusch eines während der gewöhnlichen Tagesarbeit laufenden Ventilators, der den Leuten in der Fabrik frische Luft verschafft, einem überempfindlichen Nachbarn „auf die Nerven gibt". Nach dieser Richtung ist auch die Wirkung des Lärms gewisser, während des Tages laufender Maschinen schwer einzuschätzen.

Wir hatten uns mit einem Fall zu beschäftigen, wo ein Fabrikinhaber, veranlaßt durch Klagen von Nachbarn über unerträglichen Maschinenlärm, sich um des Friedens willen bestimmen ließ, die Fenster der Arbeitsräume stets geschlossen zu halten, in einem Stockwerk sogar die Vorfenster auch im Sommer eingehängt zu lassen. Die dadurch, besonders bei anhaltender Sommerhitze sich ergebende Beeinträchtigung der Ventilation der Arbeitsräume hatte Klagen der beteiligten Arbeiterschaft zur Folge, die als durchaus begründet anerkannt werden mußten und schließlich zu einem regierungsrätlichen Erlaß führten, der durch Festlegung einer gewissen Ordnung für abwechslungsweises und periodisches Öffnen der Fabrikfenster Grundsätze der Fabrikhygiene mit Rücksichten auf Interessen der Nachbarschaft in Einklang zu bringen suchte.

Ernster wird die Sache, wenn es sich um Lärm, verursacht durch den Betrieb von Maschinen zur Nachtzeit, handelt. Da müssen leider hin und wieder hygienische Interessen der Fabrik vor Rücksichten auf die Umwohnerschaft zurücktreten und Maßnahmen gutgeheißen werden, die als im gesundheitlichen Interesse der beteiligten Arbeiter unerwünscht zu bezeichnen sind, wie z. B. Geschlossenhalten der Fenster, Stillegung von Ventilatoren, Abdichten von Türen. Solche Fälle betrafen z. B. eine Klöppelspitzenfabrik, ein Aluminiumwalzwerk, eine Steinsäge.

Eine von Anwohnern eines Steinbruches eingeklagte, vom Betrieb von Steinbrechmaschinen herrührende Staubbeläſtigung der Nachbarschaft führte uns auf Ersuchen einer Gesundheitskommission in den fraglichen, dem Fabrikgesetz nicht unterstellten Betrieb. Wir stellten hier wirklich eine starke Staubentwicklung an den genannten Maschinen

fest, die für die Bedienungsmannschaft ebenso gesundheitsschädigend, wie für die Umwohnerschaft, mindestens zeitweise, beläſtigend wirken mußte. Der Betriebsinhaber wurde veranlaßt, durch Erstellung einer Staubabsaugung und einer Berieselung den Übelständen zu begegnen.

Ein schwieriges Problem zur Behebung lange bestandener, schwerer Beläſtigungen der Umwohnerschaft durch ins Freie abgeführte Abgase, ist unter Aufwendung ganz beträchtlicher Mittel einer Kunstseidefabrik mit gutem Erfolg zu lösen gelungen.

Einige wenige Beispiele verbesserter Arbeitshygiene in Fabriken mögen hier Erwähnung finden. Eine Kunstseidefabrik hat für ihre an Haspelmaschinen beschäftigten Mädchen Stühle besonderer Konstruktion beschafft, damit sie zeitweise auch bei der Arbeit sitzen können. Die Stühle sind auf Rollgeleisen seitwärts längs der Maschine verschiebbar, sodaß diese auch sitzend bedient werden kann. Eine andere Kunstseidefabrik hat eine Manicure-Station in der Fabrik eingerichtet, wo die in der Sortiererei beschäftigten Personen eine regelmäßige, kunstgerechte Pflege ihrer Fingernägel erfahren; sie will damit Beschädigungen der Seide durch defekte Fingernägel möglichst vorbeugen. Wieder eine andere Kunstseidefabrik macht für alle an Maschinen beschäftigten weiblichen Personen das Tragen geeigneter, von ihr abgegebener Haarnetze bei der Arbeit obligatorisch, damit gleichzeitig eine arbeitshygienische und Unfallverhütungsmaßnahme verfolgend.

Die in Art. 65 des Bundesgesetzes über die Kranken- und Unfallversicherung festgelegte Mitwirkung der eidg. Fabrikinspektoren bei der Unfallverhütung beruht leider immer noch auf einer nur provisorischen Ordnung durch das eidg. Volkswirtschaftsdepartement vom 28. März 1918.

Unsere Erwartungen, es möchte diese Mitwirkung endlich ihre definitive Regelung und unsere Verantwortlichkeit auf diesem Gebiet die wünschbare Umschreibung finden, sind wiederum nicht erfüllt worden.

Der Kontakt zwischen Suva und Fabrikinspektion ist nach wie vor ein sehr loser, und die hieraus für unsere Unfallverhütungstätigkeit sich ergebenden Konsequenzen sind für uns sehr unbefriedigend. Auch die eine Zeitlang seitens der Suva befolgte Praxis, uns, unter Mitgabe von Akten, Aufträge zur Prüfung der Ursachen vorgekommener Berufs-

krankheiten und zur Berichterstattung über deren Ergebnisse zu erteilen, ist wieder zum Stillstand gekommen.

So ist unser Verhältnis zur SUVA noch immer weit davon entfernt, ein richtiges Zusammenarbeiten zu sein, wie das Gesetz es unzweifelhaft wollte und wie es im Interesse der Unfallverhütung wünschbar wäre.

Gleichwohl haben wir, bewußt unserer Verantwortung, in bisheriger Weise diesen Fragen unsere besondere Aufmerksamkeit geschenkt und gegebenenfalls die gebotenen Maßnahmen getroffen.

Wir stellten auf dem Gebiete der Unfallverhütung, unter jeweiliger schriftlicher Bestätigung an die betreffenden Fabrikinhaber, in 297 Fällen Postulate zur Verhütung von Unfällen, bezw. von Berufskrankheiten. Es handelte sich dabei um die Ausführung von 430 Maßnahmen. Außerdem hatten wir Gelegenheit, anläßlich der Begutachtung von Bauplanvorlagen in 181 Fällen Maßnahmen zur Verhütung von Unfällen als Bedingungen der Plangenehmigungen vorzuschlagen.

Über vorgekommene Unfallereignisse sind wir nur lückenhaft und meist nur soweit orientiert, als wir davon anläßlich unserer Inspektionen oder aus der Presse Kenntnis erhalten. Auch die in den Betrieben geführten Unfallverzeichnisse geben uns nicht genügend Auskunft, weil sie, im Gegensatz zu den unter der frühern Ordnung üblichen Formularen, nicht nach Gesichtspunkten der Unfallverhütung gestaltet sind. Es fehlen uns daher wichtige Grundlagen für unsere Unfallverhütungstätigkeit, wodurch diese nicht unwesentlich erschwert wird. Dasselbe gilt mit Bezug auf die Berufskrankheiten. Es hält daher auch schwer, darüber zu berichten. Es mögen hier immerhin einige Fälle Erwähnung finden, die uns in unserer Praxis begegneten.

Infolge Einatmens von Dämpfen beim Zerlegen einer Trajektfähre mittelst autogener Schneideapparate erlitt ein Arbeitgeber bleikolikartige Vergiftungserscheinungen. Dieser hatte es vorgezogen, die Arbeit selber auszuführen, statt bei der Übertragung an Arbeiter vorsorgliche Maßnahmen treffen zu müssen, die übrigens nicht kostspieliger Art gewesen wären. Es handelte sich, wie angenommen wurde, um einen Fall von Bleivergiftung.

Wir erfuhren bei unsern Inspektionen wiederholt von Erkrankungen ähnlicher Art, wie der vorstehend erwähnten, infolge Einatmens

von Dämpfen bei Schweißarbeiten in der Metallindustrie, vorwiegend dort, wo sie in geschlossenen Räumen vorgenommen werden. Eine ergiebige Ventilation ist hier unerläßlich, schon weil erfahrungsgemäß die Leute sich zweckdienlicher Respiratoren nicht gerne bedienen. In einer Maschinenfabrik konnten auch durch die Verlegung der elektrischen Schweißarbeiten ins Freie einzelne solcher Krankheitsfälle nicht ganz verhütet werden. Eine andere Maschinenfabrik hat sich mit gutem Erfolg so beholfen, daß sie größere Schweißarbeiten auch im Freien vornimmt und dabei mit einem Gebläse die beim Schweißen entstehenden Dämpfe vom Mann wegbläst.

Beim elektrischen Schweißen treten trotz Benützung richtiger Schutzgläser Augenentzündungen nicht selten auf.

In einer Autolackiererei ereigneten sich trotz bestehender guter Ventilationsanlage wiederholt Erkrankungen der Atmungsorgane bei Arbeitern, die in der Spritzlackiererei arbeiten.

In der Kupferdruckabteilung einer Buchdruckerei holte sich eine Arbeiterin ein Ekzem am rechten Vorderarm. Da sie mit den galvanischen Bädern für Verkupferung nicht in Berührung kam, war die Ursache nicht zu ergründen.

Dem schon in unserm letzten Bericht erwähnten, bei Verarbeitung von Kunstseide in Strumpffabriken und andernorts verwendeten „Zicol" sind einige neue Fälle von Ekzemen an Händen und Armen von Arbeiterinnen zuzuschreiben. Es sind geeignete Ersatzmittel da und dort in Anwendung.

Ausschläge an Händen zeigten sich bei einem bei der Herstellung von Persulfat in einer chemischen Fabrik beschäftigten Arbeiter. Ein Fall von sog. Polivererkrätze bei einem Polierer in einer Möbelfabrik hatte ziemlich lange Arbeitsunfähigkeit zur Folge.

Eine Fabrik elektrischer Apparate trägt der besondern Empfindlichkeit einzelner Arbeiter bei Besorgung gewisser Arbeiten, wie galvanischer Bäder, Benzinwäsche, Beizerei, Polivererei, Spritzmalerei, Rechnung und ermöglicht Versetzung in andere Abteilungen, sobald die ärztliche Untersuchung es empfiehlt. Dieselbe Praxis befolgt eine Baumwollfärberei, die eine Reihe von Vergiftungserscheinungen bei Arbeitern in der Färberei aufzuweisen hatte, ohne deren Ursache abklären zu können.

Einige schwere, glücklicherweise ohne bleibend nachteilige Folgen verlaufene Vergiftungsunfälle infolge Einatmens von unversehens aus einer Neutralisieranlage entweichendem Schwefelwasserstoff ereigneten sich in einer Kunstseidefabrik.

In einer Gießerei wurde ein Arbeiter beinahe das Opfer einer Rauchgasvergiftung, herrührend von ungenügendem Abzug der Rauchgase eines Formentröckneofens.

Von vorgekommenen Explosionen erhielten wir nur in zwei Fällen Kenntnis. In einer Reparaturwerkstätte ereignete sich beim Verlöten eines Benzinbehälters eine Explosion, durch die drei Arbeiter erheblich verletzt wurden. Eine Explosion in einer Poliermaschine einer Aluminiumpulverfabrik konnte sich dank der getroffenen Sicherheitsmaßnahmen nicht in größerm Maßstabe auswirken und verursachte glücklicherweise nur Materialschaden.

Gemessen an der Zahl der zu Handen der Kantonsregierungen begutachteten Pläne für Neu- und Umbau von Fabriken war die Bautätigkeit auf dem Gebiete des Fabrikwesens in den beiden Berichtsjahren eine erheblich regere, als wir sie seit Jahren feststellten. Es lagen uns im Jahre 1928 insgesamt 139, im Jahre 1929 132 Fabrikbaupläne zur Begutachtung vor; sie hatten Bezug auf

	1928	1929
Neubauten	15	13
Einrichtung bestehender Räume zu Fabrikzwecken	16	12
Erweiterungsbauten	65	48
Umbauten und Umgestaltung der innern Einrichtungen	43	59
	139	132

In dieser Bautätigkeit stand noch im Jahre 1928 die Baumwollindustrie an der Spitze; sie wurde dann überholt durch die Holzindustrie, die Metall- und Maschinenindustrie, die Nahrungsmittelindustrie, die Bekleidungs- und die Kunstseidenindustrie.

In 38 Fällen im Jahre 1928 und in 41 Fällen im Jahre 1929 erfolgte vorschriftsgemäß Überweisung der Planvorlagen an die Schweizerische Unfallversicherungsanstalt in Luzern zur Einholung ihrer allfälligen Weisungen hinsichtlich Unfallverhütung.

Leider mußten wir in einer Anzahl von Betrieben die Feststellung

machen, daß wichtige bauliche Veränderungen vorgenommen wurden unter Mißachtung des vorgeschriebenen Plangenehmigungsverfahrens. Die Folge war, daß in manchen Fällen Verstöße gegen bewährte hygienische Grundsätze zum Nachteil neuer Arbeitsräume mit unterliefen. In einigen besonders schweren Fällen ist Bestrafung der Fabrikinhaber erfolgt.

Die Überprüfung der plangemäßen Ausführung von Fabrikbauten zwecks Erteilung der Betriebsbewilligung läßt in einzelnen Kantonen zu wünschen übrig. Wo es verlangt wurde, haben wir, und zwar in zahlreichen Fällen, diese Aufgabe übernommen, unter jeweiliger Berichterstattung an die Kantonsregierung; wir sind vielfach auch Wünschen von Fabrikinhabern nach Besprechung gewisser Baufragen an Ort und Stelle gerne entgegengekommen. Besonders willkommen waren uns Besprechungen dieser Art mit Architekten vor der Planausarbeitung.

III. Fabrikordnung, Dienstverhältnis.

Noch an vielen Orten ist anstelle des seit Inkraftreten des neuen Fabrikgesetzes offiziellen Arbeiterverzeichnisses ein Verzeichnis auf ältern Formularen in Anwendung, das sich allerdings von jenem nicht stark unterscheidet. Während das Arbeiterverzeichnis im allgemeinen mit Bezug auf die Personalangaben richtig ausgefüllt ist, so erfolgt dessen Ausfüllung hinsichtlich Unfallversicherung oft sehr mangelhaft. Leider fehlen uns hier die Mittel zu einer zuverlässigen Überprüfung.

So sehr uns daran liegt, Wünschen betreffend Einführung des Kartensystems entgegenzukommen, so konnten wir in einzelnen Fällen, wo dieses die Angaben des offiziellen Verzeichnisses nicht restlos und hinsichtlich Alter und Geschlecht der Arbeiter nicht die nötige Übersicht bot, auf Weiterführung des offiziellen Arbeiterverzeichnisses nicht verzichten. Es darf bei Einrichtung des Kartensystems die Möglichkeit einer leichten Kontrolle durch die Inspektionsbeamten nicht außer acht gelassen werden.

Die Begutachtung von Fabrikordnungen beansprucht uns zur Hauptsache in Fällen, wo es sich um dem Fabrikgesetz neu unterstellte Betriebe handelt. Die meisten dieser bedienen sich der bei den

Kantonen erhältlichen, vorgedruckten sog. Normalfabrikordnung. Änderungen bestehender Fabrikordnungen bezogen sich etwa auf eine neue, dauernde Verteilung der gesetzlichen Wochenarbeitsstunden auf die einzelnen Werktage, auch auf Bußenbestimmungen und auf Verlegung des Zahltages. Wir hatten in den beiden letzten Jahren zusammen nur 112 Fabrikordnungen zu begutachten.

In einzelnen Fällen wurden wir auch um unsere Meinungsäußerung angegangen beim Erlaß dienstvertraglicher Vorschriften, auch bei Aufstellung von Ferienreglementen.

Es hält schwer, über die Häufigkeit von Bußen im allgemeinen sich ein richtiges Bild zu machen. Gefühlsmäßig beurteilt, darf eher von einer Ab- als von einer Zunahme gesprochen werden.

Auch wo man in Wirklichkeit auf die Ausfällung von Bußen verzichtet, gibt man Vorschriften in der Fabrikordnung, die diese ermöglichen, ungern preis. Man will dieses Strafmittel für alle Fälle zur Hand haben. Gegen den völligen Verzicht auf Bußen sträubt man sich am meisten dort, wo Verspätungen und nachlässiges Verhalten Einzelner auch Nebenarbeiter in ihrer Arbeit und ihrem Verdienst hemmen.

Vielenorts sind es ausschließlich Verspätungen und unentschuldigte Vakanzen, die durch Bußen geahndet werden. Erfreulich ist, dabei feststellen zu können, daß das Blaumachen seltener als früher zu Bußen Anlaß gibt.

Eine Überschreitung des für den einzelnen Fall gesetzlich festgelegten Bußenmaximums von einem Viertel des Taglohnes ist noch hin und wieder zu rügen. In einem Fall erfolgte deswegen Bestrafung des Fabrikinhabers. Es kostet auch einige Mühe, der Vorschrift, daß Bußen über 25 Rp. vom Fabrikinhaber oder seinem Stellvertreter unterschriftlich zu bestätigen und unter Angabe des Grundes schriftlich mitzuteilen sind, zum Durchbruch zu verhelfen. In größern Betrieben bedient man sich zur Erfüllung dieser Vorschrift vorgedruckter Zettel. In einzelnen Fällen hatten wir auch die Bekanntmachung ausgesprochener Bußen durch Anschlag zu rügen.

Die Buchführung über die Ausfällung und die Verwendung von Bußen läßt noch manchenorts zu wünschen übrig. Auf diesen Umstand waren verschiedene bei uns eingegangene Klagen zurückzuführen, die in einzelnen Fällen der Verdächtigung Ausdruck gaben, die Bußengelder

würden der Arbeiterschaft entzogen, Verdächtigungen, die sich bei der Prüfung als unbegründet erwiesen. Sie würden zweifellos unterbleiben, wenn in jedem Fall der Arbeiterschaft über die Verwendung der Bußengelder regelmäßig, wie es gesetzlich vorgeschrieben, Mitteilung gemacht würde. Wir haben uns bemüht, bei einer etwas weitgehenden Anhäufung von Bußengeldern einer häufigern Verwendung das Wort zu reden, und wir ließen uns in diesen Fällen den nach Verzeichnis ausgewiesenen Barbestand belegen.

Immer wieder gibt zu Irrtümern und daraus zu Diskussionen Anlaß die Stellung von gewissen „Angestellten" gegenüber dem Fabrikgesetz. Man leitet aus der Bestimmung von Art. 20 FG., wonach das Rechtsverhältnis zwischen dem Fabrikinhaber und den Angestellten ausschließlich sich nach dem Obligationenrecht richtet, ab, auf einen Angestellten finde ganz allgemein das Fabrikgesetz keine Anwendung. Dieser Irrtum hat schon oft Fabrikinhaber verleitet, gewisse Arbeiter ins Angestelltenverhältnis zu versetzen, in der Meinung, sie dem Geltungsbereich, insbesondere den Arbeitszeitvorschriften des Fabrikgesetzes zu entziehen. Gegenüber dieser falschen Meinung muß auf Art. 3 VFG. hingewiesen und betont werden, daß auf alle im industriellen Betrieb einer Fabrik tätigen Angestellten, denen nicht im Sinne dieses Artikels eine Ausnahmestellung, eine höhere leitende Stellung, zukommt, die Bestimmungen des Fabrikgesetzes und insbesondere dessen einschlägige Arbeitszeitvorschriften zur Anwendung kommen.

Auf dem Gebiete des Lohnwesens mußten wir wiederholt der Tendenz entgegentreten, die Lohnzahlung, in Widerspruch zu den Gesetzesvorschriften, wieder auf den Samstag zu verlegen. Nur in zwei Fällen haben wir, unter Würdigung der vorgebrachten, zwingenden Gründe, der Kantonsregierung hierfür die nachgesuchte Genehmigung zu erteilen empfohlen.

Dagegen konnte Gesuchen um Gestattung halbmonatlicher Lohnzahlung, z. B. je am 15. und letzten des Monates, konsequenterweise nicht entsprochen werden.

In verschiedenen Betrieben, in denen je auf Monatsende Rechnungsabschluß üblich ist, wurde, um die Lohnzahlung in dieses System einzupassen und doch mit den Gesetzesvorschriften in Einklang zu stehen, dreimalige Lohnzahlung pro Monat eingerichtet, wobei in jedem

Fall Vorsorge getroffen wurde, daß die Lohnzahlung weder auf einen Samstag, noch auf einen Sonntag fällt. Bei der Arbeiterschaft scheint diese Zahlungsweise nicht beliebt zu sein.

Es wäre von Interesse, über die Gestaltung der Löhne ein Bild geben zu können; es ist dies aber ohne einheitliche und systematische Erhebungen nicht gut möglich. Immerhin konnten wir feststellen, wie die in den vergangenen Jahren wirtschaftlich noch so wechselvollen Verhältnisse in der Industrie sich auf die Lohngestaltung auswirkten. Während im allgemeinen das anerkennenswerte Bestreben bestand, angesichts der Höhe der Lebenshaltungskosten für die Arbeiterschaft die Höhe der erreichten Löhne zu erhalten, zwangen schließlich die sich immer kritischer gestaltenden Konkurrenzverhältnisse manchenorts, namentlich in der Baumwoll- und in der Stickereiindustrie, zu Lohnabbaumaßnahmen, die die beteiligte Arbeiterschaft schwer trafen.

Dagegen ermöglichte eine anhaltend gute Konjunktur in andern Industrien, so in Gießerei und Maschinenbau, Lohnerhöhungen. Wir stellten fest, daß diese einen in frühern Jahren durchgeführten Lohnabbau fast durchweg weit überholten.

Das am 14. September 1927 zwischen den interessierten Verbänden der Stickereiindustrie getroffene Abkommen über die Aufstellung von Richtpreisen in der Monogramm- und in der übrigen Handmaschinenstickerei hat sich unter der bewährten Aufsicht der Stickerei-Treuhandgenossenschaft gut und zur Zufriedenheit der Beteiligten eingelebt.

Bestrebungen zur Erreichung eines analogen Abkommens für die Schifflistickerei sind im Gang; ein baldiger Erfolg wäre ihnen im Interesse aller Beteiligten und der gesamten Industrie sehr zu wünschen; sie gelten nicht zuletzt der Sanierung, einer Beseitigung bestehender Mißstände.

Rationalisierungsbestrebungen, wie sie heute mehr als früher am Werke sind, lassen natürlich auch die Lohngestaltung nicht unberührt. Es dürfte ihnen zuzuschreiben sein eine Ausdehnung des Akkordlohnsystems, wie wir sie feststellen konnten sogar auf Arbeitsgebieten, wo es bisher nicht üblich war. In Verbindung damit stehen auch die da und dort eingeführten Produktionsprämien, Prämien für qualitativ gute Leistungen etc., auch gewisse Systeme einer Beteiligung der Arbeiterschaft am Geschäftsumsatz, bezw. am Geschäftsgewinn.

IV. Arbeitszeit.

Das erste Dezennium, das unser neues Fabrikgesetz mit seiner wichtigsten Neuerung, der gesetzlichen 48-stündigen Normalarbeitswoche, in Anwendung sah, ist erfüllt. Es war namentlich in seiner ersten Hälfte eine Zeit schwerer wirtschaftlicher Krisen. Und wenn auch in der Folge auf den meisten Gebieten eine fortschreitende Besserung der wirtschaftlichen Lage eintrat, so blieben dem einen und andern Industriezweig Rückschläge und allen ein gegenüber frühern Zeiten wesentlich erschwerter Kampf um die Erhaltung und den Ausbau ihrer Konkurrenzfähigkeit nicht erspart.

Wenn in diesem Kampfe die gesetzlich verkürzte Normalarbeitszeit in Arbeitgeberkreisen noch vielfach als hemmendes Moment empfunden wird, so sind immerhin jene Stimmen verstummt, die einer Revision des Gesetzes im Sinne einer Erweiterung der darin festgelegten Arbeitszeitgrenzen riefen und von ihr allein die erwünschte Verbesserung der Konkurrenzfähigkeit unserer Industrie erhofften. Umso häufiger und ernster ertönt aber der Ruf nach möglichster Erleichterung einer Beanspruchung der im Gesetz vorgesehenen Ausnahmen.

Die Erfahrungen der letzten zehn Jahre haben gelehrt, daß die wechselvollen Verhältnisse in der Industrie sowohl, als auch die dabei ins Gewicht fallenden Arbeitszeitverhältnisse unserer Konkurrenzländer noch möglichste Rücksichtnahme auf die Bedürfnisse der Industrie nach dieser Richtung gebieten. Daß anderseits damit auszukommen und eine langsame und vorsichtige Einschränkung in der Bewilligung dieser Ausnahmen, wie sie, gemäß den Direktiven Ihres Departements, im Sinne einer Annäherung an die gesetzliche Normalarbeitszeit erstrebt wird, möglich ist, zeigen die Ergebnisse der Fabrikstatistik. Trotz der erlebten Krisen und trotz der als Hemmungen verschrieenen gesetzlichen Arbeitszeitvorschriften weist sie, gemessen an der Zahl der Fabriken und ihrer Arbeiter, eine ganz bedeutende industrielle Entwicklung aus.

Und doch kommt der Anwendung des Art. 41 des Gesetzes, der abgeänderten Normalarbeitswoche, deren Anteil an dieser Entwicklung nicht verkannt werden darf, noch immer große Bedeutung zu als einem Mittel, dessen Anwendung unter gewissen Voraussetzungen gesetzlich festgelegt und das, wie die Erfahrung lehrt, tat-

sächlich in vielen Fällen geeignet ist, über wirtschaftliche Schwierigkeiten hinweg und beeinträchtigte Konkurrenzfähigkeit verbessern zu helfen. Man wird dessen nicht so leicht entraten können. Denn noch sind die wirtschaftlichen Verhältnisse unseres Landes, wenn sie auch in den letzten Jahren eine bedeutende Verbesserung erfahren haben, nicht derart konsolidiert, daß sie vor Krisen und Rückschlägen gefeit wären. An deren weiterer Festigung zu arbeiten, wo nötig unter Anwendung des in Art. 41 des Fabrikgesetzes gebotenen Mittels, ist nicht nur eine Angelegenheit der Industrie, sondern daran hat das ganze Land und hat auch die Arbeiterschaft ein großes Interesse.

Je größere Fortschritte nach dieser Richtung zu erreichen sind, desto eher wird die Industrie in der Lage sein, auf die Ausnahme des Art. 41 zu verzichten und dem durchaus verständlichen Wunsch der Arbeiterschaft entgegenzukommen, sich mehr und mehr auf die von dieser sehnlichst erhoffte, gesetzliche Normalarbeitszeit einzustellen. Auf diesem Wege ist es schon ein schönes Stück vorwärts gegangen.

Noch am 31. Dezember 1927 waren von insgesamt 1840 Fabriken des IV. Inspektionskreises zur Anwendung der abgeänderten Normalarbeitswoche berechtigt: 1093 Fabriken, wovon 731 auf Grund genereller und 362 auf Grund von Einzel-Bewilligungen; am 31. Dezember 1929 waren es von 1805 Fabriken 890, davon 615 auf Grund genereller und 275 gemäß spezieller Bewilligungen.

Zur Zeit der Durchführung der Fabrikstatistik vom 22. August 1929 war die Zahl der zur Anwendung der abgeänderten Normalarbeitswoche berechtigten Betriebe deshalb größer, weil für die Sommermonate generelle Bewilligungen bestanden für die Sägerei und Zimmerei, die Ziegel-, Backstein-, Kalksandstein- und Zementbausteinfabrikation, sowie die Holzimprägnierung mit Kupfervitriol. Damals waren von 1815 Fabriken des Kreises im Genuß der Vergünstigung des Art. 41: 1081 Fabriken, wovon 775 gemäß genereller und 306 gemäß spezieller Bewilligungen. Mit Bezug auf die Arbeitszeit in diesen Betrieben ergaben jene statistischen Erhebungen folgendes Bild:

In den 1081 Fabriken, die auf Grund von Art. 41 zur Anwendung der abgeänderten Normalarbeitswoche berechtigt waren, arbeiteten in der Zählwoche, vom 18. bis 24. August 1929, im einschichtigen Betrieb insgesamt 39 064 Personen, bei einer Arbeitsorganisation auf Grund von Art. 47, 52, 53 und 64 des Gesetzes 2979, insgesamt also 42 043 Personen. Von den im einschichtigen Betrieb beschäftigt gewesenen 39 064 Arbeitern dieser Fabriken arbeiteten 9171, d. h. rund 24 %, 48 oder weniger Stunden und 29 893 oder rund 76 % mehr als 48 bis 52 Stunden. Die Ausnützung der Bewilligungen erfolgte also in jenem Zeitpunkt zu rund drei Vierteln.

Die Arbeitszeit der in der Woche vom 18. bis 24. August 1929 beschäftigt gewesenen, gesamten Industriearbeiterschaft des IV. Inspektionskreises stellt sich wie folgt dar:

Von den in 1815 Fabriken beschäftigt gewesenen 76 782 Personen arbeiteten:

1. auf Grund von Art. 40, bezw. 41 FG 69 592 Personen = 90,6 %, davon:
   a) 48 oder weniger als 48 Stunden 39 496 = 51,4 %,
   b) mehr als 48 bis 52 Stunden 30 096 = 39,2 %,
2. auf Grund von Art. 47, 52, 53 und 64 des Gesetzes 7190 Personen = 9,4 %.

Hinsichtlich Organisation des einschichtigen Betriebes ist nicht viel neues zu berichten. Bei der Verteilung der gesetzlichen wöchentlichen Arbeitsstunden sowohl nach Art. 40 als auch bei Anwendung der abgeänderten Normalarbeitswoche nach Art. 41 hat der freie Samstagnachmittag an Bedeutung nichts eingebüßt. Diese wohltätige Errungenschaft der verkürzten Samstagsarbeitszeit wird von der Arbeiterschaft sehr geschätzt und für deren Sicherstellung gerne eine kleine ausgleichende Verlängerung an den übrigen Tagen im Sinne von Art. 40, Absatz 2, FG. in Tausch genommen.

Ein weit verbreiteter Wunsch der Arbeiterschaft bewegt sich in der Richtung eines frühern Feierabends. Wir haben Fälle festgestellt, wo die Erfüllung dieses Wunsches mit einer Verkürzung der üblich gewesenen 1½-stündigen Mittagspause, häufiger aber mit dem Verzicht auf die Zwischenpausen erkauft wurde. Der letztere Ausweg bedeutet zweifellos das kleinere Opfer, weil das Bedürfnis zu Zwischenpausen, namentlich nachmittags nach einer längern Mittagspause, bei der verkürzten Arbeitszeit kein so allgemeines mehr ist wie früher, und weil

anderseits eine längere als nur einstündige Mittagspause überall willkommen ist, wo der Wunsch und die Möglichkeit besteht, das Mittagessen zu Hause einzunehmen.

Nicht selten machen wir die Beobachtung, daß im Stundenplan festgesetzte Zwischenpausen nicht eingehalten und so zu einer gesetzwidrigen Verlängerung der Arbeitszeit benützt werden. Zahlreiche unserer Berichte an die Kantonsregierungen haben solche Mißstände zum Gegenstand, vorwiegend im Stickereigebiet, und es sollte den Organen der lokalen Fabrikaufsicht unschwer gelingen, ihnen zu begegnen.

In einzelnen Fällen hatten wir auch Einsprache zu erheben gegen das willkürliche Nachholen eines zufolge gesetzlichen Feiertages entstandenen Arbeitsausfalles, das ohne behördliche Bewilligung für Überzeitarbeit nicht statthaft ist.

Die in Art. 47 des Gesetzes gebotene Möglichkeit einer veränderten Anordnung der Tagesarbeit ist in den beiden letzten Jahren wiederum vielfach zur Anwendung gekommen; sie scheint an Bedeutung noch zu gewinnen, und zwar in fast allen Industrien.

Von einer Bewilligung zur Verschiebung der Grenzen der Tagesarbeit (Art. 47, lit. a, FG.) machten, meist für längere Zeit, Gebrauch im Jahre 1928: 36 Fabriken für 713 Personen, im Jahre 1929: 35 Fabriken für 743 Personen. Es war vorwiegend die Baumwollindustrie, die sich eine solche Arbeitsorganisation zunutzen zog.

Von größerer Bedeutung war auch in den beiden Jahren die Anwendung von Bewilligungen für zweischichtigen Tagesbetrieb (Art. 47, lit. b, FG.). Es waren für kürzere oder längere Zeit im Besitze solcher Bewilligungen im Jahre 1928: 161 Fabriken für insgesamt 7853 Arbeiter und im Jahre 1929: 158 Fabriken für 8224 Arbeiter. Auch in der Beanspruchung von Bewilligungen dieser Art steht die Baumwollindustrie an der Spitze (1928: 58 Fabriken für 3260 Personen, 1929: 57 Fabriken für 3091 Personen). Ihr folgt die Seiden- und Kunstseidenindustrie (1928: 7 Fabriken für 1924 Arbeiter, 1929: 6 Fabriken für 2082 Arbeiter), dann die Metall- und Maschinenindustrie (1928: 33 Fabriken für 1496 Arbeiter, 1929: 38 Fabriken für 1900 Arbeiter). Von einiger Bedeutung ist diese Arbeitsorganisation noch in der Bekleidungsindustrie (1928: 30 Fabriken für 838 Arbeiter, 1929: 28 Fabriken für 876 Arbeiter).

Tabelle III.

Die Arbeitszeit in der Woche vom 19.—24. August 1929 der im einschichtigen Tagesbetrieb (Art. 40 und 41 FG) beschäftigt gewesenen Personen, nach Industriegruppen.

Industriegruppen	Gemäß Erhebung der Fabrikstatistik waren beschäftigt Personen					Von den in nebenstehenden Spalten angeführten Personen arbeiteten in der Zählwoche auf Grund vorübergehender kantonaler Überzeitbewilligung					
	weniger als 48 Std.	48 Std.	mehr als 48—50 Std.	mehr als 50—52 Std.	Total Personen	mehr als 48—50 Std.	mehr als 50—52 Std.	mehr als 52—55 Std.	mehr als 55—58 Std.	mehr als 58—62 Std.	mehr als 62 Std.
I. Baumwollindustrie	2,203	5,755	920	8,142	17,020	—	—	25	95	127	91
II. Seiden- und Kunstseiden-Industrie	38	3,016	57	660	3,771	—	63	585	—	—	—
III. Wollindustrie	92	2,027	169	625	2,913	—	80	4	—	—	—
IV. Leinenindustrie	35	100	—	10	145	—	—	—	—	—	—
V. Stickerei	321	560	1,422	5,287	7,590	—	—	65	13	35	—
VI. Übrige Textilindustrie	21	150	14	70	255	—	—	48	2	—	—
VII. Kleidung, Ausrüstungsgegenstände	659	2,795	1,135	3,012	7,601	—	27	175	81	101	27
VIII. Nahrungs- und Genußmittel	64	1,793	20	572	2,449	—	—	15	32	—	330
IX. Chemische Industrie	24	326	—	13	363	—	—	—	—	—	—
X. Zentralanlagen für Kraft-, Gas- und Wasserlieferung	8	279	—	—	287	—	—	—	—	—	—
XI. Herstellung und Bearbeitung von Papier, Leder, Kautschuk	70	1,225	182	812	2,289	—	—	—	—	28	—
XII. Graphische Industrie	137	1,353	—	—	1,490	—	12	1	18	—	—
XIII. Holzbearbeitung	77	2,645	729	1,933	5,384	43	161	10	20	67	15
XIV. Herstellung und Bearbeitung von Metallen	20	5,232	66	903	6,221	—	9	16	134	3	—
XV. Maschinen, Apparate, Instrumente	58	7,293	212	2,262	9,825	10	50	—	417	105	—
XVI. Uhrenindustrie, Bijouterie	11	396	—	25	432	—	—	—	—	—	—
XVII. Industrie der Erden und Steine	22	691	297	547	1,557	—	—	15	25	—	—
Total im IV. Kreis	3,860	35,636	5,223	24,873	69,592	53	402	959	837	466	463

Die von den zuständigen kantonalen Behörden erteilten vorübergehenden Ausnahmebewilligungen betreffend Arbeitszeit erfahren in den Tabellen IV und V die bisherige Darstellung.

Unter diesen Ausnahmebewilligungen kommt denen für Überzeitarbeit wiederum ganz besondere Bedeutung zu. Um diese vorweg zu nehmen, sei zunächst auf Tabelle III verwiesen. Diese bringt zur Darstellung einerseits die Zahl der wöchentlichen Arbeitsstunden (ohne behördlich bewilligte Überzeitarbeit) der in der Zählwoche der Fabrikstatistik im einschichtigen Betrieb beschäftigt gewesenen Personen, anderseits die Zahl der Personen, deren Arbeitsstundenzahl in jener Woche infolge behördlich bewilligter Überzeitarbeit eine Erhöhung erfuhr. Durch die bewilligte Überzeitarbeit erfahren die erstern Zahlen eine Korrektur im Sinne einer Verschiebung der an der Überzeitarbeit beteiligt gewesenen Personen in die entsprechenden Rubriken höherer wöchentlicher Arbeitsstundenzahlen, und daraus erhält man die effektive Arbeitszeit der in jener Woche im einschichtigen Betrieb beschäftigt gewesenen Personen:

In der Woche vom 18. bis 24. August 1929 betrug die effektive wöchentliche Arbeitszeit der in den Fabriken des IV. Inspektionskreises im einschichtigen Betrieb beschäftigt gewesenen 69592 Personen in Stunden:

	weniger als 48	48	mehr als 48—50	mehr als 50—52	mehr als 52—55	mehr als 55—58	mehr als 58—62	mehr als 62
	3860	33817	5095	24095	959	837	466	463
%	5,5	48,6	7,3	34,6	1,4	1,2	0,7	0,7

Der Einfluß der Überzeitarbeit machte sich in der Weise geltend, daß die auf Seite 191, bezw. 193 gegebene Übersicht hinsichtlich der im einschichtigen Betrieb beschäftigt gewesenen 69592 Personen Änderungen in dem Sinn erfährt, daß von diesen arbeiteten 48 oder weniger Stunden: 37677 Personen = 49,1 %, mehr als 48 bis 52 Stunden: 29190 Personen = 38,0 %, mehr als 52 Stunden: 2725 Personen = 3,5 % der im einschichtigen Betrieb beschäftigten Arbeiterschaft des IV. Kreises.

Die Inanspruchnahme kantonaler Kompetenzen zur Erteilung vorübergehender Ausnahmebewilligungen betreffend Arbeitszeit, wie sie in Tabelle IV dargestellt ist, weist im Jahre 1928 gegenüber dem

Tabelle IV.

Durch die Kantone in den Jahren 1928 und 1929 erteilte vorübergehende Bewilligungen, nach Kantonen.

Kantone	Jahr	Überzeitarbeit: Montag bis Freitag, Tage vor Sonn- und Feiertagen ausgenommen: für höchstens 10 Arbeitstage	für mehr als 10 bis höchstens 20 Arbeitstage	Tage vor Sonn- und Feiertagen: für 1—2 Tage	für mehr als 2 Tage	Total	Nachtarbeit: für 1—6 Nächte	für mehr als 6 Nächte	Total	Sonntagsarbeit: für 1 Sonntag	für mehr als 1 Sonntag	Total
Glarus	1928	30	47	13	16	106	—	9	9	7	—	7
	1929	35	37	29	19	120	1	7	8	5	—	5
Schaffhausen	1928	42	77	38	13	170	2	4	6	14	2	16
	1929	35	43	15	18	111	1	3	4	12	2	14
Appenzell A. Rh.	1928	74	62	22	18	176	—	10	10	—	—	—
	1929	52	41	14	13	120	1	3	4	1	—	1
Appenzell J. Rh.	1928	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	1929	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
St. Gallen	1928	383	326	164	151	1,024	9	27	36	4	2	6
	1929	459	260	205	119	1,043	11	37	48	12	—	12
Graubünden	1928	12	84	6	42	144	—	1	1	1	2	3
	1929	17	100	12	56	185	1	2	3	3	—	3
Thurgau	1928	220	177	85	65	547	10	22	32	9	2	11
	1929	225	182	101	76	584	8	15	23	8	2	10
Total im IV. Kreis	1928	761	773	328	305	2,167	21	73	94	35	8	43
	1929	823	663	376	301	2,163	23	67	90	41	4	45
Fürstentum Liechtenstein	1928	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	1929	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—

Tabelle V.

Überzeit, vorübergehende Nacht- und Sonntagsarbeit in den Jahren 1928 und 1929, nach Industriegruppen.

Industriegruppen	Jahr	Zahl der Fabriken	Zahl der Arbeiter	Überzeitarbeit: Fabriken, die Bewilligungen erhielten: Normalarbeitswoche (Art. 40): Montag b. Freitag	für Überzeitwerte (Tage × Arbeiter)	Samstag	für Überzeitwerte (Tage × Arbeiter)	als Zusatz zur abg. Normalarbeitswoche (Art. 41): Montag b. Freitag	für Überzeitwerte (Tage × Arbeiter)	Samstag	für Überzeitwerte (Tage × Arbeiter)	Total **	Ueberstunden (Tage × Arbeiter × Stunden): Normalarbeitswoche (Art. 40): Montag bis Freitag	Samstag	abg. Normalarbeitswoche (Art. 41): Montag bis Freitag	Samstag	Nachtarbeit: Fabriken, die Bewilligungen erhielten	für Nachtwerte (Nächte × Arbeiter)	Nachtstunden (Nächte × Arbeiter × Stunden)	Sonntagsarbeit: Fabriken, die Bewilligungen erhielten	für Sonntagswerte (Sonntage × Arbeiter)	Sonntagstunden (Sonntage × Arbeiter × Stunden)
I. Baumwollindustrie	1928	186	20,501	7	4,441	2	71	48	150,918	22	12,500	54	4,665	42	240,551	19,679	19	48,559	378,747	—	—	—
	1929	181	19,163	9	5,006	4	196	43	99,585	24	6,011	52	5,335	914	142,959	7,714	19	39,486	312,969	—	—	—
II. Seiden- und Kunstseiden-Industrie	1928	20	1,890	8	21,185	6	2,513	4	51,580	4	8,765	12	22,416	2,746	51,010	15,320	1	72	576	—	—	—
	1929	28	6,062	8	56,729	4	12,886	—	—	1	153	9	60,757	24,473	—	612	—	—	—	2	62	492
III. Wollindustrie	1928	21	2,825	3	49,354	1	48	5	6,356	4	659	8	50,387	192	7 136	2,000	1	198	1,584	—	—	—
	1929	22	2,922	5	6,179	4	1,049	4	2,348	3	116	7	6,368	477	3,585	53	2	49	387	—	—	—
IV. Leinenindustrie	1928	3	48	1	600	—	—	—	—	—	—	1	900	—	—	—	1	120	960	—	—	—
	1929	4	145	2	810	—	—	1	200	—	—	3	840	—	200	—	—	—	—	—	—	—
V. Stickerei	1928	613	9,371	—	—	—	—	119	69,478	46	2,969	119	—	—	101,493	6,100	—	—	—	—	—	—
	1929	554	7,658	—	—	—	—	82	56,364	29	2,914	85	—	—	71,764	4,803	—	—	—	—	—	—
VI. Übrige Textilindustrie	1928	16	395	3	2,390	1	60	2	190	1	16	5	3,292	270	380	16	—	—	—	—	—	—
	1929	18	308	4	8,450	1	36	2	280	—	—	5	10,391	36	280	—	—	—	—	—	—	—
VII. Kleidung, Ausrüstungsgegenstände	1928	179	8,045	22	10,288	9	640	56	71,393	30	5,212	76	15 138	1,790	89,552	11,573	6	1,320	10,120	—	—	—
	1929	193	7,918	30	18,170	18	1,236	48	71,003	23	5,555	74	30,526	2,108	91,339	11,529	10	2,563	20,126	—	—	—
VIII. Nahrungs- und Genußmittel	1928	89	2,522	11	25,750	6	2,879	4	31,846	2	4,980	13	51,768	9,991	92,572	29,880	3	991	7,928	2	49	356
	1929	90	2,787	14	15,721	6	790	5	28,712	4	5,288	17	29,342	3,689	84,536	31,302	4	617	4,831	3	36	213
IX. Chemische Industrie	1928	30	4,339	2	471	1	59	1	20	—	—	3	471	56	40	—	—	—	—	1	36	288
	1929	25	430	2	216	1	38	—	—	—	—	2	216	49	—	—	—	—	—	—	—	—
X. Zentralanlagen für Kraft-, Gas- und Wasserlieferung	1928	71	653	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	1929	69	785	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
XI. Herstellung und Bearbeitung von Papier, Leder, Kautschuk	1928	76	2,409	11	4,684	3	74	13	13,072	6	723	24	6,264	197	19,495	2,037	—	—	—	1	56	448
	1929	73	2,405	11	9,765	9	725	11	3,129	4	97	22	13,645	1,595	4,806	194	1	2	10	3	43	344
XII. Graphische Industrie	1928	72	1 378	17	5,075	8	233	—	—	—	—	18	8,113	676	—	—	—	—	—	4	31	195
	1929	74	1,501	24	6,195	15	352	—	—	—	—	25	10,029	961	—	—	2	24	66	1	8	64
XIII. Holzbearbeitung	1928	223	4,461	40	27,633	22	1,730	28	26,215	18	1,429	66	37,592	3,330	28,127	5,404	2	302	2,122	1	8	64
	1929	234	5,461	44	20,902	25	1,697	20	12,436	14	2,283	59	26,279	3,934	13,631	8,600	2	64	374	1	15	90
XIV. Herstellung und Bearbeitung von Metallen	1928	90	3,314	20	16,890	14	1,052	12	8,431	5	759	32	30,568	2,028	10,811	698	5	378	2,387	2	17	125
	1929	100	6,749	29	41,212	21	4,415	11	8,723	8	446	36	48,774	8,840	10,330	435	5	132	1,036	2	15	120
XV. Maschinen, Apparate und Instrumente	1928	104	11,287	27	48,962	15	3,304	22	63,107	12	1,239	48	79,292	6,712	89,727	1,356	8	6,657	51,853	7	356	1,661
	1929	110	10,318	35	65,099	19	9,404	10	58,112	6	1,043	46	80,043	31,800	87,334	2,139	7	3,067	23,944	8	344	2,303
XVI. Uhrenindustrie, Bijouterie	1928	8	437	1	231	1	63	1	100	1	28	2	577	220	100	28	—	—	—	—	—	—
	1929	9	432	1	200	1	60	1	850	1	150	2	500	210	850	150	—	—	—	—	—	—
XVII. Industrie der Erden und Steine	1928	48	1,665	6	4,058	4	338	6	7,520	1	25	12	5,046	854	10 600	62	1	173	1,384	4	144	1,014
	1929	48	1,738	4	1,960	2	320	5	6,110	4	549	9	2,790	786	6,337	729	1	120	960	3	167	1,145
Total im IV. Kreis	1928	1849* (1826)	75,540	179	222,012	93	13,064	321	500,226	152	39,304	493	316,489	29,104	741,594	94,153	47	58,770	457,661	22	697	4,151
	1929	1832* (1805)	76,782	222	256,614	130	33,204	243	347,852	121	22,605	453	325,835	79,872	517,951	68 260	53	46,124	364,703	23	690	4,771

* Die Summen dieser Kolonnen sind größer als die darunter angegebenen richtigen Zahlen, wegen der Teilung einzelner Fabriken nach Industriegruppen.

** Die Zahlen dieser Rubrik geben die wirkliche Zahl der Fabriken, die Überzeitarbeit hatten; sie sind kleiner als die Summe der Zahl der Fabriken in den vorangehenden Rubriken, weil jede Fabrik nur einmal gezählt ist, auch wenn sie in verschiedenen Rubriken Bewilligungen hatte.

Jahre 1927, das in dieser Beziehung einen Rekord brachte, soweit es sich um Überzeit handelt, einen Rückgang auf, der auch im Jahre 1929 seine Fortsetzung fand. Abgenommen hat namentlich die Zahl der Bewilligungen für Überzeitarbeit an gewöhnlichen Werktagen.

Dagegen wurde mehr als während der beiden vorhergehenden Jahre der Samstag mit Überzeitarbeit belegt. Es waren im Jahre 1928: 633 und im Jahre 1929: 677 Bewilligungen, die für Samstage, bezw. Vortage gesetzlicher Feiertage erteilt wurden. Dabei ging es 1928 in 292 Fällen und 1929 in 347 Fällen auf Kosten des freien Samstagnachmittages.

Einzelne Kantonsregierungen ließen in sehr weitgehendem Maße Rücksicht walten auf die Industrie, wo diese mit dem in Art. 49 des Gesetzes für Überzeitarbeit als Regel festgesetzten Maximum von 80 Tagen in einem Jahre nicht auskam. Im Jahre 1928 erhielten 53 Fabriken, im Jahre 1929 57 Fabriken Überzeitbewilligungen für mehr als 80 Tage.

In Tabelle V tritt namentlich in die Erscheinung die Tatsache, daß Überzeitarbeit vorwiegend in den Betrieben zu einem wachsenden Bedürfnis wurde, deren Normalarbeitszeit auf dem Art. 40 des Gesetzes beruht, also 48 Stunden wöchentlich beträgt. Es ist dies eine ganz natürliche Erscheinung, die zum Teil auch als Folge des Abbaus von Bewilligungen der abgeänderten Normalarbeitswoche zu werten ist. Es ist daher nichts auffallendes, daß der Umfang beanspruchter Überzeitarbeit in den Betrieben dieser Kategorie im Ganzen zugenommen hat.

Die Benützung von Überzeitarbeit hat dagegen eine wesentliche Einschränkung erfahren in den Betrieben, denen auf Grund von Art. 41 des Gesetzes die Anwendung einer verlängerten Wochenarbeitszeit bewilligt war.

Während die Anwendung von Bewilligungen für vorübergehende Sonntagsarbeit sich annähernd in bisherigem, relativ bescheidenem Umfang bewegte, ist es auffallend, wieviel mehr die kantonalen Kompetenzen für Bewilligungen zu vorübergehender Nachtarbeit in Anspruch genommen wurden. Es geschah dies namentlich in der Baumwollzwirnerei in einem Maße, das interessierte Kreise veranlaßte, zum Aufsehen zu mahnen, und das in der Folge einem Kreisschreiben des eidg. Volkswirtschaftsdepartements an die in Betracht fallenden Kantonsregierungen rief, in dem diesen möglichste Zurückhaltung in der Erteilung solcher Bewilligungen, die mehr und mehr dauernden Charakter anzunehmen schienen, nahegelegt wurde.

Im Verlauf der beiden Berichtsjahre wurden neue Bewilligungen dauernder Art im Sinne von Art. 53 und 54 des Gesetzes nachgesucht und erteilt:

Dauernde Nachtarbeit: 14 (Textilindustrie 3, Chemische Industrie 1, Karton- und Papierindustrie 4, Metall- und Maschinenindustrie 3, Industrie der Erden und Steine 3).

Dauernde Nacht- und Sonntagsarbeit (ununterbrochener Betrieb): 9 (Textilindustrie 2, Chemische Industrie 1, Elektrizitätswerke 4, Industrie der Erden und Steine 2).

Für Änderungen der solchen Bewilligungen zugrunde gelegten Schichtenpläne wurde 1928 in 27, 1929 in 15 Fällen die Genehmigung nachgesucht und erteilt. Als besondere Gründe hierfür sind zu erwähnen: Verlegung des Schichtenwechsels auf andere Ablösezeiten, Verringerung der durchschnittlichen, wöchentlichen Arbeitsstundenzahl, Verbesserung der Ruhezeit über den Sonntag.

Wir sind wiederholt auf Fälle gestoßen, wo von bewilligten Schichtenplänen willkürlich und in gesetzwidriger Weise abgewichen wurde. In drei schweren Fällen (2 Ziegeleien, 1 Mühle) haben wir Bestrafung der Fabrikinhaber veranlaßt.

Mit den in Art. 178 VFG. umschriebenen Verrichtungen, die als Hülfsarbeiten gelten, ist den dringendsten Bedürfnissen der Industrie weitgehend Rechnung getragen. Nur in seltenen Fällen wird von der in Art. 179 gegebenen Möglichkeit, die Anwendung des Begriffes „Hülfsarbeit" auf weitere Verrichtungen erwirken zu können, Gebrauch gemacht. In den beiden Berichtsjahren hatten wir uns nur mit 8 bezüglichen Gesuchen zu beschäftigen, denen entsprochen wurde.

Einzelne der Bestimmungen des Art. 178 erfahren in der Praxis nicht selten eine derart weitgehende Auslegung, daß es Mühe kostet, sie auf die vom Gesetz gewollten Grenzen zurückzuführen, so z. B. das Zu- und Abführen von Waren, wie es in einzelnen Mühlen mißbräuchlich gehandhabt wird.

Auch mit der Einhaltung der in Art. 180 VFG. aufgeführten Einschränkungen ist es in vielen Fällen nicht gut bestellt. Der Mangel hin-

reichender Kontrollvorschriften wirkt sich sehr zu Ungunsten der beteiligten Arbeiter aus. Zu den Leidtragenden gehören viele Fuhrleute, Nachtwächter, auch etwa noch Portiers von Fabriken u. a.

V. Beschäftigung von weiblichen Personen.

Die Erhebungen der Fabrikstatistik ergaben in den Fabriken des IV. Kreises einen Gesamtbestand von 32 184 weiblichen Personen. Das bedeutet gegenüber dem im Jahre 1923 statistisch ermittelten Bestand eine absolute Zunahme um 3029 oder 10,4 %. Sie ist wesentlich geringer als die Zunahme der Zahl der männlichen Arbeiter, was sich in einer Verschiebung des prozentualen Anteils weiblicher Personen an der Gesamtarbeiterzahl zu Gunsten der Männer auswirkte. Im Jahre 1923 waren von je 100 Industriearbeitern 55 männliche und 45 weibliche; im Jahre 1929 waren es 58 männliche und 42 weibliche.

An dieser Zunahme der absoluten Zahl weiblicher Personen sind mit Ausnahme der Stickereiindustrie alle Industriegruppen beteiligt, insbesondere die Baumwollindustrie, die Seiden- und Kunstseidenindustrie, die Bekleidungsindustrie, in bescheidenerem Maße die übrigen Industriegruppen.

Die Stickereiindustrie weist, entsprechend dem Rückgang ihrer Arbeiterschaft überhaupt, gegenüber 1923 einen Ausfall von 2859 weiblichen Personen auf. Dieser ist geringer als der Ausfall an männlichen Arbeitern, nämlich 33 % gegenüber 63 %.

Es ist interessant, den prozentualen Anteil der Geschlechter an der Stickereiarbeiterschaft des Jahres 1929 in Vergleich zu ziehen mit dem des Jahres 1923. Es betrug die Zahl der

	Arbeiter überhaupt	männl. Arbeiter	weibl. Arbeiter
1923	13294	4653 = 35 %	8641 = 65 %
1929	7658	1876 = 25 %	5782 = 75 %

Es hat also eine weitere, in dieser Industrie längst festgestellte Verschiebung des Schwergewichtes vom Arbeitsanteil des Mannes nach dem der Frau stattgefunden.

Im allgemeinen waren weibliche Arbeitskräfte sehr gesucht. Ein empfindlicher Mangel an solchen rief in einzelnen Industriezweigen einem vermehrten Zuzug männlicher Arbeitskräfte.

Dieser Erscheinung dürfte die Tatsache zuzuschreiben sein, daß wir eine Heranziehung von Frauen zu für sie ungeeigneten Arbeiten nicht mehr wahrgenommen haben. Die Verhältnisse haben überhaupt die Frau fast durchweg wieder einer ihrer natürlichen Veranlagung zusagenden Tätigkeit zugeführt.

Der Mangel an weiblichen Arbeitskräften hat aber manchenorts die Erscheinung zutage treten lassen, daß man männliche Personen sich bei Arbeitsverrichtungen betätigen sah, die bisher weiblichen Personen vorbehalten waren. So trafen wir, um nur ein Beispiel zu nennen, in der Hasplerei einer Kunstseidenfabrik eine größere Zahl jugendlicher Burschen, die mit sichtlichem Widerwillen Mädchenarbeit verrichteten.

Nach den Ergebnissen der neuesten Fabrikstatistik steht von den in industriellen Betrieben beschäftigten weiblichen Personen der fünfte Teil im jugendlichen Alter von 14 bis 18 Jahren. In der Stickereiindustrie ist es rund der vierte Teil.

Leider sind Verstöße gegen die gesetzliche Einschränkung der Verwendung weiblicher Personen hinsichtlich Arbeitszeit auch wieder zu verzeichnen; es mußten Bestrafungen erfolgen wegen Übertretung des Nachtarbeitsverbotes für Frauen.

Offensichtlich hat auch die gesetzliche Vorschrift, wonach die Verlängerung der normalen Arbeitsdauer für weibliche Personen im ganzen nicht mehr als hundertundvierzig Stunden im Jahr betragen darf, in vielen Fällen keine Beachtung gefunden. Es ist für die für Erteilung von Bewilligungen zuständigen Behörden, gleich wie für die Aufsichtsorgane außerordentlich schwierig, die Einhaltung dieser Vorschrift zu kontrollieren.

Einen wesentlichen Anteil hatte die weibliche Arbeiterschaft wiederum an ausnahmsweisen Arbeitsorganisationen, Überzeitarbeit, Verschiebung der Grenzen der Tagesarbeit, zweischichtiger Tagesbetrieb, und nicht zuletzt an der abgeänderten Normalarbeitswoche.

Was die Überzeitarbeit betrifft, ist gegenüber dem Rekordjahr 1927 in den beiden Berichtsjahren ein starker Rückgang festzustellen, gerade in den Industrien, die vorwiegend weibliche Arbeitskräfte beschäftigen, sodaß sich der Anteil dieser an verlängerter Arbeitszeit in ziemlich normalen Grenzen bewegte.

Wo an Arbeitsorganisationen mit Verschiebung der Grenzen der Tagesarbeit und für zweischichtigen Tagesbetrieb auch weibliche Personen beteiligt sind, scheinen diese sich mit den diesen Arbeitssystemen anhaftenden, bekannten Nachteilen meist abgefunden zu haben. Weniger leicht fällt dies, wie wir aus gelegentlichen Befragungen wissen, jenen Frauen, denen daheim noch besondere Haushaltpflichten warten.

Eine große Bedeutung hat für die weibliche Arbeiterschaft noch immer die 52-Stundenwoche, die unter dem Zwang wirtschaftlicher Notwendigkeiten leider gerade gewissen Industrien mit vorwiegend weiblicher Arbeiterschaft bewilligt werden mußte.

Bei allen diesen Arbeitszeitausnahmen ist eine der gesetzlichen Arbeitszeitverkürzung zu verdankende, für die weibliche Arbeiterschaft besonders wertvolle Errungenschaft erfreulicherweise wenig in Mitleidenschaft gezogen worden, der freie Samstagnachmittag. Die Erkenntnis, daß dieser, so sehr ihn alle, die ihn genießen dürfen, zu schätzen wissen, für weibliche Personen von ganz besonderm Wert sein muß, setzt sich immer mehr durch. Ihr verdanken wir es, daß sogar bei Arbeitsorganisationen nach dem System zweischichtigen Tagesbetriebes, das für den Samstag eine Ausnahmestellung nicht kennt, in vielen Fällen aus Rücksichtnahme auf die beteiligten weiblichen Personen die Samstagschichten früher gelegt und derart verkürzt werden, daß die Samstagnachmittagsarbeit früher endigt oder ganz ausfällt.

Rücksichten auf weibliche Personen lassen auch jene Fälle erkennen, die den Arbeitsbeginn der Frühschicht später, als es sonst Regel ist, legen. Auch sind die Fälle nicht selten, da Arbeiterinnen, die ein Hauswesen zu besorgen haben, das Recht, die Arbeit eine halbe Stunde vor Beginn der Mittagspause verlassen zu dürfen, erhalten bleibt auch dort, wo diese länger als eine Stunde dauert.

Es hat oft den Anschein, als ob bei manchen Fabrikinhabern die Meinung bestehe, die gegenüber dem alten Fabrikgesetz wesentlich vereinfachte Vorschrift betreffend Schonzeit für Wöchnerinnen erfordere nicht mehr dieselbe Sorgfalt hinsichtlich Kontrolle über deren Einhaltung. Wir müssen diesen Schluß ziehen aus der wieder festgestellten Tatsache, daß die Führung des Wöchnerinnenverzeichnisses, wie die Beibringung der vorgeschriebenen Niederkunftsausweise, viel zu wünschen übrig lassen.

Allerdings sind die Fälle seltener geworden — vielleicht dank bestehender Vorschriften über Wöchnerinnenunterstützung durch Krankenkassen oder durch Spezialfonds —, wo der als gesetzliches Minimum festgelegte Arbeitsausschluß von 6 Wochen nach der Niederkunft nicht eingehalten wurde. Häufiger sind ja die Fälle, wo diese Schonzeit verlängert, ja auf mehrere Monate ausgedehnt wird.

Immer wieder haben wir auch Anlaß, uns bei den zuständigen Behörden einzusetzen dafür, daß die vorgeschriebenen Niederkunftsausweise Verwendung finden. An deren Stelle finden wir heute noch oft Hebammenatteste oder eigentliche, mit Gebühren belastete Geburtsscheine, und wiederholt mußten wir feststellen, daß einzelne Zivilstandsämter die neuen, offiziellen Ausweise, die sie gratis auszustellen haben, überhaupt nicht zur Verfügung hatten.

Die im Zählbogen der Fabrikstatistik gestellte Frage nach der Zahl der von industriellen Betrieben beschäftigten Heimarbeiter, zu denen erfahrungsgemäß vorwiegend weibliche Personen zählen, hat den längst beobachteten Rückgang bestätigt. In den Kantonen des IV. Inspektionskreises wurden im Jahre 1901 insgesamt 14759, im Jahre 1929 dagegen nur noch 8648 Heimarbeiter gezählt.

VI. Beschäftigung von jugendlichen Personen.

An der statistisch festgestellten Zunahme der Zahl der Industriearbeiter sind die Jugendlichen, d. h. Personen beiderlei Geschlechts im Alter von 14 bis 18 Jahren in geringerm Maße beteiligt als die Erwachsenen, d. h. die Personen im Alter von mehr als 18 Jahren.

Die Ergebnisse der Fabrikstatistik vom 22. August 1929 verzeigen gegenüber denen von 1923 ein Anwachsen der Zahl der erwachsenen Industriearbeiterschaft in unserm Kreise von 54355 auf 65361, d. h. um rund 20 %, während die Zahl der Jugendlichen in der gleichen Zeitspanne von 9995 auf 11421, d. h. um rund 14 % gestiegen ist.

Relativ hat der Anteil der Jugendlichen an der Gesamtarbeiterschaft vom Jahre 1923 bis zum Jahre 1929 keine wesentliche Veränderung erfahren. Er betrug im Jahre 1923 15,5 %, 1929 dagegen 15 %, zeigt also eher eine kleine Abnahme. Damit dürfte erwiesen sein, daß die schon oft laut gewordene Befürchtung, es möchte die Industrie durch den harten

Konkurrenzkampf dazu geführt werden, zum Zwecke der Verbilligung der Produktion sich in vermehrtem Maße jugendlicher Arbeitskräfte zu bedienen, sich nicht erwahrte. Ungleich stärker, nämlich um 28 %, ist die Zahl der männlichen Jugendlichen gegenüber der der weiblichen mit rund 6 % vom Jahre 1923 bis zum Jahre 1929 gestiegen.

Von je 100 in Fabriken beschäftigten Jugendlichen waren im Jahre 1923: 38 männlichen und 62 weiblichen Geschlechts, im Jahre 1929: 43 männlichen und 57 weiblichen Geschlechts. In der Stickereiindustrie, deren Krisis sich in einem fortgesetzten Rückgang der Arbeiterzahl auswirkt, der die männlichen mehr als die weiblichen Jugendlichen in Mitleidenschaft gezogen, waren im Jahre 1929 von je 100 Jugendlichen 20 männlichen und 80 weiblichen Geschlechts.

Wenn auch die Vorschriften, die bei der Einstellung jugendlicher Arbeitskräfte zu beachten sind, im allgemeinen Beachtung erfahren, so kommen Verstöße gegen sie doch immer wieder vor. Häufig fehlen bei unserer Kontrolle die vorgeschriebenen Belege über das Alter jugendlicher Arbeiter. Zwar scheint sich das Bestreben immer mehr durchzubrechen, Jugendliche grundsätzlich nicht zur Arbeit zuzulassen, bevor sie ihren Altersausweis beigebracht haben; da sind Verstöße gegen die Vorschriften dann wirklich selten. Anders dort, wo man es nicht so streng nimmt; dort kommen dann die glücklicherweise nicht sehr häufigen Fälle vor, wo das Versäumnis rechtzeitiger Beibringung des Altersausweises einen Dienstantritt vor erfülltem 14. Altersjahr, also eine Gesetzesverletzung verschuldet. Oft wirkt der Umstand dazu mit, daß Zivilstandsbeamte bei Ausfertigung der amtlichen Altersausweise es an der nötigen Promptheit fehlen lassen. Das hat schon wiederholt dazu geführt, daß Fabrikinhaber selber sich bei ihnen bemühten zur Erlangung dieser Ausweise.

Dabei tritt auch der schon wiederholt gerügte Übelstand zutage, daß es Zivilstandsämter gibt, die die offiziellen Altersausweise nicht in Vorrat besitzen. Sie greifen dann zu verschiedenen Ersatzmitteln, sei es, daß sie selbstverfaßte Ausweise erstellen oder offizielle, sportelpflichtige Geburtsscheine verwenden. In einer st. gallischen Gemeinde mußten wir als Altersausweise beigebrachte Schulentlassungsscheine beanstanden. Wirklich komisch wirkte ein Fall, wo ein Zivilstandsbeamter es fertig brachte, statt eines Alters- einen Niederkunftsausweis

zu verwenden, um „zuhanden der Fabrikinhaber zu bescheinigen, daß Wilhelm Kurz am 20. Januar 1914 in seinem Zivilstandkreis niedergekommen ist".

Schwierigkeiten bietet in vielen Fällen die Beibringung hinreichender amtlicher Ausweise für jugendliche Ausländer, die außer der Landesgrenze wohnen, aber in schweizerischen Fabrikbetrieben in Arbeit stehen. Es bleibt hier kein anderer Ausweg, als ausländische Geburtsscheine, Pässe oder Grenzpassierscheine als amtliche Belege über das Alter anzuerkennen.

Wenn wir wiederum oft den Aufenthalt minderjähriger Kinder in Arbeitsräumen zu rügen hatten, so handelte es sich in den meisten Fällen um harmlose Verstöße gegen das bezügliche gesetzliche Verbot. Ernster wird die Sache dort, wo solche Kinder zu irgend einer Dienstverrichtung angehalten oder zugelassen werden, und ganz besonders in Fällen, wo ihr Interesse und ihr Betätigungsdrang der Bedienung einer Maschine gilt, die Unfallmöglichkeiten bietet. Da gilt es, dem Verbot mit aller Strenge, auch unter Anwendung von Strafmitteln, Beachtung zu verschaffen; denn selten sind die Leute, die dessen Mißachtung dulden, sich der Verantwortung bewußt, die sie damit auf sich nehmen. So mußten wir in einem Falle einschreiten, wo ein Fabrikant es zuließ, daß Arbeiterinnen ihre noch schulpflichtigen Kinder nach Schulschluß in die Fabrik kommen ließen und ihnen Unterricht im Weben gaben.

Trotz der in Art. 189 und 189bis VFG. gegebenen Aufzählung, die übrigens vielenorts überhaupt nicht bekannt ist, hält es schwer, in der Praxis das Gebiet der für Jugendliche unzulässigen Arbeiten so abzugrenzen, daß Zweifel nicht möglich wären. Tatsächlich hatten wir wenig Anlaß, gegen unzulässige Verwendung Jugendlicher Einsprache zu erheben. In einem Falle geschah es bezüglich ihrer Betätigung an Chrombädern.

Bei Anlaß der Fabrikstatistik wurde zum erstenmal die Zahl der in industriellen Betrieben beschäftigten Lehrlinge ermittelt. Sie betrug in unserm Kreis im ganzen (ohne die von kaufmännischen und technischen Bureaux) 1947, wovon 1797 männliche und 150 weibliche. Mit Lehrstellen für männliche Berufe stehen an der Spitze die Metall-

und die Maschinenindustrie, für weibliche Berufe die Bekleidungsindustrie.

Es herrscht fast durchweg große Nachfrage nach Lehrstellen, der die Industrie nicht zu genügen vermag. So sehr diese ständig einen empfindlichen Mangel an beruflich gut ausgebildeten Arbeitern aufweist, sie vermochte ihn bis dahin durch Ausbildung eigenen Nachwuchses nicht selbst zu heben. Dazu trägt vielerorts bei die Art der Arbeitsweise, die viel zu sehr auf Rationalisierung, Spezialisierung, Automatisierung ausgeht und damit der Gründlichkeit und Vielseitigkeit Abbruch tut, die Voraussetzung für eine gute, berufliche Ausbildung sind. Andernorts, wo man schließlich noch in der Lage wäre, sich mit Lehrlingsausbildung abzugeben, besteht aus verschiedensten Gründen eine große Zurückhaltung, wenn nicht Abneigung dagegen.

VII. Soziale Einrichtungen.

Der Mangel an ortsansässiger Industriearbeiterschaft, wie er sich oft für größere industrielle Unternehmen besonders auf dem Lande bemerkbar macht, ruft immer wieder der Sorge des Fabrikinhabers für geeignete Unterkunft und Verpflegung für von auswärts zugezogene Arbeitskräfte.

Ihr verdanken wir wieder eine Anzahl neuer Speiseanstalten, wo Arbeiter, die während der Mittagspause nicht nach Hause gehen können, gute und billige Verpflegung finden. Daß sie dies zu schätzen wissen, beweist eine meistenorts festzustellende, erhöhte Frequenz dieser Anstalten, deren Betrieb in vielen Fällen vom Fabrikinhaber beträchtliche Zuschüsse erfordert.

Die Frequenzzunahme erklärt sich zum Teil auch daraus, daß diese Speiseanstalten sich auch eingestellt haben auf die Abgabe von Zwischenverpflegung an Leute, die an Schichtarbeit beteiligt sind und aus diesem Grunde in kurzen, außer gewohnter Verpflegungszeit liegenden Pausen sich verpflegen müssen. Es ist dies umso mehr zu begrüßen, als die Erfahrung lehrt, daß viele Arbeiter namentlich zu einer Frühschicht ungenügend verpflegt antreten, weil ihnen vielfach die Möglichkeit fehlt, in früher Morgenstunde ein richtiges Frühstück zubereitet zu erhalten oder sich selbst zuzubereiten. Es ist dies ein Nachteil des

Systems schichtenweiser Arbeitsorganisation, den der Arbeitgeber auf die erwähnte Weise wettzumachen sucht. Die Erkenntnis, daß dies auch im Interesse des Betriebes geschieht, hat an einigen Orten dazu geführt, bei schichtenweiser oder bei verlängerter Arbeit eine Zwischenverpflegung gratis zu verabreichen, so z. B. in Konservenfabriken, die während der Hochsaison ganz außerordentliche Anforderungen an die Leistungsfähigkeit ihrer Leute stellen müssen.

Erfreulicherweise hat in Speiseanstalten von Fabriken die Abgabe guten und billigen Süßmostes Verbreitung und bei den Arbeitern Anklang gefunden, ein Mittel mehr, dem Alkoholgenuß in Fabriken den Boden abzugraben. Die Leitung einer größern Fabrik der Textilindustrie besorgt jeden Herbst die Herstellung eines guten Süßmostes zu Selbstkosten für die Familien ihrer Arbeiter.

Die Erstellung guter Arbeiterwohnungen durch Fabrikinhaber hat weitere Förderung erfahren, wobei für Einzelheime oder Zweifamilienwohnhäuser mit Gartenteilen bei Arbeiterfamilien besonders rege Nachfrage besteht.

Bedauerlich ist, daß Krisenverhältnisse in der Industrie dem Unterhalt bestehender Wohngelegenheiten, die zum Teil respektables Alter aufweisen, vielfach Eintrag tun und die Einrichtung auch bescheidensten Komforts versagen. Und doch wird auch aus primitiven Wohneinrichtungen, die mit Hütten richtiger bezeichnet und oft Zeugen großer Armut sind, selten eine Klage laut. Wie ganz anders präsentieren sich jene modernen Arbeiterwohnhäuser, die erstanden sind in einigen größern Unternehmen der Textil- und der Maschinenindustrie, zum Teil als Erweiterung bestehender Wohnkolonien auf dem Lande. Sie könnten unschwer den Neid von an größere Ansprüche gewöhnten Städtern erwecken.

Zwei Speiseanstalten in Wohlfahrtshäusern und zwei Heime sind der Leitung durch den Schweizer Verband „Volksdienst" neu anvertraut worden, ein Vertrauen, das dieser vollauf verdient. In seiner Obhut finden wir heute 10 Speiseanstalten und 4 Heime. Es ist eine Freude, die verantwortlichen Leiterinnen und deren Hülfspersonal bei ihrer aufopferungsvollen Arbeit zu sehen. Anerkennenswert ist nicht zuletzt, wie manchenorts außer der Sorge für das leib-

liche auch die Fürsorge für das geistige Wohl der Leute sich zu betätigen versteht.

Wir machen uns den Besuch der mit Fabriken verbundenen Anstalten anläßlich unserer Inspektionen, soweit unsere Zeit reicht, zur Regel, und wir können der Führung und der Ordnung in den Heimen ein gutes Zeugnis ausstellen.

Die Einführung der obligatorischen Krankenversicherung im Kanton Thurgau hat in einigen größern Fabriken dieses Kantons den Anstoß gegeben zur Gründung eigener Betriebskrankenkassen. In andern Kantonen sind solche Neugründungen nur vereinzelt erfolgt. In einem Fall im Fürstentum Liechtenstein sind infolge Konkurses eines neu gegründeten Unternehmens die Arbeiter als Mitglieder einer von ihm geschaffenen Krankenkasse durch Verlust der einbezahlten Mitgliederbeiträge, wenn auch nicht in großem Umfang, zu Schaden gekommen.

In einem großen Unternehmen der Metallindustrie ist die Mitgliedschaft der Betriebskrankenkasse auf Familienangehörige der Arbeiter ausgedehnt und damit manche Familiensorge gemildert worden.

Erfreuliche Förderung hat wiederum die Alters- und Hinterbliebenenfürsorge erfahren. Zahlreiche bestehende Fonds erhielten namhafte Zuschüsse, und ihr Bestand erreicht in vielen Fällen eine respektable Höhe, was da und dort eine willkommene Erhöhung der Leistungen ermöglichte. Andere halten sich noch in bescheidenem Umfang.

Neue Fonds dieser Art, bald als „Wohlfahrtsfonds", bald als „Alters- und Pensionsfonds" oder als „Alters- und Hinterbliebenenfürsorgefonds" oder noch anders bezeichnet, sind geschaffen worden, so in 6 Unternehmen der Textilindustrie, 4 der Lebens- und Genußmittelindustrie, 1 der Stickereiindustrie, 2 der Bekleidungsindustrie, 2 der chemischen, 1 der Holz-, 2 der Metall- und Maschinenindustrie und 1 der Uhrenindustrie. In einigen dieser Fälle erfolgte die Alters- und Hinterbliebenenfürsorge auf Grund von Gruppenversicherungsverträgen mit der schweizerischen Lebensversicherungs- und Rentenanstalt. Einzelne dieser Institutionen erstrecken die Fürsorge auch auf die Folgen aus Arbeitslosigkeit, bezw. auf Unterstützung von Familien, die durch höhere Gewalt, Brandunglück, Überschwemmung etc., oder aber durch Krankheit ihres Ernährers in Not geraten.

In einem großen Unternehmen der Metall- und Maschinenindustrie und mit dessen Unterstützung haben die Angestellten und Meister eine Hinterbliebenen-Versicherungskasse gegründet zum Zweck, ihre Mitglieder, bezw. deren Witwen und Waisen gegen die wirtschaftlichen Folgen von Tod zu versichern.

Eine neu gegründete Stiftung bezweckt, aus ihren Zinsen Kindern von aktiven oder pensionierten Angestellten und Arbeitern Zuschüsse zu deren beruflicher Ausbildung zu gewähren.

In einer Fabrik der Lebensmittelindustrie werden in Sterbefällen an die Hinterbliebenen von den Angestellten und Arbeitern bestimmte freiwillige Beiträge geleistet, deren Summe aus der bestehenden Bußenkasse in jedem Fall auf den Betrag von Fr. 400.— erhöht wird.

Die Verabreichung von Gratifikationen, meist auf Jahresende und meist als Dienstalterszulage, in einzelnen Fällen aus Anlaß von Geschäftsjubiläen, ist zwar nicht außer Übung gekommen, scheint aber auch nicht weitere Verbreitung gefunden zu haben.

Eine Baumwolldruckerei, eine Maschinenfabrik und eine Apparatefabrik interessieren ihre Arbeiterschaft mit sichtlichem Erfolg und zu beidseitiger Zufriedenheit am Geschäftsergebnis.

Wie schon bestehende Anstalten gleicher Art, erweist sich eine von einer großen Fabrik der Textilindustrie neu gegründete Kinderkrippe als sehr wohltätige Institution, die sehr geschätzt wird.

Seit unsern Erhebungen vom Jahre 1927 über Arbeiterferien haben diese an Bedeutung und Ausbreitung zugenommen, sei es, daß dort, wo sie bereits üblich waren, die Zahl der Ferientage eine Erhöhung erfuhr, sei es, daß Ferien neu eingeführt wurden. Wir haben dies in einer Anzahl von Fabriken verschiedenster Industriezweige feststellen können. Ihnen wird sich zweifellos eine Fabrik bald wieder anschließen, wo die Arbeiterferien einer Mißstimmung des Fabrikinhabers über die Verweigerung einer weitern Verlängerung der seit Jahren beanspruchten Bewilligung der abgeänderten Normalarbeitswoche zum Opfer fielen. Früher oder später dürften auch jene Betriebe folgen, wo bezahlte Feiertage die Ferien ersetzen sollen.

Die Sorge um Verdienstausfall bei Militärdienstleistungen von Fabrikarbeitern hat im vergangenen Jahr, bestärkt durch einen von der Schweizerischen Offiziersgesellschaft an die Fabrikinhaber gerichteten Appell, eine Bewegung ausgelöst, die auf eine Milderung der ökonomischen Folgen von Militärdienst abzielt. Es ist ihr schon heute ein erfreulicher Erfolg beschieden.

Wir haben von vielen Fällen Kenntnis erhalten, wo militärpflichtigen Arbeitern der Lohnausfall, den sie bei militärischen Dienstleistungen erleiden, zum Teil oder ganz vergütet wird. Voraussetzung dabei sind in der Regel ein bestimmtes Mindestdienstalter im Betrieb und maximale obligatorische Militärdienstleistungen. Hinsichtlich Lohnvergütung ist eine Differenzierung für Ledige oder Verheiratete die Regel. Wo bezahlte Ferien gewährt werden, kommen diese an Arbeitsversäumnissen infolge Militärdienst meist in Anrechnung.

Es dürfte von Interesse sein, wenn wir nachstehend ein Reglement der Firma Heberlein & Cie., A.-G., Bleicherei, Färberei, Druckerei und Appretur in Wattwil, auszugsweise wiedergeben, das auf vorbildliche Art die Beziehungen zwischen Ferien, Militärdienst und den bezüglichen Lohnentschädigungen regelt.

Ferien- und Militärdienstordnung der Firma Heberlein & Cie., A.-G., Wattwil.

Die Firma Heberlein & Cie., A.-G. gewährt ihren Arbeitern bezahlte Ferien in folgendem Umfang:

3—10 Dienstjahre berechtigen zu 6 Arbeitstagen Ferien,
11—15 Dienstjahre berechtigen zu 9 Arbeitstagen Ferien,
über 15 Dienstjahre berechtigen zu 12 Arbeitstagen Ferien.

Stichtag für alle Kategorien ist der 30. Juni. Wer vom 1. Juli bis 31. Oktober drei volle Dienstjahre erreicht, wird im Oktober noch berücksichtigt.

Die Ferien fallen in die Zeit vom Mai bis Oktober. Sie sollen als Erholung dienen. Es ist untersagt, andere Arbeiten als solche landwirtschaftlicher Natur für Rechnung Dritter während denselben auszuführen.

Die Lohnvergütung wird auf Grund der normalen Arbeitszeit verrechnet. Ferien werden mit dem Militärdienst nicht verrechnet, sofern der letztere die Dauer eines Monates nicht überschreitet. Übersteigt die Dauer des Dienstes einen Monat, so wird die Hälfte der Ferien mit dem Dienst verrechnet.

Die Firma Heberlein & Cie., A.-G. leistet jedem Arbeiter für die Dauer von ordentlichem Militärdienst (Rekrutenschule, Wiederholungskurs) in der schweizerischen Armee folgende Vergütung:

Ledige Arbeiter 35 % (bei Nachweis einer Unterstützungspflicht 50 %), Verheiratete 50 %. Verheiratete Arbeiter, die Kinder haben, erhalten für jedes derselben 10 % Zuschlag; die Totalentschädigung soll 100 % des Normallohnes nicht übersteigen. Die gleiche Vergütung wird nach Rücksprache mit der Direktion in der Regel auch bei weitern Diensten (Unteroffiziersschule, Abverdienen etc.) geleistet.

Die Firma Heberlein & Cie., A.-G. gewährt ihren Angestellten mit Beginn des 2. Dienstjahres zwei Wochen Ferien pro Jahr, unter Vergütung des vollen Gehaltes. Im 1. Dienstjahr hat der Angestellte ein Recht auf eine Woche Ferien, wenn sein Eintritt vor dem 1. April erfolgt ist.

Für ärztlich verordnete Erholungsaufenthalte kann auf Antrag des Abteilungsleiters die Ferienzeit durch die Direktion verlängert werden.

Bei Militärdienst in der schweizerischen Armee wird das volle Gehalt vergütet, und die normale Ferienberechtigung bleibt bestehen, wenn die Dienstdauer einen Monat nicht übersteigt. Bei Diensten, die länger als einen Monat dauern, hat der Angestellte nur auf die Hälfte der Ferien und für die einen Monat übersteigende Dienstzeit nur auf die Hälfte des Gehaltes Anspruch.

Diese Bestimmungen gelten ab 1. Januar 1929.

Heberlein & Cie., A.-G., Wattwil.

Erwähnenswert ist hier ein von einer großen Maschinenfabrik zur Benützung durch ihre Arbeiterschaft eingerichteter Badeweiher, in Verbindung mit Luft- und Sonnenbad, dem auch ein Sportplatz für Fußballspiel angegliedert wurde, auf dem im Sommer die im ersten Lehrjahr stehenden Lehrlinge der Fabrik in ihrer Freizeit wöchentlich

zu bestimmten Stunden zu gemeinsamen, turnerischen Freiübungen antreten müssen. Sie unterstehen einer dreimaligen, ärztlichen Untersuchung pro Jahr über Körpergewicht, Körpergröße und Brustumfang.

Eine Schuhfabrik veranstaltet im Winter im Umfang einer wöchentlichen Unterrichtsstunde freiwillige Ausbildungskurse für die Arbeiter der Fabrik, wodurch die Arbeiter, die meist nur für eine gewisse Spezialarbeit angelernt sind, über den ganzen Fabrikationsvorgang orientiert werden sollen. Die Kurse begegnen bei der Arbeiterschaft großem Interesse.

VIII. Vollzug des Gesetzes und der zugehörigen Erlasse.

Der Gesetzesvollzug hat in keinem der Kantone des IV. Kreises zu neuen kantonalen Vorschriften Anlaß gegeben. Er ist auch in seiner Organisation unverändert geblieben.

Es darf hier anerkennend hervorgehoben werden, daß die für den Vollzug des Gesetzes zuständigen kantonalen Regierungsdepartemente sich ernsthaft bestreben, diesen im Sinne eines richtigen Arbeiterschutzes auszubauen. Und es besteht zwischen ihnen und dem eidg. Fabrikinspektorat ein reger und angenehmer Verkehr, aus dem ein gutes Zusammenarbeiten resultiert, das sich die Überwindung der vielen Schwierigkeiten ernster und leichter Art, denen der Gesetzesvollzug fortwährend begegnet, zum Ziele setzt.

Diese Schwierigkeiten sind meist darauf zurückzuführen, daß die Tätigkeit der direkten Fabrikaufsicht, d. h. der Bezirks- und Gemeindefunktionäre, denen diese obliegt, nicht Schritt hält mit dem höhernorts bestehenden Bestreben zu einer Verbesserung des Gesetzesvollzuges. Das liegt zum Teil in der Organisation der lokalen Fabrikaufsicht, zum Teil in der so sehr verschiedenen Einstellung der mit ihr betrauten Personen gegenüber der ihnen übertragenen Aufgabe begründet.

Es fehlt hier vielfach an initiativem Handeln, nicht selten sogar am guten Willen, seiner Aufgabe gerecht zu werden, die ja, das muß zugegeben werden, nicht immer eine angenehme und noch seltener eine dankbare ist. Aber dieser Tatsache ist es in erster Linie zuzuschreiben, daß der Vollzug des neuen Fabrikgesetzes noch so viel zu wünschen

übrig läßt und immer wieder berechtigten Klagen von seite der Arbeiterschaft ruft, deren Interessen es zu wahren gilt.

Es ist namentlich die im Gesetz vorgesehene Mitwirkung der Gemeindebehörden beim Vollzug, die dort, wo sie nicht schon unter dem alten Gesetz üblich und daher einigermaßen eingelebt war, nicht recht ins Geleise kommen will. Man bringt hier für die sozialen Zwecke des Fabrikgesetzes selten das richtige Verständnis auf, wie es Voraussetzung für einen korrekten Gesetzesvollzug ist, der die Interessen des Arbeiterschutzes mit einer verständnisvollen Rücksichtnahme auf die Bedürfnisse der Industrie in Einklang zu bringen bestrebt sein soll.

Das unbefriedigende Resultat ist ein in diesen Kreisen weit verbreitetes, passives Verhalten allen Vorgängen auf dem Boden des Fabrikgesetzes gegenüber, das gewollten oder unbewußten Verstößen aller Art gegen Gesetzesvorschriften Vorschub leistet. Selbst die Tätigkeit vieler Polizeiorgane, namentlich solcher auf dem Lande, in deren bestimmt umschriebenen Aufgabenkreis die direkte Fabrikaufsicht fällt, weist derartige Mängel auf.

So ist es denn nicht zu verwundern, daß kleinere industrielle Betriebe, auch wenn sie längst einen Umfang angenommen haben, der ihnen offensichtlich den Charakter von Fabriken verleiht, der sie unter das Fabrikgesetz bringen würde, lange Zeit außerhalb dessen Geltungsbereich bleiben und unbehelligt tun und lassen können, was ihnen beliebt. So handelt es sich in den alljährlich zahlreichen Fällen, wo die Beamten des eidg. Fabrikinspektorates anläßlich ihrer Inspektionstouren Betriebe dieser Art „entdecken", meist um solche, die der Aufmerksamkeit der lokalen Fabrikaufsicht nicht hätten entgehen und von dieser zur Unterstellung unter das Fabrikgesetz hätten gemeldet werden sollen.

Mängeln der lokalen Fabrikaufsicht ist es auch zuzuschreiben, wenn die zahlreichen, teils schweren Übertretungen der gesetzlichen Arbeitszeitvorschriften, wie wir sie anläßlich unserer Inspektionen unschwer feststellen und den Kantonsregierungen vorschriftsgemäß zur Anzeige bringen, ungesühnt bleiben, sich auch ungehindert wiederholen können, wenn nicht ausdrücklich Klagestellung von interessierter Seite erfolgt. Zudem wird solchen Klagen oft nur mit Widerwillen Folge gegeben.

Die Erfahrung lehrt, daß ein fortgesetzter Ausbau der direkten Fabrikaufsicht, eine bessere Instruktion der damit betrauten Organe nötig und Voraussetzung für einen richtigen Gesetzesvollzug ist. Es bleibt den Kantonsregierungen nach dieser Richtung noch viel zu tun.

Wahrnehmungen über den Vollzug eidgenössischer und kantonaler Bewilligungen geben oft Anlaß zu Korrespondenzen mit den Kantonsregierungen. Bei eidg. Bewilligungen ergeben sich Mängel in deren Überwachung oft aus dem Umstand, daß die Bewilligungen, die der zuständigen Kantonsregierung in Kopie zugehen, den untern Vollzugsorganen verspätet oder überhaupt nicht zur Kenntnis gebracht werden, diese daher ungenügend orientiert sind über das Bestehen und die Laufdauer solcher Bewilligungen. Diesem Umstand muß es zugeschrieben werden, daß Fälle, wo eine ausnahmsweise Arbeitsorganisation weiter angewendet wird, trotzdem die bezügliche Bewilligung abgelaufen und aus irgend einem Grunde nicht erneuert wurde, der Aufmerksamkeit der lokalen Fabrikaufsicht entgehen.

Für die Erteilung der vom Gesetz in die kantonale Kompetenz gelegten Ausnahmebewilligungen betreffend Arbeitszeit stehen in allen Kantonen des IV. Kreises einheitliche Formulare in Anwendung, die dem Bestreben nach möglichst gleichmäßiger Bewilligungspraxis gute Dienste leisten. Diese trägt im allgemeinen den Bedürfnissen der Industrie weitgehend Rechnung, wobei allerdings hin und wieder Verstöße in der Richtung einer Überschreitung der Kompetenzen festzustellen sind.

Des durch verschiedene Mißstände und Klagen hinsichtlich fortwährender Beanspruchung kantonaler Bewilligungen für „vorübergehende Nachtarbeit" (Art. 52 FG.) durch Betriebe der Baumwollzwirnerei ausgelösten Kreisschreibens des eidg. Volkswirtschaftsdepartements vom 4. Dezember 1929 haben wir bereits Erwähnung getan. Dieses legte im Interesse einer möglichst einheitlichen Bewilligungspraxis den interessierten Kantonsregierungen nahe, in der Bewilligung vorübergehender Nachtarbeit Zurückhaltung zu wahren, die Laufdauer von Bewilligungen auf jeweilen höchstens zwei Monate zu beschränken und in allen Fällen für Erfüllung der in Art. 159 unter

Tabelle VI.

Strafentscheide betreffend Übertretung der Vorschriften über die Arbeit in den Fabriken in den Jahren 1928 und 1929.

Kantone	Jahr	Fabrikhygiene und Unfallverhütung. Genehmigung der Anlage	Arbeiterverzeichnis Fabrikordnung Besondere Reglemente	Arbeitszeit und Ausnahmebewilligungen	Beschäftigung weiblicher Personen	Beschäftigung jugendlicher Personen	Mit Fabriken verbundene Anstalten	Andere Vorschriften und Verfügungen	Totalbetrag der Bußen und Kosten Fr.	Zahl der Bußen unter Fr. 50.-	Zahl der Bußen von Fr. 50.- u. mehr
		Fälle	Fälle	Fälle	Fälle	Fälle	Fälle	Fälle			
Glarus	1928	—	—	1	—	—	—	—	50.—	—	1
	1929	—	—	1	—	—	—	—	50.—	—	1
Schaffhausen . .	1928	—	—	7	—	1	—	—	250.—	4	3
	1929	—	—	1	—	—	—	—	20.—	1	—
Appenzell A. Rh.	1928	—	—	7	1	1	—	1	277.50	6	1
	1929	—	—	14	2	2	—	—	1056.20	9	3
Appenzell J. Rh.	1928	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	1929	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
St. Gallen . . .	1928	1	—	19	—	2	—	5	2363.60	7	12
	1929	—	—	9	1	1	—	1	884.85	6	3
Graubünden . .	1928	1	—	3	—	—	—	—	300.—	—	3
	1929	—	—	2	—	—	—	—	80.—	1	1
Thurgau . . .	1928	—	—	41	1	1	—	—	1125.—	37	4
	1929	1	—	29	—	2	—	1	1410.—	25	9
Total im IV. Kreis	1928	—	2	78	2	5	—	3	4346.10	54	24
	1929	1	—	56	3	5	—	3	3481.05	40	19
Fürstentum Liechtenstein . . .	1928	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	1929	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—

lit. e der Vollzugsverordnung enthaltenen Bedingung eines regelmäßigen Wechsels der Schichten besorgt zu sein.

Die Tabelle VI gibt in bisheriger Weise eine Übersicht über die auf gerichtlichem oder administrativem Weg im Verlauf der Berichtsjahre erfolgten Bußenverfügungen. Die große Mehrzahl betrifft Übertretungen der Arbeitszeitvorschriften.

Die Praxis zur Ahndung von Gesetzesübertretungen hat in keinem Kanton eine Änderung erfahren. Die Verschiedenheiten im Strafverfahren der Kantone bestehen noch und führen auch in dieser Beziehung zu Ungleichheiten im Gesetzesvollzug: einerseits, meist dort, wo administrative Bußenverfügungen möglich sind, den Verfehlungen angepaßte Strenge, anderseits im Gerichtsverfahren zutagetretende große Milde für Vergehen der gleichen Tragweite.

Am Schluß meines Berichtes sei es mir gestattet, des Rücktrittes des Herrn Dr. F. Kaufmann, Direktor der Abteilung für Industrie und Gewerbe in Bern, unseres hochverehrten Chefs, zu gedenken, ihm Dank zu erstatten für das rege Interesse, mit dem er je und je an der Tätigkeit des eidg. Fabrikinspektorates Anteil nahm und für das Wohlwollen, das er dessen Beamten gegenüber bekundete.

St. Gallen, im Februar 1930.

Der eidg. Fabrikinspektor des IV. Kreises:
Dr. E. Isler.

BIBLIOTEKA
Nr. 336
Min. Pracy i Opieki Spol.

Zusammenstellung der Tabellen I—VI.
Récapitulation des tableaux I—VI.

Tabelle I. — Tableau I.

Zahl der Fabriken und ihrer Arbeiter in den Jahren 1928 und 1929 und Zahl der Betriebskräfte im Jahre 1929, nach Kantonen.

Nombre des fabriques et de leurs ouvriers en 1928 et 1929 et force motrice en 1929, par cantons.

Kantone Cantons	Fabriken Fabriques		Arbeiter — ouvriers												Gesamte für den eigenen Betrieb zur Verfügung stehende Kraft PS. Force motrice dont les fabr. disposent pour leur propre exploitation, en chevaux
			1928							1929					
			14—18 Jahre 14—18 ans		über 18 Jahre plus de 18 ans		Total			14—18 Jahre 14—18 ans		über 18 Jahre plus de 18 ans		Total			
	Ende 1928 à fin 1928	22. Aug. 1929 22 août 1929	M. H.	W. F.	M. H.	W. F.	M. H.	W. F.	Zus. Total	M. H.	W. F.	M. H.	W. F.	M. H.	W. F.	Zus. Total	
Zürich	1,422	1,451	3,792	3,643	45,172	25,922	48,964	29,565	78,529	4,573	3,790	48,224	24,904	52,797	28,694	81,491	142,546
Bern	1,294	1,309	1,995	1,955	34,527	17,108	36,522	19,063	55,585	2,543	2,272	36,335	17,471	38,878	19,743	58,621	78,861
Luzern	207	213	601	590	6,852	3,302	7,453	3,892	11,345	740	711	7,396	3,366	8,136	4,077	12,213	27,494
Uri	16	16	73	56	686	207	759	263	1,022	92	54	640	197	732	251	983	1,882
Schwyz	91	90	261	349	1,969	1,571	2,230	1,920	4,150	307	335	2,007	1,443	2,314	1,778	4,092	8,718
Obwalden	17	18	60	1	405	8	465	9	474	75	13	434	20	509	33	542	1,302
Nidwalden	21	21	56	41	400	65	456	106	562	65	35	429	62	494	97	591	1,694
Glarus	110	113	363	688	3,410	3,432	3,773	4,120	7,893	383	666	3,531	3,370	3,914	4,036	7,950	19,036
Zug	50	49	362	334	2,506	1,191	2,868	1,525	4,393	386	304	2,683	1,270	3,069	1,574	4,643	12,093
Fribourg	105	105	120	192	2,175	1,752	2,295	1,944	4,239	196	174	2,402	1,871	2,598	2,045	4,643	8,078
Solothurn	348	347	2,046	1,993	17,850	7,802	19,896	9,795	29,691	2,128	1,924	18,553	7,920	20,681	9,844	30,525	35,720
Basel-Stadt	389	395	941	856	11,127	5,520	12,068	6,376	18,444	1,010	938	12,370	5,642	13,380	6,580	19,960	28,109
Basel-Land	209	208	728	845	5,896	3,198	6,624	4,043	10,667	866	872	6,324	3,249	7,190	4,121	11,311	17,778
Schaffhausen	112	114	643	364	6,501	1,396	7,144	1,760	8,904	777	352	7,274	1,436	8,051	1,788	9,839	19,590
Appenzell A.-Rh.	161	157	301	436	2,216	1,605	2,517	2,041	4,558	298	431	2,131	1,419	2,429	1,850	4,267	5,577
Appenzell J.-Rh.	13	13	13	44	117	83	130	127	257	16	31	119	71	135	102	237	764
St.-Gallen	866	865	2,102	3,529	13,498	12,292	15,600	15,821	31,421	2,090	3,288	14,299	11,767	16,389	15,045	31,394	48,963
Graubünden	124	125	100	82	2,157	460	2,257	542	2,799	126	97	2,572	436	2,698	533	3,231	9,961
Aargau	575	584	2,437	3,091	20,071	12,768	22,508	15,859	38,367	2,640	2,985	20,815	12,076	23,455	15,061	38,516	95,888
Thurgau	434	422	1,071	1,624	9,410	6,954	10,481	8,578	19,059	1,221	1,575	9,618	6,902	10,839	8,477	19,296	27,951
Ticino	262	265	306	650	3,449	3,325	3,755	3,975	7,730	377	831	3,958	3,375	4,335	4,206	8,541	8,445
Vaud	457	463	643	550	11,530	4,292	12,173	4,842	17,015	786	588	11,970	4,594	12,756	5,182	17,938	31,343
Valais	70	71	128	83	4,524	255	4,652	338	4,990	210	98	5,104	304	5,314	402	5,716	23,095
Neuchâtel	524	526	506	964	10,174	5,375	10,680	6,339	17,019	658	1,096	10,950	5,815	11,608	6,911	18,519	15,171
Genève	376	379	358	418	8,287	4,191	8,645	4,609	13,254	442	425	8,902	4,255	9,344	4,680	14,024	18,551
Total	8,253	8,319	20,006	23,378	224,909	124,074	244,915	147,452	392,367	23,005	23,885	239,040	123,225	262,045	147,110	409,083	688,610
Fürstentum Liechtenstein	6	6	25	83	175	366	200	449	649	12	58	131	295	143	353	494	1,628

Zahl der Fabriken und ihrer Arbeiter in den Jahren 1928 und 1929 und Zahl der Betriebskräfte im Jahre 1929, nach Industriegruppen (inbegr. Liechtenstein)

Nombre des fabriques et de leurs ouvriers en 1928 et 1929 et force motrice en 1929, par groupes d'industries (y compris le Liechtenstein)

Industriegruppen Groupes d'industries	Fabriken Fabriques		Arbeiter — Ouvriers														Gesamte für den eigenen Betrieb zur Verfügung stehende Kraft PS. Force motrice dont les fabr. disposent pour leur propre exploitation, en chevaux
			1928							1929							
			14—18 Jahre de 14 à 18 ans		über 18 Jahre plus de 18 ans		Total			14—18 Jahre de 14 à 18 ans		über 18 Jahre plus de 18 ans		Total			
	Ende à fin 1928	22. August 22 août 1929	M. H.	W. F.	M. H.	W. F.	M. H.	W. F.	Zusammen Total	M. H.	W. F.	M. H.	W. F.	M. H.	W. F.	Zusammen Total	
I. Baumwollindustrie Industrie du coton	363	371	1,805	3,889	13,279	19,465	15,084	23,354	38,438	1,585	3,653	12,422	18,027	14,007	21,680	35,687	87,589
II. Seiden- und Kunstseiden-Industrie Industrie de la soie et de la soie artificielle	169	186	565	2,219	6,256	16,868	6,821	19,087	25,908	715	3,168	9,087	19,148	9,802	22,316	32,118	36,275
III. Wollindustrie Industrie de la laine	70	71	256	740	2,775	4,007	3,031	4,747	7,778	255	797	2,799	3,979	3,054	4,776	7,830	15,313
IV. Leinenindustrie Industrie du lin	27	34	37	181	529	1,142	566	1,323	1,889	39	145	632	1,052	671	1,197	1,868	3,037
V. Stickerei Broderie	640	591	488	1,773	2,032	5,570	2,520	7,343	9,863	326	1,431	1,617	4,615	1,943	6,046	7,989	3,279
VI. Übrige Textilindustrie Autres industries textiles	164	152	344	667	2,308	4,135	2,652	4,802	7,454	302	654	1,910	3,229	2,212	3,883	6,095	6,340
VII. Kleidung, Ausrüstungsgegenstände Habillement et objets d'équipement	957	994	1,677	5,480	9,452	24,049	11,129	29,529	40,658	1,314	5,228	9,666	24,116	10,980	29,344	40,324	12,426
VIII. Nahrungs- und Genußmittel Produits alimentaires et articles de consommation	593	597	470	1,268	12,522	10,945	12,992	12,213	25,205	528	1,414	12,789	11,584	13,317	12,998	26,315	60,310
IX. Chemische Industrie Industrie chimique	216	218	527	1,053	12,418	4,333	12,945	5,386	18,331	409	241	10,511	1,811	10,920	2,052	12,972	39,974
X. Zentralanlagen für Kraft-, Gas- und Wasserlieferung Usines de production et de distribution d'électricité, de gaz et d'eau	288	295	16	—	4,041	—	4,057	—	4,057	41	—	4,619	14	4,660	14	4,674	56,470
XI. Herstellung und Bearbeitung von Papier, Leder, Kautschuk Industrie du papier, du cuir et du caoutchouc	302	304	616	893	8,196	4,091	8,812	4,984	13,796	729	1,009	8,383	4,138	9,112	5,147	14,259	49,522
XII. Graphische Industrie Arts graphiques	493	510	918	537	9,126	2,864	10,044	3,401	13,445	1,109	649	9,408	2,999	10,517	3,648	14,165	14,607
XIII. Holzbearbeitung Industrie du bois	1,183	1,226	1,575	134	20,669	567	22,244	701	22,945	2,108	146	24,071	648	26,179	794	26,973	49,920
XIV. Herstellung und Bearbeitung von Metallen Production et mise en œuvre des métaux	636	678	2,443	498	26,973	2,655	29,416	3,153	32,569	3,343	647	31,463	3,011	34,806	3,658	38,464	59,662
XV. Maschinen, Apparate, Instrumente Machines, appareils et instruments	794	830	6,126	1,056	59,421	4,600	65,547	5,656	71,203	7,276	1,031	63,068	5,137	70,344	6,168	76,512	121,271
XVI. Uhrenindustrie, Bijouterie Horlogerie, bijouterie	1,113	1,118	1,460	2,964	23,026	18,557	24,486	21,521	46,007	1,915	3,577	23,553	19,333	25,468	22,910	48,378	13,793
XVII. Industrie der Erden und Steine Industrie des terres et des pierres	329	338	708	109	12,061	592	12,769	701	13,470	1,018	141	13,153	642	14,171	783	14,954	60,450
Zusammen in den 4 Kreisen Total des quatre arrondissements	8337* (8259)	8513* (8325)	20,031	23,461	225,084	124,440	245,115	147,901	393,016	23,012	23,931	239,151	123,483	262,163	147,414	409,577	690,238

* Die Summen dieser Kolonnen sind größer als die darunter angegebenen richtigen Zahlen, wegen der Teilung einzelner Fabriken nach Industriegruppen.
Les totaux de ces colonnes sont plus grands que les nombres réels (indiqués entre parenthèses), parce que certains établissements figurent dans plusieurs groupes d'industries à la fois.

Tabelle III. — Tableau III.

Die Arbeitszeit in der Woche vom 19.—24. August 1929 der gewesenen Personen, im einschichtigen Tagesbetrieb (Art. 40 und 41 FG) beschäftigt nach Industriegruppen.

Durée du travail, dans la semaine du 19 au 24 août 1929, des ouvriers occupés au travail normal de jour (art. 40 et 41 de la loi), par groupes d'industries.

Industriegruppen Groupes d'industries	Gemäß Erhebung beschäftigt Nombre des d'après le		der Fabrikstatistik waren Personen ouvriers travaillant, recensement			Von den in nebenstehenden Spalten angeführten Personen arbeiteten in der Zählwoche auf Grund vorübergehender kantonaler Überzeitbewilligung Nombre des ouvriers (compris dans les chiffres des colonnes de gauche) qui durant la semaine du recensement travaillaient, en vertu de permis temporaires, c'est-à-dire de permis de prolongation exceptionnelle de la journée					
	weniger als 48 Stunden moins de 48 heures	48 Stunden 48 heures	mehr als 48—50 Std. plus de 48 jusqu'à 50 heures	mehr als 50—52 Std. plus de 50 jusqu'à 52 heures	Total	mehr als 48—50 Std plus de 48 jusqu'à 50 heures	mehr als 50—52 Std. plus de 50 jusqu'à 52 heures	mehr als 52—55 Std. plus de 52 jusqu'à 55 heures	mehr als 55—58 Std. plus de 55 jusqu'à 58 heures	mehr als 58—62 Std. plus de 58 jusqu'à 62 heures	mehr als 62 Stunden plus de 62 heures
I. Baumwollindustrie Industrie du coton	4,190	13,277	1,910	13,186	32,563	—	—	49	95	127	135
II. Seiden- und Kunstseiden-Industrie Industrie de la soie et de la soie artificielle	3,148	22,480	990	2,079	28,697	—	93	1,118	51	—	—
III. Wollindustrie Industrie de la laine	216	4,806	463	2,076	7,561	—	80	150	54	—	—
IV. Leinenindustrie Industrie du lin	49	1,401	151	267	1,868	—	—	—	—	—	—
V. Stickerei Broderie	361	619	1,386	5,532	7,898	—	—	65	13	35	—
VI. Übrige Textilindustrie Autres industries textiles	559	3,942	978	517	5,996	—	—	72	100	—	—
VII. Kleidung, Ausrüstungsgegenstände Habillement et objets d'équipement	2,711	21,065	4,326	11,870	39,972	32	47	485	400	145	27
VIII. Nahrungs- und Genußmittel Produits alimentaires et articles de consommation	1,084	22,204	556	1,479	25,323	7	65	95	32	36	430
IX. Chemische Industrie Industrie chimique	795	9,010	267	417	10,489	—	92	22	9	—	—
X. Zentralanlagen für Kraft-, Gas- und Wasserlieferung Usines de production et de distribution d'électricité, de gaz et d'eau	57	2,307	65	168	2,597	—	—	—	—	—	—
XI. Herstellung u. Bearbeitung von Papier, Leder, Kautschuk Industrie du papier, du cuir et du caoutchouc	506	10,251	413	1,427	12,597	5	3	23	22	29	—
XII. Graphische Industrie Arts graphiques	1,949	12,124	69	5	14,147	6	82	80	90	57	—
XIII. Holzbearbeitung Industrie du bois	2,061	14,631	3,222	6,958	26,872	49	247	127	39	120	15
XIV. Herstellung und Bearbeitung von Metallen Production et mise en œuvre des métaux	605	27,019	1,804	5.313	34,741	20	377	164	206	27	30
XV. Maschinen, Apparate, Instrumente Machines, appareils et instruments	783	58,929	2,444	13,346	75,502	66	87	718	1,504	447	—
XVI. Uhrenindustrie, Bijouterie Horlogerie, bijouterie	1,184	30,547	2,015	14,611	48,357	14	7	23	—	19	—
XVII. Industrie der Erden und Steine Industrie des terres et des pierres	613	6,683	1,730	4,829	13,855	—	16	15	127	108	—
Total in den 4 Kreisen Total des quatre arrondissements	20,871	261,295	22,789	84,080	389,035	199	1,196	3,206	2,742	1,150	637

Tabelle IV. — Tableau IV. **Durch die Kantone in den Jahren 1928 und 1929 erteilte vorübergehende Arbeitszeit-Bewilligungen, nach Kantonen.**

Nombre des permis temporaires accordés en 1928 et 1929, par cantons.

Kantone / Cantons	Jahr / Année	Überzeitarbeit / Prolongation de la journée: Montag bis Freitag, Tage vor Sonn- und Feiertagen ausgenommen / du lundi au vendredi, veille des dimanches et jours fériés exceptée: für höchstens 10 Arbeitstage / pour 10 jours au plus	für mehr als 10 bis höchstens 20 Arbeitstage / pour plus de 10 jusqu'à 20 jours au plus	Tage vor Sonn- und Feiertagen / la veille des dimanches et des jours fériés: für 1—2 Tage / pour 1 ou 2 jours	für mehr als 2 Tage / pour plus de 2 jours	Total	Nachtarbeit / Travail de nuit: für 1—6 Nächte / pour 1 à 6 nuits	für mehr als 6 Nächte / pour plus de 6 nuits	Total	Sonntagsarbeit / Travail du dimanche: für 1 Sonntag / pour 1 dimanche	für mehr als 1 Sonntag / pour plus d'un dimanche	Total
Zürich	1928	350	773	287	291	1701	43	69	112	48	11	59
	1929	427	929	333	338	2027	58	67	125	42	18	60
Bern	1928	105	167	29	18	319	11	29	40	11	8	19
	1929	142	177	58	26	403	26	22	48	20	8	28
Luzern	1928	39	26	25	12	102	2	5	7	13	4	17
	1929	67	28	29	14	138	8	10	18	16	5	21
Uri	1928	—	1	—	—	1	—	1	1	—	—	—
	1929	—	3	—	—	3	—	—	—	—	—	—
Schwyz	1928	11	12	6	5	34	14	19	33	1	—	1
	1929	9	33	7	16	65	6	30	36	—	1	1
Obwalden	1928	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	1929	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Nidwalden	1928	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	1929	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Glarus	1928	30	47	13	16	106	—	9	9	7	—	7
	1929	35	37	29	19	120	1	7	8	5	—	5
Zug	1928	14	47	17	3	81	—	3	3	3	—	3
	1929	14	27	18	4	63	—	4	4	3	2	5
Fribourg	1928	1	10	—	—	11	—	—	—	—	—	—
	1929	2	20	—	—	22	—	1	1	—	—	—
Solothurn	1928	110	109	117	32	368	11	16	27	20	—	20
	1929	105	80	122	30	337	10	12	22	7	2	9
Basel-Stadt	1928	324	62	213	7	606	32	27	59	74	1	75
	1929	346	83	298	4	731	18	32	50	64	5	69
Basel Land	1928	103	39	55	7	204	9	15	24	8	2	10
	1929	81	63	44	10	198	11	29	40	10	2	12
Schaffhausen	1928	42	77	38	13	170	2	4	6	14	2	16
	1929	35	43	15	18	111	1	3	4	12	2	14
Appenzell A.-Rh.	1928	74	62	22	18	176	—	10	10	—	—	—
	1929	52	41	14	13	120	1	3	4	1	—	1
Appenzell J.-Rh.	1928	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	1929	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
St.-Gallen	1928	383	326	164	151	1024	9	27	36	4	2	6
	1929	459	260	205	119	1043	11	37	48	12	—	12
Graubünden	1928	12	84	6	42	144	—	1	1	1	2	3
	1929	17	100	12	56	185	1	2	3	3	—	3
Aargau	1928	146	264	90	87	587	25	81	106	29	2	31
	1929	205	352	115	146	818	2	106	108	36	2	38
Thurgau	1928	220	177	85	65	547	10	22	32	9	2	11
	1929	225	182	101	76	584	8	15	23	8	2	10
Ticino	1928	3	27	—	—	30	2	1	3	3	—	3
	1929	7	20	3	3	33	—	1	1	5	1	6
Vaud	1928	41	138	45	12	236	22	26	48	10	2	12
	1929	45	122	31	7	205	15	13	28	7	3	10
Valais	1928	—	3	1	—	4	1	—	1	2	—	2
	1929	1	5	2	—	8	—	—	—	2	—	2
Neuchâtel	1928	60	72	30	2	164	6	3	9	5	—	5
	1929	66	74	27	1	168	7	7	14	13	1	14
Genève	1928	45	93	61	26	225	13	16	29	27	2	29
	1929	50	130	65	58	303	3	24	27	25	3	28
Total in den 4 Kreisen / Total des quatre arrondissements	1928	2113	2616	1304	807	6840	212	384	596	289	40	329
	1929	2390	2809	1528	958	7685	187	425	612	291	57	348
Fürstentum Liechtenstein	1928	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	1929	—	1	—	—	1	—	—	—	—	—	—

Überzeit, vorübergehende Nacht- und Sonntagsarbeit in den Jahren 1928 und 1929, nach Industriegruppen.

Prolongation de la journée et travail temporaire de nuit et du dimanche en 1928 et 1929, par groupes d'industries.

| Industriegruppen / Groupes d'industries | Jahr / Année | Zahl der Fabriken / Nombre des fabriques | Zahl der Arbeiter / Nombre des ouvriers | Überzeitarbeit — Prolongation de la journée: Fabriken, die Bewilligungen erhielten / Fabriques au bénéfice de permis, als Zusatz zur / venant s'ajouter: Normalarbeitswoche (Art. 40) / à la semaine normale (art. 40): Montag b. Freitag / du lundi au vendredi | für Überzeitwerte (Tage × Arbeiter) / pour heures prolongées (jours × ouvriers) | Samstag / samedi | für Überzeitwerte (Tage × Arbeiter) / pour heures prolongées (jours × ouvriers) | abgeänderten Normalarbeitswoche (Art. 41) / à la semaine normale modifiée (art. 41): Montag b. Freitag / du lundi au vendredi | für Überzeitwerte (Tage × Arbeiter) / pour heures prolongées (jours × ouvriers) | Samstag / samedi | für Überzeitwerte (Tage × Arbeiter) / pour heures prolongées (jours × ouvriers) | Total ** | Überzeitstunden (Tage × Arbeiter × Stunden) als Zusatz zur / Heures de travail prolongé (jours × ouvriers × heures) venant s'ajouter: Normalarbeitswoche (Art. 40) / à la semaine normale (art. 40): Montag b. Freitag / du lundi au vendredi | Samstag / samedi | abgeänderten Normalarbeitswoche (Art. 41) / à la semaine norm. modifiée (art. 41): Montag b. Freitag / du lundi au vendredi | Samstag / samedi | Total | Nachtarbeit / Travail de nuit: Fabriken, die Bewilligungen erhielten / fabriques au bénéfice de permis | für Nachtwerte (Tage × Arbeiter) / Nuits de travail (nuits × ouvriers) | Nachtstunden (Tage × Arbeiter × Stunden) / Heures de travail de nuit (nuits × ouvriers × heures) | Sonntagsarbeit / Travail du dimanche: Fabriken, die Bewilligungen erhielten / fabriques au bénéfice de permis | für Sonntagswerte (Sonntage × Arbeiter) / Dimanches de travail (dimanches × ouvriers) | Sonntagsstunden (Sonntage × Arbeiter × Stunden) / Heures de travail du dimanche (dimanches × ouvriers × heures)
|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|---|
| I. Baumwollindustrie | 1928 | 363 | 38,438 | 14 | 27,081 | 6 | 4,471 | 69 | 188,637 | 36 | 16,909 | 85 | 15,068 | 4,214 | 285,659 | 27,241 | 332,182 | 29 | 58,637 | 456,463 | — | — | — |
| Industrie du coton | 1929 | 360 | 35,687 | 20 | 12,944 | 7 | 1,139 | 55 | 103,971 | 28 | 6,933 | 74 | 11,974 | 2,781 | 152,973 | 9,718 | 177,446 | 28 | 47,672 | 383,570 | — | — | — |
| II. Seiden- und Kunstseiden-Industrie | 1928 | 169 | 25,908 | 32 | 86,678 | 15 | 6,343 | 20 | 103,021 | 18 | 15,825 | 51 | 85,539 | 6,461 | 102,010 | 27,517 | 221,527 | 6 | 1,681 | 10,447 | 1 | 2 | 8 |
| Industrie de la soie et de la soie artificielle | 1929 | 183 | 32,118 | 37 | 166,010 | 18 | 18,923 | 12 | 47,942 | 12 | 6,478 | 51 | 171,009 | 31,796 | 51,046 | 11,512 | 265,363 | 3 | 14,311 | 72,190 | 3 | 77 | 589 |
| III. Wollindustrie | 1928 | 70 | 7,778 | 7 | 55,618 | 2 | 150 | 16 | 19,881 | 10 | 2,584 | 24 | 55,387 | 396 | 25,457 | 4,867 | 86,107 | 6 | 1,513 | 7,340 | — | — | — |
| Industrie de la laine | 1929 | 70 | 7,830 | 12 | 14,494 | 8 | 1,204 | 11 | 4,864 | 9 | 575 | 22 | 16,778 | 1,033 | 7,612 | 1,470 | 26,893 | 6 | 484 | 2,841 | — | — | — |
| IV. Leinenindustrie | 1928 | 27 | 1,889 | 2 | 665 | 1 | 10 | 2 | 1,038 | — | — | 4 | 965 | 35 | 579 | — | 1,579 | 2 | 1,788 | 13,470 | — | — | — |
| Industrie du lin | 1929 | 34 | 1,868 | 3 | 1,850 | — | — | 2 | 380 | 1 | 12 | 6 | 2,280 | — | 380 | 12 | 2,672 | 2 | 192 | 1,340 | — | — | — |
| V. Stickerei | 1928 | 640 | 9,863 | — | — | — | — | 124 | 76,712 | 49 | 3,110 | 124 | — | — | 113,931 | 6,246 | 120,177 | — | — | — | — | — | — |
| Broderie | 1929 | 576 | 8,056 | — | — | — | — | 85 | 67,928 | 29 | 2,914 | 88 | — | — | 93,284 | 4,803 | 98,087 | — | — | — | — | — | — |
| VI. Übrige Textilindustrie | 1928 | 164 | 7,454 | 16 | 12,383 | 4 | 145 | 21 | 63,720 | 12 | 7,929 | 38 | 16,876 | 474 | 101,536 | 8,218 | 127,104 | 24 | 63.198 | 470,423 | — | — | — |
| Autres industries textiles | 1929 | 151 | 6,097 | 22 | 21,395 | 9 | 827 | 23 | 115,932 | 12 | 12,523 | 45 | 21,999 | 1,026 | 187,553 | 14,883 | 225.461 | 29 | 79,200 | 581,256 | 1 | 16 | 128 |
| VII. Kleidung, Ausrüstungsgegenstände | 1928 | 957 | 40,658 | 153 | 131,592 | 80 | 11,692 | 115 | 253,791 | 69 | 32,970 | 266 | 160,270 | 18,110 | 291,246 | 112,979 | 582,605 | 16 | 7,050 | 43,182 | 2 | 27 | 160 |
| Habillement et objets d'équipement | 1929 | 997 | 40,324 | 170 | 129,778 | 102 | 14,036 | 119 | 200,581 | 68 | 33,670 | 290 | 171,630 | 28,075 | 232,094 | 108,959 | 544,758 | 18 | 6,160 | 37,476 | 5 | 52 | 248 |
| VIII. Nahrungs- und Genußmittel | 1928 | 593 | 25,205 | 66 | 146,620 | 37 | 8,198 | 14 | 52,621 | 8 | 6,803 | 81 | 194,369 | 21,979 | 118,089 | 35,613 | 370,050 | 26 | 6,474 | 33,401 | 27 | 909 | 6,161 |
| Produits alimentaires et articles de consommation | 1929 | 595 | 26,315 | 82 | 118,441 | 41 | 6,284 | 13 | 49,336 | 9 | 8,138 | 95 | 178,700 | 14,968 | 119,275 | 36,101 | 349,044 | 25 | 2,480 | 14,743 | 29 | 766 | 4,675 |
| IX. Chemische Industrie | 1928 | 216 | 18,331 | 23 | 11,487 | 17 | 501 | 2 | 1,014 | — | — | 28 | 17,081 | 1,524 | 1,780 | — | 20,385 | 12 | 2,745 | 14,195 | 10 | 361 | 2,457 |
| Industrie chimique | 1929 | 217 | 12,972 | 22 | 24.234 | 14 | 745 | 1 | 871 | 1 | 3 | 27 | 33,659 | 2,437 | 1,524 | 12 | 37,632 | 14 | 4,132 | 21,510 | 11 | 322 | 2,321 |
| X. Zentralanlagen für Kraft-, Gas- und Wasserlieferung | 1928 | 288 | 4,057 | 1 | 663 | — | — | — | — | — | — | 1 | 552 | — | — | — | 552 | — | — | — | — | — | — |
| Usines de production et de distribution d'éléctricité, de gaz et d'eau | 1929 | 290 | 4,674 | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | — | 1 | 4 | 16 |
| XI. Herstellung und Bearbeitung von Papier, Leder, Kautschuk | 1928 | 302 | 13,796 | 60 | 55,930 | 31 | 2,904 | 14 | 13,347 | 6 | 723 | 76 | 83,225 | 6,405 | 19,770 | 2,037 | 111,437 | 5 | 114 | 508 | 9 | 613 | 4,499 |
| Industrie du papier, du cuir et du caoutchouc | 1929 | 307 | 14,259 | 67 | 59,847 | 39 | 3,330 | 12 | 3,579 | 5 | 197 | 78 | 83,068 | 5,222 | 5,706 | 244 | 94,240 | 10 | 359 | 1,942 | 10 | 325 | 2,490 |
| XII. Graphische Industrie | 1928 | 493 | 13,445 | 106 | 74,927 | 79 | 7,399 | — | — | — | — | 119 | 129,567 | 16,544 | — | — | 146,111 | 37 | 4,256 | 17,190 | 26 | 397 | 2,383 |
| Arts graphiques | 1929 | 506 | 14,165 | 133 | 99,084 | 93 | 10,385 | — | — | — | — | 142 | 165,612 | 23,321 | — | — | 188,933 | 36 | 3,476 | 17,712 | 23 | 651 | 3,993 |
| XIII. Holzbearbeitung | 1928 | 1,183 | 22,945 | 181 | 99,748 | 88 | 7,847 | 49 | 37,629 | 26 | 1,745 | 226 | 120,005 | 10,814 | 45,751 | 6,012 | 182,582 | 13 | 2,023 | 13,725 | 6 | 48 | 324 |
| Industrie du bois | 1929 | 1,239 | 26,978 | 186 | 109,393 | 83 | 6,308 | 43 | 16,906 | 26 | 2.594 | 229 | 132.827 | 10,514 | 19,926 | 9,212 | 172,479 | 15 | 2,058 | 16,253 | 4 | 51 | 377 |
| XIV. Herstellung und Bearbeitung von Metallen | 1928 | 636 | 30,240 | 91 | 126,107 | 56 | 5,683 | 38 | 34,186 | 18 | 2.601 | 141 | 189,183 | 6,814 | 36,180 | 3,364 | 235,541 | 23 | 6,836 | 40,557 | 14 | 609 | 4,650 |
| Production et mise en oeuvre des métaux | 1929 | 674 | 38,464 | 141 | 222,417 | 83 | 13,935 | 34 | 36,420 | 21 | 1,795 | 182 | 266,302 | 20,370 | 42,218 | 1,676 | 330,566 | 26 | 9,337 | 61,111 | 11 | 161 | 1,304 |
| XV. Maschinen, Apparate, Instrumente | 1928 | 794 | 73,532 | 171 | 214,167 | 70 | 11,231 | 87 | 385,467 | 46 | 13,448 | 246 | 287,635 | 21,730 | 562,168 | 18,772 | 890,305 | 61 | 66,844 | 429,816 | 30 | 1,087 | 6,831 |
| Machines, appareils et instruments | 1929 | 834 | 76,512 | 204 | 348,796 | 115 | 29,708 | 56 | 342,145 | 36 | 16,045 | 267 | 456,930 | 74,949 | 479,374 | 28,526 | 1,039,779 | 58 | 82,268 | 560,482 | 36 | 1,034 | 7,333 |
| XVI. Uhrenindustrie, Bijouterie | 1928 | 1,113 | 46,007 | 57 | 36,820 | 10 | 2,136 | 37 | 43,009 | 18 | 389 | 98 | 43,944 | 1,159 | 36,510 | 1,079 | 82,692 | 3 | 133 | 814 | 1 | 15 | 120 |
| Horlogerie, bijouterie | 1929 | 1,120 | 48,378 | 52 | 28,076 | 11 | 766 | 34 | 29,939 | 15 | 2,045 | 76 | 36,175 | 1.632 | 27,941 | 1,755 | 67,503 | 5 | 234 | 680 | 2 | 48 | 369 |
| XVII. Industrie der Erden und Steine | 1928 | 329 | 13,470 | 24 | 15,114 | 12 | 921 | 20 | 34,250 | 4 | 1,489 | 48 | 21,106 | 1,761 | 45,415 | 2,400 | 70,682 | 7 | 1,873 | 12,407 | 11 | 334 | 2,474 |
| Industrie des terres et des pierres | 1929 | 347 | 14,954 | 26 | 18,373 | 10 | 649 | 24 | 31,164 | 11 | 2.888 | 51 | 29,504 | 1,157 | 39,783 | 7,046 | 77,490 | 11 | 4,978 | 30,694 | 17 | 533 | 3.710 |
| Zusammen in den 4 Kreisen | 1928 | 8,337* (8259) | 393,016 | 1004 | 1,095.600 | 508 | 69,631 | 628 | 1,308.323 | 320 | 106,525 | 1,656 | 1,420,772 | 118,420 | 1,786,081 | 256,345 | 3,581,618 | 270 | 225,165 | 1,563,938 | 137 | 4,402 | 30,067 |
| Total des quatre arrondissements | 1929 | 8,500* (8374) | 409,651 | 1177 | 1,375.132 | 633 | 108,239 | 524 | 1,051.958 | 283 | 96,810 | 1,723 | 1,778,447 | 219,281 | 1,460,689 | 235,929 | 3,694,346 | 286 | 257,341 | 1,803,800 | 153 | 4,040 | 27,553 |

* Die Summen dieser Kolonne sind größer als die darunter angegebenen richtigen Zahlen, wegen der Teilung einzelner Fabriken nach Industriegruppen.

* Les totaux de cette colonne sont plus grands que les nombres réels (indiqués entre parentheses), parce que certains établissements figurent dans plusieurs groupes d'industries à la fois.

** Die Zahlen dieser Rubrik geben die wirkliche Zahl der Fabriken, die Ueberzeitarbeit hatten; sie sind kleiner als die Summe der Zahl der Fabriken in den vorangehenden Rubriken, weil jede Fabrik nur einmal gezählt ist, auch wenn sie in verschiedenen Rubriken Bewilligungen hatte.

** Les chiffres de cette colonne donnent le nombre réel des établissements qui ont reçu des permis de prolongation; ils sont inférieurs à la somme résultant de l'addition des chiffres correspondants des colonnes précédentes, ceci parce que chaque établissement n'est compté qu'une fois, même s'il a reçu des permis figurant sous plusieurs rubriques.

Tabelle VI. — Tableau VI.

Strafentscheide betreffend Übertretung der Vorschriften über die Arbeit in den Fabriken in den Jahren 1928 und 1929.

Amendes infligées pour infraction aux prescriptions sur le travail dans les fabriques pendant les années 1928 et 1929.

Kantone Cantons	Jahr — Année	Fabrikhygiene und Unfallverhütung, Genehmigung der Anlage Hygiène de la fabrique et prévention des accidents. Approbation d'installations nouvelles Fälle — Cas	Arbeiterverzeichnis, Fabrikordnung, Besondere Reglemente Liste des ouvriers. Règlement defabrique. Règlements spéciaux Fälle — Cas	Arbeitszeit und Ausnahmebewilligungen Durée du travail et permis Fälle — Cas	Beschäftigung weiblicher Personen Travail des femmes Fälle Cas	Beschäftigung jugendlicher Personen Travail des jeunes gens Fälle Cas	Mit Fabriken verbundene Anstalten Institutions patronales Fälle Cas	Andere Vorschriften und Verfügungen Autres prescriptions et décisions Fälle Cas	Totalbetrag der Bußen und Kosten Montant total des amendes et des frais	Zahl der Bußen unter 50 Fr. Nombre des amendes de moins de 50 fr.	Zahl der Bußen von 50 Fr. und mehr Nombre des amendes de 50 fr. et plus
Zürich	1928	—	10	148	7	8	—	—	6,962.60	113	36
	1929	1	4	130	9	8	—	7	7.170.90	100	41
Bern	1928	—	6	27	1	2	—	—	1,393.10	26	7
	1929	6	12	35	3	1	—	—	2,106.80	31	18
Luzern	1928	—	—	1	—	—	—	—	168.90	—	1
	1929	—	—	5	—	—	—	—	105.—	4	1
Uri	1928	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	1929	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Schwyz	1928	—	2	5	—	—	—	—	187.—	4	1
	1929	—	—	2	—	—	—	—	151.—	1	1
Obwalden . . .	1928	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	1929	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Nidwalden . . .	1928	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	1929	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Glarus	1928	—	—	1	—	—	—	—	50.—	—	1
	1929	—	—	1	—	—	—	—	50.—	—	1
Zug	1928	—	—	1	—	—	—	—	15.—	1	—
	1929	—	—	3	—	—	—	1	424.—	1	2
Fribourg . . .	1928	—	—	6	—	—	—	—	75.—	6	—
	1929	—	—	3	—	—	—	—	22.50	3	—
Solothurn . . .	1928	6	2	41	1	1	—	—	2,988.30	25	22
	1929	2	—	24	—	—	—	—	1,433.30	15	11
Basel-Stadt . .	1928	—	1	6	3	3	—	—	391.30	3	3
	1929	—	15	24	3	2	—	—	1,039.50	16	8
Basel-Land . .	1928	—	4	9	1	1	—	—	469.10	15	—
	1929	—	2	6	—	—	—	—	221.85	7	—
Schaffhausen . .	1928	—	—	7	—	1	—	—	230.—	4	3
	1929	—	—	1	—	—	—	—	20.—	1	—
Appenzell A.-Rh. .	1928	—	—	7	1	1	—	—	277.50	6	1
	1929	—	—	14	2	2	—	1	1,036.20	9	5
Appenzell J.-Rh. .	1928	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	1929	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
St. Gallen . . .	1928	—	1	19	—	2	—	3	2,363.60	7	12
	1929	—	—	9	1	1	—	1	884.85	6	3
Graubünden . .	1928	—	1	3	—	—	—	—	300.—	—	3
	1929	—	—	2	—	—	—	—	80.—	1	1
Aargau	1928	—	3	17	1	2	—	—	1,688.90	13	7
	1929	—	2	11	1	3	—	1	944.—	6	8
Thurgau . . .	1928	—	—	41	1	1	—	—	1,125.—	37	4
	1929	1	—	29	—	2	—	1	1,410.—	23	9
Ticino	1928	—	—	15	1	—	—	—	1,030.—	3	12
	1929	—	—	9	—	—	—	—	730.—	3	6
Vaud	1928	2	4	22	—	1	—	—	634.50	21	5
	1929	1	2	20	1	1	—	—	605.—	15	7
Valais	1928	—	1	4	—	1	—	—	119.50	5	—
	1929	2	1	4	—	1	—	—	546.20	2	4
Neuchâtel . .	1928	—	2	20	3	—	—	—	1,049.—	11	10
	1929	—	—	17	—	1	—	—	712.10	16	3
Genève . . .	1928	3	2	30	4	1	—	—	2,815.—	17	15
	1929	2	—	19	—	2	—	—	990.—	15	8
Total in den 4 Kreisen Total des quatre arrondissements	1928	11	39	430	24	25	—	3	24,333.30	317	143
	1929	15	38	368	20	24	—	12	20,683.20	275	137
Fürstentum Liechtenstein	1928	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
	1929	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—

Alphabetisches Sachregister.

	I. Kreis Seite	II. Kreis Seite	III. Kreis Seite	IV. Kreis Seite
Aborte	12, 20, 22	64	129	178
Akkordarbeit	—	78, 79	—	188
Alkoholkonsum	26	—	157	207
Alte Arbeiter	—	55, 76, 97	—	—
Altersausweise	42	101	155, 160	204
Alters-, Invaliden- und Hinterbliebenenfürsorge	45	76, 104	158	208
Aluminiumindustrie	—	—	—	180, 184
Anilinfarbenindustrie	—	73	—	—
Anschlag				
des Zahltags	25	—	—	—
der Fabrikordnung	26	77	—	—
des Stundenplanes	30	—	—	—
Arbeiter, Zahl der	3 f.	51 f., 82	112 f.	166 f.
Arbeiterheime	46	105	157	—
Arbeiterkommissionen	—	80	120	—
Arbeiterverzeichnisse	—	76	131, 160	185
Arbeitslosigkeit, Arbeitslosenkassen	19, 44	82, 103, 104,	119	164, 208
Arbeitsorganisation, internationale	—	60, 67, 94	119	—
Arbeitsräume	11, 12, 13	62	123 f.	175 f.
Arbeitsstreitigkeiten	27	77, 78, 104	134	—
Arbeitszeit, Einteilung	24	86	140	191
Arbeitszeit, Kontrolle	27	90, 106	160	214
Arbeitszeit, Wirkung der Verkürzung	28	81	—	—
Atemschutzgeräte	15, 23	66	—	176
Aufzüge	20, 22	—	—	—
Ausnahmebewilligungen betreffend die Arbeitszeit, siehe: Hülfsarbeit; Nachtarbeit; Normalarbeitswoche, abgeänderte; Sonntagsarbeit; Statistik der kantonalen Arbeitszeitbewilligungen; Überzeitarbeit; Tagesarbeit, Verschiebung der Grenzen; zweischichtiger Tagesbetrieb.				
Ausschluß von der Arbeit	—	77	—	—
Automobilbranche	14	55, 66, 96	117, 122, 125, 126, 127, 134, 136, 151	183
Acetylenanlagen	13, 20	63, 67, 68, 69	—	—

	I. Kreis Seite	II. Kreis Seite	III. Kreis Seite	IV. Kreis Seite
Bade- und Dusche-Einrichtungen	12, 22	64	129, 157	179, 211
Bäckerei	—	94	150, 156	—
Baumwollindustrie	—	51, 54, 97, 100	116, 117, 119, 128, 138, 150, 155	170, 176, 177, 183, 184, 192, 200, 208, 214
Baupläne	12, 21	60, 74, 105	130	182, 184
Baustoffindustrie, siehe auch Zementindustrie, Ziegelei	36	54, 55, 64, 97	117	180, 199
Bekleidungsindustrie	33, 36, 37	54, 55, 63, 97, 98, 100	116, 117, 124, 155	170, 192, 206, 208
Beleuchtung	12, 13, 21, 27	62	123	177
Benzinlagerung, Benzinwäsche	15	70	—	183, 184
Berufskrankheiten	22	67, 70, 99	121	182
Beschwerden	49	61, 90	—	—
Betriebseröffnung, deren Bewilligung	12, 22	105	131	185
Bierbrauerei	—	—	117, 149, 151	—
Blei, seine Verbindungen und Legierungen	14, 15, 21	71	121, 124	176
Bußen	26	61, 77	133	186
Chemische Industrie, siehe auch Anilinfarbenindustrie	21, 37	94, 97	—	199, 208
Dampfkessel	—	—	130, 155	—
Dienstverhältnis, siehe auch Gesamtarbeitsverträge, Kündigung, Lohnwesen	27	61, 77, 78	120, 134	187
Einigungswesen	—	—	134, 136	—
Elektrische Anlagen	37	55, 69, 95	—	199
Elektrische Einrichtungen	17, 22	68	123, 126, 129	—
Englische Arbeitszeit	—	87	140	191
Entnebelung	12	—	126	176
Entstaubungsanlagen	12, 22	65	127	176, 181
Explosionen, Explosionsgefahr	14, 18, 20	69	121	184
Fabrik-Hygiene	11, 22	61	120, 123	175
Fabriken, Zahl der	3 f.	51 f.	112 f.	166 f.
Fabrikordnungen	24	76	132, 160	185
Fabrikstatistik 1929	—	51	116, 118, 119, 156	189
Fabrikverzeichnis	—	—	117, 118	—
Feiertage	—	—	141, 150	192
Fenster, mattierte Scheiben	—	63, 74	—	—
Ferien	43	73, 103	158	209
Feuergefahr und -Bekämpfung	17, 20, 22	70	—	—
Freizeit der Arbeiter	—	—	—	211
Fünftagewoche	—	86, 98	141	—
Furnitüren	27	79	—	—

	I. Kreis Seite	II. Kreis Seite	III. Kreis Seite	IV. Kreis Seite
Galvanische Anstalten, Gelbbrennanlagen	—	66	126	—
Gasschutz	—	69	—	—
Gaswerke	—	69, 95	—	—
Gebühren	33	—	—	—
Gesamtarbeitsverträge	—	80, 103	—	—
Gesetzgebung, künftige	—	99	158	—
Gewerbehygienische Sammlung	22	—	—	—
Gießerei, Gußputzerei	37	58, 65, 66	127	176, 184, 188
Glashütten	—	—	123, 155	—
Graphische Industrie, siehe auch Setzmaschinenbetrieb	25	54, 59, 62, 71, 97, 100	125, 126, 138, 158	183
Hadernsortierung	—	65	—	—
Hausfrauen als Arbeiterinnen	—	86	143, 152	173
Heimarbeit	25	54, 55	111, 117	203
Heizung	17, 21	64, 70	128	178
Holzindustrie	21	54, 62, 65, 81, 100	116, 127, 130, 136, 138, 150, 151	170, 176, 208
Holzschnitzerei	—	59	—	—
Hülfsarbeit	37	96, 102	132, 151	199
Hutgeflechtindustrie	—	98	—	—
Industrie, deren Lage und Gang	4, 27	51	117	164
Industrien, neue	4	51	117	174
Inspektionspersonal	—	60	119	—
Inspektionen	4	60	118	174
Inventurarbeiten	—	—	141	—
Jugendliche Personen, siehe auch Altersausweise, Lehrlingswesen, Schulunterricht, unzulässige Beschäftigung	41 f.	100 f.	153 f.	203 f.
Kantone, Beziehungen zu den eidg. Fabrikinspektoraten	11, 20, 22, 26, 27, 42	61, 62, 64	118, 119, 130, 131	212, 214
siehe im übrigen unter Vollzug des Gesetzes, Vollzugsorgane.				
Kassen (Krankenkassen und Sparkassen)	45	—	153, 158	—
Kinder, deren Aufenthalt bezw. Verwendung in Fabriken	42	66, 101	—	205
Kinderkrippen	—	—	—	209
Kleiderschränke bezw. -Räume	12, 22	64	129	179
Kohlenoxyd	—	—	122	—
Konditoreien	—	—	117	—

	I. Kreis Seite	II. Kreis Seite	III. Kreis Seite	IV. Kreis Seite
Konservenindustrie	37, 40	64, 98, 101	—	207
Krankenzimmer	22.	68	—	—
Küchen von Fabriken	—	104	157	—
Kühlung der Arbeitsräume	—	—	128	—
Kündigung	24, 25, 27	—	134	—
Kunstseidenindustrie	—	97	—	181, 183, 184, 192, 200, 201
Lärm	—	—	129	—
Lederfabrikation	—	64, 97	—	—
Lehrlingswesen	—	80, 102	116, 129, 156	205, 211
Leinenindustrie	—	54, 97	—	—
Leuchtmasse	15	72	—	—
Lohnwesen	24, 28	61, 78 f., 103	134 f.	187, 188, 211
insbesondere: Abrechnung	—	78	135	—
Abzug	—	—	136	—
Periode	24	—	134	187
Kinderzulagen	—	—	136	—
Standgeld	—	—	132	—
Vorschüsse	—	—	132	—
Zahltag	—	78	—	187
Zuschlag	41	79, 86, 87, 94	132, 134, 135, 139	—
siehe ferner Akkordarbeit, Furnitüren.				
Lüftung der Arbeitsräume	12, 21	65	126	176
Mangelberufe	—	—	—	201
Maschinen- und Metallindustrie	21, 28, 33, 36, 37	54, 55, 65, 68, 86, 94, 97, 100	116, 136, 139, 141, 155, 157,	170, 188, 192, 199, 206, 207, 208
Meidung bestimmter Berufe	—	76	—	—
Metzgerei, Wursterei	—	—	117, 125	—
Mühlen	—	95	117, 122	199
Nachbarbeschwerden	20	—	131	180, 181
Nachtarbeit	32	91, 108	149	199, 214
Nachträgliche Beseitigung von Übelständen	—	75, 105	131	—
Nahrungsmittelindustrie	21, 33, 36, 37	54	116, 122	209
siehe auch Konservenindustrie				
Niederkunftsausweise	—	99	—	202
Nitrozelluloselack	—	67	—	—
Normalarbeitswoche	27, 28	81	138, 163	189
Normalarbeitswoche, abgeänderte	27, 30 f.	60, 84 f., 98	136, 139, 143, 158	189 f. 209
Papierindustrie	—	97	—	199

	I. Kreis Seite	II. Kreis Seite	III. Kreis Seite	IV. Kreis Seite
Pausen	—	87, 88	140	191, 192, 202
Phosgen	—	72	—	—
Psychotechnische Eignungsprüfungen	—	62	120	—
Rationalisierung der Betriebe	11	51, 59, 61	111	206
Rauchen in den Fabriken	—	69	123	—
Reinigungsarbeiten, Reinhaltung der Arbeitsräume	—	—	129, 155	177
Samstagnachmittag, freier	41	98	135, 156	191, 202
Samstagsarbeit	24, 33	80, 88, 91	134, 141	198
Sandstrahlerei	—	65	—	—
Sauerstoffapparate	—	69	—	—
Schiffswerft	—	—	117	—
Schlafräume	12, 19	—	157	—
Schokoladefabriken	—	—	117	—
Schraubenfabriken	—	58	—	—
Schuhindustrie	—	63, 66, 70	124	—
Schulunterricht	42	101	156	204, 205
Schutzvorrichtungen	14, 23	66, 67	120, 152	—
Seidenbandweberei	—	51, 55, 76	—	—
Seidenindustrie	—	54, 55, 65, 97, 100	116, 117, 123, 155	192, 200
Seifenindustrie	—	70	—	—
Seilerei	—	59	—	—
Setzmaschinenbetrieb	—	71, 81	125	176
Sicherheitslagerung	—	70	—	—
Sitzgelegenheiten	—	63, 99	129	—
Sonntagsarbeit	32, 37	91, 108	149	198
Spritzverfahren	14	66	121, 127	176, 183
Statistik der Arbeitszeit im einschichtigen Tagesbetrieb in der Woche vom 19. bis 24. August 1929	29	83	137	193
Sammeltabelle S. 222	—	—	—	—
Statistik der kantonalen Arbeitszeitbewilligungen	31, 34	89, 92 f.	145 f.	195 f.
Sammeltabellen S. 224, 227	—	—	—	—
Statistik der Bestrafungen	47	107	161	215
Sammeltabelle S. 228	—	—	—	—
Statistik der Fabriken- und Arbeiterzahl	6 f.	52, 56	112 f.	166 f.
Sammeltabellen S. 218, 221	—	—	—	—
Staubbekämpfung siehe unter Entstaubungsanlagen	—	—	—	—
Stickerei	—	51, 54, 55, 59, 97	117	165, 170, 173, 188, 208

	I. Kreis Seite	II. Kreis Seite	III. Kreis Seite	IV. Kreis Seite
Strafwesen	10, 27, 30, 48	106, 108	131, 132, 153, 155, 162	201, 213, 216
Stundenpläne	—	—	140	—
Tabakindustrie	—	58, 64, 78	127, 139	—
Tagesarbeit, Verschiebung der Grenzen	37	87	143	192
Tetrachloraethan	—	70	—	—
Transmissionen	20	68	—	—
Treppen	21	68, 75	—	—
Türen	21	68	—	—
Überzeitarbeit	27, 32	81, 83, 88 f., 98, 108	135, 143 f., 160	192, 194 f.,
Uhrenindustrie	13, 14, 15, 21, 28, 33, 36, 37, 41, 43, 44	54, 55, 62, 63, 70, 72, 98, 103	—	208
Unfallverhütung	—	61, 67 f.	120 f.	181 f.
Unfallversicherungsanstalt, Schweizerische	20, 23	67	116, 120, 130	181, 184
Unterstellungen und Streichungen von Fabriken	5	54 f., 105, 106	116	173
Ununterbrochener Betrieb	37	91	—	—
Unzulässige Beschäftigung	—	102	153	205
„Volksdienst“	—	—	157	207
Vollzug des Gesetzes	—	105	159	212
Vollzugsorgane	—	50	159	—
Wäschereien	41	98	—	—
Wascheinrichtungen	12, 22	—	129	179
Wasserversorgung	19	—	—	—
Weg zur Arbeitsstätte	12	—	—	—
Weibliche Personen siehe auch Hausfrauen, Niederkunftsausweise, Unzulässige Beschäftigung, Wöchnerinnen.	37, 38 f.	64, 97 f.	151 f.	181, 200 f.
Wiederbelebungsapparate	—	68, 69	—	—
Wöchnerinnen	41	99	153	202
Wohlfahrtseinrichtungen	43 f.	102 f.	136, 157 f.	206 f.
Wohnort der Arbeiter	12	—	—	—
Wohnungen für Arbeiter	—	—	—	207
Wollindustrie	—	97	128, 138	—
Zelluloid	16	59, 69, 70	—	—
Zementindustrie	—	55	—	—
Ziegeleien	19, 32, 37	99, 106	130, 157	190, 199
Zündhölzchenfabrikation	—	59, 72	121	—
Zweischichtiger Tagesbetrieb	37	98	141, 142	207

Index alphabétique.

	Ier arrond.	IIme arr.	IIIme arr.	IVme arrond.
	page	page	page	page
Accidents, mesures préventives	—	61, 67 ss	120 ss	181 ss
Accouchement, certificats d'	—	99	—	202
Acétylène, appareils à	13, 20	63, 67, 68, 69	—	—
Affichage				
du jour de paie	25	—	—	—
du règlement de fabrique	26	77	—	—
de l'horaire	30	—	—	—
Alimentaires, industrie des produits	21, 33, 36, 37	54	116, 122	209
voir aussi Conserves alimentaires.				
Allocations pour enfants	—	—	136	—
Allumettes, fabrication d'	—	59, 72	121	—
Aluminium, industrie de l'	—	—	—	180, 184
Amendes	26	61, 77	133	186
Aniline, industrie des couleurs d'	—	73	—	—
Apprentis	—	80, 102	116, 129, 156	205, 211
Arts graphiques	25	54, 59, 62, 71, 97, 100	125, 126, 138, 158	183
voir aussi Machines à composer.				
Assujettissement et désassujettissement de fabriques	5	54 ss, 105, 106	116	173
Attestations d'âge	42	101	155, 160	204
Automobiles, industrie des	14	55, 66, 96	117, 122, 125, 126, 127, 134, 136, 151	183
Autorisations d'ouvrir l'exploitation	12, 22	105	131	185
Bains et douches	12, 22	64	129, 157	179, 211
Bateaux, chantier de construction de	—	—	117	—
Benzine, dépôts de, lavage à la	15	70	—	183, 184
Blanchisseries	41	98	—	—
Bois, industrie du	21	54, 62, 65, 81, 100	116, 127, 130, 136, 138, 150, 151	170, 176 208
Bois, sculpture du	—	59	—	—
Boissons spiritueuses	26	—	157	207
Boucheries-charcuteries	—	—	117, 125	—
Boulangerie	—	94	150, 156	—
Brasserie	—	—	117, 149, 151	—
Broderie	—	51, 54, 55, 59, 97	117	165, 170, 173, 188, 208
Bruit	—	—	129	—

	Ier arrond.	IIme arr.	IIIme arr.	IVme arrond.
	page	page	page	page
Buées, élimination des	12	—	126	176
Cabinets d'aisances	12, 20, 22	64	129	178
Caisse nationale suisse d'assurance en cas d'accidents	20, 23	67	116, 120, 130	181, 184
Caisses de maladie et d'épargne	45	—	153, 158	—
Cantines	—	104	157	—
Cantons, rapports avec les inspectorats fédéraux des fabriques	11, 20, 22, 26, 27, 42	61, 62, 64	118, 119, 130, 131	212, 214
voir aussi Exécution de la loi et Organes d'exécution.				
Celluloïd	16	59, 69, 70	—	—
Chapellerie, industrie des tresses de	—	98	—	—
Chaudières à vapeur	—	—	130, 155	—
Chauffage	17, 21	64, 70	128	178
Chaussure, industrie de la	—	63, 66, 70	124	—
Chiffons, délissage des	—	65	—	—
Chimique, industrie, voir aussi Aniline	21, 37	94, 97	—	199, 208
Chocolat, fabriques de	—	—	117	—
Chômage, caisses de chômage	19, 44	82, 103, 104	119	164, 208
Ciment, industrie du ciment	—	55	—	—
Commissions d'ouvriers	—	80	120	—
Conciliation	—	—	134, 136	—
Congé	24, 25, 27	—	134	—
Conserves alimentaires, iudustrie des	37, 40	64, 98, 101	—	207
Contestations de droit civil	27	77, 78, 104	134	—
Contrat de travail	27	61, 77, 78	120, 134	187
voir aussi Conventions collectives, Congé, Salaires.				
Contraventions et peines	10, 27, 30, 48	106, 108	131, 132, 153, 155, 162	201, 213, 216
Conventions collectives	—	80, 103	—	—
Corderie	—	59	—	—
Coton, industrie du	—	51, 54, 97, 100	116, 117, 119, 128, 138, 150, 155	170, 176, 177, 183, 184, 192, 200, 208, 214
Crèches d'enfants	—	—	—	209
Cuir, industrie du	—	64, 97	—	—
Déplacement des limites du travail de jour	37	87	143	192
Dimanche, travail du	32, 37	91, 108	149	198
Dispositifs préservateurs	14, 23	66, 67	120, 152	—

	Ier arrond. page	IIme arr. page	IIIme arr. page	IVme arrond. page
Domicile des ouvriers	12	—	—	—
Dortoirs	12, 19	—	157	—
Durée du travail, contrôle	27	90, 106	160	214
Durée du travail, effets du raccourcissement	28	81	—	—
Durée du travail, répartition	24	86	140	191
Eau potable	19	—	—	—
Éclairage	12, 13, 21, 27	62	123	177
Electricité, usines d'	37	55, 69, 95	—	199
Émoluments	33	—	—	—
Enfants, séjour et occupation dans les fabriques	42	66, 101	—	205
Enseignement scolaire	42	101	156	204, 205
Époussiérage	12, 22	65	127	176, 181
Escaliers	21	68, 75	—	—
États du personnel	—	76	131, 160	185
Exclusion du travail	—	77	—	—
Exécution de la loi	—	105	159	212
Explosions, danger d'explosion	14, 18, 20	69	121	184
Fabriques, nombre des	3 ss	51 ss	112 ss	166 ss
Femmes, travail des	37, 38 ss	64, 97 ss	151 ss	181, 200 ss
voir aussi Certificats d'accouchement, Ouvrières chargées des soins d'un ménage, Travaux interdits.				
Femmes en couches	41	99	153	202
Fenêtres, vitres dépolies	—	63, 74	—	—
Fonderies, ébarbage	37	58, 65, 66	127	176, 184, 188
Fournitures	27	79	—	—
Fumer, danger de	—	69	123	—
Galvanoplastie, ateliers de, décapage	—	66	126	—
Gaz, protection contre les	—	69	—	—
Habillement, industrie de l'	33, 36, 37	54, 55, 63, 97, 98, 100	116, 117, 124, 155	170, 192, 206, 208
Heures supplémentaires, voir Prolongation exceptionnelle de la journée.				
Horaires de travail	—	—	140	—
Horlogerie	13, 14, 15, 21, 28, 33, 36, 37, 41, 43, 44	54, 55, 62, 63, 70, 72, 98, 103	—	208
Hygiène de la fabrique	11, 22	61	120, 123	175

	Ier arrond. page	IIme arr. page	IIIme arr. page	IVme arrond. page
Imprimeries, voir Arts graphiques et Machines à composer.				
Incendie, risque d'; moyens d'extinction	17, 20, 22	70	—	—
Inconvénients, suppression d'	—	75, 105	131	—
Industries, leur marche	4, 27	51	117	164
Industries nouvelles	4	51	117	174
Infirmeries	22	68	—	—
Inspections	4	60	118	174
Inspection, personnel	—	60	119	—
Installations électriques	17, 22	68	123, 126, 129	—
Institutions sociales	43 ss	102 ss	136, 157 ss	206 ss
Inventaire, travaux d'	—	—	141	—
Jeunes gens, travail des	41 ss	100 ss	153 ss	203 ss
voir aussi Attestations d'âge, Apprentis, Enseignement scolaire, Travaux interdits.				
Jours fériés	—	—	141, 150	192
Laine, industrie de la	—	97	128, 138	—
Lave-mains	12, 22	—	129	179
Législation à venir	—	99	158	—
Lin, industrie du	—	54, 97	—	—
Locaux de travail	11, 12, 13	62	123 ss	175 ss
Locaux de travail, rafraîchissement des	—	—	128	—
Locomotion, moyens de	12	—	—	—
Logements d'ouvriers	—	—	—	207
Loisirs des ouvriers	—	—	—	211
Machines à composer	—	71, 81	125	176
Machines et métaux, industrie des	21, 28, 33, 36, 37	54, 55, 65, 68, 86, 94, 97, 100	116, 136, 139, 141, 155, 157	170, 188, 192, 199, 206, 207, 208
Magasinage de sûreté	—	70	—	—
Main-d'œuvre féminine, manque de	—	—	—	201
Maisons ouvrières	46	105	157	—
Maladies professionnelles	22	67, 70, 99	121	182
Masques, voir Respirateurs.				
Matériaux de construction, industrie des	36	54, 55, 64, 97	117	180, 199
voir aussi Ciment, Tuileries.				
Métiers en défaveur	—	76	—	—
Monte-charges	20, 22	—	—	—

	Ier arrond. page	IIme arr. page	IIIme arr. page	IVme arrond. page
Moulins	—	95	117, 122	199
Musée d'hygiène industrielle et de prévention des accidents	22	—	—	—
Nettoyage, travaux de	—	—	129, 155	177
Nitrocellulose, vernis à la	—	67	—	—
Nuit, travail de	32	91, 108	149	199, 214
Organes d'exécution	—	50	159	—
Organisation internationale du travail	—	60, 67, 94	119	—
Organisation rationnelle du travail	11	51, 59, 61	111	206
Ouvrières chargées des soins d'un ménage	—	86	143, 152	173
Ouvriers, nombre des	37 ss	51 ss, 82	112 ss	166 ss
Ouvriers, vieux	—	55, 76, 97	—	—
Oxyde de carbone	—	—	122	—
Oxygène, inhalateurs d'	—	69	—	—
Papier, industrie du	—	97	—	199
Pâtisseries	—	—	117	—
Pauses	—	87, 88	140	191, 192, 202
Peinturage, voir Vernissage à la machine.				
Permis concernant la durée du travail, voir Déplacement des limites du travail de jour, Emoluments, Prolongation exceptionnelle de la journée, Semaine normale modifiée, Statistique, Travaux accessoires, Dimanche (travail du), Travail de jour à deux équipes, Nuit (travail de).				
Phosgène	—	72	—	—
Plaintes	49	61, 90	—	—
Plans de construction	12, 21	60, 74, 105	130	182, 184
Plomb et ses alliages	14, 15, 21	71	121, 124	176
Portes	21	68	—	—
Poussières, voir Epoussiérage	—	—	—	—
Prolongation exceptionnelle de la journée	27, 32	81, 83, 88 ss, 98, 108	135, 143 ss, 160	192, 194 ss
Psychotechnique, examen	—	62	120	—
Radium, matières radioactives	15	72	—	—
Rationalisation, voir Organisation, rationnelle du travail.				

	Ier arrond. page	IIme arr. page	IIIme arr. page	IVme arrond. page
Registre des fabriques	—	—	117, 118	—
Règlements de fabrique	24	76	132, 160	185
Respirateurs	15, 23	66	—	176
Revivification, appareils de	—	68, 69	—	—
Rubans de soie, tissage des	—	51, 55, 76	—	—
Sable, machines à jet de	—	65	—	—
Salaires, régime des	24, 28	61, 78 ss, 103	134 ss	187, 188, 211
en particulier:				
Arrêté de compte	—	78	135	—
Avances	—	—	132	—
Jour de paie	—	78	—	187
Période de paie	24	—	134	187
Retenues	—	—	132, 136	—
Supplément de salaire	41	79, 86, 87, 94	132, 134, 135, 139	—
voir aussi Travail aux pièces ou à la tâche.				
Samedi après-midi, repos du	41	98	135, 156	191, 202
Samedi, travail du	24, 33	80, 88, 91	134, 141	198
Savon, industrie du	—	70	—	—
Semaine anglaise	—	87	140	191
Semaine de cinq jours	—	86, 98	141	—
Semaine normale	27, 28	81	138, 163	189
Semaine normale modifiée	27, 30 ss	60, 84 ss, 98	136, 139, 143, 158	189 ss, 209
Sièges	—	63, 99	129	—
Soie, industrie de la soie	—	54, 55, 65, 97, 100	116. 117, 123, 155	192, 200
Soie artificielle, industrie de la	—	97	—	181, 183, 184, 192, 200, 201
Statistique des fabriques de 1929	—	51	116, 118, 119, 156	189
Tableaux de la durée du travail dans le service normal de jour, semaine du 19 au 24 août 1929	29	83	137	193
Tableau récapitulatif . . p. 222	—	—	—	—
Tableaux du nombre des fabriques et des ouvriers	67 ss	52, 56	112 ss	166 ss
Tableaux récapitulatifs p. 218, 221	—	—	—	—
Tableaux des peines infligées	47	107	161	215
Tableau récapitulatif . . p. 228	—	—	—	—

	Ier arrond. page	IIme arr. page	IIIme arr. page	IVme arrond. page
Tableaux des permis cantonaux concernant la durée du travail	31, 34	89, 92 ss	145 ss	195 ss
Tableaux récapitulatifs p. 224, 227	—	—	—	—
Tabac, industrie du tabac	—	58, 64, 78	127, 139	—
Tétrachlorure d'éthane	—	70	—	—
Transmissions	20	68	—	—
Travail à domicile	25	54, 55	111, 117	203
Travail aux pièces ou à la tâche	—	78, 79	—	188
Travail continu	37	91	—	—
Travail de jour à deux équipes successives	37	98	141, 142	207
Travaux accessoires	37	96, 102	132, 151	199
Travaux interdits	—	102	153	205
Tuileries-briqueteries	19, 32 37	99, 106	130, 157	190, 199
Usines à gaz	—	69, 95	—	—
Vacances	43	73, 103	158	209
Ventilation des locaux de travail	12, 21	65	126	176
Vernissage à la machine (pistolet)	14	66	121, 127	176, 183
Verreries	—	—	123, 155	—
Vestiaires	12, 22	64	129	179
Vieillesse et invalidité, œuvres de prévoyance	45	76, 104	158	208
Vis, fabriques de	—	58	—	—
Voisinage, plaintes du	20	—	131	180, 181
„Volksdienst"	—	—	157	207

336 KPiP
1100336